

Université de Montréal

La sécurité kazakhe: critique d'une vision traditionnelle, prémisses d'une alternative

Par  
Dimitri Latulippe

Département de science politique  
Faculté des études supérieures

Mémoire présenté à la Faculté des études supérieures  
en vue de l'obtention du grade Maître ès Sciences (M. Sc.)  
en science politique

Décembre 2006

© Dimitri Latulippe, 2006



JA

39

U54

2007

v.008

## AVIS

L'auteur a autorisé l'Université de Montréal à reproduire et diffuser, en totalité ou en partie, par quelque moyen que ce soit et sur quelque support que ce soit, et exclusivement à des fins non lucratives d'enseignement et de recherche, des copies de ce mémoire ou de cette thèse.

L'auteur et les coauteurs le cas échéant conservent la propriété du droit d'auteur et des droits moraux qui protègent ce document. Ni la thèse ou le mémoire, ni des extraits substantiels de ce document, ne doivent être imprimés ou autrement reproduits sans l'autorisation de l'auteur.

Afin de se conformer à la Loi canadienne sur la protection des renseignements personnels, quelques formulaires secondaires, coordonnées ou signatures intégrées au texte ont pu être enlevés de ce document. Bien que cela ait pu affecter la pagination, il n'y a aucun contenu manquant.

## NOTICE

The author of this thesis or dissertation has granted a nonexclusive license allowing Université de Montréal to reproduce and publish the document, in part or in whole, and in any format, solely for noncommercial educational and research purposes.

The author and co-authors if applicable retain copyright ownership and moral rights in this document. Neither the whole thesis or dissertation, nor substantial extracts from it, may be printed or otherwise reproduced without the author's permission.

In compliance with the Canadian Privacy Act some supporting forms, contact information or signatures may have been removed from the document. While this may affect the document page count, it does not represent any loss of content from the document.

Université de Montréal  
Faculté des études supérieures

Ce mémoire intitulé :

**La sécurité kazakhe: critique d'une vision traditionnelle, prémisses d'une alternative**

Présenté par :  
Dimitri Latulippe

a été évalué par un jury composé des personnes suivantes :

Frédéric Mérand : président-rapporteur

Luc Duhamel : directeur de recherche

Laurence McFalls : membre du jury

## Résumé

Le mémoire qui suit porte sur les aspects conceptuel et pratique de la sécurité kazakhe. Nous y affirmons que le modèle présentement utilisé pour expliquer le panorama sécuritaire du pays, repose sur des bases théoriques lacunaires, inadaptées à la situation pratique des individus peuplant le Kazakhstan. Le but de ce mémoire est donc d'arriver à illustrer la sécurité kazakhe d'un point de vue alternatif, conforme à la réalité des gens. Afin d'y parvenir, nous utilisons un cadre théorique novateur, les études de sécurité critique. Ce cadre nous permet de modifier l'ontologie, l'épistémologie et la praxéologie de la sécurité afin de mettre l'individu au centre du modèle, d'adopter une approche intersubjective et de viser, ultimement, l'émancipation. Opérationnalisé par la méthode de la critique immanente, le cadre choisi nous donne l'opportunité de mettre face-à-face les conceptions théorique et pratique de la sécurité afin d'isoler les décalages présents au cœur de la société. Une fois ces décalages identifiés, il nous est possible de proposer une voie alternative vers la compréhension de la sécurité kazakhe. Ainsi, nous verrons que la vision classique, prompte à sécuriser son référent traditionnel, l'État, omet complètement la réalité des individus. Au point de vue militaire, politique, économique, sociétal et environnemental, les citoyens identifient des problématiques absentes de la conception théorique traditionnelle. En prenant en compte ces déphasages, nous proposons une voie vers l'émancipation sécuritaire des Kazakhs. Une sécurité *améliorée*, sans prétendre définir une sécurité *idéale*.

**MOTS-CLÉS** : Sécurité, Kazakhstan, Études de sécurité critique, Émancipation, Critique immanente.

## Abstract

The present paper focuses on the conceptual and practical aspect of Kazakhstan's security. We argue that the framework presently in use to explain Kazakh's security panorama rests on misleading theoretical bases, unrepresentative of the concrete situation of the individuals living in this country. The aim of this paper is thus to illustrate the security situation of Kazakhs from an alternative point of view, in conformity with their reality. In order to reach that point, we use an alternate theoretical framework, the project of critical security studies (CSS). This framework enables us to modify the ontology, the epistemology and the praxis of security in order to place the individual at the center of the model, to adopt an intersubjective approach and to seek, ultimately, the emancipation. Operated by the method of immanent critique, which compares the subject/object's theory to its practice, the framework allow us to isolate the gaps already existing in the society between a subject/object's concept and its actuality. Once these gaps are identified, potentialities for change are uncovered and it becomes possible to suggest an alternative way of seeing Kazakh's security. From the military, political, economic, societal and environmental perspective, we can identify possible mutations and then contribute to the process of emancipation of the individual. Thus, we postulate towards an alternative security for Kazakhstan; an improved security, without claiming to define an ideal security. Making things *better* without applying an external definition of what would be *best*.

**KEYWORDS:** Security, Kazakhstan, Critical Security Studies, Emancipation, Immanent critique.

## Table des matières

Résumé .....	iii
Abstract.....	iv
Table des matières.....	v
Index des acronymes .....	vi
Remerciements.....	vii
<b>Introduction</b> .....	<b>1</b>
<b>Chapitre I - Cadre d'analyse : Les études de sécurité</b> .....	<b>11</b>
1. Qu'est-ce que la sécurité? .....	12
1.1. D'un sens commun .....	12
1.2. Au sens élusif.....	15
1.3. Vers le sens historique .....	16
1.4. Historique de l'étude de la sécurité.....	19
2. Dépasser les théories traditionnelles : l'approche critique et la sécurité.....	21
2.1. L'approfondissement du concept.....	22
2.2. La démarche post-positiviste en sciences sociales .....	23
2.3. La théorie critique.....	26
2.4. Les études de sécurité critique.....	33
2.5. L'émancipation.....	37
3. Justification et adaptation du modèle théorique au cas du Kazakhstan.....	43
3.1. Une ontologie, une épistémologie et une praxéologie qui colle à la réalité du pays..	46
3.1.1. L'ontologie: la présomption de ce qui existe.....	46
3.1.2. Épistémologie: quelle est la réalité kazakhe? .....	49
3.1.3. Praxéologie : l'action suivant l'idée.....	51
3.2. Une reconstruction théorique pour le Kazakhstan.....	53
<b>Chapitre II - Le panorama de sécurité du Kazakhstan</b> .....	<b>58</b>
4. Comment opérationnaliser les ESC.....	58
5. La déconstruction .....	63
5.1. Conception théorique de la sécurité kazakhe .....	64
5.1.1. Le secteur militaire.....	65
5.1.2. Le secteur politique.....	74
5.1.3. Le secteur économique.....	79
5.1.4. Le secteur sociétal.....	85
5.1.5. Le secteur environnemental.....	91
5.1.6. Synthèse.....	96
5.2. La sécurité kazakhe vue par le Kazakh .....	99
5.2.1. Le secteur militaire.....	100
5.2.2. Le secteur politique.....	104
5.2.3. Le secteur économique.....	114
5.2.4. Le secteur sociétal.....	129
5.2.5. Le secteur environnemental.....	144
6. La reconstruction.....	159
<b>Conclusion</b> .....	<b>169</b>
Bibliographie.....	179
Annexe A .....	192
Annexe B .....	193

## Index des acronymes

BM	Banque mondiale
CEEurAs	Communauté économique Eurasiatique
CEI	Communauté des États indépendants
CENTRASBAT	Bataillon de maintien de la paix centrasiatique
ECO	Organisation de coopération économique
ÉSC	Études de sécurité critique
FH	Freedom House
FMI	Fonds monétaire international
HRW	Human Rights Watch
KNB	Comité de sécurité nationale du Kazakhstan
OCS	Organisation de Coopération de Shanghai
œLI	Ordre économique libéral international
OMS	Organisation mondiale de la Santé
ONU	Organisation des Nations unies
OSCE	Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe
OTAN	Organisation du Traité de l'Atlantique Nord
OTCS	Organisation du Traité de sécurité collective
PNUD	Programme des Nations Unies pour le développement.
PPP	Partenariat pour la paix (OTAN)
UE	Union européenne
URSS	Union des républiques socialistes soviétiques

## Remerciements

Je voudrais d'abord remercier mon directeur de recherche, Luc Duhamel, pour son encadrement et son support tout au long du processus. La rédaction de ce mémoire, débutée il y a près de trois ans, n'a pas toujours été chose facile. Ses bons conseils m'auront aidé à mener à bien mes recherches.

Je tiens également à exprimer ma gratitude à l'ensemble des gens qui m'ont supporté et encouragé durant ces années bien remplies. Particulièrement à ma famille, qui m'a forcé à m'améliorer, à me remettre en question, à changer ma façon de concevoir certains aspects de l'existence, en m'incitant toujours à parachever ce que j'avais commencé.

Finalement, je tiens à remercier ma blonde Marie-Eve sans qui l'ensemble de ce projet n'aurait eu de sens. Nous sommes tombés en amour avec l'ex-URSS un soir de décembre 1997 à bord d'un bateau nous menant vers Tallinn. Depuis, nous avons développé une passion commune pour cette région infiniment riche et fascinante. Sans cette complicité, sans la stimulation de nos échanges pragmatiques et métaphysiques, sans nos séjours en terres soviétiques, parmi ces gens qui ont tant souffert, mais qui réussissent toujours à surprendre le visiteur, je ne crois pas que j'aurais pu terminer ce projet.

Durant ces années, elle m'a fait les plus beaux cadeaux qu'un homme peut espérer. L'amour, le support et la passion intellectuelle, mais également un fils, qui fusionne en lui, les facettes les plus brillantes de nos personnalités. Milan, je te promets qu'un jour, nous te ferons découvrir cette région si vaste, si féconde, si magnifique. Nous te présenterons un monde où un jour, des hommes ont essayé; un monde où, encore aujourd'hui, certains cherchent à oublier...

« [...] security is something we choose, and we cannot escape our role in preferring one model of security to another simply by claiming that it is necessary. Security policy therefore inherently has a moral dimension, and it requires human agency. » **Steve Smith**

« [...] for them is not an experience of rainbow culture or access to the internet, [...] but a hell of abuse, violence, poverty and ruthless exploitation. They call this chaos (*bardak*). World capitalism is depicted as a global brothel. » **Joma Nazpary**

« [...] we have a choice : we can decide to study in ways that replicate a world politics that does not work for countless millions of our fellow human beings; or we can decide to study in ways that seek to help to lift the strains of life-determining insecurity from the bodies and minds of people in real villages and cities, regions and states. The stakes could not be higher. » **Ken Booth**

*À mon Pap, à mon mousse....*

## Introduction

L'effondrement de l'Union Soviétique est désormais achevé et son irréversibilité ne saurait être remise en doute. Les premières années d'indépendance, pour les nouveaux pays nés de la décolonisation de l'empire, ont souvent été associées à une certaine forme d'anémie institutionnelle. L'absence de forces assez puissantes pour maîtriser, et les leviers du pouvoir étatique et ceux du pouvoir sociétal, généra une situation de double anarchie. Anarchie au sens commun du terme, alors que la région était soumise à une grande instabilité. Et anarchie au sens hobbesien, alors que la notion d'allégeance semblait aussi versatile que les centres d'autorité. L'Asie centrale, partie méridionale de cet empire éclaté, ne faisait pas exception. Soumise aux vicissitudes des conflits et de la désorganisation, la région s'engageait dans l'arène internationale confusément, sans certitude sur la pérennité de son avenir, sans balise délimitant les fondements définitionnels à adopter. D'un côté, la région amalgamait en son sein, un certain nombre de caractéristiques de la vision traditionnelle des relations internationales (lutte pour la puissance au coeur d'une anarchie régionale<sup>1</sup>) et de l'autre, elle se distinguait en mariant à ce portrait, des particularités intrinsèques issues d'une histoire, d'une culture et d'une géographie unique.

Au lendemain de la chute de l'URSS, le constat de ces spécificités n'a jamais empêché la plupart des spécialistes d'utiliser le modèle traditionnel des relations internationales pour expliquer la situation centrasiatique et prédire son devenir militaire, économique, politique et sociétal. On présumait que les cinq États fraîchement constitués allaient nécessairement se faire concurrence, lutter pour une forme de puissance relative

---

<sup>1</sup> Ce que certains appellent un complexe de sécurité. Voir, Barry Buzan, *People, States & Fear. An Agenda for International Security Studies in the Post-Cold War Era*. Boulder, Colorado, Lynne Rienner Publishers, 1991, p.190.

régionale<sup>2</sup>. Cette lutte, (qui évolua rapidement d'hypothèse à thèse) fut aussitôt illustrée par une expression ressortie des méandres historiques de la discipline: l'Asie centrale faisait face à un 'Nouveau Grand Jeu'<sup>3</sup>.

Donc, ce 'Nouveau Grand Jeu', était la nouvelle voie vers la compréhension de cette zone au cœur du continent eurasiatique. Saisir les relations internationales de l'Asie centrale passait nécessairement par une analyse: (1) des intérêts des puissances pour la région (Russie et États-Unis en premier lieu), (2) de la situation religieuse (l'islam peut-il enflammer la région) et (3) de la manne pétrolière et gazière de la Caspienne. Le futur évident et incontournable de la région était invariablement résumé en ces termes :

« Six new republics predominantly Islamic but vibrantly distinct, are grouped around the Caspian Sea, the current landlords of untapped oil and natural gas reserves that rival those in the Persian Gulf. Pipeline, tanker routes, petroleum consortiums, and contract are the prizes of the New Great Game. India and China, each with exponentially growing energy needs, are vying for access, along with Russians, Europeans and Americans. Turkey, Iran, and Pakistan have their own political, economic and cultural interests in the former Soviet republics, where slumbering rivalries have abruptly awakened among the communities.<sup>4</sup> »

---

<sup>2</sup> Voir Bruce Rumer, « The Powers in Central Asia », *Survival*, Vol. 44, No. 3, 2002, pp. 57-68; Zbigniew Brzezinski, *The Grand Chessboard*, New York, Basic Books, 1997; Gregory Gleason, *Central Asian States. Discovering Independence*, Boulder, Westview Press, 1997; Martha Brill Olcott, *Central Asia's New States. Independence, Foreign Policy and Regional Security*, Washington, US Institute of Peace Press, 1996. Cette liste n'est bien sûr que partielle, étant entendu que la plupart des auteurs abordent l'Asie centrale via la perspective traditionnelle.

<sup>3</sup> Cette notion de *Nouveau Grand Jeu* fait évidemment référence au *Grand Jeu* historique du XIX<sup>e</sup> siècle, stigmatisé dans le roman de Rudyard Kipling, *Kim*. Ce *Grand Jeu* n'était rien d'autre qu'une lutte pour la domination politique et le contrôle de la région insérée entre les Empires russe et britannique, l'Asie centrale. Ce *Grand Jeu* prit fin en 1907 avec la signature de la convention anglo-russe réglant partiellement le contentieux territorial asiatique. Sur la question, Matthew Edwards, « The New Great Game and the new great gamers : disciples of Kipling and Mackinder », *Central Asian Survey*, Vol. 22, No.1, 2003, pp. 83-102.

<sup>4</sup> K. Meyer et S. Brysac, *Tournament of Shadows : The Great Game and the Race for Empire in Asia*, Londres, Abacus Books, 2001, p. xxiv.

Nous avons débuté nos recherches en suivant ce fil rouge, si clairement illustré par des dizaines d'ouvrages<sup>5</sup>. Mais, rapidement, certains questionnements sont apparus. Qui, initialement, avait déterminé cette perspective sur la région? Qui définissait les problématiques soulignées? Comment cette perspective était-elle devenue la dominante? Quel cadre, quel contenu et quels éléments voulait-on privilégier avec ce modèle? Quel angle de recherche favorisait-on? Quels principes voulait-on mettre de l'avant? Qui déterminait les priorités? Quels intérêts étaient desservis par cet agenda? Quelles valeurs voulait-on promouvoir? Quel objectif était visé? Et, finalement, est-ce que cette modélisation de l'état des choses reflétait la réalité?

Nous en sommes venus à considérer cette perspective, cette vision de l'Asie centrale et de son avenir, comme **une** des interprétations de la réalité, une interprétation conditionnée par une conceptualisation théorique particulière des relations internationales, une conceptualisation basée sur la tradition réaliste ayant ses limites et surtout ses défauts. Car, si nous avons rapidement constaté les lacunes théoriques du modèle unanimement sanctionné, c'est son incapacité à expliquer la réalité des citoyens qui nous a poussé à chercher plus loin. Les manuels scientifiques empruntaient une même voie, qui devait expliquer l'ensemble du panorama centrasiatique, mais il nous semblait que la place de l'individu y était invariablement ignorée ou volontairement dévalorisée. Ainsi, nous en sommes venus à chercher un cadre alternatif pouvant appréhender la région plus adéquatement. Comme la sécurité servait souvent de vecteur d'explication analytique<sup>6</sup>, et

---

<sup>5</sup> Voir, entre autres, A.Z. Rubinstein & O.M. Smolansky, dir., *Regional Power Rivalries in the New Eurasia*, New York, M.E. Sharpe, 1995; Patrick Karam, *Asie Centrale. Le Nouveau Grand Jeu*, Paris, L'Harmattan, 2002 et Jacques Lévesque, Yann Breault et Pierre Jolicœur, *La Russie et son ex-empire. Reconfiguration géopolitique de l'ancien espace soviétique*, Paris, Presses de Sciences Po, 2003.

<sup>6</sup> Voir surtout, Roy Allison et Lena Jonson, *Central Asian Security. The New International context*, Londres, Royal Institute of International Affairs, 2001; Thomas Juneau, Gérard Hervouet et Frédéric Lasserre, *Asie centrale et Caucase. Une sécurité mondialisée*, Québec, Les Presses de l'Université Laval, 2004 et Hooman Peimani, *Regional Security*

que l'interprétation de la sécurité utilisée oblitérait complètement la place de l'individu dans la société, nous avons cherché à manipuler ce concept autrement. Les études de sécurité critique (ÉSC), par leur regard ontologique et épistémologique singulier et par leur inclination vers le changement mélioratif de la réalité, sont rapidement apparues comme le cadre le plus adéquat pour poser un regard différent sur l'Asie centrale.

À ce stade, il n'est pas inutile de rappeler que le choix de cette zone n'est pas aléatoire. L'Asie centrale nous semblait être un terreau propice à l'approfondissement du corpus d'analyse de la sécurité. Les États peuplant la région souffrent des insécurités dites traditionnelles (menaces militaires pouvant atteindre à la souveraineté et à l'intégrité de l'État) tout en étant grevés par des menaces d'un nouveau type (politique, économique, sociétal et environnemental). La région est située au cœur d'un espace convoité pour ses richesses et ses possibilités géostratégiques, mais est également gangrenée par une classe politique parasitaire, de sérieux problèmes de corruption, de clientélisme et de népotisme, une pauvreté endémique et une grave déliquescence institutionnelle. Cette dualité, négligée par les explications traditionnelles, nous forçait à aller voir au-delà du schéma couramment employé pour expliquer adéquatement la sécurité centrasiatique.

Il est bien entendu que l'étude d'une notion aussi complexe, dans une région aussi vaste, s'avérait beaucoup trop ambitieuse. Il était donc essentiel de particulariser notre propos en choisissant un cas spécifique. Nous avons décidé d'opter pour le Kazakhstan. En lui-même, cet État<sup>7</sup> s'avère emblématique de la dualité que nous avons soulignée plus haut. Il est riche en hydrocarbures, occupe un espace géostratégique central, accapare la majorité

---

*and The Future of Central Asia. The Competition of Iran, Turkey, and Russia*, Londres, Praeger, 1998.

<sup>7</sup> Pour une introduction à la réalité kazakhe, voir Martha Brill Olcott, *Kazakhstan : Unfulfilled Promises*, Washington, Carnegie Endowment for International Peace, 2002 et « Kazakhstan : Nursultan Nazarbaev as strong president » dans Raymond Taras, dir., *Postcommunist Presidents*, Cambridge, Cambridge University Press, 1997. Puis, pour saisir le personnage, Nursultan Nazarbaev, *Sans droites ni gauches*, Lausanne, L'Âge d'homme, 1993.

des investissements étrangers, représente un partenaire clé pour plusieurs politiciens occidentaux et semble avoir consolidé ses assises étatiques. Mais, d'un autre côté, il souffre d'un grave déficit démocratique, de corruption, de clientélisme, d'iniquités économiques et de problèmes sociaux et environnementaux majeurs. Et, encore une fois, cette réalité nous semblait absente des sources analysant la sécurité du pays. Alors que ces différentes insécurités menacent quotidiennement les citoyens, les spécialistes ne s'entenaient qu'au dénombrement des dangers pouvant atteindre à l'intégrité de l'État. Le Kazakhstan paraissait ainsi tout désigné pour parvenir à une compréhension alternative de la sécurité.

- **Cadre théorique**

Comme nous basons notre analyse sur un cursus et des choix théoriques assez peu développés, particulièrement contestés et surtout, ontologiquement très distincts des courants dominants en relations internationales, nous devons solidement expliquer nos assises conceptuelles avant même d'entrer dans l'analyse du sujet. Nous sommes parfaitement conscients que cette tâche n'est pas des plus aisées. Notre utilisation du concept de sécurité et des théories dites critiques est pleinement justifiée et nous le démontrerons dans notre premier chapitre. Nous ne tentons pas de nous prémunir contre la critique en mentionnant simplement que l'utilisation de ce cadre théorique est plus risquée. Mais, comme bon nombre de spécialistes des relations internationales, des études de sécurité et même de la science politique en général, ne considère tout simplement pas ce point de vue alternatif, nous nous devons d'être particulièrement méticuleux dans l'explication des étapes conceptuelles menant vers l'étude de notre cas.

Ceci dit, nous croyons qu'une analyse de la sécurité du Kazakhstan représente une formidable opportunité de donner corps à l'approche sécuritaire critique. Nous détaillerons, dans le premier chapitre, les tenants et les aboutissants de notre cadre théorique, mais résumons tout de même les bases de cette approche. Notre démarche s'inscrit dans ce que

l'on a nommé la (re)conceptualisation<sup>8</sup> de la sécurité. Suite à la fin de la Guerre froide, un certain nombre de chercheurs, constatant les carences du modèle analytique traditionnel, proposèrent une profonde redéfinition du concept de sécurité et de sa discipline; les études de sécurité<sup>9</sup>. Si certains postulèrent qu'un simple élargissement du spectre du champ d'étude était suffisant, d'autres affirmèrent qu'un approfondissement conceptuel était primordial. Utilisant la distinction établie par l'école de Francfort entre théorie traditionnelle et critique, ces théoriciens soutinrent que la sécurité traditionnelle souffrait des mêmes faiblesses que la théorie traditionnelle (réification de la sphère sociale, séparation tranchée entre observé et observateur, objectivité et positivisme). Le but était donc de sortir du modèle imposé à la discipline depuis une soixantaine d'années afin de parvenir à une compréhension alternative (critique) de la sécurité, et ainsi permettre une (re)conceptualisation favorisant l'émancipation de l'individu. Pour eux, cette (re)conceptualisation devait s'effectuer en trois étapes; d'abord l'approfondissement (reconnaissance de la nature évasive<sup>10</sup> de la sécurité), puis l'élargissement (extension de

---

<sup>8</sup> Nous empruntons ce terme à Hélène Viau, *La (re)conceptualisation de la sécurité dans les théories réalistes et critiques : quelques pistes de réflexion sur les concepts de sécurité humaine et de sécurité globale*, Montréal, CEPES, 2000. Les parenthèses sont particulièrement indiquées dans la formulation de Viau puisqu'elles mettent en relief le fait que certains considèrent qu'il faille reformuler le concept alors que d'autres postulent que celui-ci n'a jamais réellement fait l'objet d'une conceptualisation adéquate.

<sup>9</sup> Sur le sujet, une littérature particulièrement abondante existe. Voir, entre autres : Jessica Tuchman Matthews, « Redefining Security », *Foreign Affairs*, Vol. 68, No. 2, 1989, pp. 162-177; Richard H. Ullman, « Redefining Security », *International Security*, Vol. 8, No. 1, 1983, pp. 129-153; Emma Rothschild, « What Is Security? », *Daedalus*, Vol. 124, No. 3, 1995, pp. 53-98; Stephen M. Walt, « The Renaissance of Security Studies », *International Studies Quarterly*, Vol. 35, No. 2, 1991, pp. 211-239; David A. Baldwin, « The concept of security », *Review of International Studies*, Vol. 23, No. 1, 1997, pp. 5-26, et Buzan, *People, States & Fear*, *op. cit.*

<sup>10</sup> Nous y reviendrons, mais notons que cette notion signifie simplement que la conceptualisation d'un phénomène comme la sécurité est grandement tributaire du point de vue philosophique particulier que l'on adopte sur les relations internationales. Voir, Ken Booth, « Critical Explorations », dans Booth, dir., *Critical Security Studies and World Politics*, Boulder, Lynne Rienner Publishers, 2005.

l'agenda sécuritaire au-delà du point de vue militaire et étatiste, traditionnel), et enfin l'émancipation<sup>11</sup>.

La nouvelle approche, nommée études de sécurité critique (ÉSC), se donnait donc comme objectif d'approfondir et d'élargir la connaissance critique de la sécurité afin de modifier les perceptions et les pratiques en place. Se positionnant en marge des structures, processus, idéologies et orthodoxies prévalents, cette perspective ne devait pas, par contre, créer une nouvelle vérité objective. La compréhension des attitudes et comportements existants déclenchait un processus récurrent de révision des idées injustes et immorales dominant la scène internationale afin d'outrepasser le fatalisme structurel condamnant l'humain à sans cesse répéter ses erreurs. Les ÉSC ayant, à terme, l'objectif de parvenir à une représentation de la sécurité qui soit ontologiquement inclusive (incluant une plus grande quantité de référents et pas seulement l'État), épistémologiquement intersubjective (rejetant l'approche naturaliste) et concrètement orientée vers la praxis (émancipation).

En ce sens, il est important de noter que l'approche sécuritaire critique se pose en filiation directe avec la tradition critique. Pour les tenants des ÉSC, toute analyse doit viser le changement, l'amélioration concrète des conditions de vie des individus. Pour eux, l'émancipation, sans connotation ethnocentrique, doit être la finalité de toute théorie ou analyse. « Emancipation is [...] about making things *better* without applying an external definition of what would be *best*.<sup>12</sup> » L'émancipation étant un processus, ce mémoire sera considéré comme un premier pas vers l'amélioration du sort des individus peuplant le Kazakhstan. Nous ne produisons pas une illustration du modèle de société idéale, mais

---

<sup>11</sup> « Emancipation *means* freeing people, as individuals and groups, from the social, physical, economic, political, and other constraints that stop them from carrying out what they would freely choose to do. » Ken Booth, « Security and Self : Reflections of a Fallen Realist », dans Keith Krause et Michael C. Williams, dir., *Critical Security Studies. Concepts and Cases*, Minneapolis, University of Minnesota Press, 1997, p. 110.

<sup>12</sup> Eli Stannnes, « Critical Security Studies and the United Nations Preventive Deployment in Macedonia », *International Peacekeeping*, Vol. 11, No. 1, 2004, p. 163.

plutôt une piste vers des solutions pratiques. En ce sens, nous ne considérons pas que l'émancipation sera atteinte une fois ce texte complété, puisqu'il existera toujours des possibilités d'améliorer les conditions de vie. Mais une première étape sera franchie.

Il est bien évident que notre cadre n'a pas été arrêté aléatoirement. Il sera utilisé parce qu'il colle particulièrement bien à la situation du Kazakhstan. Nous le démontrerons dans le premier chapitre en pointant, d'abord, les failles du modèle actuel, puis en soulignant les avantages d'opter pour le regard critique. Il existe, en ce pays, un décalage assez important entre la conception théorique de la sécurité et la réalité sur le terrain. Notre cadre nous permettra explicitement d'illustrer ce décalage afin de trouver des pistes de solutions concrètes. L'identification de ces solutions, considérant le Kazakh comme l'ultime référent, tenant compte d'abord de ses insécurités, visant l'amélioration de ses conditions de vie, nous permettra de dépasser la simple recension du panorama sécuritaire du Kazakhstan pour arriver à une compréhension plus adéquate de sa sécurité. Cette approche nous permettra d'accéder à une complexité sécuritaire, à une pluralité d'acteurs, dépeignant ainsi une réalité plus fidèle, moins unidimensionnelle. En définitive, la théorie critique brossera tout simplement un tableau plus *réaliste* de la situation kazakhe.

Le but de notre recherche sera donc de démontrer qu'une théorie critique de la sécurité peut nous permettre de comprendre plus adéquatement le panorama sécuritaire du Kazakhstan. Nous postulons que les études de sécurité, dans leur forme traditionnelle, sont beaucoup trop élitistes, ethnocentristes, militaristes, statiques et centrées sur la puissance pour appréhender la réalité kazakhe. Pour ce faire, nous utiliserons la critique immanente qui nous permet de comparer les conceptions théoriques des sujets/objets à leur pratique. La démarche effectuée, nous découvrirons un profond décalage entre la théorie et la pratique. Enfin, nous poserons les jalons d'une harmonisation sécuritaire en proposant une voie vers l'émancipation. Notre esquisse émancipatoire postulera que les insécurités

politiques, économiques, sociétales et environnementales doivent être résorbées afin de permettre une amélioration de la sécurité des individus peuplant cet État.

- **Méthodologie**

Notre étude se fera principalement par l'analyse des sources secondaires détaillant les agissements des acteurs politiques kazakhs. Nous cheminerons en adoptant une approche à la fois descriptive et explicative, comprenant l'étude de faits empiriques, relatés par des sources écrites. En raison de nos objectifs de recherche et de notre méthode d'analyse, il est évident que notre base de données principale sera constituée de publications officielles et journalistiques, d'articles de revues scientifiques ainsi que de monographies en français et en anglais. À ce propos, nous devons mettre en garde le lecteur : la documentation traitant de notre sujet, du point de vue privilégié, n'est guère abondante, voire inexistante. Nous devons donc décortiquer à fond des sources abordant notre thématique comme problématique secondaire ou via un contexte autre.

Notre étude reposant sur des assises conceptuelles pointues, nous consacrerons un premier chapitre à l'élaboration et à la clarification de notre cadre théorique. Nous nous attarderons, dans un premier temps, sur l'idée de sécurité à travers ses significations et ses usages, avant de détailler l'orientation choisie, les études de sécurité critique. Nous terminerons ce chapitre par une justification de l'emploi de ce cadre dans le cas précis du Kazakhstan.

Dans un deuxième chapitre, nous opérationnaliserons d'abord les ÉSC, à l'aide de la critique immanente. Puis, dans une partie dite 'déconstructive', nous exposerons les conceptions théoriques de la sécurité prévalentes au sein de cinq secteurs de la société. Ensuite, nous verrons comment la sécurité est perçue par les individus, sur le terrain, au sein des mêmes cinq secteurs. Enfin, dans une partie 'reconstructive', nous comparerons ces deux interprétations. En conclusion, nous synthétiserons le fruit de notre démarche en y

allant d'une formulation concrète de ce que pourrait représenter l'émancipation pour les citoyens du Kazakhstan.

## Chapitre I

### Cadre d'analyse : Les études de sécurité

Appréhender un État comme le Kazakhstan n'est pas chose facile. Le faire via l'angle de la sécurité l'est encore moins. Instinctivement, il serait aisé de croire que cette approche impose ses codes et ses normes rendant la recherche quasi-mécanique, donc limpide et compréhensible, donnant, ainsi, à ce champ disciplinaire l'accessibilité que le biologiste a lorsqu'il regarde au travers de son microscope. Mais, il n'en est rien. L'état actuel des recherches et des publications sur le concept de sécurité impose à celui qui veut en user, vigilance, questionnements et choix, auxquels il est impossible de se soustraire. La sécurité n'étant pas une matière mais bien une perception, une interprétation, une relation, elle ne peut faire l'objet d'une analyse sans, au préalable, être l'objet d'une problématisation. Comme le mentionne Ken Booth à l'intérieur de son incroyable témoignage, la sécurité, contrairement à ce que plusieurs prétendent, contrairement à ce que plusieurs entendent « [...] do not exist independently. [It] look back through the microscope and examine the mind of the observer, as well as the other way around.<sup>13</sup> » Dans ce contexte, nous nous devons de débiter cette analyse par une discussion sur le sens que nous donnerons au terme 'sécurité' tout au long de ce texte. Comme nous rédigeons un mémoire de maîtrise, il nous est, par contre, impossible de disserter sur l'ensemble des questionnements reliés à la conceptualisation et à l'utilisation de l'idée de sécurité<sup>14</sup>.

<sup>13</sup> Booth, « Security and Self... », p. 85.

<sup>14</sup> Nous renvoyons, ici, le lecteur à quelques classiques de la littérature scientifique. Baldwin, *loc. cit.*; Booth, dir., *Critical Security Studies...* ; Barry, Buzan, Ole Waever et Jaap de Wilde, *Security. A New Framework For Analysis*, Boulder, Colorado, Lynne Rienner Publishers, 1998; David Campbell, *Writing Security. United States Foreign Policy and the Politics of Identity*, Minneapolis, University of Minnesota Press, 1992; Ayse Ceyhan, « Analyser la Sécurité : Dillon, Waever, Williams et les autres », *Cultures & Conflicts (Sécurité et Immigration)*, Paris, Harmattan, No. 31-32, 1998, pp. 39-66; Jef Huysmans, « Security! What Do You Mean? From Concept to Thick Signifier ». *European Journal of International Relations*, Vol. 4, No. 2, 1998. pp. 226-255; Krause et Williams,

Ce premier chapitre se verra donc comme un exercice en trois temps. Nous consacrons d'abord une première partie au survol du concept. Puis, nous nous pencherons sur la spécification de l'approche privilégiée : les études de sécurité critique. En dernier lieu, nous démontrerons la pertinence de ce cadre théorique pour le cas à l'étude, le Kazakhstan. Ce premier chapitre se veut donc l'assise théorique sur laquelle reposera, ensuite, notre analyse de la sécurité kazakhe.

## **1. Qu'est-ce que la sécurité?**

### **1.1. D'un sens commun**

La sécurité est souvent considérée comme un terme ayant une signification sémantique claire et précise. La plupart des auteurs et des spécialistes utilisent le mot sans même prendre le temps de le définir. Mais, « there is no common understanding of what security is, how it can be conceptualized[...]»<sup>15</sup> «[...] security [...] is in itself meaningless. To have any meaning, security necessarily presupposes something to be secured; as a realm of study it cannot be self-referential.»<sup>16</sup> Si le vocable 'sécurité' a fini par avoir un sens commun, la définition de ce sens n'a, par contre, jamais fait l'unanimité. « In the telling of the security story, perhaps unsurprisingly, consensus has not been achieved. Throughout human history the security story has been told in varying ways by such renowned contributors as fifth century B.C. Greek scholar Thucydides, sixteenth

---

dir. *Critical Security Studies...*; Ronnie D. Lipschutz, dir. *On Security*, New York, Columbia University Press, 1995; Bill McSweeney, *Security, Identity and Interests : A Sociology of International Relations*, Cambridge, Cambridge University Press, 1999; Terry Terriff, Stuart Croft, Lucy James et Patrick M. Morgan, *Security Studies Today*, Cambridge, Polity Press, 1999 et Richard Wyn Jones, *Security, Strategy and Critical Theory*, Boulder, Lynne Rienner Publishers, 1999. Également, voir l'excellente synthèse de Hélène Viau, *loc. cit.*

<sup>15</sup> Krause et Williams, « From Strategy to Security: Foundation of Critical Security Studies », dans Krause et Williams, *loc. cit.*, p. 34.

<sup>16</sup> Krause et Williams, « Preface: Toward Critical Security Studies », dans Krause et Williams, *ibid.*, p. ix.

century Renaissance Italy political advisor Machiavelli, and the twentieth century American President Woodrow Wilson.<sup>17</sup> »

Il n'en demeure pas moins que le terme est couramment employé et ce, dans des circonstances souvent immensément distinctes les unes des autres. « La notion de sécurité est omniprésente dans les préoccupations quotidiennes des individus. Elle touche pratiquement tous les aspects de la vie. On parle de la sécurité de l'individu, de la sécurité nationale, de la sécurité sociale, de la sécurité aérienne, de la sécurité routière, de la sécurité alimentaire, etc. On évoque le besoin de sécurité, le désir de sécurité. Mais, en même temps, la notion de sécurité paraît si évidente que l'on ne se donne pas la peine de s'interroger sur elle. Elle est là, elle va de soi.<sup>18</sup> » Peu d'auteurs se sont effectivement questionnés sur la nature et l'essence du mot. La plupart du temps, le concept est utilisé sans distinction. Ce qui pose nécessairement problème. L'utilisation dépendant de la conceptualisation, il devrait être nécessaire de comprendre la construction théorique avant d'en tirer une pratique.

L'ampleur et le sujet de ce travail ne nous permettent pas de nous étendre longuement sur les différentes énonciations historiques de la sécurité. Attardons-nous tout de même à préciser le sens généralement reconnu par les milieux académiques. Ce sens, que l'on qualifiera de traditionnel<sup>19</sup> pour le reste de cette analyse, repose sur une opposition

---

<sup>17</sup> Bryn Hughes, « The Security Story...but which one? », *Dialogue*, Vol. 2, No. 2, 2004, p. 1

<sup>18</sup> Ceyhan, *loc. cit.*, p. 39.

<sup>19</sup> Le terme 'traditionnel' est employé en opposition au terme 'critique'. Nous empruntons, ici, la typologie définie par Max Horkheimer dans *Théorie traditionnelle et théorie critique*. Nous entendons par conception traditionnelle l'ensemble des courants théoriques se réclamant d'un réalisme ontologique, d'une épistémologie positiviste et d'une méthodologie scientifiquement objective. Selon cette conception, la théorie a un objectif prescriptif, offrant une réponse directe, un modèle, aidant le politique à résoudre les problèmes, à éliminer ou atténuer les menaces peuplant le système international afin de préserver le bon fonctionnement des institutions et des pouvoirs préétablis. Étant conduite par un positivisme rigoureux, la vision traditionnelle prétend qu'il existe des lois objectives trouvant leur origine dans la nature humaine. La forme actuelle du système est considérée

entre survie et menace existentielle. Pour l'école réaliste, première zélatrice du concept, la sécurité est un des fondements de l'ordre anarchique international. Comme dans l'État de nature hobbesien, l'État y est perçu comme une entité menacée par les autres membres du système, devant maximiser sa puissance afin d'intimider et d'éviter l'agression. « On l'appréhenda essentiellement comme ayant trait à la survie physique de l'État-nation et à l'agression armée potentielle contre lui. Réduite ainsi à une question de protection et de défense, [la sécurité] fut considérée comme constituant l'objet privilégié des études de la défense et de la stratégie. Sous l'emprise de cette approche, les analyses en relations internationales se sont cantonnées à appréhender la sécurité plus comme un objet empirique que comme un concept.<sup>20</sup> » Ayse Ceyhan ajoute que ce biais théorique a été grandement provoqué par la tendance réaliste à amalgamer sécurité et puissance. La sécurité n'étant qu'une retombée de la puissance, elle fut « [...]reléguée au statut d'indicateur de succès des États dans la compétition militaire. Dès lors, les analyses portant sur elle se sont réduites à une cartographie de la puissance et des menaces militaires.<sup>21</sup> »

Cette tendance conceptuelle a ainsi, complètement oblitéré les dimensions ontologique et épistémologique de la sécurité.

---

comme immuable et intangible, comme étant une réalité matérielle. Ce système est peuplé d'États, les seuls acteurs valables pouvant l'influencer, qui cherchent par tous les moyens à assurer leur stabilité et leur survie face aux autres. Cette présupposition se base sur l'acceptation unanime de la nature anarchique du système, basée sur son état de nature. Les unités ontologiques peuplant ce système n'ont pas à être problématisées puisqu'elles sont le fruit d'une réalité naturelle, immuable, ahistorique, et empiriquement observable. Le théoricien n'a qu'à se poser en observateur extérieur pour expliquer le fonctionnement d'une parcelle de cette nature, circonscrite à un cadre particulier pour les besoins de l'analyse. L'objectif principal du chercheur est la poursuite de l'accumulation des connaissances par la découverte des lois universelles expliquant l'évolution des relations internationales. L'état des connaissances actuelles est considéré comme l'apogée du processus scientifique historique. L'histoire étant cyclique, comme le dit Kenneth Waltz, « Why should the future be different from the past? ». Waltz, « The Emerging Structure of International Politics », *International Security*, Vol. 18, No. 2, 1993, p. 64. Inspiré de Viau, *loc. cit.*, p. 10-22.

<sup>20</sup> Ceyhan, *loc. cit.*, p. 39.

<sup>21</sup> *Ibid.*, p. 40.

« Comme il ressort des écrits de Hobbes, de Descartes et de Heidegger, la sécurité a trait à l'Être, à l'existence, à la connaissance, à la relation aux autres êtres humains, à la médiation entre la vie et la mort, à la médiation entre le chaos et l'ordre. [...] la conception de la sécurité dérivée de la vision hobbesienne de la nature humaine et du politique repose en fait sur la tradition métaphysique qui fait d'elle le principe déterminant, l'archè de la vie et de la politique moderne. Selon cette tradition, posée de façon axiomatique comme un principe d'auto-préservation, de droit à la vie, à la survie ainsi que comme droit à la vérité, la sécurité est intrinsèquement liée au savoir, à la certitude, à la rationalité, à la calculabilité, à la technologie. [...] la sécurité a ainsi constitué le fondement de la pensée politique moderne, la tâche de la pratique politique a été de 'sécuriser la sécurité' [...] en instrumentalisant la technologie. Celle-ci n'a été conçue que dans le cadre de l'Etat, sans quoi et en dehors de quoi la métaphysique occidentale a été incapable de concevoir la sécurité.<sup>22</sup> »

## 1.2. Au sens élusif

Pour Bill McSweeney, le terme sécurité est nécessairement élusif. Son essence reposant sur une association conceptuelle générée par le locuteur, il est impossible d'en fixer une définition exacte. « Like peace, honour, justice, it denotes a quality of relationship which resists definition. It has active verbal form which seems to take it out of the realm of the abstruse, and a hard tangibility in its nominal form which promise something solid and measurable. But it eludes the attempt to capture it, to enclose it.<sup>23</sup> » Pour lui, il existe deux images de la sécurité. (1) Le sens commun; la sensation de sécurité personnelle, « When the house is guarded, the street is policed, the shares are purchased, then we feel safe, defended against the indeterminate actions of others.<sup>24</sup> » Cette forme de sécurité, la défense du 'moi' face aux 'autres', est considérée comme négative. À quel moment l'individu peut-il se considérer en sécurité? Quelles sont ses vulnérabilités à protéger? Qui sont ces 'autres' voulant atteindre à sa sécurité? Se défendre face à ces 'autres', n'amène-t-il pas ces derniers à se sentir menacés à leur tour? N'est-ce pas une incitation à se défendre (dilemme de sécurité)? McSweeney nomme cette image de la sécurité, la liberté négative (l'absence de menace). On peut affirmer que cette image est

<sup>22</sup> *Ibid.*, p. 40-41.

<sup>23</sup> McSweeney, *op. cit.*, p. 13.

<sup>24</sup> *Ibid.*, p. 13.

similaire à la vision habituellement défendue par les écoles traditionnelles des relations internationales. La deuxième image (2) est positive, plus commune, associée à une réalité usuelle. Cette image, McSweeney l'illustre par la relation de sécurité qu'une mère procure à son enfant, « [...] it is really a property of the relationship, a quality making each secure in the other.<sup>25</sup> » L'auteur parle ici, de sens humain de la sécurité (à ne pas confondre avec la sécurité humaine). Ce sens, ou cette image, est trop souvent rejeté du revers de la main par les spécialistes de la sécurité, parce qu'il repose sur la morale et non sur une matérialité objective.

McSweeney ajoute, ce qui s'avère extrêmement pertinent pour notre propos, que l'usage du terme sécurité a évolué, au fil du temps, de l'image positive vers l'image négative. « From being a psychological condition of the care-free into which we are easily lulled [...] it is a material condition which we worry about, tighten, fear.<sup>26</sup> » McSweeney démontre, à travers la littérature du dernier millénaire, de quelle manière le terme a progressivement changé de sens pour adopter la signification (traditionnelle) actuelle. Auparavant considérée comme une valeur humaine enchâssée dans la liberté, l'ordre et la solidarité, la sécurité a graduellement évolué vers la forme négative caractérisée par McSweeney. « The state was an instrument for the achievement of these values – and the sovereign as individual shared in them – but the state was not their subject, the grounding of their meaning and the site of their relevance, or the calculus by which they were to be understood and measured.<sup>27</sup> »

### 1.3. Vers le sens historique

Emma Rothschild est une des rares à avoir voulu comprendre l'essence et les fondements de la sécurité en s'attaquant aux structures historiques du concept plutôt qu'à

---

<sup>25</sup> *Ibid.*, p. 15.

<sup>26</sup> *Ibid.*, p. 16

<sup>27</sup> *Ibid.*, p. 18-19.

ces conditions d'application. Dans un article daté de 1995, Rothschild affirme que l'idée de sécurité est récurrente dans le processus de réflexion politique européen depuis le XVII<sup>e</sup> siècle. Elle ajoute, à l'instar de McSweeney : « It is [...] an idea whose political significance, like the senses of the word 'security', has changed continually overtime.<sup>28</sup> » Au départ, le concept avait une signification beaucoup plus globalisante que celle généralement admise par les cercles des études de sécurité depuis 60 ans. En effet, et plutôt paradoxalement, l'idée que l'on se faisait alors de la sécurité, entre la période post-westphalienne et la Révolution française, ressemblait davantage à celle défendue par les tenants contemporains de la sécurité 'élargie' qu'à celle, traditionnelle, de la sécurité militaire typiquement Guerre froide. À cette époque, on considérait que l'on devait assurer non seulement la sécurité de l'État, mais également de la société, des communautés et surtout, de l'individu. Pour Rothschild, la tournure typiquement militaire est un pur produit de la période révolutionnaire et des guerres napoléoniennes. C'est à ce moment que la sécurité devient l'objectif ultime, sinon la raison d'être de l'État. « Its most consistent sense [...] was indeed of a condition, or an objective, that constituted a relationship between individuals and states or societies.<sup>29</sup> » Leibniz écrit, en 1705, que l'État est une société avec comme objectif une sécurité commune<sup>30</sup>.

Pour Rothschild, la sécurité demeure un principe fondateur de l'ordre international actuel. Sans être fixe, sa signification n'en influence pas moins la nature des relations entre les différentes nations depuis très longtemps. « Principles or definitions of security are a well-established institution of international politics.<sup>31</sup> » Cycliquement, les hommes s'assoient (souvent à la fin d'un conflit d'importance) et redéfinissent les postulats de la sécurité. Pour l'auteur, ce rituel rythme les changements historiques majeurs depuis des

---

<sup>28</sup> Rothschild, *loc. cit.*, p. 56.

<sup>29</sup> *Ibid*, p. 57.

<sup>30</sup> Cité dans Rothschild, *ibid*, p. 57

<sup>31</sup> *Ibid*, p. 53.

siècles, comme l'illustre les traités successifs de Westphalie au milieu du XVII<sup>e</sup> siècle, de Vienne en 1815, de Versailles en 1919 et finalement de San Francisco en 1945. Pour Rothschild, la fin de la Guerre froide aurait ramené à l'avant-scène cette coutume, incitant les chercheurs à redéfinir les principes de base de la sécurité<sup>32</sup>. Les auteurs contemporains n'auraient que perpétué une pratique solidement ancrée dans le processus intellectuel occidental depuis près d'un demi-millénaire.

Cette brève recension historique, théorique et sémantique, nous permet d'émettre un premier constat. Premièrement, la sécurité n'est pas un concept si aisé à appréhender. Le définir implique différents choix, tant ontologiques qu'épistémologiques et praxéologiques que la littérature actuelle escamote trop souvent. Le simple fait que le concept revête des significations diamétralement opposées dans des circonstances toutes aussi différentes, devrait nous avertir de la complexité de son essence et de sa nature. En ce sens, et deuxièmement, nous pouvons affirmer que les écoles dites traditionnelles ont beaucoup de mal à composer avec cette envergure, ce qui les amène nécessairement à limiter l'ampleur de la notion ou à simplement esquiver la problématique. Troisièmement, et pour pallier à cette lacune, nous postulons, à l'instar de grands spécialistes, que la sécurité doit être considérée comme un concept élastique, n'ayant de signification que dans l'usage que les individus en font. Étant fluctuante, il est impossible d'en définir universellement le sens, sans pour autant lui refuser toute utilité théorique. Parce qu'employé comme vecteur de compréhension explicite des menaces pesant sur les individus, le concept peut être fort utile. Il est seulement essentiel de le décloisonner pour le rendre conforme aux préoccupations des gens qui l'utilisent. Il ne devient pas incohérent, mais seulement modulé en fonction de la réalité des individus qui le définissent

---

<sup>32</sup> Les courants ayant postulé pour un élargissement, puis un approfondissement de la sécurité. Voir Steve Smith, « The Contested Concept of Security », dans Booth, *Critical Security Studies...*

et s'en servent. Il est donc possible d'en modifier le sens. Il est impératif d'en adapter le sens à la réalité actuelle. De perpétuer la tradition d'évolution et d'adaptation historique de la sécurité, et de procéder à sa révision conceptuelle.

#### 1.4. Historique de l'étude de la sécurité

Nous ne nous attarderons que très partiellement sur l'historique des études de sécurité. Notre analyse ne portant pas sur l'évolution de ce concept, mais bien sur le cas spécifique du Kazakhstan. Mentionnons seulement qu'un débat est apparu dans les années quatre-vingt incitant à la (re)conceptualisation de la notion de sécurité. Une remise en question du cadre rigide des études de sécurité, enfermant la notion à l'intérieur de la sphère militaire, est née suite aux bouleversements du système international. L'incapacité du modèle traditionnel à prédire la fin de la Guerre froide remettait l'ensemble de sa pertinence en question. Comment avait-on pu échouer à prédire un changement aussi brutal et fondamental au sein de l'archétype réaliste? Ainsi, la compréhension étatique et militarisée des relations internationales et de la sécurité, semblait être devenue tout simplement anachronique. Le vocabulaire purement stratégique, centré sur la dissuasion nucléaire, le contrôle des armements et la gestion de crise par les seules superpuissances, paraissait maintenant obsolète dans un monde où les enjeux de sécurité s'illustraient davantage par les conflits intraétatiques, les migrations de masse, la famine, les pandémies et l'extrémisme religieux. La conceptualisation traditionnelle n'était plus en mesure d'expliquer la complexité de ces 'nouveaux' enjeux<sup>33</sup>, de structurer rationnellement le système selon ses paradigmes équilibreux.

---

<sup>33</sup> Ces menaces ont toujours existé, mais elles étaient tout simplement ignorées durant la Guerre froide au profit de ce qui représentait une *réelle* menace, i.e. ce qui pouvait atteindre (militairement) au *statu quo* entre les deux grandes puissances. Il est à noter, encore une fois, que les auteurs qui parlent de *nouveaux* enjeux ne proviennent que rarement de pays extra-occidentaux. L'Afrique a vécu la décolonisation, l'Amérique du Sud les dictatures et l'Asie, la déferlante communiste pendant la Guerre froide, sans que les conséquences de ces conjonctures n'entrent dans la donne sécuritaire.

Paru en 1983, *People, States & Fear* de Barry Buzan représentait la première tentative significative provenant des tenants de la discipline pour s'ajuster à la réalité et élargir la notion de sécurité au-delà du spectre purement militaire. Bien que considérant toujours l'État comme le référent de base, Buzan affirmait qu'en prêtant une attention disproportionnée à la dimension militaire, les analystes ignoraient d'autres enjeux d'importance entrant dans le paysage sécuritaire. À cette lacune, Buzan proposait d'élargir la conceptualisation de la sécurité afin d'y inclure quatre autres secteurs, complémentaires à la branche militaire: les secteurs politique, économique, sociétal et environnemental.

Une fois cette première brèche enfoncée, un nombre assez important de chercheurs tentèrent de revoir les conditions d'application de la sécurité. C'est que l'on nomma la phase d'élargissement du concept et des études de sécurité. Nous ne parcourons pas ici, l'ensemble des auteurs ayant contribué à cette phase. Le nombre est tout simplement trop important pour s'attarder à la totalité des travaux sur le sujet<sup>34</sup>. De plus, il n'est pas dans notre intention de remettre en question la pertinence d'élargir le concept de sécurité : nous savons que cette évolution était nécessaire, comme d'ailleurs la plupart des auteurs<sup>35</sup>. Tenons-nous en donc au résumé théorique d'Emma Rothschild pour illustrer l'essence de cette évolution conceptuelle:

«In the first, the concept of security is extended from the security of nations to the security of groups and individuals: it is extended downwards from nations to individuals. In the second, it is extended from the security of nations to the security of the international system, or of a supranational

---

<sup>34</sup> Voir, ici Haftendorn, *loc. cit.*; Edward A. Kolodziej, « Renaissance in Security Studies? Caveat Lector! ». *International Studies Quarterly*, Vol. 36, No. 4, 1992, pp. 421-438; Matthews, *loc. cit.*; Ullman, *loc. cit.*; Baldwin, *loc. cit.* et Rothschild, *loc. cit.* Puis, Pinar Bilgin, Ken Booth and Richard Wyn Jones, « Security Studies: The Next Stage? », *Nação e Defesa*, No. 84, 1998, pp. 131-157; Buzan, Wæver et de Wilde, *op. cit.*; Lipschutz, *op. cit.*; Michael E. Brown, Owen R. Coté, Sean M. Lynn-Jones et Steven E. Miller, *New Global Dangers: Changing Dimensions of International Security*, Cambridge, M.I.T Press, 2004; Krause et Williams, *op. cit.*; McSweeney, *op. cit.* et Booth, *Critical Security Studies...*

<sup>35</sup> « Most analysts are now willing, at least rhetorically, to admit nonmilitary issues onto the security agenda. » Wyn Jones, *op. cit.*, p. 105.

physical environment: it is extended upwards, from the nation to the biosphere. The extension, in both cases, is in the sorts of entities whose security is to be ensured. In the third operation, the concept of security is extended horizontally, or to the sorts of security that are in question. Different entities (such as individuals, nations, and "systems") cannot be expected to be secure or insecure in the same way; the concept of security is extended, therefore, from military to political, economic, social, environmental, or "human" security. In a fourth operation, the political responsibility for ensuring security (or for invigilating all these "concepts of security ") is itself extended: it is diffused in all directions from national states, including upwards to international institutions, downwards to regional or local government, and sideways to nongovernmental organizations, to public opinion and the press, and to the abstract forces of nature or of the market.<sup>36</sup>»

Ce qui est essentiel d'ajouter, c'est que malgré cette (re)conceptualisation, la sécurité élargie souffrait toujours d'importantes lacunes. De fait, cette nouvelle mouture ne faisait qu'étendre à d'autres secteurs le modèle traditionnel de la sécurité. L'État demeurait le référent prioritaire et les menaces continuaient d'être déclinées selon leur impact sur la survie de ce référent.

## **2. Dépasser les théories traditionnelles : l'approche critique et la sécurité**

Ken Booth écrivait en 1997, à l'intérieur d'un chapitre qui allait faire école, que « Security is what we make it.<sup>37</sup> » parodiant ainsi, le titre du célèbre article d'Alexander Wendt, *Anarchy is What States Make of It* publié en 1992. En fait, par cette phrase, Ken Booth annonçait l'agenda de l'école de sécurité critique. « Telle une personne, elle [la sécurité] peut évoluer et changer, servir qui elle veut et porter son attention sur ce qu'elle veut.<sup>38</sup> » La sécurité, selon Booth, ne devait plus être considérée comme une matière inerte, une nature morte. Elle devait reprendre sa place de qualificatif, défini par les hommes en fonction de leurs besoins et de leurs intérêts. Parce qu'après tout, sa déclinaison sémantique demeurait le reflet des conceptions politiques de ses énonciateurs. Pour repenser la sécurité, Booth postulait que cette dernière devait être décloisonnée. Élargie,

<sup>36</sup> Rothschild, *loc. cit.*, p. 55.

<sup>37</sup> Booth, « Security and Self... », *loc. cit.*, p.106.

<sup>38</sup> Charles-Philippe David, *La Guerre et la Paix. Approches contemporaines de la sécurité et de la stratégie*, Paris, Presses de Sciences Po, 2000, p. 46.

bien sûr, mais surtout approfondie, pour refléter la réalité des individus. Cette démarche enfantera d'une vision des relations internationales complètement renouvelée. Comme nous utiliserons le cadre théorique né de ces réflexions pour notre étude de cas, cette partie sera consacrée au détail de cette approche.

### **2.1. L'approfondissement du concept**

Constatant les succès plutôt mitigés des partisans de l'élargissement, certains chercheurs entreprirent de pousser un peu plus loin la démarche en proposant un approfondissement théorique. Pour eux, l'élargissement devait être précédé d'une introspection ontologique, épistémologique et méthodologique. Ainsi, il était nécessaire de débiter tout questionnement en reconnaissant la nature évasive de la sécurité<sup>39</sup>, acceptant que nos schèmes théoriques, nos attitudes et comportements dépendent du point de vue philosophique particulier que nous adoptons envers les relations internationales. Si, les études de sécurité traditionnelles basaient leur paradigme sur l'idée que le monde est caractérisé par une lutte incessante pour la puissance entre des États souverains concurrençant au sein d'un système international anarchique, que l'essence des études de sécurité est définie par la permanence et l'endémicité des conflits interétatiques, une vision approfondie devait dépasser ces truismes, aujourd'hui obsolètes. En observant la simple réalité du monde, il devenait impossible de continuer à appliquer des schèmes théoriques construits pour un système disparu, à une époque révolue. Donc, en formulant ce constat, il devenait concevable d'ouvrir la voie vers d'autres perspectives, de considérer d'autres interprétations philosophiques expliquant les relations internationales. Pour les tenants de l'approfondissement, cette interprétation devait être ontologiquement inclusive (incluant une plus grande quantité de référents et pas seulement l'État), épistémologiquement intersubjective (rejetant l'approche naturaliste) et concrètement orientée vers la praxis

---

<sup>39</sup> Voir plus haut.

(émancipation). L'approfondissement s'avérait donc théoriquement plus fondamental que l'élargissement. Il renvoyait le chercheur à ses propres conceptions avant même qu'il débute son analyse. Alors que l'élargissement n'impliquait qu'une sophistication du modèle classique, l'approfondissement remettait en cause la pertinence de ce modèle. L'approfondissement incarnait la première étape d'une sécurité plus représentative de la réalité.

## 2.2. La démarche post-positiviste en sciences sociales

Avant de s'attaquer à l'approche critique de la sécurité, il est essentiel de la situer dans son contexte théorique, i.e., l'orientation post-positiviste. Comme son nom l'indique, le post-positivisme est une réaction au positivisme. Dans le domaine des relations internationales, cette réaction représente en grande partie une seconde lecture ou une relecture du courant dominant, le réalisme. « Positivists see power inequalities as rooted in material reality, and thus taken as a given. Post-positivists see inequalities as socially constructed, and thus needing to be problematized. Belief in the social construction of knowledge is the element binding post-positivists together.<sup>40</sup> » Parce qu'il faut bien le comprendre, le post-positivisme n'est aucunement une discipline unifiée, mais bien une façon alternative de conceptualiser l'épistémologie en relations internationales. Notre attention sera principalement portée sur la tradition critique, puisque c'est de cette branche particulière que sont nées les études de sécurité critique. Mais, voyons d'abord ce qui lie les différentes perspectives post-positivistes.

Le principal aspect réunissant l'ensemble des écoles post-positivistes est leur opposition aux principes du positivisme. Pour Terriff *et al.*, quatre grands principes définissent l'approche. Premièrement, le positivisme présuppose qu'une réalité objective existe et peut être révélée par la pratique scientifique. Deuxièmement, le positivisme croit

---

<sup>40</sup> Terriff, Croft, James, Morgan, *op. cit.*, p. 98.

que seule la rationalité peut nous permettre de découvrir cette réalité, et qu'une seule forme de rationalité existe; troisièmement, que le moyen d'appliquer la rationalité est l'expérimentation, permettant à l'analyste de tester ses propositions; et finalement, qu'il existe une distinction nette entre l'observateur et l'observé<sup>41</sup>. « Positivism is a methodological view that combines naturalism (in either its strong (ontological and methodological) or its weak (methodological) sense), and a belief in regularities. It is licensed by a strict empiricist epistemology itself committed to an objectivism about relationship between theory and evidence.<sup>42</sup>»

Pour les post-positivistes, ces principes représentent une manière de contrer l'innovation scientifique, de répudier l'originalité afin de reproduire un modèle servant ceux qui l'appliquent. Pour eux, la réalité et le savoir ne sont que des constructions sociales, historiquement déterminées. L'empirisme n'est qu'une idole sacrée, hautement limitée parce que basée sur l'observation directe (assez difficile lorsque l'on analyse des relations sociales), ignorant les causes (ne pouvant faire l'objet d'une observation directe) et surtout terriblement fallacieuse, puisque reposant sur la prétention qu'une observation 'pure' et immaculée existe. Le rationalisme, de son côté, a comme principale tare de ne présenter qu'une forme de 'raison' (souvent cartésienne, donc très occidentale, élitiste et phallocratique) et surtout de croire qu'il existe un monde 'réel' à expliquer par des lois universelles.

---

<sup>41</sup> *Ibid.*, p. 100. Steve Smith note également quatre grands principes, qu'il étiquette un peu différemment. Pour lui, (1) le positivisme présuppose une unité des sciences, permettant d'appliquer les mêmes méthodologie et épistémologie d'un champ à l'autre, (2) que les faits et les valeurs sont distincts, les faits étant invariablement neutres, (3) qu'il y aurait des régularités dans la sphère sociale autant que dans le monde naturel et que (4) la validation empirique ou falsification, serait la seule 'vraie' forme d'analyse. Voir, Steve Smith, « Positivism and Beyond » dans Smith, Ken Booth et Marysia Zalewski, dir., *International Theory: Positivism and Beyond*, Cambridge, Cambridge University Press, 1996, p. 16.

<sup>42</sup> *Ibid.*, p.17.

Il n'existe donc pas de vérité absolue, l'ensemble des vérités n'étant qu'un construit social méritant d'être placé dans un contexte. Chacun des faits se présentant au spécialiste est historiquement situé, influencé par la culture et les valeurs des observés autant que des observateurs. Cette épistémologie présuppose donc l'étude de la compréhension que les acteurs ont de leur monde et de la relation entre cette compréhension et les structures sociales et les pratiques en place. En clair, elle compare la conception théorique des sujets/objets à leurs pratiques. Ainsi, ni l'observateur, ni l'observé ne peuvent être soustraits de l'analyse.

Les répercussions sur la sécurité de l'approche post-positiviste sont multiples. En plus de rejeter la rationalité instrumentalisée, la prétention en une objectivité scientifique et la réification de la réalité, « For post-positivist approaches, it is not possible to examine 'security' without first examining the 'state'. The state is certainly problematic. It is a social construction; it was not inevitable that humanity be organized politically in this way, nor must it always be organized in this way.<sup>43</sup> » Comme le sens du mot sécurité (dans sa forme traditionnelle) est intrinsèquement lié à l'organisation politique des sociétés, en localisant la sécurité dans un processus définitionnel social, on ouvre automatiquement la porte à d'autres types de référent. « Put another way, an underpinning element of post-positivist theoretical approaches is that all referents are equal, that it is not desirable, or in the end practical, to focus on one to the exclusion of others if we are to elucidate full [...] understanding.<sup>44</sup> »

Le post-positivisme n'étant pas un courant unifié, les méthodologies analytiques en découlant sont souvent variées. Nous utiliserons, pour notre part, les études de sécurité critique pour concrétiser les ambitions du post-positivisme. Rappelons seulement que, même s'ils ne s'entendent pas sur le cheminement théorique à adopter (et surtout sur la

---

<sup>43</sup> Terriff, Croft, James, Morgan, *op. cit.*, p. 102.

<sup>44</sup> *Ibid.*, p. 182.

finalité de ce cheminement; l'opérationnalisation), les post-positivistes ont tous comme objectifs d'ouvrir de nouveaux horizons intellectuels et de rapprocher la théorisation de la réalité des individus.

### 2.3. La théorie critique

Les études de sécurité critique sont intrinsèquement liées au post-positivisme<sup>45</sup>, en raison principalement de leur orientation épistémologique, mais également, comme leur nom l'indique, par leur filiation à la tradition critique en relations internationales. Cette tradition se base majoritairement sur une lignée de grands penseurs remontant à Kant, Hegel et Marx. Il n'est pas dans notre intention de discourir, ici, de l'évolution historique de la théorie critique. Mais il est important d'en saisir les contours pour comprendre ce que cette tendance conceptuelle peut apporter à notre analyse et à notre interprétation de la sécurité.

Il est tout d'abord nécessaire de mentionner que l'appellation 'théorie critique' est, en elle-même, des plus contestées. La nature intrinsèquement fluctuante et variable du corpus théorique auquel elle se rapporte, a empêché ses propagateurs d'en déterminer une définition formelle. Cette volatilité a entraîné une grande confusion et une mésinterprétation, par la communauté scientifique et par les observateurs de la scène internationale, de l'essence de la spécialité. Ainsi, « When Europeans talk of critical theory, they are referring to a specific area of inquiry based on the work of Jürgen Habermas and the Frankfurt School [...] In the United States, however, the term 'critical theory' tends to be applied as an umbrella to include all post-positivists.<sup>46</sup> » Michael Williams et Keith Krause différencient ces deux interprétations du schème conceptuel par

<sup>45</sup> Ken Booth préfère parler de post-naturalisme. Voir, « Critical Explorations », *loc. cit.*

<sup>46</sup> Terriff, Croft, James, Morgan, *op. cit.*, p. 103.

théorie Critique et théorie critique<sup>47</sup>. Pour les auteurs, la deuxième position, celle que l'on pourrait qualifier d'américaine, est plus inclusive et permet d'englober une pléiade de chercheurs aux tendances diverses, ne se rencontrant souvent que sur la critique du méta-paradigme rationaliste<sup>48</sup>. Krause et Williams considèrent que la première interprétation, celle Critique, est trop souvent synonyme de problématisation à outrance des relations de pouvoir et de dépendance au sein des institutions organisant la société.

Pour Ken Booth, par contre, c'est au sein de cette tradition Critique que l'on doit ancrer le projet de contestation conceptuelle. Parce que ce courant spécifique a développé une approche « [...] cosmopolitan, self-consciously progressive, emancipatory, postpositivist, post-Marxist, open-ended about human possibilities, Enlightenment-inspired, and epistemologically self-conscious.<sup>49</sup> » Quoique souvent en parfaite symbiose entre elles, nous privilégierons l'approche plus solidement ancrée dans la tradition philosophique allemande pour notre travail. Elle utilise le terme critique dans le cadre d'un projet intellectuel cohérent s'avérant extrêmement pertinent pour étudier la sécurité, et non pas seulement pour se distinguer d'une branche paradigmatique<sup>50</sup>.

Nous postulerons donc que le terme critique, dans un agenda renouvelé des études de sécurité, doit être compris via le corpus intellectuel de la théorie critique, développé par

---

<sup>47</sup> Williams et Krause, « Preface ». La même distinction est employée par F. G. Dufour, dans Alex Macleod, Evelyne Dufault et F. Guillaume Dufour, *Relations internationales. Théories et concepts*, Montréal, Athéna éditions, 2002, p. 29.

<sup>48</sup> Ce qui permet à Krause et Williams de présenter une palette assez éclectique d'auteurs dans leur recueil, du réaliste renouvelé qu'est Mohammed Ayoob au postmoderniste R.B.J Walker. Voir, Krause et Williams, *Critical Security Studies...*

<sup>49</sup> Ken Booth, « Security and Self », p. 109.

<sup>50</sup> Cette distinction dans le terme 'critique' a amené Steve Smith à séparer deux tendances dans le champ des études de sécurité critiques, « united more by perceived defects in the orthodoxy than by any particular alternative vision. » Pour lui, il y a le manuel de Krause et Williams, « theoretically inclusive in the sense of involving many different perspective, all of which are outside the mainstream but that together do not add up to one view[...] » et l'école du Pays de Galles (Welsh School) « [...] a much more cohesive school of thought ». Nous y reviendrons plus loin. Smith « The Contested concept ... », p. 40.

l'école de Francfort<sup>51</sup>. Nous ne relaterons pas, ici, l'ensemble de l'histoire de la théorie critique, là n'étant pas le but de notre analyse<sup>52</sup>. Nous sommes parfaitement conscients que cette histoire n'est aucunement linéaire, et que de nombreux courants ont influencé la formation de la tradition critique, que ce soit de l'intérieur du mouvement de Francfort (on peut penser aux apports conceptuels fondamentaux d'Adorno et d'Habermas) ou de l'extérieur (avec notamment les écrits incontournables de Gramsci)<sup>53</sup>. D'ailleurs, nous considérons, à la manière de Richard Wyn Jones, que « [...] rather than understand critical theory as a particular approach, it is more appropriate to view it as a constellation of rather distinctive approaches [...] »<sup>54</sup> Reste que le terme critique possède un sens historique qu'il est nécessaire d'approfondir.

Il faut d'abord comprendre que la théorie critique est née de mouvements intellectuels profondément influencés par le marxisme. Débutant leurs travaux par une

---

<sup>51</sup> L'école de Francfort (Institut für Sozialforschung) fut fondée en 1923 par Felix Weil. Elle réunit, à différentes époques, des spécialistes de divers domaines, (Horkheimer, l'instigateur principal, Pollock, Adorno, Lowenthal, Marcuse, Benjamin, Fromm), « [...] to cooperate in a research enterprise dedicated to integrating their various specializations within an interdisciplinary framework guided by a version of Marxian social theory. » Wyn Jones, *op. cit.*, p. 14. Nous sommes également conscients que l'école de Francfort n'est pas, en elle-même, un bloc analytique monolithique, mais bien un groupe d'intellectuels aux points de vue, souvent, fondamentalement différents. Dans cette optique, et selon la typologie de RWJ, nous nous considérons davantage inspiré par Max Horkheimer que par Adorno ou Habermas. Voir Richard Wyn Jones, dir., « Introduction », dans, *Critical Theory & World Politics*, Boulder, Lynne Rienner Publishers, 2001, p. 6-10.

<sup>52</sup> Même si nous sommes parfaitement conscient que toute utilisation de la théorie critique doit être précédée d'une contextualisation du concept. « This means that concepts cannot be simply appropriated from the critical theory literature and applied to issues in the security realm without reference to their origins. To do so would fly in the face of the critical method, which stresses the situatedness of knowledge. » Wyn Jones, *Security, Strategy...*, p. 2. Comme nous n'avons pas l'espace de RWJ pour analyser, nous devons nous contenter de souligner notre tare conceptuelle au lieu d'y remédier.

<sup>53</sup> À l'instar de Richard Wyn Jones, nous identifions deux grandes branches historiques de la théorie critique : le courant issu des écrits et de la vie d'Antonio Gramsci et celui associé à l'école de Francfort. Ce qui différencie ces deux courants est davantage une question de hiérarchisation des priorités et des moyens à utiliser qu'une divergence d'objectif « The Gramscian-influenced scholars are primarily concerned with political economy; those influenced by the Frankfurt School are interested primarily in political and normative theory. » Wyn Jones, *Critical Theory...*, p. 5.

<sup>54</sup> *Ibid.*, p. 4.

critique de l'économie politique, ils entreprirent de réinventer les truismes admis en y allant d'une « critique de la réification [...] et surtout de l'expansion de la rationalité instrumentale comme principe organisateur des relations entre les humains, le travail, le politique et la nature.<sup>55</sup> » Pour Max Horkheimer, la théorie critique devait s'articuler en opposition à la théorie traditionnelle (affirmant une stricte séparation entre la pensée et la réalité et entre le sujet et l'objet, réduisant la théorie à une liste de propositions logiques expliquant des phénomènes empiriques, naturels ou sociaux)<sup>56</sup>. Selon lui, la théorie traditionnelle, « [...] was absolutised, as though it were grounded in the inner nature of knowledge as such or justified in some other ahistorical way, and thus... became a reified, ideological category. This reification blinds traditional theorists to the ways in which their theories are produced, to the social role of their work, and indeed to themselves.<sup>57</sup> » Pour Horkheimer, les théoriciens traditionnels supposent que leur travail s'effectue en toute indépendance du contexte social dans lequel ils évoluent et que le fruit de leur démarche est mu par une logique immanente à la méthode et au matériau employés. « Traditional theorists would refute any suggestion that the way in which they work is determined in any way by extrascientific factors. [...] Horkheimer argue that not only the decisions about what to study but also the way in which the results are interpreted is very much a social process rather than a purely scientific one.<sup>58</sup> » Il postulait ainsi que le théoricien joue un rôle crucial dans la production et la reproduction des structures dominantes. Comment? En

---

<sup>55</sup> Macleod, Dufault et Dufour, *op. cit.*, p. 29. Comme nous l'avons spécifié plus haut, il est à noter que les courants gramsciens (néo-gramsciens) axent davantage leurs analyses sur les dimensions économique et politique. Voir Stephan Gill, dir., *Gramsci, Historical Materialism and International Relations*, Cambridge, Cambridge University Press, 1993.

<sup>56</sup> Le terme 'théorie critique' est employé pour la première fois dans Max Horkheimer, *Théorie traditionnelle et théorie critique*, Paris, Gallimard, 1996 (1937).

<sup>57</sup> Wyn Jones, *Security, Strategy...*, p. 16.

<sup>58</sup> *Ibid.*, p. 16.

normalisant et en privilégiant une façon particulière de comprendre et de définir le savoir<sup>59</sup>. Horkheimer rajoutait qu'il n'existe pas de théorie sociale exempte de motivation politique. Et pour lui, la théorie traditionnelle est le moteur du maintien de structures économiques et politiques foncièrement injustes « [...] in which men by their own toil keep in existence a reality which enslave them in ever greater degree.<sup>60</sup> »

Pour Horkheimer, la solution passe donc par l'adoption d'une nouvelle forme de théorisation (critique) qui rejeterait l'ordre traditionnel pour réorganiser l'ensemble du savoir théorique. Il est bien évident que le corpus critique défini par Horkheimer et particularisé par l'école de Francfort, est historiquement connoté et, surtout, ne saurait faire l'objet d'une modélisation causale statique.<sup>61</sup> Mais, en acceptant, dès le départ, cette circonstance, il est possible de caractériser le programme alternatif délimité par la théorie critique, ne serait-ce que ses préceptes épistémologique, ontologique et méthodologique. Épistémologiquement, « The defining feature of critical approaches is that they reject the idea that human social behavior can be studied with the same scientific method as the study of the behavior of glaciers.<sup>62</sup> » La sphère sociale peut faire l'objet d'études, mais prétendre en une quelconque présence de lois transhistoriques, d'équations ou d'immuabilité est tout simplement chimérique. Il faut donc sortir de tout modèle d'analyse

---

<sup>59</sup> La puissante force disciplinaire des courants traditionnels est particulièrement présente dans le domaine de la sécurité. Non seulement, ils ont défini ce qui est légitime de nommer sécurité, mais également comment étudier, selon leurs barèmes, ces problématiques. En agissant ainsi, les tenants de la 'cohérence' sécuritaire ont complètement ostracisé les quelques dissidents en détruisant, à la source, leur prétention en une quelconque pertinence. Voir, notamment, Keith Krause, « Critical Theory and Security Studies. The Research Programme of 'Critical Security Studies' », *Cooperation and Conflict*, Vol. 33., No. 3, 1998, pp. 298-333.

<sup>60</sup> Wyn Jones, *Security, Strategy...*, p. 17.

<sup>61</sup> Ce qu'il dénonce le plus véhémentement, « All intellectual work is rooted in a particular social and historical context, and as that context is gradually transformed, some elements of the work will lose their resonance and relevance, whereas others may come to appear more important than was initially the case. » *Ibid.*, p. 9.

<sup>62</sup> Ken Booth, « Critical Explorations », p. 10.

figé et singulariser sa démarche. En ce sens, la théorie critique s'inscrit en droite ligne avec les préceptes du post-positivisme.

La théorie critique exclut également toute prétention en un savoir objectif. « Awareness of the dialectical interdependence of the perceiving subject and the perceived object is crucial [...].<sup>63</sup> » Il est donc essentiel de rejeter « [...] the subject-object dichotomy – and the consequent sharp differentiation between fact and value [...].<sup>64</sup> » Il faut plutôt prendre en considération, dès le départ, la nature fondamentalement politique de toute théorisation, reconnaître que les paramètres ne sont pas intangibles. Ainsi, la possibilité d'une transformation, et du sujet et de l'objet, est réelle, sinon souhaitable. « La théorie n'est [...] pas neutre, mais en partie productrice du monde social, et en mesure de le modifier.<sup>65</sup> » Le théoricien critique se donne donc comme mandat de mieux comprendre le monde afin de le changer. Si la théorie traditionnelle est impliquée dans la conservation et la pérennisation de l'ordre actuel, la théorie critique doit saisir les racines sociales, politiques et historiques ayant amené à la construction du système actuel afin de le changer. « This theory is not concerned only with goals already posed by existent ways of life, but with men and all their potentialities. [...] critical theory's goal is man's emancipation from slavery.<sup>66</sup> »

« [...] the only common to all critical theorists, and fundamental to all critical theories, is a concern to explore the barriers to and possibilities for human emancipation [...]»<sup>67</sup> » Cette émancipation, pour les théoriciens critiques, débute par le repositionnement de l'individu comme référent prioritaire. Le but ultime étant de restituer la société à ses éléments premiers, les individus. Si, ici, la théorie critique emprunte au contexte de son

<sup>63</sup> Wyn Jones, *Security, Strategy...*, p. 21.

<sup>64</sup> *Ibid.*, p. 27.

<sup>65</sup> Macleod, Dufault et Dufour, *op. cit.*, p. 30.

<sup>66</sup> Max Horkheimer cité dans Wyn Jones, *Security, Strategy...*, p. 17.

<sup>67</sup> *Ibid.*, p. 7-8.

époque (beaucoup plus marxisante), en postulant que la mainmise du grand capital sur les moyens de production a empêché l'humanité entière de bénéficier des retombées du développement, les tenants des ÉSC vont très judicieusement actualiser cet objectif central de la tradition critique<sup>68</sup>. Mais, ce qui semble le plus intéressant dans la pensée d'Horkheimer (outre l'humanisme fondamental de sa conception), c'est qu'il ne propose pas une forme de remise à zéro idéalisée de la société humaine. « Rather than criticizing the prevailing order in terms of some blueprint for an ideal society, Horkheimer criticizes that order on the basis of the unfulfilled potential that already exists within it.<sup>69</sup> » L'émancipation, « [...] the progressive freeing of individuals and groups from structural and contingent human wrongs<sup>70</sup>, devient ainsi, davantage une révision, par les individus, de leur conceptualisation de la société, de ses fondements et de ses postulats axiomatiques, qu'un nouvel utopisme déguisé. En identifiant les décalages politiques et sociaux entre ce que l'individu perçoit comme la réalité et ce qu'il voudrait que soit cette réalité, il est possible de définir un agenda critique, sur des problématiques concrètes. En ouvrant la voie à l'accomplissement des potentialités déjà intrinsèquement présentes dans l'existence humaine, la théorie critique est non seulement éthiquement progressive et inclusive, mais également foncièrement pragmatique. En ce sens, elle semble offrir un point de vue beaucoup plus global sur les relations internationales. En admettant la variabilité de l'histoire et la nature évolutive et inachevée de l'expérience humaine, elle offre une meilleure compréhension entre la théorie et la pratique.

---

<sup>68</sup> La notion d'émancipation adaptée à la sécurité sera détaillée dans notre section suivante.

<sup>69</sup> Wyn Jones, *Security, Strategy...*, p. 22. Nous utiliserons cette méthodologie, la critique immanente, pour notre étude de cas.

<sup>70</sup> Booth, « Critical Explorations », p. 12.

## 2.4. Les études de sécurité critique

Au terme de la réflexion théorique parcourue, il ne nous reste désormais qu'une étape à accomplir, l'explication des études de sécurité critique<sup>71</sup>. Maintenant, comme nous avons pu le souligner précédemment, nous ne déterminerons pas ici, un cadre rigide qui servira, par la suite, de modèle causal pour notre étude de cas. Les ÉSC sont considérées, encore aujourd'hui, comme un projet intellectuel qui, empruntant au post-positivisme et à la théorie critique, demeure en constante évolution et en perpétuelle redéfinition. Appliquer un corpus de paradigmes statiques ne serait, en définitive, que travestir la nature propre de cette orientation. Comme le dit Ken Booth : « [...] slavish adherence to any theoretical package would be irrational for students properly committed to critical theory, because its intellectual spirit is to challenge all orthodoxies, including its own.<sup>72</sup> » Il est tout de même essentiel de finaliser notre cheminement intellectuel, en examinant comment la sécurité est insérée au sein d'un corpus critique<sup>73</sup>.

Nous ne reviendrons pas ici sur l'ensemble de notre argumentation concernant l'épistémologie et l'ontologie des études de sécurité critique. Nous avons déjà compris, lors des deux parties successives sur le post-positivisme et la théorie critique, que les ÉSC

---

<sup>71</sup> Ken Booth est le premier à avoir avancé le terme 'études de sécurité critique' (*Critical Security Studies*), lors d'une conférence organisée par Krause et Williams en 1994. Conférence qui allait, par la suite, inspirer leur manuel.

<sup>72</sup> Booth, « Beyond Critical Security Studies », in Booth, *Critical Security Studies...*, p. 259. Ken Booth exerce une influence prépondérante sur notre conception de la sécurité et des ÉSC. Comme il est un des chercheurs ayant le plus disserté sur la question, que ses réflexions sont particulièrement pertinentes et que, il faut le rappeler, l'orientation ne trône pas au sommet du palmarès des professeurs et étudiants des départements de science politique, nous jugeons sa contribution comme essentielle à notre démarche.

<sup>73</sup> Pour délimiter les contours de cette approche alternative, nous utiliserons deux sources fondamentales : le livre initiateur de l'approche; *Critical Security Studies...*, de Keith Krause et Michael C. Williams et le groupe de chercheurs ayant été le plus ardent zélateur de cette nouvelle perspective, Ken Booth et l'école du Pays de Galles. Comme nous avons pu le constater plus haut, ces deux sources ne s'entendent pas nécessairement sur la nature des ÉSC. Nous avons, à l'instar de Steve Smith, tendance à séparer les deux perspectives en deux approches. Nous utiliserons, ainsi, davantage le corpus solidement ancré dans la tradition critique de Ken Booth et de l'école du Pays de Galles, que le cadre plutôt élastique des chercheurs américains. Voir, Smith, « The Contested Concept... », p. 40-46.

sont ontologiquement inclusives (admettant un ensemble beaucoup plus large de référents), épistémologiquement historicistes et intersubjectifs (rejetant le naturalisme et la dichotomie sujet/objet) et méthodologiquement orientées vers la praxis (l'émancipation). Il est également établi que ce courant des études de sécurité est une réaction claire et nette à la vision traditionnelle des relations internationales. Concentrons-nous donc sur ce que sont les études de sécurité critique plutôt que sur ce qu'elles ne sont pas.

Ken Booth définit les ÉSC comme étant :

« [...] an issue-area study, developed within the academic discipline of international politics, concerned with the pursuit of critical knowledge about security in world politics. Security is conceived comprehensively, embracing theories and practices at multiple levels of society, from the individual to the whole human species. 'Critical' implies a perspective that seeks to stand outside prevailing structures, processes, ideologies, and orthodoxies while recognizing that all conceptualizations of security derive from particular political/theoretical positions; critical perspectives do not make a claim to objective truth but rather seek to provide deeper understandings of prevailing attitudes and behavior with a view to developing more promising ideas by which to overcome structural and contingent human wrongs.<sup>74</sup> »

Utilisant la distinction établie par l'école de Francfort, entre théorie traditionnelle et critique, les théoriciens critiques prétendent que la sécurité traditionnelle souffre des mêmes faiblesses que la théorie traditionnelle (réification de la sphère sociale, séparation tranchée entre observé/observateur, objectivisme et positivisme). Le but est donc de sortir du modèle imposé à la discipline depuis une soixantaine d'années pour parvenir à une compréhension alternative (critique) de la sécurité, et ainsi permettre une (re)conceptualisation favorisant l'émancipation de l'individu. Booth postule qu'en étant plus inclusives, plus introspectives, plus raffinées et plus réflexives, les ÉSC promettent d'être plus réalistes que le réalisme. Car, plus qu'un simple rejet de l'orthodoxie statistique et positiviste, la vision critique de la sécurité postule que la (re)conceptualisation doit avoir

---

<sup>74</sup> Booth, « Critical Explorations », p. 15

un objectif tangible<sup>75</sup>. Et cet objectif doit nécessairement être, sous le modèle des premiers critiques, l'émancipation; l'affranchissement progressif de l'individu et des groupes, des contraintes structurelles pouvant les priver de leur liberté d'action.

Malgré leur nature profondément controversée dans le domaine des relations internationales, les ÉSC portent en leur sein, un certain nombre de consensus que les différentes approches alternatives de la sécurité (constructiviste, post-structuraliste, féministe, sécurité humaine) reconnaissent. Premièrement, le terme sécurité doit nécessairement être considéré comme éluif, i.e., chacune des orientations théoriques interprétant les relations internationales produisant leur conceptualisation de la sécurité, un entendement de sa signification qui lui est propre. En admettant cette nature éluive, il est non seulement possible de critiquer la vision traditionnelle, anglo-américaine, étatique, militarisée, positiviste, rendue caduque par un monde aux antipodes de ce catéchisme maniéré, mais il est également envisageable de formuler des alternatives conceptuelles. Les ÉSC tentent ainsi de repenser la sécurité d'un point de vue original, d'un point de vue originel, celui de l'individu. En modifiant la perspective, elles se donnent comme mandat d'analyser ce que la sécurité peut signifier, en théorie et en pratique, pour l'individu n'ayant pas fréquenté les corridors des universités anglo-saxonnes au cours des soixante dernières années. De même, elles se concentrent sur le point de vue des exclus de la sécurité traditionnelle, ceux qui subissent mais qui n'ont pas voix au chapitre, ceux qui n'ont pas l'argent, les entrées, les penchants idéologiques ou la simple appartenance

---

<sup>75</sup> 'The reconstructive agenda of security studies'. Krause et Williams, ne s'avancent pas, contrairement aux théoriciens du Pays de Galles, sur un agenda précis pour les ÉSC au-delà de la critique. Voir, Krause et Williams, *Critical Security Studies...*, p. xiii. Wyn Jones voit dans l'émancipation des oubliés, des faibles, des dépossédés, la tâche des ÉSC, *Security, Strategy...*

géographique pour influencer les dynamiques sécuritaires animant la structure actuelle du monde<sup>76</sup>.

Ensuite, une fois le virage définitionnel achevé, la (re)conceptualisation de la sécurité doit emprunter un cheminement en deux étapes; d'abord l'approfondissement puis l'élargissement. L'approfondissement « [...] means uncovering and exploring the implications of the idea that attitudes and behavior in relation to security are derivative of underlying and contested theories about the nature of world politics.<sup>77</sup> » L'approfondissement est bien sûr la plus importante des étapes puisqu'elle amènera la discipline vers les positions ontologiques et épistémologiques désirées. Ensuite, et seulement ensuite, vient la deuxième étape; l'élargissement<sup>78</sup>. Cette étape consiste en une extension de l'agenda sécuritaire au-delà du point de vue militaire et étatiste traditionnel. Nous détaillerons, dans un deuxième chapitre, comment ce programme théorique peut être opérationnalisé pour former une analyse cohérente et ordonnée. Car les ÉSC, rappelons-le,

---

<sup>76</sup> Selon la vision réaliste, la sécurité fait partie des thèmes de *high politics*, elle ne devrait être aucunement influencée par les dynamiques internes aux États, et reposerait sur une stricte définition des intérêts nationaux par les dirigeants. En ce sens, les sociétés et leurs individus n'ont aucune voix au chapitre lorsqu'il s'agit de déterminer les politiques en matière de sécurité. Certains ont même affirmé qu'il était irresponsable de soumettre ces questions à une population analphabète en la matière. On peut donc affirmer que dans sa forme actuelle, l'ensemble du monde extra-occidental, plus l'intégralité des acteurs non-étatiques des pays occidentaux (à l'exclusion d'une certaine élite financière) est exclu du 'monde' de la sécurité.

<sup>77</sup> Booth, « Critical Explorations », p. 14.

<sup>78</sup> Comme le mentionne Ken Booth, cette étape doit nécessairement suivre l'approfondissement et non le contraire, à l'instar de Buzan *et al.* Booth mentionne trois raisons : (1) l'élargissement est subordonné à l'approfondissement puisque le premier peut être réalisé à partir d'un point de vue conservateur (école de Copenhague). Répliquer un modèle traditionnel en changeant subtilement les paramètres, sans problématiser préalablement l'objet de recherche, n'est pas, en définitive, critique. (2) L'approfondissement n'est pas qu'une question de verticalité, ou de niveaux, « It is concerned with drilling down into theories and practices of security in order to discover what the underlying political and philosophical assumptions might be. » C'est ce procédé qui explicite la nature évasive du concept. Et (3), l'élargissement doit être réalisé à partir de l'approfondissement, parce que c'est après avoir identifié les idées reçues particularisant une conception de la sécurité que l'on peut dresser un agenda analytique. Cet agenda fluctuera en fonction de ce que l'approfondissement révélera. Booth, « Critical Explorations », p. 14-15.

ont pour ambition de transformer la praxis en visant l'émancipation. La critique de la situation actuelle, même si elle est indispensable pour l'accomplissement d'une reconstruction de l'agenda sécuritaire, ne saurait constituer une fin en soi.

## 2.5. L'émancipation

Maintenant, comme les ÉSC ont comme finalité, l'émancipation des individus<sup>79</sup>, que cette idée ne saurait rencontrer l'assentiment général dans un monde académique dominé par les rationalistes, il est indispensable que nous nous y attardions. La notion d'émancipation est demeurée, comme nous avons pu le constater plus haut, au cœur de la méthodologie critique depuis ses débuts. Comme le mentionne Wyn Jones, « [...] it is the point of the whole exercise inasmuch as Marx's injunction to understand the world in order to change it shapes the whole enterprise.<sup>80</sup> » Constitutive de l'essence même de la démarche<sup>81</sup>, les théoriciens critiques (Booth en tête) l'ont donc adaptée à la sécurité, en plusieurs étapes, pour qu'elle incarne la cible praxéologique de toute analyse<sup>82</sup>.

---

<sup>79</sup> Objectif déjà présent chez les premiers critiques, voir Horkheimer, *op. cit.*

<sup>80</sup> Richard Wyn Jones, « On Emancipation », dans Booth, *Critical Security Studies...*, p. 216.

<sup>81</sup> Comme nous l'avons mentionné plus haut, c'est la version 'francfortoise' que nous qualifions de critique. L'émancipation est souvent la question principale divisant les courants critiques, notamment les 'Francfortois' des post-modernistes et post-structuralistes. À contrario, l'émancipation est le principal ciment unissant les différentes variantes se réclamant de l'école de Francfort. Il est intéressant de noter, par contre, que Wyn Jones dans « On Emancipation », démontre, citations à l'appui, que la plupart des tenants d'une sécurité alternative, qu'ils soient 'francfortois' ou non, proposent une forme ou une autre d'émancipation, même s'ils ne l'étiquettent pas formellement. Voir Wyn Jones, *Security, Strategy...*; Wyn Jones, « On Emancipation » et Hayward Alker, « Emancipation in the Critical Security Studies Project », dans Booth, *Critical Security Studies...*

<sup>82</sup> Ken Booth a principalement développé son point de vue sur la notion à l'intérieur de trois textes. Premièrement, Booth, « A New Security Concept for Europe », dans Paul Eavis, dir., *European Security : The New Agenda*, Bristol, Saferworld, 1990, pp. 1-7. Puis, « Security and Emancipation », *Review of International Studies*, Vol.17, No. 4, 1991, pp. 313-326. Et enfin, « Three Tyrannies », dans Tim Dunne et Nicholas Wheeler, dir., *Human Rights in Global Politics*, Cambridge, Cambridge University Press, 1999, pp. 31-70. Voir également, pour une synthèse, la troisième partie, consacrée à ce thème, dans Booth, *Critical Security Studies...*

Wyn Jones rappelle que le terme 'émancipation', vient du latin *emancipatio* qui signifie : action d'affranchir ou de s'affranchir d'une autorité, de servitudes ou de préjugés<sup>83</sup>, « [...] a concept that has been associated with some of the great progressive struggles in modern history.<sup>84</sup> » Horkheimer, profondément influencé par l'utilisation marxiste du concept, croyait (comme les tenants des ÉSC) que la notion devait représenter l'objectif de tout cheminement historique ou intellectuel. Il voyait l'émancipation comme une libération des servitudes pesant sur l'homme<sup>85</sup>. Pour Booth, l'émancipation doit d'abord être définie négativement. Ainsi, pour le chercheur, l'émancipation ne doit pas être comprise comme un idéal conceptuel, universel et immuable. En tant que finalité, elle ne doit jamais être gagnée en empiétant sur les libertés des autres (à l'instar de la puissance). Et surtout, elle ne doit pas être associée à un processus d'occidentalisation ou de diffusion des valeurs occidentales, à l'ensemble du globe. Plutôt, elle doit être conçue comme une porte ouverte vers un changement, vers un progrès théorique dans la manière dont on appréhende les relations politiques entre les individus. Pour lui, « Emancipation means freeing people, as individuals and groups, from the social, physical, economic, political, and other constraints that stop them from carrying out what they would freely choose to do.<sup>86</sup> » Selon Booth, « War, and the threat of war is one of those constraints, together with poverty, poor education, political oppression and so on. Security and emancipation are two sides of the same coin. Emancipation, not power or order, produces true security.

---

<sup>83</sup> Adaptation, de l'auteur, via le Petit Robert, de la définition donnée par RWJ.

<sup>84</sup> Wyn Jones, « On Emancipation », p. 216.

<sup>85</sup> Horkheimer définit de diverses façons sa conception de l'émancipation. Parfois comprise comme l'édification d'une société fondée sur la raison, d'autres fois comme une harmonisation de l'organisation sociale en fonction des intérêts de la collectivité, l'émancipation demeure toujours synonyme de progression vers un état social sans exploitation ni oppression de l'individu. Voir Horkheimer, *op. cit.*

<sup>86</sup> Booth, « Security and Self... », p.110.

Emancipation, theoretically, is security.<sup>87</sup> » Booth pousse encore davantage la définition, dans sa dernière contribution sur le sujet.

« Emancipation is the theory and practice of inventing humanity, with a view to freeing people, as individuals and collectivities, from contingent and structural oppressions. It is a discourse of human self-creation and the politics of trying to bring it about. Security and community are guiding principles, and at this stage of history the growth of a universal human rights culture is central to emancipatory politics. The concept of emancipation shapes strategies and tactics of resistance, offers a theory of progress for society, and gives a politics of hope for common humanity.<sup>88</sup> »

Booth mentionne que l'émancipation peut avoir plusieurs rôles. Elle peut servir d'ancrage philosophique, de barème pour déterminer si une forme de savoir peut être considérée comme une vérité. Ou bien comme un processus stratégique, c'est-à-dire une perpétuelle quête de changement mélioratif afin d'amener des résultats concrets. Et finalement, comme guide pour l'identification de but tactique, i.e., générer le changement grâce à la critique immanente. Comme le mentionne Booth, et à l'instar de Horkheimer, l'émancipation doit déboucher sur une praticabilité et non sur une simple utopie intellectuelle. Et ce changement ne saurait être symbolisé par un plan d'édification d'une société nouvelle, parfaite, idéalisée. Les critiques situent l'émancipation à l'intérieur des potentiels déjà présents dans la société, mais non réalisés. L'émancipation représente une idée à atteindre qui évolue constamment, une utopie concrète selon la formule de Wyn Jones<sup>89</sup>.

<sup>87</sup> Booth, « Security and Emancipation », p. 319.

<sup>88</sup> Ken Booth, « Emancipation », p. 181.

<sup>89</sup> Ce projet émancipatoire ne saurait être stagnant, de crainte de tomber dans le dogmatisme ou l'utopisme. RWJ stipule trois critères à considérer, à priori, avant de délimiter une 'utopie concrète'. (1) La caractérisation de l'utopie doit être reliée à un projet d'ensemble détaillant les conditions d'application de l'émancipation, (2) il est essentiel de se concentrer sur des utopies *plausibles* si l'on veut parvenir à décrire ce que peut être une réalité émancipée et (3) il est essentiel de considérer l'émancipation comme un processus et non comme une finalité. Ainsi, même si l'utopie se concrétise, le processus émancipatoire n'est pas achevé, il existera toujours une possibilité d'amélioration, donc de changement. En ce sens, il est à noter qu'inspirer du marxisme, l'émancipation comme

Il est bien entendu que l'introduction d'une notion aussi poreuse, basée sur une prise de position éthique et morale, est hautement controversée dans le monde de la sécurité. L'émancipation a donc soulevé son lot de critiques provenant tant des rationalistes, que des autres mouvements critiques, notamment post-moderniste et post-structuraliste. Nous ne relaterons pas, ici, l'ensemble des remarques adressées aux théoriciens de la sécurité critique, là n'est pas notre propos. Attardons-nous plutôt sur deux critiques particulièrement intéressantes. Johan Eriksson reproche, sans grande originalité, qu'avec leur objectif émancipatoire, les ÉSC ne font que poursuivre la tradition des idéalistes : au lieu de s'attarder à expliquer le monde tel qu'il est, il propose ce qu'il pourrait ou devrait être<sup>90</sup>. Pour lui, l'application pratique de la démarche reste à démontrer, de même que la validité bénéfique de cette vocation moraliste. On pourrait répliquer à Eriksson, qu'en critiquant d'un point de vue traditionaliste, qu'en se basant sur des paramètres rationalistes, il est plutôt naturel qu'il escamote la complexité de l'approche. Si l'on n'accepte pas, à la base, la possibilité de changement, comment peut-on comprendre l'alternative décrite par les critiques? Il semble que l'auteur n'ait pas saisi l'ensemble du corpus critique pour avancer un tel reproche, qu'il n'ait pas compris l'objectif des ÉSC de repenser la vision de la sécurité, de dépasser le paradigme réaliste afin de comprendre une réalité alternative.

La deuxième critique provient de Mohammed Ayoob, contributeur au manuel de Krause et Williams. Pour Ayoob, une (re)conceptualisation de la sécurité est nécessaire, mais de penser qu'en ressuscitant un concept profondément farfelu comme l'émancipation, on va résorber les tares de la vision traditionnelle, on va réussir à poser les jalons d'une nouvelle façon de voir les relations internationales, est tout simplement naïf. « The problem with such semantic jugglery is that by a sleight of hand it totally obfuscates the

---

marche perpétuelle vers le renouvellement, rejoint la vision trotskiste d'une révolution permanente. Voir Wyn Jones, *Security, Strategy...*, p. 230.

<sup>90</sup> Johan Eriksson, « Observers or Advocates? On the Political Role of Security Analysts », *Cooperation and Conflict*, Vol. 34, No. 3, 1999, pp. 311–330.

meaning of both the concepts of security and emancipation. [...] Such semantic acrobatics tend to impose a model of contemporary Western polities[...].<sup>91</sup> » Le premier problème d'Ayoob réside dans son parti pris pour l'État comme référent de la sécurité. Comme il est profondément stato-centrique, il ne peut considérer l'émancipation de l'individu comme un objectif valable. Ensuite, Ayoob attaque la valeur ou l'utilité de la démarche. Pour lui, l'émancipation n'est que pirouette intellectuelle vouée à détourner l'attention des *vrais* problèmes. Mais, encore une fois, l'orthodoxie d'Ayoob restreint son champ de vision. Il est clair qu'il ne saisit pas l'essence même de la démarche. En postulant que le changement devrait s'effectuer en respectant les règles du jeu traditionnelles, il oblitère la raison même du déplacement théorique que présuppose la critique: sortir d'un modèle foncièrement irréaliste, injuste et amoral. En ce sens, il est légitime d'affirmer qu'Ayoob ne cerne pas la relation capitale existant entre la théorie et la pratique, entre les moyens et la fin. Car, si pour Booth, la sécurité est l'émancipation, c'est qu'il considère nécessairement que les moyens sont constituants de la fin, et vice-versa. L'émancipation devient l'objectif théorique d'une démarche pratique, une utopie concrète guidant le chercheur. « To challenge and question the status quo it is necessary to have some notion what would constitute an improvement upon it [...]»<sup>92</sup>. » Ce qui, pour Ayoob, est perte de temps et questionnements inutiles, est pour les critiques, l'être même de la démarche<sup>93</sup>.

Maintenant, nous devons prendre en considération que les ÉSC, pour le moment, demeurent un projet académique, ancré dans une appréhension théorique de la réalité. Comme la relation entre la théorie et la pratique est d'une importance capitale à l'intérieur du projet critique, que sa singularité réside dans sa finalité émancipatoire, dans son

---

<sup>91</sup> Mohammed Ayoob, « Defining Security: A Subaltern Realist Perspective », dans Krause et Williams, *Critical Security Studies...*, p.126-127

<sup>92</sup> Wyn Jones, « On emancipation », p. 219.

<sup>93</sup> Il est évident que nous ne pouvons épuiser la problématique de l'émancipation en ces quelques lignes. Nous renvoyons le lecteur à la troisième partie de l'ouvrage de Ken Booth *Critical Security Studies...*, consacrée à la question.

application pratique d'une vision abstraite, il est indispensable que ses tenants dépassent la simple critique, aussi valable puisse-t-elle être, pour chercher à agir sur l'objet défini, la sécurité. Cette évidence, la concrétisation d'une reconstruction théorique vouée à l'émancipation, est plus facile à opérer conceptuellement que pratiquement. Car, même si certaines études ont été réalisées, que certains chercheurs aient formulé de sublimes déclarations d'intention, « There have been no systematic considerations of how critical international theory can help generate, support, or sustain emancipatory politics beyond the seminar room or conference hotel.<sup>94</sup> » C'est pourquoi, dans son ouvrage le plus récent sur la question, Ken Booth a décidé de s'attaquer à l'étape suivante. Pour l'auteur, il est temps que le mouvement acquière une praticabilité, qu'il « [...] move beyond studying this body of knowledge to developing a distinctive *theory* of security<sup>95</sup> » afin d'arriver à la constitution d'un agenda concret. Il est temps de passer d'une théorie de la sécurité selon l'angle critique à une *théorie critique de la sécurité*. Ainsi, selon lui, « Critical security theory is both a theoretical commitment and a political orientation. As a theoretical commitment it embraces a set of ideas engaging in a critical and permanent exploration of the ontology, epistemology, and praxis of security, community, and emancipation in world politics. As a political orientation it is inform by the aim of enhancing security through emancipatory politics and network of community at all levels, including the potential community of communities – common humanity.<sup>96</sup> » Cette définition est vouée à guider le chercheur dans sa critique, mais également, et surtout, à lui fournir une prémisse d'application pratique.<sup>97</sup>

---

<sup>94</sup> Wyn Jones, *Security, Strategy...*, p. 151.

<sup>95</sup> Booth, « Beyond Critical Security Studies », dans Booth, *Critical Security Studies...*, p. 260. L'emploi de l'italique est de l'auteur.

<sup>96</sup> *Ibid.*, p. 268.

<sup>97</sup> Voir *Ibid.*, p.268-269.

Pour Richard Wyn Jones, c'est surtout sur la question de la praticabilité qu'il faut s'attarder. Pour le chercheur, il faut chercher à changer les choses, l'intellectuel doit être davantage qu'un simple surligneur de problèmes, un simple orateur, il doit revêtir le rôle 'organique' défini par Gramsci.<sup>98</sup> « The central political task of the intellectuals is to aid in the construction of a counterhegemony and thus undermine the prevailing patterns of discourse and interaction that make up the currently dominant hegemony.<sup>99</sup> » Donc, selon lui, les ÉSC doivent être la voix des individus subissant l'ordre international, ceux pour qui le discours traditionnel amène insécurité plutôt que sécurité, ceux qui souffrent de la raison d'État. « If all theory is for someone and for some purpose, then critical security studies is for the voiceless, the unrepresented the powerless and its purpose is their emancipation. » RWJ avance que les ÉSC doivent accomplir certaines tâches précises afin de concrétiser l'objectif émancipatoire. Premièrement, troquer le discours sécuritaire dominant en démontrant, via la critique immanente, comment les écarts entre intention et réalité discréditent complètement la théorie traditionnelle. Ensuite, promouvoir, via la production et la diffusion du savoir, un scepticisme par rapport à la vision hégémonique, une ouverture d'esprit à des alternatives sécuritaires. Puis, prêter son concours aux mouvements sociaux faisant la promotion de l'émancipation (toujours d'un point de vue extérieur, il serait faux de prendre la voie d'un dogmatisme tendancieux). Et surtout, s'ouvrir aux idées nouvelles, qui, même si elles n'entrent pas dans les canons de la discipline, peuvent formuler une vision de la sécurité qui saura répondre aux besoins d'un plus grand nombre d'individus.

### **3. Justification et adaptation du modèle théorique au cas du Kazakhstan**

Cette deuxième partie nous aura permis de cheminer vers une approche complètement différente des relations internationales, les études de sécurité critique. Il est maintenant temps de justifier notre choix conceptuel pour l'étude du cas précis du

<sup>98</sup> Voir, sur le rôle organique de l'intellectuel défini par Gramsci, Gill, *op. cit.*

<sup>99</sup> Wyn Jones, *Security, Strategy...*, p. 154.

Kazakhstan. Il est aisé d'affirmer que des considérations théoriques peuvent avoir un impact significatif sur un cursus global ayant comme objectif de reformuler fondamentalement la discipline, son ontologie et son épistémologie. Mais, comment appliquer, concrètement, un concept alternatif dans un monde encore largement défini de façon traditionnelle? Est-ce que les nombreux réalistes affublant les critiques d'épithètes dévastatrices, ont raison lorsqu'ils affirment l'inutilité de changer les paradigmes de la sécurité, et par extension, la futilité de développer un agenda distinct? Est-ce qu'un cadre théorique intersubjectif n'ayant aucune solidité causale peut nous aider à décortiquer le panorama sécuritaire d'un État? Est-ce que, en résumé, une théorie alternative de la sécurité peut nous permettre de comprendre plus adéquatement les dynamiques sécuritaires animant un État? Nous croyons que oui. Et nous croyons également qu'il est important, non seulement pour la discipline, mais également pour la communauté académique, que nous testions tangiblement, cette vision alternative. Il est crucial que ce corpus intellectuel sorte de la marginalité, qu'il soit admis à part entière comme une voie de compréhension des relations internationales. Nous croyons que c'est par la multiplication des études de cas qu'il y parviendra. Nous avons donc décidé d'utiliser le cas du Kazakhstan pour démontrer la pertinence des ÉSC. Cette partie précise les raisons ayant influencé notre choix.

Le Kazakhstan s'avère un choix particulièrement judicieux pour notre propos parce qu'il porte, en son sein, l'ensemble des tenants et des aboutissants reliés à l'application systématique d'un agenda sécuritaire traditionnel. C'est-à-dire que, selon sa définition actuelle, le pays représente ce paradoxe si couramment rencontré chez les rationalistes. D'un côté, il symbolise ce type d'acteur qui, dans ce type de circonstance, devrait être considéré comme une démonstration mathématique de réussite sécuritaire. Alors que de l'autre côté, il est peuplé d'individus souffrant quotidiennement d'insécurités politiques, économiques, sociales et environnementales. Pour les analystes traditionnels de la sécurité,

le Kazakhstan doit être considéré comme un modèle: il est stable, prospère et n'a aucun contentieux militaire sérieux avec ses voisins. Si on le compare aux autres États postcommunistes de la région, son avenir semble assuré, sinon radieux, et il pourrait même prétendre au titre de puissance régionale. Mais, cette interprétation diffère grandement lorsque l'on se place au niveau de l'individu. Peut-on affirmer que le Kazakh moyen, au même titre que le président du pays, considère sa situation sécuritaire comme satisfaisante? Peut-on prétendre que les Kazakhs s'estiment libres de poursuivre individuellement, ce qu'ils choisissent d'accomplir, sans contrainte sociale, physique, économique, politique ou autres? Peut-on avancer que la condition des individus, au même titre que celle de l'État, incarne une réussite sécuritaire? Il est évident que nous ne pouvons répondre à l'ensemble de ces questions par l'affirmative. Nous croyons que le Kazakhstan représente un exemple évident des limites et des lacunes des interprétations traditionnelles de la sécurité. En utilisant une version critique de la sécurité, nous comptons donc combler ces lacunes afin de dresser un panorama sécuritaire mieux adapté à la réalité de ce pays.

Maintenant, le cas du Kazakhstan n'est pas unique. Il s'agit d'un État parmi tant d'autres. Il est donc nécessaire que nous précisions les motifs ayant mené à notre choix. Outre la simple certitude que le cadre critique peut et doit être appliqué à n'importe quel contexte, que la nécessité de proposer davantage d'études de cas, pilote notre volonté d'analyser un État, pour l'instant, absent des sources critiques<sup>100</sup>, il existe, tout de même,

---

<sup>100</sup> Il faut considérer notre propre volonté de faire avancer la perspective sécuritaire critique dans un État comme le Kazakhstan, comme motivée par une résolution heuristique autant que par une prise de position politique. Comme l'avance Ken Booth, pour que les ÉSC aspirent à l'occupation d'une partie de la communauté scientifique, « Critical security students have an important role to play, by raising the salience of different security conceptions, referents, threats, principles, institutions, and timetables. » En un mot, si personne n'opte pour la perspective critique à travers des démonstrations concrètes, alors ce cadre n'aura que peu de valeur. De plus, l'utilisation de ce cadre pour le Kazakhstan est certainement motivée par un désir de changement. Nous faisons ce choix pour dépasser le climat disciplinaire animant l'étude des relations internationales, et plus spécialement celui de la sécurité dans cette région du monde. Comme certains ont déclaré que celle-ci

certaines caractéristiques inhérentes à ce pays qui ont déterminé notre décision. Afin d'identifier ces caractéristiques, nous allons démontrer, dans un premier temps, comment une position ontologique, épistémologique et praxéologique critique peut déterrer un nombre d'aspects intrinsèquement liés au spectre sécuritaire kazakh, mais absent des analyses traditionnelles. Pour établir, dans un deuxième temps, comment l'identification de ces aspects peut nous permettre de reconstruire le panorama sécuritaire du Kazakhstan.

### **3.1. Une ontologie, une épistémologie et une praxéologie qui colle à la réalité du pays**

Nous avons déjà détaillé la nature et l'essence de notre approche à la sécurité, en définissant, plus haut, nos positions ontologique, épistémologique et praxéologique. Il est difficile d'affirmer que cette perspective est la seule valable dans le cas du Kazakhstan, formuler un tel déterminisme serait à l'encontre de la nature intersubjective et évolutive des ÉSC. Par contre, nous pouvons préciser les raisons pour lesquelles nous croyons que cette perspective doit être privilégiée.

#### **3.1.1. L'ontologie: la présomption de ce qui existe**

Si l'on affirme que l'ontologie définit le cadre, le contenu et les éléments permettant l'analyse d'un panorama sécuritaire donné, on ne peut considérer comme valable le traitement généralement dévolu au Kazakhstan. Premièrement, le cadre. La vision traditionnelle stipule que le Kazakhstan est une des pièces de l'anarchie régnante au sein du système. Cette anarchie, par la force des choses, le contraindrait à privilégier, en

---

représentait un étalage incontestable de la force des théories traditionnelles (notamment à travers la notion de Grand jeu), qu'il est presque devenu inadmissible (certains diront même irresponsable) d'entrevoir son panorama sécuritaire sans recourir à une explication objective des intérêts et de la gestuelle des puissances en présence, nous avons consciemment décidé de prendre le parti des négligés, individus, société, communauté kazakhs, ne participant jamais à la définition de ce qu'est la sécurité pour le Kazakhstan. « [...] student will not be interested in theory for its own sake but rather for what it can do in helping us to understand what is happening around us, then in engaging with world politics more effectively. In other words, most of us are interested in theory because we are interested in real people in real places. » Voir Booth, « Critical explorations », p. 354.

toute circonstance, la maximisation de ses intérêts et la préservation de sa souveraineté. Mais, ce raisonnement ne s'appuie, en définitive, que sur la représentation (très occidentale) que certains philosophes ont voulu donner au système. Comme nous postulons que le système n'est pas une matière mais bien un construit (que les agents conditionnent les structures et non l'inverse), et que la réalité contredit, chaque jour, les fondations de l'axiome réaliste, nous ne pouvons considérer le cadre anarchique comme pertinent pour le Kazakhstan. Comment pourrions-nous affirmer que le pays cherche à maximiser sa puissance et sa sécurité en poursuivant un 'intérêt national' alors qu'il peine à se définir nominalement? Comment un État comme le Kazakhstan peut-il être appréhendé selon les canons du réalisme, alors que son indépendance, sa souveraineté nationale et son intégrité territoriale ne sont garanties que par la bonne volonté d'acteurs extérieurs (Russie, mais aussi, communauté internationale en général), niant ainsi les normes les plus strictes de sécurité westphalienne? Comment le Kazakhstan pourrait-il entrer en compétition militaire avec ses voisins, alors que ses forces armées sont marginales et qu'il ne peut foncièrement pas faire face aux menaces (hypothétiques) provenant d'un ennemi extérieur, par ses propres moyens? Peut-on réellement penser qu'il reproduira le comportement typique en anarchie alors que ses principales préoccupations sécuritaires proviennent de l'intérieur du pays, et non de l'extérieur? « It is difficult to apply security logic to weak states, and case can easily be made that such states are as much or more a definition of the problem than they are a meaningful referent object for security.<sup>101</sup>»

Deuxièmement, le contenu. Dans un monde défini traditionnellement, la sécurité kazakhe devrait se mesurer par une comptabilisation objective de la puissance militaire. En mettant sur pied une force militaire plus importante que ses voisins, le Kazakhstan devrait, nécessairement, garantir sa survie, prospérer, en plus d'augmenter sa sécurité. Une fois la

---

<sup>101</sup> Barry Buzan, « Security, the State, the New World Order », dans Lipschutz, *op. cit.*, p. 201.

capacité d'imposer sa volonté aux autres membres du système atteinte, il pourra maintenir sa position dans le système, mais également évoluer vers les hautes sphères. Le contenu est hautement tributaire du cadre et des éléments, donc nous nous contenterons de rappeler que la puissance (dans le cadre traditionnel) est dépendante de la force militaire, de la place occupée dans le système et des moyens financiers, trois aspects où les capacités du Kazakhstan sont plutôt marginales.

Finalement, les éléments. Pour les traditionalistes, seul l'État peut permettre une plus grande sécurité. L'État représente la pierre angulaire, la fin autant que les moyens, permettant aux citoyens de jouir d'une sécurité face aux menaces provenant de l'extérieur. La sécurité doit être étatique. Mais, l'État peut-il vraiment être l'unique référent de la sécurité? Si les États, en anarchie, ne peuvent compter que sur eux-mêmes, que la puissance militaire est la seule garantie de sécurité, que la poursuite et la défense des intérêts nationaux doit être la priorité absolue, qu'arrive-t-il lorsque ces États ne possèdent ni les propriétés, ni la cohésion sociopolitique lui permettant d'accomplir ces fonctions étatiques? Qu'arrive-t-il, lorsqu'un État doit compter sur la conciliation diplomatique pour garantir sa souveraineté, que sa puissance militaire est plus que marginale et que ses intérêts nationaux ne sont ni clairs, ni partagés par l'ensemble des citoyens? Pire, comment un État peut-il être sécurisé traditionnellement lorsque les menaces à sa sécurité proviennent de l'intérieur et non de l'extérieur de ses frontières?

Ainsi, la compréhension des problématiques de sécurité, dans un État comme le Kazakhstan, ne peut se faire par une centralisation exclusive sur l'État. Le stato-centrisme du modèle réaliste est tout simplement inapplicable à sa réalité. Comment sécuriser l'État, en faire le référent principal de la sécurité, lorsque celui-ci est embryonnaire et taré? Comment, moralement, défendre l'État, ses idées et ses institutions, lorsque ce dernier est la source principale des insécurités de la population? Comment placer l'État au centre de la

sécurité, alors que ce sont les individus qui subissent? « Human institutions like the state are historical phenomena, not biological necessities.<sup>102</sup> » Problématiser la prédominance de l'État, aide à comprendre pourquoi l'individu doit nécessairement se retrouver au centre de toute sécurité. Contrairement à l'État, l'individu demeura toujours le nucléus de base sur lequel les sociétés évolueront. Il est impératif de les considérer comme les éléments ontologiques prioritaires au sein d'un État comme le Kazakhstan

Cette brève recension nous permet de postuler que, ontologiquement, il est impossible de considérer le cadre, le contenu et les éléments actuellement utilisés par les traditionalistes pour caractériser la sécurité kazakhe, comme représentatifs de la réalité. L'anarchie ne peut qualifier les relations internationales du pays, la puissance militaire est trop négligeable pour articuler une politique de sécurité, et surtout, l'État ne peut être le principal référent, son rôle de propagateur d'insécurité étant trop important pour que l'on cherche à solidifier ses assises. Il est donc essentiel de reconstruire le modèle théorique pour tenir compte de cette réalité. Il est primordial, notamment et surtout, de recentrer l'analyse pour faire de l'individu, le référent de toute sécurité. Tout autre point de départ ne pourrait que reproduire un modèle inadapté au pays, ethnocentrique, rétrograde et favorisant les insécurités existantes.

### 3.1.2. Épistémologie: quelle est la réalité kazakhe?

Qu'en est-il de l'angle épistémologique couramment employé pour caractériser le Kazakhstan? Sur ce point, on ne saurait assez insister sur la nécessité de recourir à un cadre alternatif. Les recherches actuelles sur le Kazakhstan proposent un modèle d'analyse infiniment réducteur, appréhendant invariablement le pays sous l'angle naturaliste de l'approche traditionnelle. Ce choix épistémologique est causé par deux tares essentielles. Premièrement, la plupart des analyses sont produites par d'anciens soviétologues, convertis

---

<sup>102</sup> Booth, « Beyond Critical Security Studies », p. 266.

en spécialistes de l'ex-URSS. Ces spécialistes, qui ont grandi académiquement dans un système ayant comme référence les canons de la Guerre froide (bipolarisme, dissuasion, dilemme de sécurité, etc), ont tendance à calquer à la réalité kazakhe actuelle, le modèle qu'ils maîtrisent le mieux, renforçant ainsi le statu quo. De plus, ils proviennent presque exclusivement des départements universitaires anglo-saxons, d'où une certaine conformité avec les dogmes traditionnels (étatisme, militarisme, machisme, élitisme), donnant accès à la renommée universitaire et aux officines du pouvoir. Finalement, en reproduisant le modèle réaliste, ils acceptent également les principes du positivisme, utilisant les mêmes lois transhistoriques, la même objectivité chimérique et la même tendance à la réification du monde social<sup>103</sup>.

Ce qui nous amène à la deuxième tare. Comme le pays est très éloigné de l'Occident, qu'il a été virtuellement ignoré avant 1991, il semble qu'il existerait une sorte de consensus, concocté par quelques experts, sur la nature de la réalité kazakhe. Ces experts, étant peu nombreux, ont eu tendance à peindre un portrait de la situation, basé sur une image du passé, du présent et du futur du pays. Ce portrait a ensuite été avalisé par la communauté scientifique, et sert aujourd'hui de cadre immuable sur lequel reposent les analyses du présent<sup>104</sup>. Si l'on peut avancer que seule la vérité souffre d'un tel gauchissement didactique, il ne faut jamais oublier que l'agenda politique est grandement tributaire d'une image admise. Ainsi, ce portrait dénaturé, complètement décalé par rapport à la réalité politique, sociale, économique et environnementale des citoyens kazakhs, demeurent une référence pour les puissants évaluant ce pays. Il sert également de

---

<sup>103</sup> Notons, ici, seulement deux exemples révélateurs; les collectifs sous la direction de Robert Legvold, *Thinking Strategically. The Major Powers, Kazakhstan, and the Central Asian Nexus*, Cambridge, The MIT Press, 2003, et sous la direction de Allison et Jonson, *op. cit.*

<sup>104</sup> Pour saisir l'ampleur de la diffusion de cette image voir l'omniprésence de certaines sources dans les travaux sur le pays. Martha Brill Olcott, entre autres, semble faire figure de référence universelle dans la communauté anglophone.

caution scientifique à la clique en place à Astana. Il empêche l'appréhension du pays sous une vision sensible à la réalité des individus. Le discours scientifique participe ainsi à l'oppression au lieu de servir de voie vers l'émancipation. Il semble donc que, dans sa forme actuelle, le bagage de connaissances sur le Kazakhstan, ne possède qu'une seule facette, qu'une seule vérité, qu'un seul empirisme, qui sert peut-être les intérêts de certains, mais s'avère nocif pour l'individu. Dans ces circonstances, l'apport d'un point de vue alternatif, d'un point de vue critique est non seulement souhaitable mais tout simplement indispensable.

### 3.1.3. Praxéologie : l'action suivant l'idée

Maintenant, s'il est nécessaire de modifier l'essence ontologique et épistémologique employée pour comprendre la réalité du pays, peut-on affirmer que cette modification favorisera la reconstruction praxéologique émancipatoire postuler par notre cadre théorique? En d'autres mots, le potentiel pour une émancipation est-il présent au Kazakhstan? Il est bien entendu, qu'à cette question, nous répondons par l'affirmative. Notre deuxième chapitre sera consacré à l'illustration de ce constat. Pour l'instant, contentons-nous de spécifier que si nous entendons l'émancipation comme « [...] the freeing of people (as individual and groups) from the physical and human constraints which stop them carrying out what they would freely choose to do<sup>105</sup> », il ne manque pas d'occurrence au Kazakhstan, pour confirmer notre perception.

Socialement, la pauvreté et le chômage sont endémiques, l'accès aux soins de santé, à l'éducation est en baisse constante, l'eau potable est rarement disponible (en dehors des grands centres), l'électricité et le gaz sont soumis aux aléas des décisions des compagnies, la population vit dans des taudis de l'époque soviétique, mal chauffés, complètement décrépis et une partie de la population (les russophones) est complètement ostracisée,

---

<sup>105</sup> Booth, « Security and emancipation », p. 319.

pouvant difficilement accéder aux strates supérieures tant économiques, que légales ou politiques. Économiquement, le pays est bradé aux compagnies étrangères et aux conglomérats corrompus entourant la clique au pouvoir, l'écart entre les riches et les pauvres augmente chaque année malgré une croissance économique positive, le pays est gangrené par la corruption, le népotisme et le clientélisme, et les institutions internationales imposent un néolibéralisme orthodoxe favorisant l'élite (et la corruption) plutôt que les entrepreneurs locaux. Politiquement, le pays est soumis au régime d'un seul homme depuis son indépendance, qui, pour se maintenir au pouvoir, a placé ses pions à tous les échelons politiques, a impunément violé toutes les normes électorales, a presque anéanti toute forme d'opposition politique et sociétale par la force et l'intimidation, et s'est assuré de contrôler tous les leviers économiques et politiques du pays. Sur la scène environnementale, le Kazakhstan est grevé par de nombreuses catastrophes historiques (Semipalatinsk-Aral) qui n'attendent que d'autres désastres écologiques (Caspieenne-Irtych-Nucléaire.).

Enfin, diplomatiquement, le pays est l'objet, surtout depuis le 11 septembre 2001, d'une cour assidue des différents acteurs internationaux. Au cœur du Grand Jeu, le Kazakhstan n'est plus défini, internationalement, que par ses oléoducs, sa position géostratégique et son rôle dans la 'guerre contre le terrorisme'. Cet état de fait oblitère complètement la population de l'équation sécuritaire du pays. Parce que les Occidentaux estiment que l'enjeu principal n'est pas au niveau de l'individu, parce que les spécialistes n'écrivent que sur le rôle de l'État dans l'acheminement du pétrole, dans la lutte au terrorisme, dans la bataille contre l'islamisme, qu'ils ne voient le Kazakhstan que comme un bloc réifié au cœur d'une système centrasiatique anarchique, le citoyen n'est plus qu'un détail que l'on oublie trop souvent de mentionner. Le Kazakh, en 2006, est donc coincé dans un État submergé par les différentes formes d'insécurité, mais où le discours traditionnel légitime un régime autoritaire, injuste et amoral, où son affranchissement des

oppressions structurelles et contingentes ne peut faire partie de l'agenda sécuritaire. Dans ces circonstances, il est assez évident que l'on peut attester de la potentialité d'une émancipation au Kazakhstan. Cette déclaration d'Alexandra George ne fait que renforcer notre conviction. « Kazakhstan has been descending into an abyss, it has moved from being a Second World country to a Third World country, although the agony of economic and social life is not captured in dramatic headlines of war and famine. Nevertheless, all the parameters point to *genocide* by one man against his people.<sup>106</sup> »

Cette brève confrontation entre le cadre théorique généralement utilisé pour analyser le Kazakhstan et l'essence sécuritaire visible et concrète du pays, nous a permis d'identifier un profond décalage entre la conception que l'on se fait de la réalité et la réalité en elle-même. Nous reviendrons, dans notre deuxième chapitre, sur cet aspect capital de la sécurité kazakhe. Mais notons, pour l'instant, que ce décalage prononcé est la principale raison nous poussant à recourir à une approche critique pour le cas précis du Kazakhstan. Une approche rejetant la primauté de l'État au centre de la problématique sécuritaire, contestant l'autorité morale dévolue à cet État, récusant la croyance que celui-ci, est et doit être, le garant de la sécurité des individus, qui repousse la description ethnocentrique, militarisée, positiviste, traditionnelle des relations internationales, qui écarte le préjugé d'une nature humaine nécessairement mauvaise, qui ne croit pas que les structures conditionnent invariablement les agents, et qui prône un changement en profondeur de la pratique sécuritaire, ne pourrait être plus appropriée pour le Kazakhstan.

### **3.2. Une reconstruction théorique pour le Kazakhstan**

Maintenant, si nous sommes convaincus que l'ontologie, l'épistémologie et la praxéologie doivent revêtir un aspect critique pour s'ajuster à la réalité kazakhe, que la motivation première de l'utilisation des ÉSC réside dans les lacunes, idées reçues et

---

<sup>106</sup> Alexandra George, *Journey into Kazakhstan. The True Face of the Nazarbayev Regime*, Boston, University Press of America, 2001, p. xiv.

négligences présentes dans la particularisation actuelle de la sécurité du pays, c'est que nous croyons qu'il faut proposer une alternative, autant théorique et pratique, à la situation présente. Nous brosserons, dans notre deuxième chapitre, le tableau de cette réalité alternative. Pour l'instant, illustrons la possibilité de cette reconstruction en répondant aux trois questions philosophiques conditionnant ce nouvel horizon sécuritaire. Qu'est-ce la sécurité au Kazakhstan? Comment l'appréhende-t-on? Et, finalement, comment peut-on favoriser sa mutation?

À la première question, il est certain que nous devons souligner que, jusqu'à maintenant, la sécurité kazakhe était définie en fonction de son unique référent, réifié et naturalisé : l'État. Nous devons détruire ce truisme pour redonner à l'individu son rôle au centre de toute représentation sécuritaire. Nous devons prendre en considération que les gens aspirent à un affranchissement des contraintes violant leur liberté de choisir leur destinée, et non croire qu'ils ne veulent qu'être plus forts ou plus puissants que leur voisin. Nous devons ouvrir, aux multiples référents, aux multiples circonstances, l'agenda sécuritaire. Nous devons considérer que les changements sociaux, politiques, économiques et idéationnels, sont possibles. Que l'émancipation de l'individu, en tant que processus, est ouverte à la population kazakhe. La signification de la sécurité, au Kazakhstan, doit être repensée pour viser l'élimination des contraintes structurelles (économiques, politiques, sociales et environnementales) pesant sur l'individu, et pour proposer une vision positive de l'avenir, une vision contenant la simple volonté d'améliorer le sort des individus peuplant cet État.

Ces changements passent nécessairement par une représentation différente de ce qu'est la réalité kazakhe. Il nous faut, obligatoirement, remettre en question les connaissances que l'on croit détenir sur ce pays, sa société, ses individus. Ces connaissances sont constituées (et reconstituées) à travers des pratiques politiques créant

des compréhensions (accords, ententes) sociales partagées. Ce processus de constitution, dotant les sujets d'identités et d'intérêts acquis ou immuables, n'est ni neutre ni objectif. Il forme, en soit, une prise de position politique. Ainsi, les sujets comme les objets de l'analyse sécuritaire kazakhe, traités par les chercheurs, doivent d'abord être problématisés. Il faut questionner l'objectivité des connaissances, interroger les présomptions et conceptions de ceux qui produisent ces connaissances dominantes. Quel est le rapport entre notre identité et nos intérêts ? Quelle tâche pensons-nous accomplir? Qui représentons-nous? Quelles valeurs favorisons-nous? Et pourquoi? Pourquoi donnons-nous priorité à certaines questions en ignorant d'autres? Quelles sont nos raisons pour réclamer des compétences spéciales? Quel est, ou devrait être, le rapport entre le monde universitaire et le monde politique? Qui peut se déclarer spécialiste de la sécurité, du Kazakhstan, et pourquoi? Si je définis le sujet, l'objet et la méthode de l'analyse sécuritaire, ne suis-je pas un acteur de la problématique? En ce sens, qui contrôle l'agenda sécuritaire? Et pourquoi? Quel devrait être l'objectif des principes et procédures d'une politique de sécurité? Qui devrait mettre en place les pratiques de sécurité ? Et pour qui? Il est impératif que nous créions une nouvelle connaissance, testée par les principes émancipatoires. Cette nouvelle connaissance doit avoir comme centre les Kazakhs et l'amélioration directe de leur situation sécuritaire. Il est également impératif de remettre entre leurs mains, les clés de leur devenir sécuritaire. Il faut que l'impulsion d'une émancipation provienne des individus présents et non plus des grandes capitales occidentales.

Ce qui nous amène à considérer la potentialité d'une mutation. En ayant en tête la finalité émancipatoire, il est impératif d'appréhender la sécurité kazakhe par la compréhension de ce que la connaissance a historiquement considéré comme de la sécurité en cet État. L'histoire est déterminée par la façon dont on interprète les événements. Elle

n'est pas matérielle ou immuable. Elle n'est pas, non plus, objective. En examinant la conception historique de la sécurité construite par les acteurs, ainsi que la relation entre cette conception et les pratiques visibles sur le terrain, on parvient à isoler un nombre de décalages entre théorie et réalité. Ce qui a été fait, sous l'angle de la critique immanente, peut devenir ce qui aurait pu être fait. En ce sens, l'histoire nous apprend comment, soit répliquer notre monde, ou soit le changer. Pour cela, il faut chercher à saisir ce que le Kazakh comprend théoriquement comme de la sécurité, et ce qu'il voudrait que soit sa situation sécuritaire. La correction du déphasage ne doit pas demeurer théorique, elle doit reposer sur une volonté d'améliorer concrètement le sort des Kazakhs, sur un désir tangible de les affranchir de toutes contraintes structurelles ou contingentes existant actuellement. Le pays est encore jeune, son histoire est récente, ses doctrines encore fluides. En ce sens, il est beaucoup plus aisé, pour lui, de changer l'orientation de ses politiques. De toute manière, dans le monde des relations internationales traditionnelles, il n'est considéré que comme un pion secondaire. Tant qu'à être le pion d'une théorie des puissants, par les puissants, pour les puissants, pourquoi ne pas être un exemple de sécurité pour les individus et par les individus.

L'objet, le sujet et la méthodologie de notre travail pourraient encore être longuement discutés. La sécurité, son histoire et ses applications conceptuelles font l'objet de tant de polémiques, qu'une quarantaine de pages ne font qu'effleurer la complexité du cadre que nous utiliserons dans notre deuxième chapitre. Malgré cela, nous croyons avoir démontré que, (1) la sécurité doit être considérée comme un concept élastique, que (2) l'histoire des études de sécurité est marquée par un cantonnement théorique dans un modèle traditionnel, que (3) ce modèle est peu efficace lorsque l'on sort de son application première, la Guerre froide, que (4) un cadre théorique critique est beaucoup plus réaliste que le réalisme, et que (5) les études de sécurité doivent viser l'émancipation des individus

de l'environnement injuste, amoral et pernicieux présentement en vigueur. En ce sens, nous croyons que les ÉSC représente le cursus le plus solide, nous permettant d'arriver à une meilleure compréhension du monde, tout en gardant l'agenda et les perspectives en mouvement continu. Ce cadre théorique est maintenant prêt à être opérationnalisé, il doit devenir un outil d'analyse pour des études de cas. Nous croyons avoir démontré que le Kazakhstan est un terreau propice à l'application de la théorie critique de la sécurité. La balance de ce mémoire sera donc consacrée à étoffer notre démonstration de la validité, sinon de la nécessité de juxtaposer les ÉSC au cas concret du Kazakhstan.

## Chapitre II

### Le panorama de sécurité du Kazakhstan

Comme on a pu le constater, notre analyse se verra une tentative de désenclaver le sujet de la sécurité de sa position traditionnelle. Dans ce contexte académique et scientifique que l'on pourrait qualifier d'alternatif, il était impératif que notre cadre théorique soit très solidement ancré avant de pouvoir l'appliquer à une situation spécifique. Maintenant, nous considérons, comme la plupart des spécialistes des ÉSC, qu'il est important que les étudiants commencent à employer concrètement la voie critique en relations internationales et dans le domaine de la sécurité. Cette phase, cruciale pour la pertinence de l'orientation, doit se faire par l'étude de cas pratiques, occupant actuellement la discipline. Ces substantifications pourront ensuite être jaugées et réfutées par les différents pans théoriques, dotant l'approche de la légitimité et de la crédibilité nécessaire à son incorporation au cursus universitaire basique. Il faut donc voir notre analyse comme une contribution à la valorisation scientifique d'une nouvelle méthode de compréhension. Il nous paraissait essentiel de donner corps à la théorie que nous défendions en y joignant un cas pratique et nous croyions que ce cadre était le plus approprié pour comprendre la sécurité d'un État comme le Kazakhstan. Finalement, nous estimions qu'il était souhaitable que non seulement le monde académique mais également le monde politique change sa façon d'appréhender la sécurité en y adjoignant une plus grande part d'humanité.

#### **4. Comment opérationnaliser les ÉSC**

Nous avons justifié, plus haut, le choix du Kazakhstan pour exemplifier notre vision alternative de la sécurité. Le deuxième chapitre de notre travail sera consacré à la démonstration concrète de la pertinence de notre approche dans le contexte retenu. Comme nous utilisons une voie conceptuelle différente, nous ne pouvons recourir à un condensé des différents ouvrages traitant de la sécurité kazakhe. Et comme les ÉSC ont, jusqu'à

maintenant, été peu employées, nous ne pouvons plaquer un exemple provenant d'une autre région du globe à notre cas (ce qui serait d'ailleurs totalement illogique au regard de nos positions ontologique et épistémologique)<sup>107</sup>. Par contre, rien ne nous empêche de reprendre, à notre compte, une méthodologie critique éprouvée pouvant s'avérer efficace dans une autre situation. Ainsi, nous nous inspirerons du travail effectué par Eli Stamnes portant sur l'intervention de l'ONU en Macédoine pour mieux structurer notre analyse critique du Kazakhstan<sup>108</sup>. Nous ne plaidons pas pour une application mur à mur de la méthode de Stamnes, mais comme « there are not many concrete suggestions as to how to conduct CSS analyses of practical politics within this particular body of literature <sup>109</sup>» nous avons décidé de choisir cet exemple pour sa simplicité et sa clarté. D'ailleurs, Stamnes n'invente absolument rien puisqu'il utilise une méthode d'analyse depuis longtemps prisee par les chercheurs, pour parvenir à comprendre la situation sécuritaire macédonienne.

Ainsi, Stamnes emploie la méthode de la 'critique immanente', dérivée de Hegel (selon lequel le sujet/objet est évalué par rapport à ses propres standards), pour

---

<sup>107</sup> Pour une des premières tentatives d'application des préceptes critiques à une situation sécuritaire particulière, voir, Ken Booth, et Peter Vale, « Critical Security Studies and Regional Insecurity : The case of Southern Africa », dans Krause et Williams, *Critical Security Studies...*, pp. 329-358. Voir aussi la discussion sur le cas de l'Irlande du Nord dans McSweeney, *op. cit.* Quoique McSweeney ne soit pas un théoricien critique, *per se*, ses positions ontologiques et épistémologiques nous permettent de faire un parallèle entre sa démarche et la nôtre. Finalement, quelques applications récentes, issues en grande partie d'un numéro spécial de *International Relations*: Pinar Bilgin, « Whose 'Middle East'? Geopolitical Inventions and Practices of Security », *International Relations*, Vol 18, No.1, 2004, pp. 25-41; Caroline Kennedy-Pipe, « Whose Security? State-Building and the 'Emancipation' of Women in Central Asia », *International Relations*, Vol. 18, No. 1, 2004, pp. 91-107; Mark Neufeld, « Pitfalls of Emancipation and Discourses of Security: Reflections on Canada's 'Security With a Human Face' », *International Relations*, Vol. 18, No.1, 2004, pp. 109-123.

<sup>108</sup> Stamnes, *loc. cit.* Cet article est un condensé de la thèse de doctorat de l'auteur intitulée *United Nations Preventive Deployment in Macedonia : a CSS Analysis*, PhD thesis, University of Wales, Aberystwyth, 2002. Notons également que l'auteur a utilisé les ÉSC pour une autre étude de cas, le Burundi dans, Eli Stamnes et Richard Wyn Jones, « Burundi : a Critical Security Perspective », *Peace and Conflict Studies*, Vol. 7, No. 2, 2000, pp. 37-55.

<sup>109</sup> Stamnes, *loc. cit.*, p. 163.

opérationnaliser le programme des ÉSC. « Immanent critique is the idea that instead of trying to move forward on the basis of utopian blueprints one should look for the unfulfilled potential already existing within society.<sup>110</sup> » Concrètement, pour Stamnes, cela signifie qu'au lieu d'utiliser des critères prédéfinis par la norme ou par des experts (de la sécurité ou de tout autre domaine), le chercheur doit comparer la conception théorique que le sujet/objet considère comme sienne (dans notre cas, la façon dont il se représente et interprète la sécurité) à sa pratique. Cette comparaison démontre ainsi que ce qui paraît au premier abord acquis (*given*), n'est en définitive ni une norme prédéterminée, ni une vérité objective, mais bien une réalité historiquement et socialement construite. Par conséquent, en découvrant une inadéquation ou une incohérence entre la conception que le sujet/objet se fait de la sécurité et sa réalité sécuritaire, il entrevoit des possibilités de changement, de rapprochement entre ses perceptions théoriques et sa réalité pratique<sup>111</sup>. Stamnes appelle cette étape la *déconstruction*.

La deuxième phase de la critique immanente implique donc la recherche de potentialités, de possibilités, d'alternatives à la norme, au décalage entre la théorie et la réalité. Une fois le déphasage déterminé, compris et assimilé, celui-ci agit comme mesure afin de juger des diverses pratiques ayant cours et favorisant l'incohérence. On peut, dès lors, arrêter une trajectoire alternative de développement. Cette trajectoire est considérée comme la voie vers l'émancipation. Ainsi, tandis que le premier aspect de la critique immanente découvre des perspectives pour le changement, le deuxième permet un choix

---

<sup>110</sup> Booth, « Critical Explorations », p.11. La critique immanente est bien présente dans le travail de Horkheimer, qui base son opposition au monde traditionnel, (le monde du capital), sur la certitude qu'il existe des possibilités déjà présentes dans la société, permettant à l'individu de s'affranchir des contraintes l'empêchant de choisir sa destinée. Voir Horkheimer, *op. cit.* Voir aussi Wyn Jones, *Security, Strategy...*

<sup>111</sup> Il est à noter qu'en utilisant la critique immanente, les ÉSC contrent une des objections principales provenant de ses détracteurs. En agissant sur la réalité, en mettant l'accent sur l'amélioration du quotidien des individus, les ÉSC neutralisent l'allégation des réalistes selon laquelle les post-positivistes ne sont que des idéalistes-utopistes, ignorant le 'vrai' monde!

entre les diverses solutions possibles, il énonce le processus vers l'émancipation. Stamnes nomme cette phase la *reconstruction*.

La troisième étape est celle que l'on nomme *émancipation*. Comprise de façon différente par les théoriciens critiques, nous la traiterons sous l'angle défini plus haut. Ainsi, nous entendrons par émancipation : « [...] a process towards world orders with less domination, marginalization, insecurity and suffering.[...] Each historical situation and each concept contains within itself its own contradiction, and it is in these contradictions that the possibilities for alternative worlds lay. Emancipation is thus about making things *better* without applying an external definition of what would be *best*. [...] Hence, emancipation can be seen as a never-ending process, and dialectical thinking and immanence are key elements to this understanding.<sup>112</sup> » L'émancipation sera donc le résultat du cheminement, la praxis résultant de notre tentative de compréhension. Une fois notre critique immanente parvenue à son terme, nous pourrions identifier les potentiels émancipatoires présents au cœur de la société kazakhe, et ainsi figurer la forme que pourrait prendre l'utopie concrète, « [...] the invention of an emancipatory future[...].<sup>113</sup> »

À l'image du modèle de Stamnes<sup>114</sup>, nous diviserons notre chapitre en deux parties. La première partie, dite 'déconstructive', sera subdivisée en deux sous-parties. Dans un premier temps, nous recenserons les conceptions théoriques construites par les acteurs de la sécurité kazakhe, puis, dans un deuxième temps, les pratiques prévalant sur le terrain. Nous considérerons comme une conception théorique, les principes directeurs animant la sécurité du pays. Ces principes, issus des interprétations, définitions et explications des enjeux, sont déterminés par les acteurs de la sécurité du pays (politiciens, militaires, mais

---

<sup>112</sup> Stamnes, *loc. cit.*, p. 163.

<sup>113</sup> Booth, « Security and Self... », p. 106.

<sup>114</sup> Voir le modèle schématisé de Stamnes en annexe A.

surtout académiciens de tout acabit<sup>115</sup>). Il est évident qu'en posant les questions: qu'est-ce qu'un enjeu de sécurité au Kazakhstan, qui doit être sécurisé, et comment cela doit se faire, nous nous buterons invariablement sur les interprétations traditionnelles de la sécurité. Ainsi, cette partie sera principalement constituée d'un tour d'horizon des manuels décrivant classiquement la vue d'ensemble actuellement favorisée.

Dans la deuxième sous-partie, nous nous attarderons sur l'exercice brut et direct de la sécurité au Kazakhstan. En reposant les mêmes questions, celles du quoi, du qui et du comment, nous verrons que la situation sur le terrain diffère grandement de celle généralement détaillée dans les analyses traditionnelles. En plaçant l'individu au centre du processus d'identification des menaces, nous dresserons un portrait diamétralement contrasté par rapport à celui rencontré dans notre première sous-partie. Une fois ce processus complété, nous pourrions identifier les décalages existant entre la sécurité des décideurs et théoriciens, et celle de la population.

La deuxième partie de ce chapitre sera expressément consacrée à l'interprétation de ces contradictions. « The purpose of the reconstructive part of the analysis is then to point out which [...], can be considered as contributions to a process of emancipation.<sup>116</sup> » Cette phase nous permettra de passer en revue les possibilités de changements dans les différents secteurs de la sécurité kazakhe. Tant au point de vue militaire que politique, économique, sociétal et environnemental, nous identifierons les solutions qui permettront d'entrevoir une sécurité émancipée. En s'appuyant sur les postulats de base de notre démarche, nous soulignerons les changements les plus susceptibles de s'accorder avec : (1) la conception locale de la sécurité, et (2) les visées émancipatoires de notre approche.

---

<sup>115</sup> Nous considérons, à l'instar de bon nombre de chercheurs, que l'action d'identifier, de définir et de politiser un enjeu, insère nécessairement le spécialiste dans le portrait sécuritaire qu'il délimite. L'énonciation est souvent plus importante que l'observation ou l'action. Voir, Pierre Bourdieu, *Langage et pouvoir symbolique*, Paris, Fayard, 2001.

<sup>116</sup> Stamnes, *loc. cit.*, p. 166.

Ces perspectives de changements identifiés, il nous sera possible, à l'intérieur de notre conclusion, de tracer une esquisse de l'émancipation sécuritaire kazakhe. En clair, l'intention est de mener à son terme notre déduction précédente en soulignant clairement ce que pourrait être *une sécurité kazakhe améliorée* sans toutefois prétendre fixer ce que devrait être *la sécurité idéale* pour le Kazakhstan. L'émancipation, ici, ne saura être la cristallisation d'objectifs prédéterminée. Elle sera plutôt considérée comme un cursus alternatif de considérations devant orienter la gestuelle ayant pour nom 'sécurité' dans un futur kazakh différent. En nous basant sur les lignes directrices définies par les approches critiques francfortoises, sur les déphasages conceptuels identifiés plus haut, il nous sera possible d'énoncer une nouvelle façon d'appréhender la sécurité des individus peuplant le Kazakhstan. La conclusion sera donc précisément consacrée à démontrer que le changement est possible et souhaitable. La sécurité, comme le système, comme les institutions, n'étant qu'une construction sociale, nous démontrerons que sa mutation vers une signification plus juste, plus englobante, plus morale, servira davantage ses principaux bénéficiaires : les citoyens du Kazakhstan.

## **5. La déconstruction**

La première phase de notre démonstration sera donc celle de la déconstruction. Comme mentionné plus haut, cette phase exposera la représentation théorique que les acteurs se font de la sécurité. Pour le cas qui nous occupe, cette partie constituera donc une présentation des différents aspects de la sécurité traditionnelle, apposés au contexte kazakh. Elle mettra en scène la vision classique du Kazakhstan, établie par les auteurs réalistes, centrée sur la lutte pour la puissance entre des États rationnels et réifiés, où seul le jeu des alliances peut permettre de se soustraire à l'insécurité, voire à la destruction. Dans un deuxième temps, nous tenterons de présenter ce que peut signifier la sécurité sur le terrain, dans la pratique, pour les individus peuplant le Kazakhstan. Cette étape nous

permettra de mettre en lumière les profonds décalages existant entre les conceptions théoriques et la réalité sécuritaire. Ces décalages feront l'objet de notre deuxième partie, la reconstruction.

### 5.1. Conception théorique de la sécurité kazakhe

Le Kazakhstan, tout comme l'Asie centrale en général, est depuis une quinzaine d'années, l'objet d'un nombre considérable d'études<sup>117</sup>. Comme nous l'avons souligné plus haut, la majorité de ces études sont abordées d'un point de vue traditionnel. Notre première tâche sera donc de décortiquer ce corpus pour pouvoir identifier les conceptions théoriques définissant actuellement la sécurité kazakhe. La plupart des études réalisées par les spécialistes ayant les mêmes prémisses théoriques, les mêmes déterminismes ontologiques et épistémologiques, en plus d'utiliser régulièrement les mêmes faits, propositions et suppositions, il sera aisé de dresser un portrait quasi-exhaustif de ce qu'est (ou devrait être) traditionnellement la sécurité au Kazakhstan. En ce sens, l'expression consacrée de 'Grand Jeu', exploitée à souhait depuis une quinzaine d'années, est non seulement très appropriée,

---

<sup>117</sup> La nomenclature des articles et monographies traitant de l'Asie centrale et du Kazakhstan au cours des dix dernières années est assez impressionnante. Voir surtout, en plus des ouvrages mentionnés plus haut, Bulent Aras, *The New Geopolitics of Eurasia and Turkey's Position*, Londres, Routledge, 2002; Subodh Atal, « Central Asian Geopolitics and U.S. Policy in the Region : The Post-11 september Era ». *Mediterranean Quarterly*, Vol. 14, No. 2, 2003, pp. 95-109; Gennady Chufirin, dir., *Russia and Asia: the Emerging Security Agenda*, Oxford, Oxford University Press, 2000; Michael Croissant et Bulent Aras, dir. *Oil and Geopolitics in the Caspian Sea Region*, 2000; Sally N Cummings, *Power & Change in Central Asia*, Londres, Routledge, 2002; Robert Ebel et Rajan Menon, *Energy Conflict in Central Asia*, Washington, Rowman & Littlefield Publishers, Inc., 2000; Edwards, *loc. cit.*; Boris Eisenbaum, *Guerres en Asie centrale*, Paris, Grasset, 2005; Lena Jonson, *Russia in Central Asia: A New Web of Relations*, Londres, The Royal Institute of International Affairs, 1998; Lutz Kleveman, *New Great Game. Blood and Oil in Central Asia*, 2003; Pauline Jones Luong, *The Transformation of Central Asia: States and Societies from Soviet Rule to Independence*, Cambridge, Cambridge University Press, 2003; Neil J. Melvin, « Patterns of Centre-Regional Relations in Central Asia : The Cases of Kazakhstan, the Kyrgyz Republic and Uzbekistan ». *Regional & Federal Studies*, Vol.11, No. 3, 2001, pp. 165-193.; Olcott, *op. cit.*; Rumer, *loc. cit.*; Richard J. Walsh, « China and the New Geopolitics of Central Asia ». *Asian Survey*, Vol. 33, No. 3, 1993, pp. 272-284.

mais elle le semble même un peu trop. Comme si certains avaient voulu donner corps à une expression vieille de plus d'un siècle!

Pour rendre cette première tâche un peu plus cohérente et parce que cette méthode reflète pleinement la vision traditionnelle de la donne sécuritaire, nous utiliserons le modèle de Buzan *et al.*<sup>118</sup>, divisé en secteurs. Ce modèle sert bien le but de notre recherche puisqu'il nous permet de voir la sécurité selon la même perspective que les traditionalistes. Il représente également la tentative la plus sophistiquée de l'école réaliste d'élargir le spectre de la sécurité. Finalement, le modèle atomise les différentes sphères sécuritaires, selon un schème pré-établi, facilitant la tâche simplificatrice et prescriptive du spécialiste. Selon, Buzan *et al.*, il existerait donc cinq secteurs distincts, mais entrelacés : le militaire, le politique, l'économique, le sociétal et l'environnemental. Chacun de ces secteurs posséderait ses référents privilégiés, victimes d'un certain nombre de menaces existentielles. Voyons donc comment le panorama sécuritaire du Kazakhstan est qualifié traditionnellement.

#### 5.1.1. Le secteur militaire

Le secteur militaire est bien sûr celui qui reçoit le plus d'attention des spécialistes analysant la gestuelle kazakhe. Encore le centre de la majorité des recherches, il constitue l'axe théorique privilégié des études de sécurité classique, et de leur branche militaire, les études stratégiques, lorsque vient le temps d'expliquer le contexte centrasiatique. Avant de voir comment les réalistes appréhendent le secteur militaire kazakh, attardons nous d'abord à définir ce que nous entendons par 'secteur militaire'<sup>119</sup>.

<sup>118</sup> Stamnes emploie plutôt le terme de pilier, postulant que chacun de ces 'piliers' ne peut être atomisé, que l'analyse ne peut s'effectuer sans que l'on prenne en compte la structure supportée par ces piliers. Stamnes, *loc. cit.*, pp. 168–172. Voir, Buzan, *People, States...* et Buzan, Waever et de Wilde, *op. cit.*, pour la notion de 'secteurs' de la sécurité.

<sup>119</sup> Cette déclinaison théorique vient majoritairement de l'école de Copenhague, qui a précisé, assez méthodiquement, la démarche à suivre pour analyser les différents secteurs. Voir, Buzan, Waever et de Wilde, *op. cit.*, p. 22-23.

Barry Buzan et son groupe de chercheurs considèrent que les « Sectors are ‘views of the international system through a lens that highlights one particular aspects of the relationship and interaction among all of its constituent units’.<sup>120</sup> » « In this view, the military sector is about relationships of forceful coercion; the political sector is about relationships of authority, governing status, and recognition; the economic sector is about relationships of trade, production, and finance; the societal sector is about relationships of collective identity; and the environmental sector is about relationship between human activity and the planetary biosphere.<sup>121</sup> » En ce sens, chaque secteur est composé de deux éléments essentiels: « (1) [...] units and values that are characteristic of, and rooted in, particular sectors [...]; and (2) [...] the nature of survival and threat [...]»<sup>122</sup>. » La conceptualisation de Buzan *et al.* implique donc, en clair, que chaque secteur possède son **réfèrent** et ses **menaces existentielles** attirés.

Dans le cas qui nous occupe, le secteur militaire, la grille de Buzan mentionne que les **référénts**<sup>123</sup> sont généralement les États, mais aussi, dans certains cas, d'autres entités politiques, comme les forces armées, si leurs intérêts ou même leur existence sont menacés. De leur côté, les **menaces existentielles** sont plutôt abondantes. Le modèle de Buzan postule que toutes les formes de menaces nécessitant une réponse militaire devraient être considérées comme relevant de ce secteur. Comme l'emploi des forces armées est soumis à la volonté du politique, il va sans dire que l'interprétation de ce qu'est une 'menace nécessitant une réponse militaire' est des plus subjectives. Certains affirment que c'est précisément pour cette raison que la sécurité devrait demeurer un concept strictement

---

<sup>120</sup> *Ibid.*, p. 27.

<sup>121</sup> *Ibid.*, p. 7.

<sup>122</sup> *Ibid.*, p. 27.

<sup>123</sup> « things that are seen to be existentially threatened and that have a legitimate claim to survival. » *Ibid.*, p. 36.

militaire. Mais, comme mentionné plus haut, nous ne partageons pas ce point de vue. Voyons donc comment les analystes caractérisent le secteur militaire kazakh.

La sécurité militaire est encore et toujours, le noyau conceptuel sur lequel repose la plupart des analyses de la région. Ainsi, les spécialistes entreprenant des travaux sur l'Asie centrale et le Kazakhstan, ne peuvent débiter leurs recherches sans emprunter la voie obligatoire du secteur militaire. Pour eux, il existe deux **référents** clairs au sein de ce secteur, en plus d'un troisième, intimement lié aux deux premiers. Le premier (1) est naturellement l'État kazakh (son intégrité et sa souveraineté). Le deuxième (2), moins important, est la gent militaire, en elle-même. Finalement, le troisième référent (3), légèrement plus nébuleux, est un amalgame des deux premiers. Selon certains, le Kazakhstan pourrait avoir à intervenir militairement en mer Caspienne si certains acteurs internationaux (étatiques ou non-étatiques) menaçaient son principal atout économique; le pétrole<sup>124</sup>. Ce scénario menacerait l'intégrité territoriale de l'État, mais également ses forces militaires, obligées à intervenir. En définitive, ce référent est peu pertinent puisqu'il représente davantage une déclinaison de l'État, qu'une nouvelle unité menacée.

En ce qui concerne les **menaces existentielles**, l'inventaire est très chargé. Comme les études de sécurité et les relations internationales sont majoritairement l'affaire des milieux réalistes, il semble n'y avoir aucune limite au nombre de menaces potentielles à la souveraineté et à l'intégrité kazakhe. Le pays étant au cœur d'un 'Nouveau Grand Jeu', lui-

---

<sup>124</sup> Le 'Grand Jeu' a effectivement amené certaines démonstrations de force en mer Caspienne, au moyen, notamment, de manœuvres navales. La Russie, l'Iran, et les États-Unis, via ses partenaires caucasiens et centrasiatiques, faisant étalage de leurs capacités militaires. Selon plusieurs sources, la Caspienne a vu un accroissement impressionnant des navires militaires en activité ces dernières années. Voir, David W. Montgomery, « Central Asia », *The NIS Observed: An Analytical Review*, Vol. 8, No. 7, 2003; Joel A. Hafvenstein, « Central Asia », *The NIS Observed: An Analytical Review*, Vol. 8, No. 9, 2003 et Michael Lelyveld, « Caspian : Results of Russian War Games Still a Mystery », *eurasianet.org*, 24 août 2002. Voir également, sur la mise sur pied d'une force navale conjointe en mer Caspienne, Annie Jafalian, « Vers une militarisation de la mer Caspienne ? Le projet de la CASFOR », *Fondation pour la recherche stratégique*, 30 octobre 2005.

même transformé d'une joute purement économique en une rivalité d'influence politico-stratégique, les menaces militaires envisageables pour les référents paraissent intarissables. Nous les diviserons en deux catégories : les menaces exogènes et les menaces endogènes.

La première incarnation de ces menaces est celle provenant des *Autres*. C'est-à-dire que le pays souffrirait d'insécurité face à ses voisins (Chine et Russie, en premier lieu, mais également Kirghizstan, Ouzbékistan, Tadjikistan et, dans une moindre mesure, Afghanistan et Iran) ou face aux puissances intéressées (Etats-Unis, Europe, Turquie). Certains ont nommé ce «[...] group of states whose primary security concerns link together sufficiently closely that their national securities cannot realistically be considered apart from one another<sup>125</sup> », (les membres du premier groupe, bien entendu), un complexe de sécurité, en référence à la notion développée par Buzan.<sup>126</sup> « Most of the security dynamics operate at the regional – i.e., inter-unit – [...] the Central Asian states watch each other wondering about questions of long-term dominance or hegemony in the subregion.<sup>127</sup> » Ce thème, développé sous l'argumentaire classique, i.e. l'augmentation du poids géopolitique ou l'alliance stratégique avec des puissances internationales est seule garante d'une sécurité accrue, est la thèse centrale d'une grande partie de la littérature. Suivant ce raisonnement, la théorie insinue que la menace provoque le développement des capacités militaires et/ou un assujettissement aux puissants. Pour les experts du Kazakhstan, ce cas de figure s'exprime dans le louvoiement du président kazakh entre une alliance avec les Russes ou un partenariat avec les Américains<sup>128</sup>.

<sup>125</sup> Buzan, *People, States & Fear...*, p. 190

<sup>126</sup> Voir, *ibid.*, pour le concept. Voir également son application à l'Asie centrale dans Allison et Jonson, *op. cit.*; Legvold, *op. cit.*; Peimani, *op. cit.*; Barry Buzan et Ole Waever, *Regions and Powers. The Structure of International Security*, Cambridge, Cambridge University Press, 2003 et David A. Lake et Patrick M. Morgan, dir. *Regional Orders. Building Security in a New World*. University Park, The Pennsylvania State University Press, 1997.

<sup>127</sup> Buzan et Waever, *op. cit.*, p. 408-409.

<sup>128</sup> Voir, Lévesque *et al.*, *op. cit.*, Legvold, *op. cit.* et Allison et Jonson, *op. cit.*

L'ensemble du spectre sécuritaire militaire est ensuite décliné en ayant plus ou moins en tête ces considérations. Certains insistent sur les menaces provenant de l'expansionnisme chinois<sup>129</sup>, d'autres sur la volonté russe de reprendre le contrôle de son ancienne sphère d'influence<sup>130</sup>. Un autre groupe centre son attention sur l'arrivée américaine dans l'équation sécuritaire<sup>131</sup>, alors que d'autres soulèvent la problématique des rivalités régionales potentiellement explosives<sup>132</sup>. Enfin, certains vont même jusqu'à inclure la Turquie, l'Afghanistan, le Pakistan, l'Iran, l'Union européenne et l'Inde dans la liste des acteurs étatiques ayant un intérêt dans la joute sécuritaire kazakhe<sup>133</sup>. Il n'en demeure pas moins que les menaces sont, pour les spécialistes, toujours issues d'un même modèle. Ce modèle, basé sur le contexte européen des années 70, met invariablement

<sup>129</sup> Expansionnisme territorial, économique, politique mais également démographique. Voir, Niklas Swanstrom, « China and Central Asia: a new Great Game or traditional vassal relations? », *Journal of Contemporary China*, Vol. 14, No. 45, 2005, pp. 569-584; Pak K. Lee, « China's quest for oil security: oil (wars) in the pipeline? », *The Pacific Review*, Vol. 18, No. 2, 2005, pp. 265-301 et Bates Gill et Matthew Oresman, « China's New Journey to the West: China's Emergence in Central Asia and Implications for U.S. Interests », Washington, *CSIS Report*, 2003.

<sup>130</sup> Ce thème est de loin, le plus prisé des analystes. Voir, Lévesque *et al.*, *op. cit.*; Mikhail Alexandrov, *Uneasy Alliance. Relations Between Russia and Kazakhstan in the Post-Soviet Era, 1992-1997*, Londres, Greenwood Press, 1999; Vitaly V. Naumkin, « Russian Policy Toward Kazakhstan », dans Legvold, *op. cit.*; John B. Dunlop, « Reintegrating 'Post-Soviet Space' », *Journal of Democracy*, Vol. 11, No 3., 2000, pp. 39-47 et bien d'autres.

<sup>131</sup> Legvold, *op. cit.*; Stephen Blank, « Every shark east of Suez: great power interests, policies and tactics in the Transcaspian energy wars », *Central Asian Survey*, Vol. 18, No. 2, 1999, pp. 149-184 et Atal, *loc. cit.*

<sup>132</sup> Alec Rasizade, « Entering the Old 'Great Game' in Central Asia », *Orbis*, Vol. 47, No. 1, 2003, pp. 41-58; Zharmukhamed Zardykhon, « Kazakhstan and Central Asia: regional perspectives », *Central Asian Survey*, Vol. 21, No. 2, 2002, pp.167-183.

<sup>133</sup> Voir Peimani, *op. cit.*; Adam Tarock, « The politics of the pipeline: the Iran and Afghanistan conflict », *Third World Quarterly*, Vol. 20, No. 4, 1999, pp. 801-820; Ertan Efeçil et Leonard A. Stone, « Iran's interests in Central Asia: a contemporary assessment » *Central Asian Survey*, Vol. 20, No. 3, 2001, pp. 353-365; Edmund Herzig, « Iran and Central Asia », dans Allison et Jonson, *op. cit.*; Gareth M. Winrow, « Turkey and Central Asia », dans Allison et Jonson, *op. cit.*; Marat Yermukanov, « Kazakhstan-India relations: Partners or Distant Friends? », *Eurasia Daily Monitor*, Vol. 1, No. 128, 2004; Borys Parakhonsky, « Central Asia: Geo-strategic Survey », *Central Asia and the Caucasus*, Vol. 3, No. 1, 2000, pp. 1-13; Satish Kumar, « Pakistan's Great Game in Central Asia », *Institute of Peace and Conflict Studies*, 22 August 2005 et Neil MacFarlane, « European Strategy Toward Kazakhstan », dans Legvold. *op. cit.*

l'accent sur la préservation de l'État, de sa souveraineté et de son intégrité en engrangeant une puissance qui, dans le cas kazakh, semble plus théorique que réelle.

La deuxième forme de menace pouvant atteindre à l'intégrité de l'État est principalement interne. Ainsi, les théoriciens présentent deux dangers pouvant éventuellement fragiliser le Kazakhstan : l'islamisme et l'irrédentisme russe. En réifiant les groupuscules d'allégeance musulmane de toutes sortes, les analystes dressent le portrait d'un ennemi (bizarrement similaire à un État) qui pourrait atteindre à la souveraineté ou à la stabilité de l'État. Ils craignent que ne se reproduise le scénario afghan, que les fondamentalistes ne se contentent d'un rôle spirituel et qu'ils tentent de ravir les rênes de l'État aux nomenklaturistes. Leur argument repose sur la présence de certains groupuscules comme le Hizb-ut-Tahrir et le Mouvement islamique d'Ouzbékistan, qui proposent de bâtir un califat réunissant l'ensemble des républiques centrasiatiques. Cette menace, par contre, ne semble pas rencontrer l'assentiment général. Si certains sont convaincus de sa crédibilité<sup>134</sup>, d'autres chercheurs émettent des doutes quant à sa plausibilité<sup>135</sup>. Plusieurs expriment même des réserves quant à la pénétration réelle de ces groupes dans la population. De plus, la plupart des chercheurs s'accordent pour dire que le Kazakhstan est le plus séculier des cinq États, que le discours religieux radical y est très peu présent, et qu'en raison de sa composition ethnique et l'introduction tardive de l'islam, la problématique religieuse est négligeable. En définitive, la construction de cette menace ne semble servir que les intérêts des autorités en place, qui légitime leurs actions de répression en invoquant la lutte au terrorisme, à l'extrémisme et au fondamentalisme. Mais,

---

<sup>134</sup> Voir, Ahmed Rashid, « Jihad : The Rise of Militant Islam in Central Asia », New Haven, Yale University Press, 2002 et Alexei Malashenko, « Islam in Central Asia », dans Allison et Jonson, *op. cit.*

<sup>135</sup> Voir, T. Jeremy Gunn, « Islam et islamisme : le défi pour la sécurité en Asie centrale », dans Juneau, Hervouet et Lasserre, *op. cit.*

théoriquement, l'extrémisme religieux demeure, selon les analystes, une menace existentielle pour le Kazakhstan.

L'irrédentisme russe fut un des sujets les plus fréquemment traités durant les années 90. Basé sur le ressentiment de la population russophone du nord du Kazakhstan envers ce nouvel État qui ne leur faisait qu'une place marginale, sur une volonté de cette communauté d'annexer certaines parties du pays à la Russie<sup>136</sup> et sur une transition démographique assurée par le départ en masse des Slaves, ce désir de scission faisait craindre pour la stabilité et la pérennité de l'État. Certains spécialistes prédisaient que le nouveau nationalisme kazakh, combiné à la frustration des russophones, pourrait exacerber les tensions et mener à des affrontements interethniques similaires à ceux survenus en Moldavie<sup>137</sup>. Les affrontements n'ont finalement jamais eu lieu et, la population russophone étant de moins en moins importante numériquement et politiquement, il est de moins en moins probable que ceux-ci surviennent un jour. Par contre, pour les analystes, la situation demeure tendue. Le contexte ethnique reste donc une menace potentielle pour l'État. La Russie pourrait utiliser cette carte pour faire pression sur son voisin, ou encore le déstabiliser, de l'intérieur, en commanditant des groupements favorables à sa partition<sup>138</sup>.

---

<sup>136</sup>Voir la déclaration d'Omsk de février 93 appelant les Cosaques du Nord à s'unir à leurs compatriotes sibériens sous une République de Sibérie.

<sup>137</sup> Charles King et Neil J. Melvin. « Diaspora Politics: Ethnic Linkages, Foreign Policy, and Security in Eurasia », *International Security*, Vol. 24, No. 3, 1999, pp. 108-138; Pal Kolstø, (dir.), *Nation-Building and Ethnic Integration in Post-Soviet Societies: An Investigation of Latvia and Kazakhstan*, Boulder, Westview, 1999; Edward Schatz, « The Politics of Multiple Identities: Lineage and Ethnicity in Kazakhstan », *Europe-Asia Studies*, Vol. 52, No. 3, 2000, pp. 489-506; Lowell W. Barrington, « The Motherland Is Calling: Views of Homeland among Russians in the Near Abroad », *World Politics*, Vol. 55, No 2, 2003, pp. 290-313; Azamat Sarsembayev, « Imagined communities: Kazak nationalism and Kazakification in the 1990s », *Central Asian Survey*, Vol. 18, No. 3, 1999, pp. 319-346; David Laitin *Identity in Formation: the Russian-speaking Populations in the Near Abroad*, Ithaca, Cornell University Press, 1998 et Farkhod Tolipov, « Nationalism as a geopolitical phenomenon: the Central Asian case », *Central Asian Survey*, Vol. 20, No. 2, 2001, pp. 183-194.

<sup>138</sup> De nombreuses figures ont appelé à une annexion du nord du Kazakhstan à la Sibérie, dont l'auteur Alexandre Soljenitsyne et le droitiste Vladimir Jirinovski, né au Kazakhstan.

Mais, encore une fois, ce scénario ne demeure que théorique. La Russie gagnerait si peu dans un affaiblissement du Kazakhstan. Les russophones kazakhs semblent davantage un référent de la sécurité qu'une menace existentielle.

Les autres référents du secteur militaire occupent une place plutôt marginale dans le schéma de la plupart des spécialistes. Les forces armées kazakhes ont vécu une période plus précaire, lors de leur formation par le gouvernement, mais la situation semble s'être complètement stabilisée depuis. Le Kazakhstan ayant hérité d'une bonne partie des installations et du matériel soviétiques, ainsi que d'un nombre assez considérable de militaires provenant de partout en ex-URSS, certains spécialistes postulaient que le nouvel État aurait à composer avec un problème de loyauté doublé d'une animosité internationale envers cette nouvelle puissance nucléaire. Mais, après le départ des dernières têtes nucléaires, en avril 1995, après la décision russe d'abolir le commandement conjoint en 1993, les militaires restant n'eurent d'autre choix que de servir le nouvel État ou de quitter. Plusieurs plièrent effectivement bagage pour rentrer en Russie, en Ukraine ou en Biélorussie, mais une bonne partie demeura sur place. Aujourd'hui, la proportion d'officiers kazakhs ayant grimpée au-dessus des 50%, la menace venant d'une défection en masse ou d'un putsch, demeure négligeable<sup>139</sup>. En fait, la principale menace pesant sur les forces armées semble être davantage le manque de capitaux. Même si le budget dévolu à la défense est respectable dans un pays où une bonne partie de la population a encore de la difficulté à se nourrir<sup>140</sup>, pour les militaires (et une partie de la communauté scientifique), les sommes allouées sont insuffisantes. Le pays étant dans l'obligation de s'en remettre à des alliances (OTCS-PPP) pour assurer sa défense, certains y voient une double menace : pour la souveraineté de l'État et pour la subsistance et l'efficacité de la gent militaire.

---

<sup>139</sup> Voir, Lévesque, *op. cit.*, p. 232-234.

<sup>140</sup> Voir, plus bas, la section 5.2.1.

Finalement, la menace planant sur le système d'exploitation des hydrocarbures, mentionnée plus haut, constitue probablement la plus nébuleuse des menaces existentielles du secteur militaire. Existentielle, parce que le Kazakhstan dépend énormément de son pétrole, cette menace demeure hautement spéculative dans un cadre militaire. Si le référent est clairement l'État, il est plus logique de postuler que c'est la branche économique et non la branche militaire qui aurait à faire face à ce type de menace. Qui voudrait s'en prendre aux gisements de la Caspienne? La Russie veut bien imposer ses voies d'oléoducs, mais pourrait-elle réellement tenter un coup de force militaire? La communauté internationale, échaudée par l'exemple irakien, aurait de la difficulté à accepter une intervention américaine, russe ou même chinoise en mer Caspienne, fut-ce pour des raisons politiques supérieures. Reste, la nébulosité du statut juridique de la Caspienne. Mais ce contentieux ne menace pas militairement le Kazakhstan. Mais, pour certains analystes, des intérêts stratégiques pourraient amener certains États à atteindre aux atouts économiques kazakhs en mer Caspienne<sup>141</sup>. S'il demeure plus probable de voir un conflit économique ou un duel d'influence plutôt qu'une guerre militaire du pétrole, il faut tenir compte de cette projection puisqu'elle figure dans la conceptualisation théorique de la sécurité kazakhe.

Notre but ici, n'était, bien sûr, aucunement d'arriver à énumérer l'ensemble des problématiques militaires traitées par les spécialistes du Kazakhstan. Il faut rappeler que nous dressons ce portrait afin de mieux comprendre et illustrer la représentation théorique de la sécurité animant les acteurs de cette sécurité. En ce sens, il est assez aisé de conclure que sur le plan militaire, la vision est exclusivement réaliste. L'État est le cœur de la défense alors que les menaces nécessitant une réponse militaire proviennent des *Autres* entités peuplant le sous-système centrasiatique. En ce sens, la doctrine militaire du pays,

---

<sup>141</sup> Voir, Blank, *loc. cit.*

telle que publiée le 12 février 2000, est le reflet parfait de cette conceptualisation. La sécurité militaire y est décrite comme relevant principalement des relations entre États<sup>142</sup>.

### 5.1.2. Le secteur politique

Le secteur politique est le premier pan qui a, petit à petit, modifié la vision étriquée de la sécurité animant la discipline depuis ses débuts. Ce secteur s'est peu à peu imposé auprès des réalistes pour une raison assez simple : la modification du paysage international nécessitait quelques ajustements au modèle de base. Les conflits interétatiques étant de moins en moins fréquents, il a fallu chercher des causes aux déstabilisations internes et aux guerres intestines minant les structures étatiques westphaliennes. Les États commençaient à être perçus comme de potentielles menaces à la sécurité autant que comme pourvoyeur de sécurité. La compétition systémique d'États rationnels tentant de maximiser leur sécurité, et par extension celle de leur population, ne pouvait plus être la seule explication de l'insécurité. On a donc commencé à parler de sécurité politique. Buzan *et al.* définissant ce type de sécurité comme « [...] the organizational stability of social order(s). The heart of the political sector is made up of threats to state sovereignty. » Comme cette définition rejoignait sensiblement celle du militaire, les trois auteurs précisèrent que seules les menaces non-militaires à la souveraineté devaient être considérées au sein du secteur politique.

Maintenant, en nous rapportant toujours au modèle de Buzan *et al.*, les référents du secteur politique sont : encore une fois les États<sup>143</sup> et, en certains cas, les régimes

---

<sup>142</sup> La doctrine est présentée comme un amalgame de perspectives simples permettant à l'État d'éviter les guerres et les conflits, d'enrayer la prolifération et de développer une force habilitée à défendre les intérêts et la sécurité de la nation. Voir, « The military doctrine of the Republic of Kazakhstan », *Kazakhstan Pravda*, 12 février 2000.

<sup>143</sup> Même si Buzan n'exclut pas les autres référents, sa caractérisation du secteur politique demeure clairement subordonnée aux attributs de l'État. Pour lui, l'État se résume à trois éléments: l'idée, la base physique et les institutions. Si le secteur militaire traite des menaces à la base physique, le politique se consacre à l'idée et aux institutions composant l'État. Voir Buzan *et al.*, *op. cit.*, p. 150.

internationaux (les ententes multilatérales, les organisations internationales ou les zones de libre-échange) et les mouvements transnationaux (la religion musulmane, par exemple). Les **menaces existentielles**, de leur côté, sont décrites comme un ensemble d'idées véhiculées par certains acteurs (États, groupes nationalistes, mouvements sociaux, institutions internationales) visant à remettre en question, la reconnaissance, la légitimité ou l'autorité de certaines unités politiques. Cette définition plutôt vague permet aux auteurs d'affirmer qu'autant la souveraineté que les règles, les normes et les institutions internationales peuvent être mises en péril au sein de ce secteur. Cette audacieuse singularisation de la sécurité demeure relativement confuse. Malgré une sophistication de plus en plus poussée, il demeure assez difficile de cerner, précisément, les problématiques entrant dans le champ du secteur politique<sup>144</sup>. En élargissant sans approfondir, Buzan *et al.* n'ont fait que plaquer l'équation militaire sur la sphère d'activité politique des États. Mais nous verrons plus loin les conséquences qu'entraîne ce raccourci théorique. Pour l'instant, précisons comment la sécurité politique théorique est conçue par les analystes se penchant sur le cas du Kazakhstan.

Au sein du secteur politique kazakh, il existe une quantité d'acteurs pouvant être à la fois référent et menace. Pour les besoins de notre analyse, et parce que nous nous basons sur la méthodologie de Buzan *et al.*, nous entendons comme **référents**, en plus de l'État lui-même, certaines organisations internationales (CEI, OCS, ONU), ententes multilatérales (OTCS, CENTRASBAT, PPP), et unions douanières (CEEurAs<sup>145</sup>) auxquelles le pays participe. Finalement, par extension, il est pertinent de considérer, comme référent, certains regroupements spirituels, comme la communauté musulmane, et ethniques, comme les Russes. Chacun de ces référents serait, d'une manière politique,

---

<sup>144</sup> Les auteurs, eux-mêmes, affirment que « [...] all security is political. All threats and defenses are constituted and defined politically. » *Ibid.*, p. 141.

<sup>145</sup> Voir l'index des acronymes, p. vi.

menacé existentiellement par des acteurs niant leur droit, leur légitimité ou leur autorité. Il faut se rappeler que les auteurs définissent les menaces en fonction du danger à la souveraineté. Ils n'incluent donc pas les acteurs politiques internes, remettant en question la légitimité des autorités en place.

En regard des référents, il est aisé d'imaginer que les **menaces existentielles** soient presque infinies. Ainsi, pour l'État kazakh, les menaces politiques prennent souvent la forme d'une contestation de l'idée sur laquelle repose les institutions étatiques (la simple indépendance du Kazakhstan mais aussi, le nouveau nationalisme kazakh) et sur l'idéologie politique adoptée (la démocratie libérale). Menacer ces deux piliers, c'est menacer nécessairement la stabilité et la pérennité de l'État. On peut donc extrapoler en supposant que toute opposition à l'ordre établi, représente une menace politique pour l'État. Ainsi, les mouvements prônant un rattachement à la Russie, à l'intérieur comme à l'extérieur du Kazakhstan, les minorités contestant l'existence même d'un État kazakh indépendant et les déçus de la chute de l'URSS représentent tous des menaces. Ensuite, les franges de la population ne se retrouvant pas dans la nouvelle mouture de l'État, ne se reconnaissant pas dans le virage nationaliste, ne faisant pas partie de la communauté imaginée kazakhe et les différentes minorités, les pauvres, les exclus, sont également des menaces puisqu'ils rejettent l'ordre politique. Enfin, ceux qui contestent la façon dont le gouvernement administre le pays, les acteurs remettant en question le capitalisme sauvage, la démocratie dirigée, le clanisme, le népotisme, le clientélisme, l'autoritarisme des dirigeants en place, menacent politiquement le référent qu'est l'État.

Ceci dit, il ne faut jamais oublier que Buzan *et al.* ne considèrent les menaces que si elles sont le fruit d'acteurs externes. Les menaces précédemment citées ne représentent un danger pour l'État que si elles sont instrumentalisées par des acteurs étrangers tentant de s'immiscer dans le jeu politique kazakh. On peut aisément imaginer, selon ce principe, que

la Russie puisse vouloir promouvoir les droits de ses compatriotes, ou que les autres pays centrasiatiques s'ingèrent, via leur diaspora, dans l'arène politique kazakhe. En définitive, pour les auteurs, la menace politique ultime pour l'État prendrait la forme d'une intervention internationale dans le pays. Invoquant les grands principes de bonne gouvernance, de droits de l'homme ou de catastrophe humanitaire, certains pays violeraient la souveraineté kazakhe pour 'porter secours' aux citoyens du pays. Ce faisant, l'idée, la base physique et les institutions de l'État ne seraient plus reconnues comme légitimes par le système, rendant caduque leur existence. « Threats to state survival are therefore threats to sovereignty, even minor violations of sovereignty are threats, because sovereignty is a principle that claims the ultimate right of self-government; thus, it becomes endangered if it becomes partial in any sense.<sup>146</sup>»

En ce qui a trait aux référents internationaux, le modèle de Buzan *et al.* s'avère assez difficile à appliquer. Lorsque l'on étudie le cas d'un seul État, il est plutôt ardu de concevoir que cet État particulier pourrait enfanter de menaces ayant la possibilité de remettre en question l'existence d'un régime légal, économique ou militaire. Il est certain que l'adhésion d'un État à certaines organisations ou alliances peut être contestée sur la scène domestique. Et ce désaccord peut, en lui-même, constituer une menace. Tout comme, d'ailleurs, la violation des principes des institutions jointes. Mais, à moins que l'État ne soit un membre honni du système, qu'il agisse en vase clos et refuse les règles admises, il est difficile de voir comment il pourrait avoir un impact sur la mécanique internationale actuellement en place. Il est certain, pour revenir au Kazakhstan, que nombre de groupes sont en désaccord avec l'engagement de troupes kazakhes en Irak, avec la collaboration centrasiatique au sein du CENTRASBAT, ou avec la possible absorption

---

<sup>146</sup> *Ibid.*, p. 150.

du pays dans un espace économique eurasiatique. Mais, ce refus ne menacera jamais, à terme, l'existence de ces appareils internationaux.

Finalement, Buzan *et al.* considèrent que les communautés spirituelles pourraient constituer un référent du secteur politique, parce qu'elles réussissent à centraliser l'allégeance citoyenne dans une autre entité que l'État. Le cas du Kazakhstan est assez intéressant de ce point de vue. Le gouvernement en place, même s'il tente de ménager la sensibilité des différents croyants depuis l'indépendance, n'en demeure pas moins une menace pour l'identité spirituelle de certains groupes confessionnels. Nazarbaev s'est bien affiché avec les chefs des différentes religions, mais a réussi, d'un autre côté, à habillement contrôler la pratique<sup>147</sup>. À cet égard, on peut dire que la religion, l'islam en particulier, est menacée dans sa légitimité d'exister, par le pouvoir. Mais, paradoxalement, c'est habituellement ce pouvoir qui performe la sécurisation en invoquant le danger islamiste. Les autorités craignent ce qu'elles répriment. En ce sens, ce référent est particulièrement symbolique de la dynamique sécuritaire, de la nature profondément politique de la sécurité.

Comme on a pu le constater, le secteur politique constitue un fourre-tout qui ne semble que consolider le secteur militaire en y ajoutant les menaces venant des acteurs ne prenant pas les armes pour contester. Ce secteur de la sécurité est davantage un appel au statu quo, à la prédominance des institutions étatiques sur toute contestation, qu'un ajout à la grille sécuritaire. Buzan *et al.* mentionnent eux-mêmes que ce secteur comprend tout ce qui n'est pas inclus dans les autres secteurs. En ce sens, il reflète assez clairement la vision occidentale de la sécurité défendue par ces auteurs. Comme ces menaces politiques sont majoritairement dirigées vers la stabilité du système, tel qu'il est aujourd'hui, ce secteur semble voué à affirmer le rôle de l'État comme pourvoyeur et assise de la sécurité de ses

---

<sup>147</sup> Voir, Gulnoza Saidzimova, « Central Asia: Security Services Take On Religious Dissent », *eurasianet.org*, 11 août 2006.

citoyens, omettant complètement la possibilité, comme c'est le cas au Kazakhstan, que l'État ne soit pas le meilleur garant de la sécurité de ses commettants.

### 5.1.3. Le secteur économique

L'idée même d'avoir un secteur économique à l'intérieur des études de sécurité est des plus controversées. « In a capitalist system, the very concept is fraught with contradictions and complications, not the least being that actors in a market are *supposed* to feel insecure; if they do not, the market will not produce its efficiencies.<sup>148</sup> » En fait, l'entrelacement de la sécurité et de l'économie suppose que l'analyste résolve un dilemme capital : la sécurité économique implique-t-elle une préséance de l'État sur les mécanismes du marché ou doit-on inféoder les différentes souverainetés au libéralisme? Anarchie et maximisation de la puissance ou coopération économique? Certains croient que l'État est la seule entité capable d'assurer un cadre sécuritaire permettant aux firmes et au marché de prospérer alors que d'autres estiment que l'économie constitue la base des sociétés et que le marché devrait rencontrer le moins d'entrave possible. Selon ce modèle, l'État sert avant tout de facilitateur aux forces du marché et de pourvoyeur lorsque ce dernier manque à sa mission sociale. Ainsi, pour inclure le secteur économique au sein de l'agenda sécuritaire, il est impératif de définir clairement les deux termes juxtaposés<sup>149</sup>.

Pour Buzan *et al.*, la sécurité économique signifie, avant tout, une vision que l'on se fait des échanges économiques. Comme ils basent l'ensemble de leur modèle sur une déclinaison de la sphère militaire, en matière économique le libéralisme ambiant constitue le référent à défendre, et les forces déstabilisatrices (nationalisme-protectionnisme-socialisme-étatisme), les menaces. Pour que le libéralisme survive, il faut d'abord lui

<sup>148</sup> Buzan *et al.*, *op. cit.*, p. 95.

<sup>149</sup> Buzan *et al.*, ne parviennent jamais, concrètement, à résoudre ce dilemme. Considérant deux aspects dissonants des relations internationales, les auteurs ne parviennent pas à démontrer comment l'analyste peut harmoniser la liberté du spectre économique avec la protection des souverainetés nationales. En ce sens, il est important de noter que ce dilemme n'a pas la même valeur lorsque l'on considère l'individu comme l'ultime référent.

assurer une stabilité politique, afin que les acteurs puissent concurrencer en toute tranquillité<sup>150</sup>. Puis, une certaine balance entre les pertes et les bénéfices, c'est-à-dire que les règles soient claires pour celui qui veut investir. Enfin, une certaine garantie que l'ordre économique libéral international (ÆLI), la mondialisation, soit florissant. « In other words, economic interdependence is much less black or white when it comes to enmity and amity than military interdependence; consequently, economic security is a much more blurred concept than military security.<sup>151</sup> » Pour Buzan *et al.*, si la sécurité économique signifie l'épanouissement du mode d'échange présentement épousé par la majorité des acteurs, il est possible de proposer une grille de référents et de menaces similaire aux autres secteurs.

Compte tenu du nombre d'acteurs engagés dans la sphère économique, il n'est pas surprenant de constater une grande variété de **référents** dans le modèle de Buzan *et al.* De l'État<sup>152</sup> jusqu'à l'individu (à travers les classes sociales), en passant par le marché lui-même, ses règles, ses normes et ses principes, et ses principaux représentants; les firmes transnationales, chacune de ces unités peut souffrir d'insécurité économique. Il est assez intéressant de préciser que, pour Buzan *et al.*, ces référents n'ont qu'une légitimité partielle au sein du processus de sécurisation. La nature volatile et éphémère de l'ordre libéral impliquant fatalement l'élimination et la naissance de nouvelles entités par les mécanismes du marché, il serait impossible de sécuriser le système et ses parties.

Compte tenu de la nature de ce secteur, les **menaces existentielles** sont nécessairement subordonnées aux référents. Pour l'individu, outre les situations où il est dans une incapacité de se nourrir, de se vêtir ou de s'abriter au point où son existence est

---

<sup>150</sup> Ce qui renvoie nécessairement au secteur militaire, puisque la stabilité, selon les réalistes, vient nécessairement de l'absence de conflit.

<sup>151</sup> Buzan *et al.*, *op. cit.*, p. 99.

<sup>152</sup> L'État est encore ici, le principal référent de la sécurité économique. *Ibid.*, p. 100-01.

mise en péril, il est difficile de le considérer comme référent<sup>153</sup>. En ce qui a trait aux firmes, comme nous avons pu le voir, il est théoriquement problématique d'envisager leur existence selon la perspective sécuritaire. Le seul cas où elles devraient être considérées, est lorsque leur fin entraîne d'autres conséquences sur la société<sup>154</sup>. L'État, de son côté, ne peut être mis en péril existentiellement par une menace économique (la faillite par exemple). Par contre, il peut voir une partie de sa souveraineté menacée lorsque certaines institutions internationales (FMI-BM) dictent ses politiques économiques. Il entre, en ce sens, dans la même catégorie que l'individu<sup>155</sup>. Finalement, la seule vraie menace existentielle de ce secteur est probablement la remise en question des principes de l'œLI. Si peu d'acteurs postulent encore qu'une société communiste est possible, il reste que de nombreux groupes remettent en question les règles, normes et principes de l'ordre économique actuel. Certains voudraient voir une mondialisation 'à visage humain' où les petits auraient leur mot à dire. Ce changement d'orientation impliquerait davantage d'obligations, tant matérielles que morales, pour les acteurs économiques. Une telle ingérence dans les lois naturelles du marché pourrait menacer l'essence de leur existence. Tout comme les monopoles ou propriétés étatiques empêchent les mécanismes d'opérer, une réglementation de l'économie pourrait détruire l'ordre international actuel.

Si la sécurité économique représente un défi pour les analystes traditionnels, elle occupe tout de même une place au sein du panorama de sécurité du Kazakhstan. Ainsi, les **référents** économiques kazakhs correspondent à ceux identifiés par Buzan *et al.* De

---

<sup>153</sup> La notion de sécurité pour l'individu doit comprendre une menace claire et directe à sa vie. « Lacking an existential quality, they remain economic or political (or possibly societal or environmental) issues and not security ones. » *Ibid.*, p. 104.

<sup>154</sup> C'est le cas typique de la faillite de grandes banques ou d'industries soutenant la presque totalité de l'économie d'un pays. Il est par ailleurs plutôt rare de voir une firme posséder la légitimité nécessaire à l'utilisation de moyens extraordinaires pour garantir sa survie.

<sup>155</sup> Pour Buzan *et al.*, l'accès aux ressources permettant à la population de se nourrir et de travailler est l'équivalent étatique des besoins essentiels de l'individu. *Ibid.*, p. 105.

l'individu jusqu'à l'ordre libéral, en passant par les firmes transnationales et l'État lui-même, tout l'inventaire y est bien présent. C'est par contre, en les mettant à relation avec les **menaces existentielles** que nous pouvons voir si les auteurs les considèrent dans leur panorama sécuritaire du pays. Ainsi, les individus kazakhs sont généralement, rapidement écartés de l'explication sécuritaire. La plupart des auteurs, lorsqu'ils traitent de l'aspect individuel de l'économie<sup>156</sup>, empruntent la classification de Buzan *et al.* et considèrent la situation socio-économique des Kazakhs comme satisfaisante, n'incarnant pas une problématique de sécurité<sup>157</sup>. Ils laissent les données macro-économiques parler, jugeant que les citoyens ne sont pas existentiellement menacés par des phénomènes comme la pauvreté ou le chômage.

Le tableau est tout autre lorsqu'il est question des firmes transnationales. Pour les spécialistes, les menaces existentielles pleuvent sur les compagnies parce que le pays est gangrené par la corruption et que son système judiciaire est vénal et soumis au politique. Ainsi, les firmes ne sont pas menacées 'équitablement' par les lois du marché, mais plutôt parce que les règles et principes ne sont pas respectées. En ce sens, il est intéressant de noter que les auteurs traitant de ces déficiences ne semblent préoccupés que par les compagnies étrangères venant investir au Kazakhstan. Le développement d'un marché local fonctionnel et équilibré demeure secondaire face à la volonté occidentale d'exploiter les ressources profitables du pays. En ce sens, cette conception de la sécurité est moins arrimée aux préceptes de Buzan (qui admet que les risques liés à l'investissement ne devraient pas être considérés comme des insécurités), et ne met pas en péril la société ou l'État. On pourrait affirmer que cette forme de préoccupation économique s'apparente

---

<sup>156</sup> Il est relativement rare que les auteurs traditionnels traitent de la quotidienneté économique des citoyens kazakhs. On parle volontiers d'hydrocarbures ou de privatisation mais peu d'accessibilité à des denrées alimentaires fraîches ou de la salubrité des appartements.

<sup>157</sup> Voir, *Lévesque et al., op. cit.* et *Cummings, op. cit.*

davantage à du colonialisme ou à de l'impérialisme qu'à de la sécurité. L'CELI n'est pas le référent dans ce cas. C'est la dictature du profit qui l'est.

Le troisième référent susmentionné est l'État kazakh. Si certains ont considéré qu'une hypothétique annexion économique du Kazakhstan à la Russie pouvait représenter une menace, cette présupposition est peu pertinente pour notre analyse puisqu'elle repose sur une projection, sur une spéculation de ce qui pourrait être le plus bénéfique pour l'État. La potentielle atteinte à la souveraineté politique du pays provenant des institutions économiques internationales est maintenant écartée. Le pays a repayé, en 2000, en avance et d'un seul versement, la totalité de sa dette au FMI<sup>158</sup>. Il est désormais cité, par ces institutions, comme un exemple de croissance économique spectaculaire. Il existe une certaine incertitude, par ailleurs, quant à la capacité de l'État à répondre à ses besoins économiques essentiels. Les hydrocarbures fournissent bien un revenu extraordinaire à l'État, mais ils ont également leur côté négatif. La concentration en un seul secteur de la presque totalité de l'économie a affaibli des pans importants de la société comme l'agriculture et l'industrie. La menace est encore très imaginaire (du moins pour l'État) mais une chute des prix du pétrole et du gaz pourrait avoir des conséquences catastrophiques sur le pays. Tout comme un conflit ou un désastre qui empêcherait le transport des hydrocarbures.

Comme nous centrons notre travail sur l'analyse d'un État, le dernier référent mentionné par Buzan *et al.*, l'CELI, devient tout simplement impertinent dans notre analyse. Le Kazakhstan étant bien loin des centres décisionnels économiques, occupant une place assez marginale sur les marchés internationaux, il serait assez excessif de prétendre que sa désolidarisation de l'ordre actuel pourrait avoir des conséquences sur la pérennité du système. Même dans une conjoncture favorable à la montée au pouvoir de

---

<sup>158</sup> Voir, FMI, « Kazakhstan Repays the IMF Ahead of Schedule », News Brief No. 00/35, 1 juin 2000.

communistes purs et durs ou dans l'hypothèse que les dirigeants bloquent l'accès des compagnies étrangères aux gisements d'hydrocarbures, il serait extrêmement surprenant que l'ŒLI en sente le moindre effet. Ce qui s'avère problématique pour notre démonstration. Puisque le référent premier de ce secteur ne peut être considéré, il serait juste de conclure que le schéma théorique traditionnel ne comprend pas de volet économique. Mais, il n'en demeure pas moins que la question économique est immanquablement présente dans les ouvrages traitant de la sécurité kazakhe. Cette incohérence est simplement résolue par les théoriciens en traitant l'économie comme un baromètre de la sécurité de l'État. Au Kazakhstan, l'économie est en pleine croissance, le secteur pétrolier ne cesse d'attirer les investisseurs, donc la stabilité de l'État est assurée. Ici encore, la sécurité économique n'est qu'une déclinaison de la sécurité étatique ayant comme schème le modèle militaire.

Il semble donc que le secteur économique soit le moins propice à l'adaptation des dogmes sécuritaires traditionnels. Intrinsèquement voué à promouvoir une forme systémique d'insécurité (du moins dans sa forme néolibérale), ce secteur semble encore plutôt imprécis, même pour les auteurs utilisant le concept. « [...] the rhetoric of security may be misused in pursuit of merely political objectives, such as employment, regional development, or pork barrel politics (misused in the sense that this is not really an attempt to securitize because the full sequence from existential threats to extraordinary countermeasures is not present; it is rather a loose use of the *word* security).<sup>159</sup> » Il est assez révélateur que le référent principal au sein de ce secteur, le système, ne puisse être pris en considération lorsque l'on étudie un cas particulier comme le Kazakhstan. Le modèle de base, fondé sur la dynamique militaire, semble connaître dans ce cas, ses plus importantes limites. Les menaces aux référents demeurent floues, les auteurs identifiant davantage une

---

<sup>159</sup> Buzan *et al.*, *op. cit.*, p. 101.

gamme de conséquences; économiques, politiques et militaires, engendrées par la mondialisation, qu'une liste de menaces concrètes. En fait, l'incohérence de base vient du choix ontologique des auteurs traditionnels. En ne considérant la sécurité économique qu'en fonction de la stabilité des composantes inaliénables du système; les États, les référents naturels de ce type d'insécurité; les individus, sont complètement obliérés de l'analyse. Nous verrons plus bas, comment harmoniser l'économie et la sécurité en recentrant l'analyse autour de l'individu. Pour l'instant, concluons simplement en mentionnant que, pour les auteurs traditionnels, l'économie n'est pas une question de sécurité au Kazakhstan. Presque absente des sources, elle demeure une variable aidant les États à stabiliser leur articulation socio-politique afin de consolider leur base politique et militaire.

#### 5.1.4. Le secteur sociétal

Le secteur sociétal demeure le point central de la sécurité repensée par Buzan *et al.* Théorisé dans un ouvrage portant spécialement sur l'Europe<sup>160</sup>, ce secteur est également, hautement controversé<sup>161</sup>. Le concept de sécurité sociétale a pour but fondamental de sortir la sécurité de ses frontières institutionnelles traditionnelles : les États. Il ne faut par contre pas, selon les auteurs, confondre sécurité sociétale et sécurité sociale. La sécurité sociale est avant tout individuelle et économique alors que la sécurité sociétale se concentre sur les collectivités et leur identité<sup>162</sup>. Ainsi, en recentrant l'analyse sur les nations composant le système interétatique, Buzan *et al.* tentent de régler deux problèmes fondamentaux : (1) les

<sup>160</sup> Voir, Ole Wæver, Barry Buzan, Morten Kelstrup et Pierre Lemaitre, *Identity, Migration and the New Security Agenda in Europe*, Londres, Pinter Press, 1993.

<sup>161</sup> Voir, entre autres, les critiques de Baldwin, *loc. cit.* et McSweeney, *loc. cit.*

<sup>162</sup> Nous y reviendrons plus bas. Le terme sociétal doit être vu comme un compromis théorique. Plus qu'une référence au terme *société* (parce que l'on désigne souvent les habitants d'un pays comme sa 'société', alors que ses différentes composantes représentent souvent plusieurs identités) ou *nation* (qui, elle aussi, est définie selon plusieurs critères : propriété, sang, langue, culture), le terme sociétal fait davantage référence à la construction que chacun se fait du 'Nous' et du 'Eux', selon des critères historiques, culturels et politiques variables. Buzan *et al.*, *op. cit.*, p. 120.

frontières politiques ne correspondent pas toujours aux frontières nationales, et (2) les États et leur population ne sont pas toujours deux entités homogènes. Pour les auteurs, l'adhésion sociétale va au-delà du politique, au-delà de l'appartenance géographique à une parcelle de territoire, elle est basée sur une quantité de variables ne relevant pas exclusivement de l'État. « [...] the key to society is those ideas and practices that identify individuals as members of a social group. Society is about identity, the self-conception of communities and of individuals identifying themselves as members of a community.<sup>163</sup> » Cette identité peut être enclavée dans l'appartenance politique, mais souvent, elle comprend de nombreuses strates complémentaires pouvant être menacées collectivement ou individuellement. L'identité est donc la clé de ce secteur. L'identité perçue comme une construction sociale plus que comme une hérédité objective.<sup>164</sup>

Selon la grille développée par Buzan *et al.*, les **référents** du secteur sociétal sont « [...] whatever larger groups carry the loyalties and devotion of subjects in a form and to a degree that can create a socially powerful argument that this 'we' is threatened.<sup>165</sup> » Formellement, on pourrait affirmer que ce sont les collectivités et, plus précisément, les identités relatives à chacune d'elles, qui agissent à titre de référents au niveau sociétal. Ces collectivités sont très variables, allant de la famille immédiate, à l'humanité entière. Pour les auteurs, par contre, les plus importantes<sup>166</sup> sont les tribus, les clans, les groupes ethniques, les nations, les civilisations et les religions.

---

<sup>163</sup> *Ibid.*, p. 119.

<sup>164</sup> À noter, ici, que Buzan *et al.* font un pas assez clair vers la culture théorique post-positiviste en admettant une part de construction sociale dans la détermination de leurs variables. Nous verrons, plus loin, que ce pas est assez cosmétique et est assez difficile à harmoniser avec le reste de leur démarche. Voir sur la construction des identités, le classique de Benedict Anderson, *Imagined Communities – Reflections on the Origins and Spread of Nationalism*, Londres, Verso Publishers, 1983.

<sup>165</sup> Buzan *et al.*, *op. cit.*, p. 123.

<sup>166</sup> Selon leur conception de la sécurité, qui est, rappelons-le très influencée par l'agrégation autour de l'atome étatique.

Dans un secteur où se mélangent méthodologie rationnelle et réflexive, les **menaces existentielles** sont assez vagues, variant selon les interprétations et les perceptions des référents. La sécurisation vient davantage de l'énonciation, de ce que le 'Nous' considère comme une menace, que d'une constatation objective. N'empêche, selon les auteurs, certaines menaces sont plus fréquemment invoquées que d'autres. L'immigration, par exemple, lorsqu'un groupe (référent) se sent menacé de mutation ou de dilution par l'afflux d'une autre population. Ou l'homogénéisation culturelle, lorsque l'influence culturelle et linguistique d'une culture dominante menace une culture indigène. Enfin, l'assimilation, lorsque l'identité d'une population s'altère par un projet d'intégration ou de sécession. Les auteurs évoquent également la dépopulation causée par un fléau, une guerre, une famine, une catastrophe naturelle ou une politique d'extermination comme menace existentielle. Mais ils précisent que cette dernière menace doit spécifiquement mettre en péril l'identité et non la vie des individus. Les menaces présentes à l'intérieur d'une société ne peuvent être traitées comme des menaces sociétales, seules les menaces provenant des *Autres*, doivent être prises en considération.

Le secteur de la sécurité sociétale kazakh est assez foisonnant. Pays aux appartenances multiples, le Kazakhstan est très diversifié en 'Nous'. Donc, en se rapportant toujours au modèle de Buzan *et al.*, les **référents** potentiels de la sécurité sociétale englobent, bien sûr, la nouvelle identité 'kazakhstanaise', l'ancienne identité soviétique, puis les différentes déclinaisons ethniques (kazakhe, russe, allemande, etc.), les communautés religieuses (musulmane, mais aussi orthodoxe, et parfois protestante ou catholique), les clans (les trois hordes) et finalement les milieux environnementaux directs (famille, village, région). Nous écartons d'emblée les référents comme l'humanité ou la civilisation, puisque, dans un pays comme le Kazakhstan, ces deux types d'identités

figurent au second plan. De plus, aucun auteur ne traite d'acteurs kazakhs invoquant une menace à leur humanité ou à leur civilisation.

Les **menaces existentielles** présentent au sein de ce secteur, sont nécessairement très liées à leur référent. Comme il s'agit de construction sociale, on ne pourrait séparer le référent de la menace. Ainsi, la menace première à l'identité 'kazakhstanaise'<sup>167</sup> réside dans l'ensemble des acteurs niant sa simple existence ou son droit d'exister. À ce titre, on peut identifier certains acteurs politiques russes ou certains groupuscules prônant un retour à l'URSS. Mais la principale menace vient de l'intérieur, des communautés ethniques niant toujours la simple existence de l'État indépendant kazakh<sup>168</sup>. À l'inverse, la menace première au fort contingent de personnes se disant encore soviétiques, vient de cette nouvelle identité kazakhstanaise. Ainsi, le gouvernement en place, qui tente d'amalgamer l'ensemble des citoyens sous un même substrat identitaire, pourrait être perçu comme une menace existentielle par les nostalgiques de l'époque soviétique rêvant au retour en arrière. Tout comme pour les communautés ethniques visées par le programme de 'kazakhisation' de l'administration. Beaucoup de russophones, notamment, ont vu leur droit de vivre, de travailler et d'élever leurs enfants selon leurs traditions identitaires, être remis en question par l'État et par certains nationalistes kazakhs. Le départ vers l'étranger d'un grand nombre de personnes provenant des différents groupes ethniques est assez révélateur du climat

---

<sup>167</sup> Pour différencier les Kazakhs en tant qu'ethnie, des Kazakhs, citoyens du Kazakhstan, les autorités ont créé ce terme de Kazakhstanais pour décrire toute personne vivant sur le territoire du Kazakhstan. De fait, cette appellation a remplacé celle de soviétique. Comme du temps de l'URSS, les autorités kazakhs distinguent toujours l'appartenance ethnique de la citoyenneté. Nous utilisons, dans notre travail, le terme kazakh pour nommer tout habitant du pays car le terme Kazakhstanais n'est tout simplement pas reconnu en français. Voir Olcott, *Kazakhstan...*, *op. cit.*

<sup>168</sup> De nombreux citoyens, surtout des russophones, n'ont toujours pas de passeport kazakh, conservant leur vieux passeport soviétique. En posant ce geste symbolique, il démontre leur refus de reconnaître le nouvel État. Voir Anne Nivat, *Par les monts et les plaines d'Asie centrale*, Paris, Fayard, 2006.

d'insécurité. À la suite de ce départ, ils se sont retrouvés en infériorité numérique, soumis à la dilution de leur influence culturelle et politique.

Mais, les minorités ne sont pas les seules à vivre dans l'insécurité sociétale. Les Kazakhs, même s'ils sont devenus majoritaires, doivent faire face à une bâtardisation de leurs traditions. L'afflux des coutumes occidentales a poussé certains à avancer que les Kazakhs ne sont maintenant motivés que par la consommation et le vice. La menace vise la pérennité de l'essence du groupe social. Pour les hordes et les communautés spirituelles, les menaces sont moins déterminées. Si le clan est important au Kazakhstan, il n'est plus l'allégeance première des citoyens. L'appartenance à une des trois hordes peut garantir un avenir plus radieux, mais il serait extrêmement surprenant que ces rassemblements informels de parents dégénèrent en affrontement existentiel. Il demeure que le pouvoir en place est relativement cohérent dans ses politiques, et tend à favoriser la horde du président au détriment des autres. Ce qui ne peut, tout de même, être considéré comme une menace à la survie des identités claniques brimées. La situation est similaire en ce qui a trait à la religion. Les autorités tendent à contrôler étroitement les différents chefs religieux, favorisant timidement l'islam, mais ne menacent jamais l'existence de chacune des religions ou de leurs fidèles respectifs. De plus, comme les Kazakhs sont des pratiquants plutôt tolérants, s'étant convertis tardivement et ayant vécu soixante-dix ans d'athéisme, ni les autorités, ni les croyants ne semblent vouloir remettre en question le statut spirituel des autres.

Reste donc la sphère immédiate de l'individu. Si la famille, le village ou la région sont souvent les premiers vecteurs d'identités, il reste que leur sécurisation est rare. La loyauté du Kazakh va bien, en premier, à son entourage, mais il semble difficile pour les simples citoyens de politiser leur insécurité, sans passer par un échelon supérieur de sa

pyramide d'allégeance. La région peut parfois jouer le rôle de référent<sup>169</sup>, mais elle est souvent l'expression de la concentration d'une allégeance plus importante pour l'individu<sup>170</sup>.

À la lumière de cette recension, on peut en venir à la conclusion que le secteur sociétal semble tout aussi ambigu que le secteur économique. Les référents sont déclinés méthodiquement, ce qui s'avère assez paradoxal compte tenu de l'essence intangible, muable et intersubjective de ces référents. Puis, les menaces sont qualifiées de construits sociaux pour être ensuite précisés selon des critères, somme toute, assez arbitraires. De fait, dans notre portrait du secteur sociétal, nous avons pris en considération un grand nombre de menaces qui ne devraient tout simplement pas figurer dans le tableau de Buzan *et al.* La plupart des menaces identitaires au Kazakhstan sont d'abord internes. Elles ne proviennent que rarement d'un 'Autre', mais très régulièrement du gouvernement en place. De plus, la plupart du temps, ces menaces ne sont que très partiellement existentielles. Finalement, les identités soulignées, par une profonde réification de leur nature, travestissent la réalité. Les Kazakhs ne se considèrent pas comme Kazakhstanais, puis Kazakhs, ensuite musulmans, et ainsi de suite. Leur identité est multiple et variable. Elle est jeune, brouillonne et en constante mutation. Il serait erroné de la résumer d'un seul trait.

Ce secteur est encore une fois, un reflet de la forte influence du schéma militaire sur l'agenda sécuritaire. L'identité y est simplifiée à outrance. Cette déclinaison des niveaux de loyauté des citoyens ne représente tout simplement pas la réalité. Chacune des identités semble ne faire l'objet d'aucune problématisation. Comme pour l'économie, l'identité est

---

<sup>169</sup> Surtout dans les régions où les minorités sont très importantes (Nord-Kazakhstan-Pavlodar), celles très homogènes (Sud-Kazakhstan) ou dans celles où certains problèmes deviennent des facteurs rassembleurs (Polygone-Kazakhstan oriental, mer d'Aral-Kyzylorda, chômage-Karaganda). Voir Olcott, *Kazakhstan...*, *op. cit.*

<sup>170</sup> Comme la communauté ethnique dans les Nord-Kazakhstan ou religieuse dans le Sud-Kazakhstan.

considérée comme une simple variable, divisée en niveaux, menaçant la stabilité de l'État. Même les chercheurs réalistes ne traitent pas la société de ce point de vue. Ils étudient bien la rivalité entre les clans, la menace d'explosion sociale provenant des minorités ou du fameux danger islamiste, mais ne s'enferme pas dans une longue rhétorique cherchant à localiser le siège de la loyauté des citoyens. Chacune de ces situations est vue comme une variable de l'équation sécuritaire classique. En définitive, le modèle de Buzan *et al.* escamote la plupart des questions sécuritaires reliées à cette sphère d'activité. En ignorant l'individu, on dépeint un tableau très approximatif de la sécurité sociétale des Kazakhs.

#### 5.1.5. Le secteur environnemental

Le dernier secteur du panorama sécuritaire est, lui aussi, hautement controversé. Décrite par certains, considérée comme l'ultime référent par les autres<sup>171</sup>, la sécurité environnementale reste très variablement définie et encore assez fragile comme thème de recherche. Buzan *et al.*, sans vouloir participer au débat théorique sur la pertinence de la variable environnement dans l'agenda sécuritaire, précisent qu'ils couvrent ce secteur pour la simple et bonne raison que les acteurs de la sécurité le considèrent comme un paramètre essentiel de l'équation. Pour eux, la problématique environnementale repose sur la construction socialement acceptée de menaces. Ces menaces représentent soit

---

<sup>171</sup> Voir, Daniel Deudney, « The Case Against Linking Environmental Degradation and National Security, » *Millennium*, Vol. 19, 1990, pp. 461-76; Richard A. Matthew, « Environment and Security: Concepts and Definitions », *National Security Studies Quarterly*, Vol. 4, No. 4, 1998, pp. 63-72; Deudney et Matthew, dir., *Contested Grounds: Security and Conflict in the New Environmental Politics*, Albany, State University of New York Press, 1999; Norman Myers, *Ultimate Security: The Environmental Basis of Political Stability*, New York, WW Norton, 1993; Peter Gleick, « Environment and Security: The Clear Connections », *Bulletin of the Atomic Scientists*, Vol. 47, No. 3, 1991, pp. 17-21; Gleick, « Water and Conflict: Fresh Water Resources and International Security », *International Security*, Vol. 18, No. 1, 1993, pp. 79-112; Thomas Homer-Dixon et Jessica Blitt, *Ecoviolence: Links Among Environment, Population, and Security*, Lanham, Rowman & Littlefield Publishers, 1998; Gareth Porter, « Environmental Security as a National Security Issue », *Current History*, Vol. 94, No. 592, 1995, pp. 218-222 et Marc A. Levy, « Is the Environment a National Security Issue? », *International Security*, Vol. 20, No. 2, 1995, pp. 35-62.

l'aboutissement d'un jugement collectif (quoi), d'une peur intrinsèque (qui) ou de considérations éthiques (comment). La menace environnementale est donc une perception, une projection, qui ne peut être objectivement attestée. « It is not the actual disasters but their prediction that leads to securitization [...].<sup>172</sup> » En ce sens, l'agenda sécuritaire environnemental s'avère imprécis et abstrait puisqu'il émane d'anticipations d'acteurs aux intérêts divers<sup>173</sup>.

N'empêche, le secteur possède tout de même ses référents et menaces existentielles. Ainsi, le référent principal, pour Buzan *et al.*, est l'environnement lui-même (la planète, la biosphère)<sup>174</sup>. Les référents secondaires dépendent principalement des priorités des énonciateurs de la sécurité. Pour certains, c'est l'infiniment petit; la survie d'espèces menacées, de leurs habitats. Pour d'autres, c'est l'infiniment grand; les forêts tropicales, le climat, les océans, les milieux naturels, etc. Si, pour l'énonciateur, la préservation d'un cours d'eau représente une garantie de survie, une certitude qu'il pourra maintenir son mode de vie et ses acquis civilisationnels, alors ce cours d'eau devient le référent. « At stake is the maintenance of achieved levels of civilization, including a development perspective free of environmental disasters. In short, environmental security concerns the

---

<sup>172</sup> Buzan *et al.*, *op. cit.*, p. 74.

<sup>173</sup> Selon eux, ce secteur comporterait deux ramifications, la branche scientifique et la branche politique. Le segment scientifique correspondrait à celui donnant voix aux professionnels des sciences naturelles et aux représentants des organisations non-gouvernementales, identifiant, pour le public, les différents problèmes pouvant potentiellement mettre en danger la civilisation. Le deuxième segment, le politique, serait presque essentiellement gouvernemental, et correspondrait au processus administratif menant les différents États à légiférer et à agir en matière d'environnement. Bien sûr, pour Buzan *et al.*, ces deux subdivisions ne constitueraient qu'un même secteur, les deux agendas s'entrecroisant pour ne former qu'une seule problématique environnementale.

<sup>174</sup> Les auteurs considèrent bien sûr, la biosphère comme étant ce référent. Mais, davantage que la faune et la flore, ils conçoivent ce référent comme étant le tandem civilisation-environnement. Pour eux, le risque de perdre le niveau actuel atteint par l'évolution de l'humanité représente le principal danger.

maintenance of the local and the planetary biosphere as the essential support system on which all other human enterprises depend.<sup>175</sup> »

Dans ces circonstances, il est assez facile d'imaginer que les **menaces existentielles** prennent, encore ici, de nombreuses formes. Les auteurs identifient six types de menace: (1), les bouleversements environnementaux (changements climatiques, atteintes à la biodiversité, déforestation, désertification, rétrécissement de la couche d'ozone, etc.); (2), les problématiques énergétiques (diminution des ressources naturelles, pollution créée par l'exploitation des diverses formes d'énergie, pénuries et distribution inégale des ressources); (3), les questions reliées à la population (démographie galopante, surconsommation, épidémies, niveau d'éducation, immigration, etc.); (4), les problématiques reliées à la nourriture (pauvreté, famine, surconsommation, perte de terres fertiles, accès restreint à l'eau potable, etc.); (5), les problèmes économiques (développement durable, protection des cultures traditionnelles, instabilité créée par les impératifs de rentabilité, inégalités, etc.) et (6), les conflits (guerre et violence ayant pour cause la dégradation ou la déprédation de l'environnement). Comme ces champs ratissent très large et empiètent sur les problématiques de d'autres secteurs, Buzan *et al.*, ont réduit leur spectre de menaces à trois formes de relation : (1) les menaces à la civilisation provenant de l'environnement (et n'étant pas causées par l'humain), (2) les menaces provenant de l'activité humaine dirigées contre l'environnement et qui pourraient mettre en péril la civilisation, et (3) les menaces provenant de l'activité humaine dirigées contre l'environnement, mais qui ne posent pas une menace existentielle pour la civilisation.

On retrouve, bien évidemment, les **référents** du modèle de Buzan *et al.*, au Kazakhstan. La biosphère a été particulièrement maltraitée sous l'ère soviétique<sup>176</sup>, mettant

---

<sup>175</sup> Buzan *et al.*, *op. cit.*, p. 76.

en péril, encore aujourd'hui, et les écosystèmes, *per se*, et les acquis civilisationnels d'une partie du pays. Les autres référents sont, comme nous l'avons spécifié plus haut, déterminés par les causes qu'ils défendent. Si pour certains, les querelles avec la Chine, le Kirghizstan et le Tadjikistan concernant l'approvisionnement en eau, entraînent une sécurisation de certains cours d'eau<sup>177</sup>, pour d'autres, c'est la destruction de la steppe, de l'écosystème de la Caspienne ou l'extinction de certaines espèces de plantes et d'animaux qui se transforment en référents.

Comme les **menaces existentielles** sont plutôt nombreuses (surtout si l'on prend, individuellement, l'ensemble des référents potentiels), concentrons-nous, comme Buzan *et al.*, sur les menaces mettant en péril le tandem environnement-civilisation. Au premier chef se retrouvent, bien sûr, les menaces planétaires comme les changements climatiques<sup>178</sup>, les tremblements de terre<sup>179</sup>, la dégradation de la couche d'ozone ou les diverses formes de pollution. Ces menaces, par contre, ne sont pas spécifiques au Kazakhstan. Elles planent sur l'existence de l'ensemble de la planète, ce qui les rend moins pertinentes pour notre analyse<sup>180</sup>.

Ensuite, se trouvent les menaces provenant de l'exploitation intensive de l'environnement par l'homme. Ici, il faut mentionner, d'abord, la désertification causée par des pratiques d'irrigation déficientes, la destruction de la steppe par l'acharnement agricole

---

<sup>176</sup> L'état de l'environnement autour de la mer d'Aral, du polygone de Semipalatinsk et de la zone autrefois dévolue au programme des Terres Vierges, suffit à illustrer la justesse de considérer, au Kazakhstan, la biosphère comme un référent essentiel.

<sup>177</sup> Principalement, les bassins hydrographiques de l'Irtych et de l'Ili.

<sup>178</sup> Phénomène qui pourrait, à long terme, avoir de fâcheuses répercussions sur le sud du pays, déjà plus ou moins désertique, sur la steppe, un écosystème très fragile, et sur la mer d'Aral, présentement en voie de réhabilitation.

<sup>179</sup> Plutôt fréquents dans le sud, près de l'ancienne capitale, Almaty. Fait à noter, Nazarbaev a officiellement avancé cette raison pour justifier le déménagement de la capitale, il jugeait qu'Almaty était beaucoup trop près d'une zone sismique pour qu'elle soit la capitale du nouvel État.

<sup>180</sup> Sans compter que, dans la plus pure des traditions réalistes, ces menaces ne figurent jamais dans les ouvrages traitant de la sécurité kazakhe.

au-delà des capacités du sol, et l'exploitation sauvage des ressources naturelles, notamment en mer Caspienne, dans les centres miniers et autour des cours d'eau du pays. Puis, la pollution. L'énorme pollution du sol, de l'air et de l'eau, causée par des rejets chimiques, radioactifs et industriels dans l'environnement. Par la surutilisation de fertilisant, de pesticides et de produits chimiques. Par une science qui défiait toute forme de bon sens pour produire encore plus, pour expérimenter davantage, pour façonner la nature à son image<sup>181</sup>. Et enfin, un pouvoir actuel qui ne fait rien pour réparer les erreurs du passé. Même si le Kazakhstan a l'une des densités de population les plus basses du monde<sup>182</sup> et que le pays profite d'immenses richesses biologiques, d'une biodiversité unique, les citoyens sont toujours soumis à de forts taux de pollution atmosphérique, agricole et industrielle, à l'exploitation à outrance de ses écosystèmes, à des pénuries d'eau potable et à une explosion du nombre de déchets domestiques. Les grandes villes restent, notamment, extrêmement polluées.

Finalement, certaines disputes régionales pourraient avoir des conséquences sur l'environnement, notamment sur l'approvisionnement en eau du pays. À ce titre, la volonté de la Chine et de la Russie de détourner une partie des eaux de l'Irtych afin de permettre aux villes de l'occident chinois d'être alimentées, pourrait mettre en péril l'accès kazakh à sa source d'eau. De même, la dépendance de certaines villes, notamment Almaty, envers les voisins méridionaux du pays, le Tadjikistan et le Kirghizstan pourrait causer des frictions à long terme. Les deux pays se sont déjà servis de cet atout à des fins de négociations<sup>183</sup>.

---

<sup>181</sup> Voir, Murray Feshbach, *Ecological Disaster: Cleaning Up the Hidden Legacy of the Soviet Regime*, New York, The Twentieth Century Fund Press, 1995.

<sup>182</sup> Le pays figure au 181<sup>e</sup> rang mondial à 5,6 habitants au km<sup>2</sup>. CIA World Factbook.

<sup>183</sup> Voir, Zainiddin Karaev, « Water Diplomacy in Central Asia », *The Middle East Review of International Affairs*, Vol. 9, No. 1, 2005, pp. 63-69.

Ce secteur du modèle de Buzan *et al.* semble beaucoup plus précis, malgré son nombre impressionnant de problématiques. Les référents sont clairement déterminés tout comme les menaces<sup>184</sup>. Par contre, son utilité demeure très partielle. Premièrement, parce que le schéma des auteurs ne prend la menace en compte que lorsqu'elle est existentielle. Ainsi, la pollution peut bien détruire l'écosystème de la Caspienne, si cette pollution ne menace pas le niveau d'évolution de l'humanité, elle doit être ignorée. Ensuite, le secteur ne définit jamais les modalités de ses applications. Les enjeux y sont déclinés comme une liste de bonnes volontés adressée à l'humanité. Comme Buzan *et al.* éprouvent une grande difficulté à sortir de leur schéma théorique fondamental, de leur paradigme plaçant l'État au centre de la problématique sécuritaire, ce secteur semble ne servir qu'à remplir les lacunes des quatre autres secteurs. La prémisse existentialiste détourne, encore ici, les auteurs de l'essence d'une sécurité environnementale. Il n'est pas nécessaire que l'humanité soit en péril pour que l'environnement produise une certaine forme d'insécurité. Si l'on considère que le système westphalien serait la première victime d'une catastrophe naturelle planétaire, il est certain que ce secteur n'a que peu d'utilité. Par contre, en considérant que la pollution causée par des rejets nucléaires peut être la première source d'insécurité pour des citoyens vivant sur les pourtours d'un ancien site d'essais, ce secteur prend tout son sens.

#### 5.1.6. Synthèse

À la lecture du compendium sécuritaire préparé par les experts traditionnels, on en vient vite à une conclusion : la sécurité, telle que définie depuis une soixantaine d'années, ne s'adapte que très difficilement à la modification de ses paradigmes de base. Les prétentions et les préceptes de l'école de Copenhague semblent péniblement transposables à la réalité pratique. Plus confus qu'efficace, ce modèle apparaît justifier l'accusation

---

<sup>184</sup> Ce qui s'avère assez paradoxal compte tenu de la nature intersubjective de ces menaces, déterminées par le sentiment d'insécurité des acteurs.

d'incohérence invoquée par les réalistes purs et durs<sup>185</sup>. Dans notre cas, la recension du panorama sécuritaire traditionnel du Kazakhstan nous a permis d'illustrer les failles saillantes du modèle. Malgré le fait que nous ayons passé en revue un nombre assez important de problématiques, il reste que certains pans de la sécurité ont été escamotés. Si l'ensemble de la sécurité kazakhe s'illustre dans ces cinq secteurs, comme Buzan *et al.* l'avancent, comment expliquer le nombre de problématiques absentes de notre recension? Où peut-on placer la pauvreté, le chômage, la corruption et la censure? En se basant sur le modèle des trois auteurs, nous serions portés à affirmer que le pays n'a peu ou pas de problème de sécurité. Sa souveraineté semble garantie, sa stabilité assurée et sa puissance, tant militaire qu'économique et politique, en voie de consolidation. Alors, comment peut-on comprendre cette auteure avançant que le pays est en déliquescence, qu'il est passé d'un État du second tiers du monde à un État du Tiers-monde, qu'il est dirigé par un chef opérant un génocide contre son propre peuple<sup>186</sup>?

Il s'avère donc qu'il manque plusieurs variables au modèle des trois auteurs. La sécurité qu'ils théorisent n'est le reflet que d'une interprétation de la signification du concept. En ce sens, l'exercice que nous venons d'effectuer s'avère extrêmement intéressant. Rappelons que nous ne prétendons aucunement dresser un portrait exhaustif de la sécurité kazakhe. Nous voulions plutôt illustrer la conception théoriquement admise de ce qu'est ou devrait être les préoccupations sécuritaires au Kazakhstan. En appliquant le modèle de Buzan *et al.*, nous avons mis en lumière cette conception utilisée par la majorité des chercheurs pour expliquer ce pays. Nous n'affirmons pas, ici, que l'ensemble des spécialistes emploie formellement ce modèle pour détailler cet État. Nous entendons plutôt que la représentation traditionnelle de la sécurité kazakhe est guidée par les choix ontologique, épistémologique et praxéologique que nous avons identifiés via le modèle de

---

<sup>185</sup> Voir Walt, *loc. cit.*

<sup>186</sup> Voir George, *op. cit.*

l'école de Copenhague. En ce sens, nous croyons que le portrait décrit représente fidèlement l'état actuel de la question sécuritaire kazakhe, représente la conception théorique admise par les sujets/objets.

Cette conception est, par ailleurs, en corrélation parfaite avec celle du gouvernement kazakh lui-même. Dans un article cherchant à expliciter les fondements opérationnels et conceptuels de la politique de sécurité nationale du Kazakhstan, Nargis Kassenova constate «[...] that Kazakhstan's national security model is a hybrid of traditional and new thinking about security [...]»<sup>187</sup>, du moins sur papier. « National interests are defined as a complex of political, economic, social and other needs of the Republic of Kazakhstan, the realisation of which affects the ability of the state to provide protection of constitutional rights of an individual and a citizen, values of Kazakhstani society, basic state institutions.»<sup>188</sup> » En analysant les trois documents exposant cette vision<sup>189</sup>, Kassenova conclut d'abord que, malgré la définition plutôt élargie de la sécurité nationale contenue dans la loi, la représentation demeure assez classique. Les aspects traditionnels de la sécurité (militaire, politique et économique) priment toujours sur les aspects 'élargis' (sociétal et environnemental), ces derniers n'étant pris en considération que lorsqu'ils influent sur les premiers, lorsqu'ils menacent la stabilité politique de l'État.

Ensuite, l'interprétation de la sécurité nationale prend pour acquis que les intérêts de l'État coïncident invariablement avec les intérêts de la société. Les intérêts nationaux sont compris comme un tout que l'État et la population embrassent pareillement, sans contestation. La loi fixe d'ailleurs les détails de cet intérêt, en dix articles bien déterminés.

---

<sup>187</sup> Nargis Kassenova, « Kazakhstan's national security: conceptual and operational aspects » *Central Asian Survey*, Vol. 24, No. 2, 2005, p. 152.

<sup>188</sup> Il est d'ailleurs assez intéressant de noter que le gouvernement a littéralement employé la notion de secteur à l'intérieur de sa loi sur la sécurité nationale, preuve de l'influence du modèle précédemment employé. *Ibid.*, p. 153-154.

<sup>189</sup> La loi 'On National Security' de 1998, Strategy 'Kazakhstan 2030' de 1997 et 'Strategic Plan of Development of the Republic of Kazakhstan till Year 2010'. Voir le site officiel du président pour une copie des trois textes. [www.akorda.kz](http://www.akorda.kz).

« Thus, Kazakhstan's conception of national security does not see the need for mechanisms for elaboration of national interests or for checking against state monopoly on national security discourse.<sup>190</sup> » Puis, la vision de la sécurité nationale est façonnée pour favoriser le développement économique et l'intégration rapide au marché mondial. En clair, comme le mentionne Kassenova, la sécurité nationale semble comprendre un volet incitatif pour les compagnies étrangères. Ce qui laisse croire que la sécurité, comme plusieurs autres sphères de la vie politique kazakhe, amalgame plutôt intimement les élites politiques et financières. Enfin, la sécurité nationale est vue davantage comme une intégration aux réseaux et aux régimes politiques et économiques déjà existants, plutôt que comme une opportunité d'ériger une nouvelle voie.

Donc, le Kazakhstan « [...] takes the traditional realist assertion of objective national interests to new heights of firmness and inflexibility<sup>191</sup> » « National security is [only] considered in the traditional military – political – economic sense.<sup>192</sup> » Et Kassenova va encore plus loin, pour lui, « [...] preservation of the political status quo and present form of governance, social stability, partial control over the information, sound economic policies and economic development that takes into account environmental concerns, and building an army » sont les objectifs principaux de l'appareil étatique de sécurité. Ainsi, comme les spécialistes exposent plus haut les différents enjeux de sécurité, le gouvernement semble oublier une frange importante du Kazakhstan lorsqu'il détermine ses visées sécuritaires: les individus. Raison de plus pour tenter une approche alternative.

## 5.2. La sécurité kazakhe vue par le Kazakh

« People identified the Soviet era with security in two senses : economic security and social security in general. Economically, the collapse of the welfare state was

---

<sup>190</sup> Kassenova, *loc. cit.*, p. 159.

<sup>191</sup> *Ibid.*, p. 154.

<sup>192</sup> *Ibid.*, p. 157.

described as the main source of insecurity. People said the life was secure, because the state guaranteed the provision of jobs, health-care, higher education and other services for everybody.<sup>193</sup> » À la lecture de cette citation, il apparaît que la conception théorique de la sécurité kazakhe, aperçue ci-dessus, semble décalée des préoccupations des citoyens du Kazakhstan. Chacun des secteurs parcourus précédemment sera donc revisité en modifiant la proposition de base. Si ces secteurs englobaient un nombre fluctuant de référents potentiels (qui, comme nous l'avons vu, n'était que des déclinaisons étatiques), nous ne considérerons, ici, que l'individu<sup>194</sup>. À la question, qui devrait être sécurisé dans le contexte de ce secteur, nous répondrons invariablement, l'individu. Et c'est à partir du point de vue de cet individu que nous pourrions répondre aux deux autres questions sous-jacentes; qu'est-ce qui doit être considéré comme un enjeu de sécurité, et comment pouvons-nous transformer cette insécurité en sécurité<sup>195</sup>.

### 5.2.1. Le secteur militaire

Le secteur militaire, il est certain, représente la sphère d'activité la moins facilement adaptable à une position ontologique affirmant la primauté de l'individu comme référent. Centré avant tout sur la préservation de l'État, de son intégrité territoriale, de sa souveraineté, ce secteur est principalement l'extension des positions défensives et

---

<sup>193</sup> Joma Nazpary, *Post-Soviet chaos. Violence and Dispossession in Kazakhstan*, Londres, Pluto Press, 2002, p. 55.

<sup>194</sup> Nous justifions ce choix par nos positions ontologique et épistémologique, précédemment explicitées.

<sup>195</sup> Ce que nous entendons par point de vue de l'individu est bien sûr le point de vue du Kazakh. Nous n'entrerons pas ici, dans une longue définition de ce qu'est un 'Kazakh', sinon pour mentionner que nous considérons toute personne habitant le sol de cet État ou se qualifiant de kazakh, comme un Kazakh. Nous ne pouvons, bien sûr, pas aller interroger l'ensemble des individus résidant au Kazakhstan. Nous comprendrons donc comme une considération locale, les témoignages, les opinions et les récits provenant des différentes sources, autochtones et expatriées, relatant leur situation sécuritaire. Cette conception ne doit pas être considérée comme détachée ou indépendante, ou comme LA conception de la sécurité du peuple kazakh, mais comme une représentation subjective de l'auteur à comprendre cette sécurité. Ceci n'est pas une recension exhaustive et objective et peut, et doit, nécessairement être contesté par les différents référents potentiels.

offensives d'un gouvernement plus qu'un vecteur de sécurisation rapproché. Il ne saurait être question de parler de sécurité militaire visant l'individu dans un État où les tensions internes ne sont pas assez importantes pour voir l'armée intervenir. En ce sens, on pourrait aisément affirmer que la conception de la sécurité militaire des Kazakhs est essentiellement confinée à son sens traditionnel. C'est-à-dire que pour eux, le militaire sert de rempart face aux 'autres'. Ces autres sont souvent identifiés par les politiciens en place<sup>196</sup> ou proviennent d'une forme de peur traditionnelle<sup>197</sup>. Reste que l'identification à une force 'd'autodéfense' nationale demeure problématique dans un État où l'identité est justement très partiellement définie.

Et c'est dans ce contexte que l'exception apparaît. Si celle-ci est particulière à ce contexte politique, elle confirme tout de même que ce secteur est, lui aussi, peuplé d'ambiguïtés. En effet, comment considérer que le souci premier des citoyens du Kazakhstan est l'invasion militaire, alors que la plupart des voisins étaient considérés, il n'y a pas si longtemps, comme des membres de la grande famille soviétique? Comment considérer la Russie comme un potentiel agresseur lorsqu'elle a longtemps protégé ses frontières, que la plupart des officiers sont d'origine russe et que la Russie est le premier fournisseur d'armes du pays? Comment craindre un 'autre' qu'encore aujourd'hui, une bonne partie de la population voudrait rejoindre?

---

<sup>196</sup> Cette tâche est souvent dévolue au Comité de sécurité nationale (KNB), organe successeur du KGB. Ce comité est subordonné directement au président, tout comme le bureau du procureur général. En clair, Nazarbaev est celui qui désigne ces menaces. Les 'autres' les plus souvent cités sont les 'terroristes', les 'extrémistes' et les 'islamistes', mais également, les organisations qui tenteraient de s'immiscer dans le jeu politique kazakh. Voir Bruce Pannier, « Kazakhstan: Claims Of Terrorist Network Unsettle Some Political Activists », *eurasianet.org*, 20 avril 2006. Puis, le débat sur la nouvelle *Loi sur l'extrémisme*, passée en février 2005, et les amendements sur la *Loi sur le terrorisme et la religion*, de mai 2005 dans Antoine Blua, « Kazakhstan: Religious Faithful Face Greater Scrutiny in Name of Security Civil Society », *eurasianet.org*, 28 mai 2005.

<sup>197</sup> Les Kazakhs, historiquement, et comme beaucoup de leurs voisins, craignent les ambitions et visées chinoises en Asie centrale. Voir, Nivat, *op. cit.*

En fait, dans ce secteur, à la question qu'est-ce qu'un enjeu militaire, les gens vont spécifier des détails découlant de la scission de leur république avec l'ancienne URSS. Pour eux, la fermeture des frontières et la mise en place de postes gardés par des militaires, de part et d'autre, représente l'enjeu militaire affectant principalement leur mode de vie. Ces frontières, pour les citoyens, incarnent la fermeture du pays face aux voisins. La ligne de démarcation entre un nouvel 'autre' et eux. Non seulement les conséquences sont identitaires, mais elles sont également des plus pragmatiques. Comment aller commercer en Ouzbékistan, au Kirghizstan, en Russie, lorsqu'il faut passer au poste frontalier, graisser la patte du douanier, puis de celui qui approuve les marchandises autorisées, celui qui engage celui qui approuve et ainsi de suite? Cette corruption, née de la partition, engendrée par un potentiel d'enrichissement considérable pour les douaniers, coûte cher. En argent bien sûr, mais également en essence, en vivres, en produits manufacturés, et ce, à chaque passage. De plus, la nouvelle frontière signifie également une fermeture au système d'éducation russe (surtout pour les russophones), à la culture russe, aux médias russes. Dans un pays où les gens s'identifient encore grandement au 'grand frère', la mise en place de postes militaires est synonyme d'incertitudes, de privations, d'aléas.

Finalement, la délimitation territoriale a ses répercussions sur les échanges avec les autres républiques centrasiatiques. S'il est toujours possible de passer d'un pays à l'autre sans trop de problème (si l'on considère l'endémicité de la corruption comme un lieu commun), reste que les citoyens de Chymkent ne vont plus passer la fin de semaine à Tachkent, pas plus que les citoyens d'Almaty ne vont aussi aisément qu'avant à Bichkek ou sur les bords du lac Issyk-koul. Dans une région où les différentes communautés partageaient le territoire, sans égard aux frontières, pendant une longue partie de leur histoire, ces nouvelles divisions (hautement artificielles) amènent séparation, division et inimité.

Le secteur militaire, pour le citoyen, représente aussi une perte nette de ressources monétaires disponibles<sup>198</sup>. Même si une simple fraction des revenus du pays lui est consacrée, cette parcelle est tout de même soustraite d'une enveloppe qui pourrait être destinée à d'autres secteurs, comme la santé ou l'éducation. La simple omniprésence de la problématique militaire à l'agenda sécuritaire altère les forces disponibles pour contrer les enjeux plus pressants. Le secteur militaire est ainsi, en lui-même, une menace pour le citoyen. En ce sens, il est essentiel de mentionner que la perpétuation du modèle traditionnel des relations internationales, contribue à renforcer cette menace. En considérant qu'il est essentiel, sinon primordial que le Kazakhstan se dote d'une force militaire conséquente, (au grand plaisir des vendeurs d'armes de ce monde), que la norme impose à l'acteur étatique rationnel de disposer d'une puissance considérable afin de dominer ses voisins, la vision traditionaliste dérobe à l'État, sa liberté d'investir dans ses services destinés à la population<sup>199</sup>.

Il est certain que le secteur militaire, à première vue, n'apparaît peuplé que d'enjeux 'traditionnels'. L'individu ne semble souvent qu'un pion dans la détermination de l'agenda militaire. Mais, nous avons vu qu'il existe tout de même une perspective individuelle à cette forme de sécurité, ne pouvant être ignorée dans le panorama kazakh. En ce sens, on peut d'ors et déjà affirmer qu'il existe un décalage entre la conception théorique et la pratique au sein de ce secteur.

---

<sup>198</sup> Les dépenses militaires, il est certain, n'atteignent pas celles des Etats-Unis, mais représentent tout de même 221 millions de dollars pour l'année 2002, soit près de 1% du PIB du pays. Le Kazakhstan est l'État centrasiatique consacrant le plus de ressources au secteur militaire (Ouzbékistan, autour de 200 millions). Voir, CIA World Factbook.

<sup>199</sup> Voir Roger McDermott, « Kazakhstan's Military Reform Creeps Forward », *Eurasia Daily Monitor*, Vol. 1, No. 71, 2004. L'auteur implore, dans son article, le Kazakhstan d'augmenter ses dépenses militaires.

### 5.2.2. Le secteur politique

Le secteur politique est certainement le plus diamétralement transformé par un agenda alternatif de la sécurité. Trop souvent centré sur la préservation de l'État, sur la stabilité des structures en place, le secteur politique vu par le modèle traditionnel semble invariablement voué à légitimer les élites en place. En modifiant l'ontologie, en prenant l'individu comme référent, on s'aperçoit rapidement que ce dogme néglige le fait que ces élites représentent souvent la principale menace contre la liberté des individus à choisir leur destinée politique. Et sur ce point, le Kazakhstan représente un exemple probant. Il y est impossible d'amalgamer la sécurité politique des individus à celle des organes étatiques. Le pays est tout simplement divisé entre un clan au pouvoir, qui contrôle l'ensemble des sphères politique et économique, et une population complètement dépourvue de droit, d'équité et de justice. « The Constitution states : The Republic of Kazakhstan proclaims itself a democratic state, where the highest principles are the individual, his rights and freedom.' In fact one is constantly coming up against facts that show the opposite : that an absence of democracy, rights and freedom prevails.<sup>200</sup> »

Dans un rapport déposé en juin 2006, Freedom House (FH), une ONG américaine, annonçait que le « Kazakhstan is demonstrating an alarming decline in democracy and accountability[...]»<sup>201</sup> C'est à partir d'une enquête annuelle, basée sur l'étude de six critères: l'état de la gouvernance, des médias, de l'indépendance judiciaire, du processus électoral, de la société civile et de la corruption, déterminant un total nommé 'résultat démocratique'<sup>202</sup>, que l'organisation est arrivée à ce constat. Pour 2006, FH a donné une note de 6,36 sur 7 au Kazakhstan, (7 indiquant un effondrement total des infrastructures

<sup>200</sup> George, *op. cit.*, p. 9.

<sup>201</sup> Freedom House, « Nations in Transit 2006. Kazakhstan », 2006. Nous sommes conscients que cette ONG n'est pas objective, qu'elle est le reflet de ses propres conceptions théoriques. Nous l'utilisons parce qu'elle fédère, dans sa publication, nombre d'aspects rencontrés dans d'autres sources.

<sup>202</sup> 'Democracy Score'. *Ibid.*

démocratiques). « President Nursultan Nazarbayev's grip on power in the oil rich country is so tight that [...] his political position appears unassailable. Having secured an implausible majority of 91 percent in the December 2005 presidential election, Nazarbayev controls a political and economic system open to loyalists but closed to independent financial and political interests or social groups that propose alternative ideologies.<sup>203</sup> » Le rapport note que: « Powerful financial groups and members of the presidential family fully control the parliament and top political offices and continue to intimidate, buy off, co-opt, and even accuse as criminals their business and political opponents, critics, and independent media.<sup>204</sup> » Trois critères de l'étude ont connu des reculs marqués depuis la dernière analyse; la société civile, l'indépendance des médias et la gouvernance démocratique nationale. Ce dernier critère obtenant un 6,75 sur 7. Fait également à noter, le 'résultat démocratique' est en ascension constante depuis 1997, passant de 5,30 à 6,36<sup>205</sup>. Examinons donc les différents critères retenus par FH.

- La gouvernance

Human Rights Watch écrit dans son rapport de 2004 : « Kazakhstan's vast energy wealth has, in recent years, made it an important geostrategic partner for many countries. It has also raised the political stakes inside the country significantly. As a consequence, throughout the past two years the government has undermined freedoms to shield itself from public scrutiny and political rivals, and to protect its substantial control over the hydrocarbon sector.<sup>206</sup> » Le Kazakhstan est de fait, en train de devenir un exemple éloquent de ce que certains économistes ont appelé 'le syndrome hollandais'<sup>207</sup>. Dans certains pays,

---

<sup>203</sup> -----, « Kazakhstan: Democratization takes a back seat to energy profits », *eurasianet.org*, 14 juin 2006. Voir aussi, Daniel Kimmage, « Kazakhstan: Democracy, energy, and Ambiguity », *eurasianet.org*, 9 décembre 2006.

<sup>204</sup> Freedom House, *loc. cit.*

<sup>205</sup> Voir tableau en annexe B.

<sup>206</sup> Human Rights Watch, *Political Freedoms in Kazakhstan*, Vol. 16, No. 3, 2004, p. 2.

<sup>207</sup> 'Dutch disease'. Voir le secteur économique, plus bas.

comme la Norvège, la présence d'hydrocarbures s'est transformée en manne pour les citoyens, améliorant significativement leur niveau de vie. Dans d'autres, comme l'Angola ou le Nigeria, cette manne n'a fait qu'enrichir et renforcer le pouvoir de certaines élites en place. Au Kazakhstan, la présence de cette richesse sur les berges de la Caspienne n'a fait qu'affermir le contrôle de Nazarbaev et de son clan sur l'ensemble des leviers politiques du pays. Résultat : « The ordinary public has no institutional channels to influence the decisions of the political elite, which comprises an absolutely closed circle. No local self-government exists, no election of the organs of government; meetings are prohibited, as are protests. Any activity by the opposition can lead to persecution and the arrest of its leaders, which together with threat of censure, deprives people of any possibility of influencing government.<sup>208</sup> »

Cette réalité a des répercussions aux niveaux national et local. Sur la scène nationale, le gouvernement a mis l'accent sur la prospérité économique et la stabilité sociale en négligeant le développement d'un gouvernement transparent et imputable. Des groupes financiers et le clan autour de la famille présidentielle contrôlent l'intégralité du Parlement et des différents organes politiques importants. Ils continuent à intimider, à soudoyer et à coopter afin de mettre la main sur les charges décisionnelles centrales. Dans certains cas, ils utilisent le système judiciaire pour accuser leurs adversaires politiques, certains critiques provenant de la société civile ou des médias indépendants, de divers méfaits criminels, de corruption ou de collusion avec l'étranger<sup>209</sup>. De plus, près de quinze ans après l'indépendance et malgré le développement d'institutions politiques stables et efficaces, le régime de Nazarbaev continue de bloquer la participation politique des groupes préconisant des réformes. Il brandit inlassablement la menace d'instabilité

---

<sup>208</sup> George, *op. cit.*, p. 31.

<sup>209</sup> Voir, Joanna Lillis, « Kazakhstani Opposition Leader Goes on Trial for Fraud », *eurasianet.org*, 5 décembre 2006.

ethnique et exagère les périls extrémiste, terroriste, ou islamiste, pour justifier son autoritarisme et rallier la population derrière ses décisions. Le vote de 91% obtenu par Nazarbaev aux élections de décembre 2005 constitue, à lui seul, un puissant indicateur de la faiblesse de la démocratie et du renforcement d'un pouvoir personnalisé.

Sur la scène locale, les différents paliers administratifs kazakhs demeurent encore extrêmement dépendants du pouvoir central. Le président contrôle l'ensemble du processus de nomination des *akims* (gouverneurs) des *oblasts* (régions) et des *raions* (zones), ainsi que la désignation des membres des *maslikhats* (conseils élus des *oblasts* et *raions*). Afin de se garantir l'allégeance totale et complète de ces *akims*, le président renouvelle cycliquement ces castes locales, empêchant tout autre personne de se construire un réseau ou une base indépendante de soutien. L'introduction, en août 2005, de l'élection de certains *akims* dans des régions très ciblées (les plus favorables au président), n'a aucunement altéré le système bien huilé du président. Comme l'autorité régissant l'ensemble du processus électoral (la Commission d'élection centrale) est complètement inféodée au clan présidentiel, toute modification technique demeure cosmétique et n'empêche jamais l'élection des marionnettes du président. Et même dans le cas hypothétique où un opposant réussirait à enlever une charge régionale importante, il demeure que l'autorité dévolue à ces instances sub-étatiques est plus que parcellaire. Aucune législation efficace ne définit la participation civique locale ou même les pouvoirs de ces autorités locales.

- Les médias

Le paysage médiatique est, sans aucun doute, un des éléments les plus représentatifs de l'insécurité politique kazakhe. Il est aisé de résumer la situation en affirmant que l'entièreté du spectre médiatique, public comme privé<sup>210</sup>, est sous la coupe du clan présidentiel. Pour preuve, lors de la campagne présidentielle de 2005, les médias

---

<sup>210</sup> Les médias privés ne sont qu'une extension de l'immense empire des Nazarbaev. La plupart étant la propriété de la fille du président. Voir Olcott, *op. cit.*, p. 264-266.

ont promu activement et surtout ouvertement la candidature du président sortant, en chantant ses louanges et en encensant ses accomplissements. La désinformation demeure généralisée. La calomnie et le salissage contre l'opposition sont réguliers, de même que le harcèlement financier, la confiscation des moyens d'impression, les assauts physiques, l'intimidation et la persécution des journalistes indépendants ou pro-opposition<sup>211</sup>. Les médias d'opposition sont périodiquement poursuivis en justice, étant, la plupart du temps, accusés d'avoir atteint à 'l'honneur et à la dignité du président'.<sup>212</sup> Le régime utilise non seulement l'ensemble des outils administratifs et législatifs à sa disposition pour empêcher la diffusion des idées de l'opposition, mais il parvient même à fermer ou à empêcher l'accès aux sites Web subversifs. De plus, l'amendement à la loi sur les médias a consenti une plus grande latitude à la Cour, lui permettant d'interdire plus facilement certains médias. En enchâssant, dans cette loi, une clause punissant tout commentaire portant atteinte à 'l'intégrité du Kazakhstan' ou faisant la promotion de 'l'extrémisme' ou encore, mettant en péril la sécurité d'État, le pouvoir s'est donné les coudés franches pour réprimer toute forme de dissension. Comme presque tous les journaux d'opposition ont été fermés, que ceux qui perdurent se soumettent à une censure rigoureuse, que l'accès aux sites Internet est sévèrement contrôlé, que la désinformation est endémique et que l'information est sous l'emprise directe du clan au pouvoir, on peut se demander par quel moyen les gens se renseignent sur ce qui se passe dans leur pays. En maintenant les citoyens dans une sorte de surréalité contrôlée, le pouvoir évite que ne se fomentent une 'révolution' comme celle vécue par les autres ex-RSS<sup>213</sup>.

---

<sup>211</sup> Voir, Timothy J. Kenny, « Journalism Standards Lag in Kazakhstan », *eurasianet.org*, 30 novembre 2005 et Joanna Lillis, « French Researcher's Murder Focuses Attention on Crime Conditions in Kazakhstan », *eurasianet.org*, 15 août 2005.

<sup>212</sup> Article 318 du code criminel de la République du Kazakhstan.

<sup>213</sup> Nous faisons, bien sûr, référence aux Révolutions Orange, des Roses et des Tulipes, en Ukraine, en Géorgie et au Kirghizstan.

- Le système judiciaire

Le Kazakhstan est caractérisé par une branche exécutive toute-puissante. En fait, le pays est sous la direction d'un seul homme, le président, qui décide de l'ensemble du devenir de son État. Dans ces circonstances, il n'est pas surprenant que la branche judiciaire, tout comme la législative d'ailleurs, soit complètement alignée sur les volontés du président. En fait, le système judiciaire kazakh a servi, au fil des années, de rempart protégeant les intérêts de l'État et de ses fonctionnaires contre les attaques des individus, minorités et autres strates défavorisées de la société. Malgré cette profonde collusion avec les autorités et un taux de corruption endémique chez les juges et avocats, le niveau de confiance du grand public envers le système judiciaire s'était accru légèrement, surtout grâce à certaines causes civiles et criminelles très médiatisées. Mais, le bilan plutôt mitigé en matière de libertés civiles, de liberté d'expression, et de droits humains, a tâté fait d'éroder cette confiance. Le Parlement a passé une loi pour permettre les procès devant jury, mais l'ingérence gouvernementale semble omniprésente; sur la sélection des jurés, sur l'influence de ceux-ci, ou sur le choix des juges dans certaines affaires sensibles. En fait, l'échec total du système judiciaire à émettre un seul verdict favorisant l'individu aux dépens de l'État ou d'un de ses subsidiaires, nous permet de conclure qu'il n'existe tout simplement pas de justice équitable au Kazakhstan.

- Le processus électoral

Il est assez aisé de synthétiser la situation électorale prévalant au Kazakhstan : le Parlement est complètement contrôlé par les groupements financiers entourant le clan présidentiel, la presque totalité des acteurs et partis politiques (*Otan*, le *Parti civil*, et *Asar*) étant entièrement inféodés au régime. Il existe bien quelques députés indépendants, mais ils ont tous été, d'une manière ou d'une autre, vassalisés par le gouvernement. Il n'y a donc aucune opposition élue. Des deux principaux partis d'opposition, le *Choix démocratique du*

*Kazakhstan* a été interdit en janvier 2005 et *Ak Zhol* a décidé de se scinder en deux factions, la faction prédominante adoptant une ligne politique similaire aux positions gouvernementales. Bien que deux candidats d'opposition aient eu la possibilité de se présenter aux élections, leurs chances de victoire étaient quasi-nulles face à la machine gouvernementale du président, forte de l'ensemble des ressources administratives et d'un quasi-monopole des médias. De plus, les nombreux amendements aux lois régissant le processus électoral, les interdictions d'organiser des rencontres publiques, et les nouveaux instruments polissant 'l'extrémisme', ont réduit considérablement la capacité des candidats et des partis non-gouvernementaux à simplement faire campagne. En ce sens, et pour attester de cet état de fait, l'élection présidentielle de décembre 2005 n'a pas rencontré les standards de l'OSCE<sup>214</sup>, pas plus que ceux d'autres organisations internationales<sup>215</sup>, et ce malgré une certaine amélioration dans l'administration du processus électoral. La technique et les procédures ont bel et bien été corrigées, mais la culture d'impunité, de fraude, de censure, de harcèlement et d'intimidation est restée la même<sup>216</sup>.

- La société civile

La situation de la société civile kazakhe est plus complexe. D'un côté, le régime a augmenté ses efforts pour renforcer cette société civile, en accordant notamment de l'aide financière à des organisations non gouvernementales engagées dans le développement social et l'amélioration des infrastructures, et ce, aussi bien dans le cas d'organismes

<sup>214</sup> Pas plus d'ailleurs que les précédentes. Voir OSCE/ODIHR Election Observation Mission, *Republic of Kazakhstan. Presidential Election, 4 December 2005. Final Report*, Varsovie, 2006.

<sup>215</sup> Voir, Gulnoza Saidazimova, « Kazakhstan: Election Campaign Heats Up With Foreigners' Expulsion, Electoral Official's Killing », *RFE/RL*, 1 décembre 2005 et Union européenne, *Déclaration de l'UE sur les élections présidentielles au Kazakhstan*, 15 Décembre 2005.

<sup>216</sup> Certains qualifient le régime kazakh (comme le kirghiz et le tadjik d'ailleurs) de 'Managed Democracy' ou de 'Competitive Authoritarianism'. Voir, -----, « 'Managed Democracy' Hits a Snag in Kyrgyzstan », *eurasianet.org*, 1 mars 2005 et Steven Levitsky et Lucan A. Way, « Elections Without Democracy. The Rise of Competitive Authoritarianism », *Journal of Democracy*, Vol. 13, No. 2, 2002, pp. 51-65.

opposés au gouvernement que dans celui d'ONG fidèles au président. Mais, de l'autre côté, cette augmentation des subsides a engendré une forme d'assujettissement politique. Car en bonifiant les montants, Nazarbaev s'est accordé un droit de regard implicite sur les activités des ONG, particulièrement celles recevant de l'aide de l'étranger<sup>217</sup>. Au Kazakhstan, les organismes engagés dans la promotion des libertés civiles, des réformes politiques, et d'une plus grande démocratisation, doivent généralement s'en remettre à l'aide internationale pour financer leurs activités, le gouvernement offrant une farouche résistance à leur simple existence. Nazarbaev a donc utilisé, du même souffle, une politique de la carotte et du bâton. Il finance pour mieux contrôler, tout en prévenant qu'il ne tolérera pas la dissidence. Il veut ainsi, éviter une répétition du scénario 'révolutionnaire coloré', limiter les subventions provenant de l'étranger, tout en démontrant qu'il se soucie du bien-être de son peuple.

Cette récupération, par le clan au pouvoir des organismes civils, est rendue possible par l'absence de cadre législatif précis et par les revenus grandissant de l'État. Comme les ONG n'ont pas le droit de participer à des activités politiques, que la définition de ce qu'est une activité politique revient à des notables inféodés au président, la société civile en est restreinte à concentrer ses énergies sur des enjeux sociaux, comme la santé et la protection des enfants. «Less than 10 percent of NGOs are engaged in civil liberties, human rights, and minority protection issues; these organizations are subject to the most stringent government control and are targets of considerable popular and official prejudice.<sup>218</sup> » Bien que la Cour constitutionnelle ait critiqué vertement les amendements passés par le Parlement imposant de nombreuses restrictions financières et organisationnelles aux ONG, ces critiques n'étaient que techniques. Elle n'ont jamais

---

<sup>217</sup> Voir, Bruce Pannier, « Kazakhstan: Nazarbaev Warns Foreign NGOs Ahead Of Presidential Election », *eurasianet.org*, 13 septembre 2005.

<sup>218</sup> Freedom House, *loc. cit.*, p. 11.

questionné l'essence de ces amendements, i.e., la régulation de la société civile par le gouvernement. En ce sens, le pouvoir dispose d'un arsenal bien garni pour endiguer toute personne ou groupe qui voudrait s'opposer aux instances en place. La loi sur 'l'extrémisme', la loi sur la sécurité nationale, et les nouvelles restrictions sur le droit d'organiser des assemblées publiques, emprisonnent les activités des organismes, les soumettent à l'arbitraire des interprétations légales, minant du même coup leur liberté d'action. Les acteurs sociaux, s'ils veulent participer aux dynamiques civiles, doivent donc faire le choix entre un discours orthodoxe ou une clandestinité qui peut s'avérer très précaire, sinon dangereuse. Finalement, on peut conclure que l'emprise grandissante du gouvernement sur l'ensemble des sphères naturelles de la société civile, par des lois, formelles et informelles, par la pression et la coercition politique et par le financement accru d'agences et d'organismes contrôlés par l'État, affaiblit de jour en jour, la possibilité de voir naître une société civile forte. Si l'on postule qu'une société civile forte constitue la base d'une démocratie solide, on est en droit de se demander si le Kazakhstan est en voie de devenir une réelle démocratie.

- La corruption

Puisque l'utilisation des charges publiques pour s'enrichir est particulièrement endémique dans un régime comme le Kazakhstan, il est difficile de chiffrer ou même d'illustrer l'ampleur de la corruption, surtout en l'absence de médias indépendants et d'accès à une information crédible. D'ailleurs, aucun organisme indépendant ou gouvernemental n'enquête sur la corruption, laissant le champ libre aux élites nomenklaturistes, principales bénéficiaires de la corruption, pour profiter du système datant de l'époque soviétique en toute impunité. En fait, la corruption est si généralisée, si viscéralement implantée que peu de gens s'en formalisent encore. Malgré les campagnes médiatiques lancées par le président pour endiguer le fléau (surtout destinées à rassurer les

investisseurs étrangers), les seuls moments où l'État semble vouloir réagir est lorsqu'un opposant s'engage dans des activités politiques ou économiques menaçant l'omnipotence du président. Comme une affaire aussi importante que le 'Kazakhgate'<sup>219</sup> n'a même pas débouché sur une véritable mise en cause du président, que le procès ne cesse d'être ajourné, on se demande comment la corruption ne portant que sur des problématiques internes au Kazakhstan pourrait aboutir à l'abolition du système profitant au clan au pouvoir. Pourtant le gouvernement a fait campagne pour changer les mentalités profondément ancrées, pour développer la conscience civique envers la corruption. Mais la population n'a ou bien pas le choix ou bien pas la capacité d'outrepasser cette pratique. D'ailleurs, comment croire des élites qui s'en mettent plein les poches en volant les simples citoyens. « In the past they stole but there was enough for us. Now they are still stealing but there is not enough for us.<sup>220</sup> » L'amélioration de la gouvernance et des conditions économiques a peut-être permis de contrôler la corruption au niveau inférieur et médian de l'échelle bureaucratique, mais l'absence virtuelle de tout système judiciaire crédible et de médias indépendants a empêché l'endiguement de la corruption la plus dommageable pour le pays et ses citoyens, celle opérée par les échelons supérieurs de l'élite.

Qu'est-ce donc qu'un enjeu de sécurité politique pour le citoyen kazakh? La démocratie de façade, pour commencer. Le fait que les pouvoirs exécutifs, législatifs et judiciaires soient contrôlés par un seul homme, tandis que le quatrième (les médias), généralement un recours des citoyens, est soit inefficace, soit simplement silencieux. Que

---

<sup>219</sup> Le 'Kazakhgate', est le nom donné au scandale politique révélé par des figures de l'opposition mettant en cause les pratiques présidentielles dans l'octroi des contrats pétroliers. Selon ces allégations, James Giffen, un Américain, ancien conseiller de Nazarbaev, aurait fait cadeau de près de 84 millions de dollars à celui-ci et à son ancien premier ministre, Nurlan Balgimbaev, en échange de droits de forage. À la suite de ces accusations, on a découvert que le président détenait également un compte suisse au solde de près de 1,4 milliard. Voir Human Rights Watch, *loc. cit.*, p. 10.

<sup>220</sup> Nazpary, *op. cit.*, p. 60.

les élections n'aient rien de légitime, que l'opposition soit muselée, que la possibilité de critiquer le président soit criminelle et que les quelques personnes qui prennent la chance de s'y aventurer soient menacés physiquement<sup>221</sup>. Finalement, que la population en soit réduite au rôle de légitimateur des politiques de son dirigeant. Comment alors peut-on parler de sécurité politique, alors que cette sécurité déclinée sous la forme de la stabilité ne profite qu'à l'élite?

### 5.2.3. Le secteur économique

La sécurité économique est souvent considérée par les experts comme ne relevant que des politiques internes d'un État. Les dogmes capitalistes prônant une liberté absolue en matière de concurrence, soutenant que l'État doit se faire le plus discret possible face aux forces du marché et que, comme nous l'avons mentionné plus haut, l'insécurité est une condition primordiale de l'épanouissement d'une économie, il ne devrait exister de 'sécurité économique' à proprement parler. La seule forme de sécurité que l'on devrait considérer est la certitude que le marché réussit toujours à contrebalancer ses ravages par une mutation bénéfique. Maintenant, il est connu, depuis la fin des années 20, que ce système, supposément 'naturel', ne fonctionne pas toujours, du moins pas toujours pour le bénéfice des citoyens. C'est pourquoi la plupart des sociétés occidentales ont adopté une forme de compromis entre un capitalisme sauvage et un étatisme mur-à-mur. C'est ce que l'on nomme sociale-démocratie ou État providence. C'est-à-dire que l'État entre en scène lorsque les manquements du marché finissent par outrepasser ses bénéfices. Mais, encore

---

<sup>221</sup> La liste des opposants politiques ayant été, soit faussement accusés ou simplement éliminés, est assez longue. Deux exemples, Zamanbek Nurkadilov, un des candidats aux élections de décembre, retrouvé mort chez lui et le dernier en liste Altynbek Sarsenbayev, assassiné avec son garde du corps et son chauffeur le 13 février 2006. Voir, Aldar Kusainov, « Kazakhstan : Mysterious murder mars presidential », *eurasianet.org*, 14 novembre 2005 et Joanna Lillis, « Sarsenbayev Murder Trial Opens in Kazakhstan », *eurasianet.org*, 16 juin 2006.

une fois, ce système est voué à jouer les gardes-malade, sans jamais atteindre à l'essence de l'insécurité.

Que ce passe-t-il donc lorsque l'on considère l'éventualité d'une sécurité économique ayant l'individu comme référent? Lorsque l'on ne considère pas l'économie d'un point de vue global, mais bien d'une perspective individuelle? Lorsque l'on pose la question : le système économique actuel permet-il à l'individu de choisir sa destinée, sans contrainte structurelle ou contingente? Peut-on poser cette question? Peut-on se demander si un système économique peut garantir la sécurité des individus? L'exemple d'un pays comme le Kazakhstan, pour répondre à ces questionnements, est particulièrement intéressant. Le pays est passé d'une économie où l'ensemble des échanges étaient gérées par un État omnipotent, à un système complètement sauvage où le plus fort (ou le mieux situé dans l'appareil étatique) emporte systématiquement la cagnotte. Alors, qu'est-ce que l'individu considère comme un enjeu de sécurité économique au Kazakhstan?

Martha Brill Olcott écrit : « Kazakhstan today is an economic paradox, a place of great potential wealth, that still has trouble meeting many of its immediate obligations, in part because of the scale of corruption of those in and near power.<sup>222</sup> » Comme l'indique le titre de son chapitre, « Economic development or Stealing the State? », l'économie kazakhe, si elle paraît au premier abord être en parfaite santé<sup>223</sup>, ne profite qu'à l'élite en place, ce qui amène les citoyens à se sentir en situation d'insécurité chronique. Parce qu'ils n'ont pas accès à la richesse du pays, parce que le chômage est endémique, parce que les conditions de vie ne cessent de se dégrader, la situation économique est une problématique de premier ordre.

<sup>222</sup> Olcott, *op. cit.*, p. 171.

<sup>223</sup> Le PIB per capita est passé de 6283\$ en 1990 pour descendre à 4293\$ en 1999 avant de remonter à 7260\$ en 2004 (avec une prédiction de 8200\$, et un taux de croissance de 9,2% pour 2005). Voir, PNUD, *National Human Development Report for Kazakhstan 2005. The Great Generation of Kazakhstan: Insights into the Future*, Almaty, Programme des Nations Unies pour le développement Kazakhstan, 2005, p. 98.

- Au niveau national

Lors de la chute de l'URSS, les Kazakhs possédaient une des républiques les plus riches de l'empire. Non seulement détenaient-ils de nombreuses ressources naturelles, mais également les infrastructures et le potentiel humain pour produire, transformer et distribuer ces richesses. Vinrent donc les réformes économiques, la privatisation des entreprises et des différentes possessions étatiques. Pour la grande majorité des citoyens kazakhs, cette privatisation fut le symbole de la fin d'une époque. « The core element of such policies was the expropriation of wealth from the majority of the people by the elite and their Western allies. The main mechanisms of such expropriation which were mentioned by the dispossessed were: the transfer of the state property into private ownership through illegal and legal ways; the dissolution of the welfare state; the liberalization of prices; eating up people's savings through the dramatic depreciation of their values; cutting wages and pensions and postponing payments.<sup>224</sup> » Pour les gens, la privatisation fut synonyme de vol des propriétés publiques<sup>225</sup>. Depuis, ils ont le sentiment qu'un groupe au pouvoir a utilisé le chaos régnant à cette époque pour non seulement s'enrichir mais surtout, déposséder le peuple de ses ressources.

Ce vol économique est vu comme le symbole d'une dépravation morale importée par le capitalisme occidental, ayant engendré insécurités et peurs<sup>226</sup>. De fait, depuis ses premiers balbutiements, l'économie kazakhe est synonyme d'enrichissement pour ce clan ayant initié ces réformes, pour les propagateurs de ces réformes, mais d'appauvrissement pour le reste de la population.

« On the abstract level the new capitalist ideology of the elite puts self-interest at the heart of economic activity but the elite demand that ordinary people sacrifice their own present interests for the future of an imagined moral community. On a practical level, while the members of the elite use all

---

<sup>224</sup> Nazpar, *op. cit.*, p. 12.

<sup>225</sup> *Ibid.*, p. 34.

<sup>226</sup> *Ibid.*, p. 4.

available means to get rich and spend enormous amounts of money on conspicuous and lavish consumption, they demand that ordinary people endure the present hell of hunger, and poverty for the sake of the future of such a community.<sup>227</sup> »

Ainsi, selon une étude menée en 2003, la portion du revenu national détenue par les 10% les plus pauvres s'élevait à 3,2% alors que les 10% les plus riches détenaient 24,4% (ration de 7,5). De même, les 20% les plus pauvres ne possédaient que 7,8% du revenu contre 40% pour les 20% les plus riches (5,1)<sup>228</sup>. Non seulement une infime élite est devenue extrêmement riche, mais cette élite a utilisé cet argent pour investir à l'étranger, générant une immense fuite des capitaux qui auraient dû assurer l'avenir du pays<sup>229</sup>.

Les élites ont donc emporté la cagnotte en privatisant et en bradant l'ensemble des atouts les plus prestigieux de l'économie kazakhe. Ce vol a eu des conséquences directes (un énorme fossé entre une masse de pauvres et une minorité de riches) mais également indirectes, en causant une restructuration unidirectionnelle de cette nouvelle économie. Non seulement les gens ne voient pas l'ombre d'un *tenge* (monnaie locale) leur revenir, mais le futur risque d'être encore plus précaire. Le pouvoir a concentré la presque totalité de son attention sur la sphère pétrolière et les ressources naturelles, délaissant l'agriculture et le secteur industriel. Lorsqu'un pays devient principalement un fournisseur de matières premières, quelques secteurs clés sont extrêmement fleurissants alors que la balance est moribonde et peine à se développer. C'est dans ces circonstances que l'on voit apparaître le fameux 'syndrome hollandais'. Une chose est certaine, l'effondrement de secteurs

---

<sup>227</sup> *Ibid.*, p. 59.

<sup>228</sup> PNUD, *loc. cit.*

<sup>229</sup> « Since independence, up to one-fifth of the country's wealth is believed to have ended up in Swiss bank accounts, so for good measure, Kazakh parliamentarians also voted for an official legalization of money laundering. » Kleveman, *op. cit.*, p. 82. Le président a également fait passer une loi en 2002 lui garantissant une immunité à vie face à d'éventuelles poursuites pour méfaits causés pendant ses mandats. Voir Global Programme Against Money Laundering, « Money Laundering and Related Issues in Kazakhstan », *GPML Central Asia Briefing*, No.1, 2002.

économiques vitaux comme l'agriculture et l'industrie<sup>230</sup>, cause chômage, pauvreté, émigration, et finalement insécurité face à l'avenir. Cette réalité finit par nourrir le mécontentement. Au Kazakhstan, comme dans bien des États, ce mécontentement est souvent cristallisé par des théories conspiratrices condamnant les élites et les financiers occidentaux<sup>231</sup>.

Une première cause de l'insécurité est donc, selon les citoyens, la privatisation et la braderie de l'État. Pour eux, la transition a été formulée par l'Ouest, transférée aux autorités en place, puis abandonnée au gré de leur volonté. Il est certain qu'en constatant non seulement les bénéficiaires des privatisations mais également les effets des politiques venues des institutions internationales contrôlées par les puissances occidentales, on ne peut qu'accorder une certaine légitimité aux récriminations des citoyens. Les compagnies occidentales ont, dès l'indépendance, accouru aux portes du clan au pouvoir pour obtenir, par tous les moyens, un accès à la manne économique (surtout pétrolière), sans prendre en compte les besoins de la population ou les répercussions de leur arrivée sur l'économie<sup>232</sup>. Puis, les institutions internationales ont imposé, comme dans tous les pays faisant appel à leurs services, des programmes d'ajustement structurel<sup>233</sup>. L'ajustement structurel achevant

<sup>230</sup> La part de l'agriculture dans le PIB du Kazakhstan est passée de 27% en 1992 à 6,7% (est.) en 2005. De son côté, le secteur industriel, qui contribuait à 45% du PIB en 92, ne fournit plus que 38,6%. Ce pourcentage, en outre, inclut le sous-secteur des hydrocarbures, qui contribuerait, à lui seul, à 16% du PIB en 2004 (0,5% en 1990). Voir, CIA World Factbook; Fonds monétaire international, « Republic of Kazakhstan: Selected Issues », *IMF Country Report*, No. 05/240, Juillet 2005 et Nina Torm, *The Nexus of Economic Growth, Employment and Poverty during Economic Transition: An Analysis of Armenia, Kazakhstan, Kyrgyzstan, Moldova, Tajikistan and Uzbekistan*, Genève, Recovery and Reconstruction Department International Labour Office, 2003.

<sup>231</sup> Voir, Nazpary, *op. cit.*, p. 58.

<sup>232</sup> Il est assez facile, ici, de citer des exemples négatifs de l'arrivée des compagnies dans plusieurs villes du Kazakhstan. Notons seulement l'impact sur le coût de la vie, à Atyrau, de l'arrivée des multinationales pétrolières occidentales et l'épisode de la vente, à la compagnie belge Tractebel, de Almatyenergo en 1996. Voir Kleveman, *op. cit.* et Brill Olcott, *op. cit.*

<sup>233</sup> L'ajustement structurel représente ce passage obligé vers l'assainissement de l'économie pour les pays en voie de développement. Cet assainissement correspondant trop souvent à

le travail de prédation, de déstructuration et de dépossession économique entamé par la privatisation.

En attaquant la structure industrielle du Kazakhstan et en mettant en faillite la plupart des entreprises nationales, le FMI a affaibli les acteurs traditionnels et a abandonné la gestion interne de l'économie à un seul clan, utilisant le népotisme et le clientélisme comme modèle de développement. Les conséquences sociales de ces décisions, dites stratégiques, sont souvent imputées à l'incapacité des populations à assumer leur virage capitaliste. Bizarrement, le rôle joué par le FMI et la BM dans l'éclosion de l'insécurité économique, est la plupart du temps oublié. Comme l'ont écrit plusieurs spécialistes, ces programmes frappent principalement les plus pauvres de la société. Au Kazakhstan, la situation ne fut pas différente. Comme ailleurs, ces programmes ont entraîné pauvreté et tiers-mondisation de l'économie kazakhe<sup>234</sup>.

Maintenant, certains argueront que la situation économique actuelle est davantage la conséquence du passé soviétique du Kazakhstan qu'un contrecoup de son passage vers le capitalisme néolibéral. À première vue, comme l'élite communiste est toujours en place, que les pratiques corrompues, clientélistes et népotistes actuelles sont très semblables à

---

l'adoption de politiques économiques et sociales satisfaisant les intérêts des financiers internationaux. Deux phases marquent le processus: la stabilisation à court terme puis la réforme structurelle. Cette réforme confirme l'abandon de toute souveraineté nationale sur les politiques économiques et sociales de même que sur la mise en valeur des ressources du pays. Cela se traduit par une déstructuration des entreprises nationales entraînant des conséquences sur l'emploi et sur les conditions de travail, puis, sur le domaine de la santé et les services offerts à la population. Une fois le processus bien enclenché, la mainmise du FMI et de la BM sur l'ensemble des politiques de l'État semble inéluctable. Voir note suivante pour référence.

<sup>234</sup> Voir, sur les PAS et l'ex-espace soviétique, Michel Chossudovsky, *La mondialisation de la pauvreté*, Montréal, Éditions Ecosociété, 1998; Joseph Stiglitz, *La Grande Désillusion*, Paris, Fayard, 2002 et Janine R. Webel, « The Harvard Boys Do Russia », *The Nation*, 1 juin, 1998. Puis sur le Kazakhstan; Richard M. Auty, *The IMF Model and Resource-Abundant Transition Economies: Kazakhstan and Uzbekistan*, Helsinki, United Nations University World Institute for Development Economics Research, Working Papers No. 169, 1999 et Asad Alam et Arup Banerji, *Uzbekistan and Kazakhstan: A Tale of Two Transition Paths*, Washington, World Bank Policy Research, Working Paper No. 2472, 2000.

celles de l'ère soviétique, nous pourrions effectivement conclure que les maux du présent trouvent leur origine dans le passé. Mais lorsque l'on compare le cas du Kazakhstan avec celui d'autres pays du Tiers-monde qui n'ont jamais tenté l'expérience communiste, mais qui ont dû subir les mêmes programmes du FMI et de la BM, certaines caractéristiques similaires ressortent. Premièrement, (1) une économie, et, dans la plupart des cas, des politiques, assujetties à l'Occident, en particulier aux États-Unis, par des réformes macro-économiques et des mécanismes de régulation de la dette. Ensuite, (2) une grande polarisation sociale caractérisée par un important fossé entre une minorité très riche et une majorité très pauvre. (3) L'effritement du tissu social alors que la violence, les tensions ethniques et l'émigration de masse sont devenus la norme. (4) La privatisation des propriétés d'État, une désindustrialisation, les salaires impayés, une dévastation de l'agriculture, une détérioration du système d'éducation et de la santé. (5) Une dollarisation des prix. (6) La formation d'une économie criminelle, d'un État dans l'État et la fuite de capitaux, principalement par le blanchiment d'argent. Et finalement, (7) une économie à deux vitesses, avec d'un côté, un secteur des exportations de matières premières prospère, et de l'autre, des secteurs agricole et industriel des plus stagnants et moribonds. Dans ces conditions, si le citoyen kazakh se questionne sur l'origine du chaos économique régnant dans son pays, il ne peut se satisfaire des explications toutes faites des économistes occidentaux. Il peut admettre que son élite soit le moteur d'une bonne part de son insécurité économique, mais il doit rétorquer que les mantras théoriques professés par les tenants du système économique international ont également leur part de responsabilité.

« Chaos is depicted by the dispossessed as the intrusion of global, wild capitalism into the territory of Kazakhstan and the effects of such an intrusion. In other words chaos is a particular form of globalisation in Kazakhstan.[...] Such globalisation is not only marked by the presence of multinationals, Americanism and the transnational connections of the elite, but the fact that IMF, the World Bank, the US and the EU are systematically cultivating capitalist values and supervising the transformation to capitalism. The dispossession of millions of people from their basic economic and cultural

rights, the emergence of the chaotic mode of domination, the growth of violence and poverty, the monetisation of important aspects of social relations [...] are the most important aspects of this process. In contrast to the celebratory and glorious images of globalisation produced by some scholars, for the dispossessed [...] globalisation is a story of wild capitalism, chaos, dispossession, loss, tears, horror, violence and fear.<sup>235</sup> »

- La quotidienneté de l'insécurité économique

Pour l'individu, le bouleversement économique engendré par la privatisation, par l'effondrement de l'État providence, que l'on chiffre avec des indicateurs économiques standardisés en Occident, a été plutôt synonyme de chômage, d'inflation, de fuite des cerveaux, de retard dans le paiement des salaires et des pensions, et finalement d'une chute substantielle du niveau de vie. Aujourd'hui, la plupart des gens se sentent désavantagés économiquement et surtout impuissants face à leur avenir. Ils blâment le gouvernement, qui n'en fait pas assez pour lutter contre la pauvreté, le chômage et la misère<sup>236</sup>. Ils croient que les valeurs soviétiques étaient beaucoup plus équitables et que la renationalisation des entreprises et des banques résoudrait le problème. « People saw the Soviet system as a more egalitarian or less socially polarised system in comparison with the present system of *dikki kapitalism* (wild capitalism). People blame the new system for destroying the foundations of solidarity and egalitarianism. Egalitarianism has been destroyed in two directions : the increasing gap between the elite and the people; and the stratification between ordinary people.<sup>237</sup> »

Ce qui est certain, c'est que l'insécurité quotidienne est présente partout. La première forme est souvent le chômage. Si les statistiques sur le chômage sont plutôt difficiles à obtenir<sup>238</sup>, il reste qu'une grande partie de la population active, surtout dans les

---

<sup>235</sup> Nazpary, *op. cit.*, p.176.

<sup>236</sup> Olcott, *op. cit.*, p. 197.

<sup>237</sup> Nazpary, *op. cit.*, p. 56-57.

<sup>238</sup> Héritage du passé soviétique, la réticence des autorités kazakhes à dévoiler les chiffres est doublée d'un phénomène particulier d'emploi et de chômage caché. Certains employés

régions moins bien garnies en ressources naturelles, n'a pas réussi à s'adapter au nouveau système économique. Pour travailler au Kazakhstan, il faut désormais non seulement avoir l'éducation mais surtout avoir les connexions pour 's'acheter' un emploi. Sinon, comme les usines, les mines, les fermes n'opèrent plus sans une rentabilité exigée, il reste la contrebande, le bazar, l'élevage ou quelques forme de troc que ce soit<sup>239</sup>. Il est important de noter que certaines franges de la population sont plus durement touchées par cette insécurité quotidienne. Ainsi, les personnes âgées et les jeunes représentent la majorité des dépossédés de la nouvelle économie kazakhe. Il n'est donc pas surprenant de les voir occuper les emplois les plus précaires et surtout, les moins bien rémunérés. Si les personnes âgées cultivent une nostalgie de la période communiste, les jeunes développent une frustration et une hargne envers ce nouveau système qui les maintient dans une pauvreté structurelle. « The post-Soviet change dispossessed the majority of youth of their rights to education, work and culture, and introduced a radically new polarization among the children and youth. It created, on the one hand, a vast number of poor youth, whose living standards are below poverty line, and a spectacularly new rich youth on the other.<sup>240</sup>»

---

ont officiellement un emploi sans réellement travailler, alors que d'autres travaillent au noir. De plus, une grande quantité de travailleurs est soit sous-employée ou ne s'enregistre tout simplement pas au centre local d'emploi, ce qui l'élimine des indicateurs standardisés. Donc, selon le PNUD, *loc. cit.*, le taux de chômage serait aux alentours de 8,4% pour 2004 (8,1% selon le Ministère kazakh du Travail et de la Protection sociale). Notons que ce pourcentage est obtenu par la compilation des chiffres de l'Agence de statistiques du Kazakhstan. En considérant l'ensemble de la population potentiellement active du pays, d'autres organismes arrivent à des chiffres beaucoup plus élevés. Voir, Bolat Tatibekov *et al.*, *Globalization, Employment and Poverty. Reduction: The Case of Kazakhstan*, Almaty, KIMEP Center for Research and Development/IPG International Labour organization, 2005. En somme, une simple promenade dans les rues d'une ville kazakhe permet, d'une manière ou d'une autre, de douter du pourcentage officiel.

<sup>239</sup> Selon le PNUD, la part de l'économie informelle, au Kazakhstan, est assez impressionnante. Ayant atteint un sommet de 37,9% du PIB en 1997, elle représente tout de même encore 21% du PIB en 2004. Voir, PNUD, *loc. cit.*

<sup>240</sup> Jakob Rigi, « The Conditions of Post-Soviet Dispossessed Youth and Work in Almaty, Kazakhstan », *Critique of Anthropology*, Vol. 23, No. 1, 2003, p. 37.

La situation économique est donc à la fois précaire et misérable. Si l'on occupe un emploi, le salaire n'y est jamais garanti. Si l'on ne possède pas les connexions politiques nécessaires, il n'est jamais assuré que notre poste ne sera pas offert au fils d'un notable local, le lendemain. De plus, il faut savoir choisir à quel domaine se consacrer. Certains emplois sont si pitoyables qu'ils ne peuvent tout simplement pas assurer la survie d'une famille moyenne. Rafler un poste de douanier, de vérificateur auprès d'une quelconque agence gouvernementale, ou de professeur permet de faire fortune, mais être confiné au rôle d'agriculteur, de pêcheur ou de bibliothécaire, assure une paupérisation croissante et l'obligation de recourir à des sources de revenus supplémentaires (bazar, contrebande, trafic) pour survivre. En ce sens, on peut affirmer que même si le taux de chômage n'est pas aussi désastreux au Kazakhstan que dans d'autres pays de la région<sup>241</sup>, il reste que ce taux cache des insécurités économiques qui ne peuvent s'exprimer en chiffre.

«[...]the rise in official open unemployment was relatively low given the dramatic declines in output and rise in poverty, implying that as a proportion of all working age individuals, the number of unemployed is relatively small. This can partly be explained by the high number of 'working poor', who work but are poor either because they have too many dependents to support, work in low-wage occupations, are subject to involuntary leave without pay or short hours, are paid irregularly, or some combination of these factors. In cases where unemployment benefits are low or non-universal [...],the 'working poor' cannot afford to be officially unemployed and prefer to continue 'working'. [...] in Kazakhstan, in the bottom two quintiles of the population, 48.3% of working age individuals are employed, 4.7% are unemployed and 47% are inactive (neither employed nor actively seeking employment). Thus the vast majority of the poor in Kazakhstan are 'working poor'.<sup>242</sup> »

Ces travailleurs-pauvres ne figurent pas dans les indicateurs économiques, mais ont tout de même une grande difficulté à s'offrir les denrées nécessaires à leur survie, à se permettre des soins de santé adéquats, à entretenir leur appartement et surtout, à entrevoir un avenir plus radieux pour leurs enfants. « The erosion of job security and stability of

<sup>241</sup> Le Turkménistan aurait un taux de chômage près des 60%. Voir, CIA World Factbook.

<sup>242</sup> Torm, *loc.cit.*, p. 22.

prices, postponement of payment of salaries and pensions [...] and financial speculations are other reasons for economic insecurity.<sup>243</sup> »

C'est donc une insécurité causée majoritairement par une diminution des conditions de vie. Si la situation s'est améliorée (34,6% des Kazakhs vivaient sous le seuil de la pauvreté en 1996, 31,8% en 2000, et 16,1% en 2004<sup>244</sup>), il reste qu'une grande partie de la population survit dans l'indigence. Si l'on prend en compte l'index de pauvreté humaine du PNUD, c'est plus d'une personne sur cinq qui est considérée comme pauvre<sup>245</sup>. En ce sens, il est nécessaire de définir ce que l'on entend par un seuil de pauvreté. Mesure plutôt mouvante, le seuil de pauvreté est souvent un indice fixé par les différents États voué à ménager leur image internationale<sup>246</sup>. Ainsi, si l'on considère la définition généralement admise de l'extrême pauvreté (moins de un dollar par jour), le Kazakhstan fait peut-être bonne figure. Mais en augmentant à seulement deux dollars par jour le seuil entre pauvreté et confort relatif, on constate que près du quart (24,9%) de la population vit dans la misère<sup>247</sup>.

---

<sup>243</sup> Nazpary, *op. cit.*, p. 55.

<sup>244</sup> PNUD, *loc. cit.*

<sup>245</sup> *Ibid.*

<sup>246</sup> Les indicateurs de base du revenu au Kazakhstan sont le niveau minimum de subsistance et le seuil de pauvreté. Le niveau minimum de subsistance représente la valeur des produits et services à un certain prix, nécessaire à la satisfaction des besoins élémentaires. Il est proportionnel à la valeur des produits et services inclus dans le panier du consommateur. Ce dernier se compose d'un panier de nourriture, auquel on ajoute 30% pour l'achat d'articles et de services non-alimentaires essentiels (vêtements, logement et services essentiels). Le panier de nourriture reflète les standards de l'OMS tout en considérant les habitudes nationales et la disponibilité des produits sur le marché. Par contre, le panier du consommateur ne reflète pas entièrement les dépenses d'intendance et de transport qui forme souvent une proportion considérable du budget des ménages à faible revenu. Au Kazakhstan, le niveau minimum de subsistance est déterminé par le gouvernement et est ensuite employé pour fixer le seuil de pauvreté. En ce sens, la définition du seuil de pauvreté ne correspond pas à celle utilisée par les organisations internationales, qui elles, établissent le seuil en fonction du niveau minimum de subsistance. En 2001, le seuil de pauvreté, établi via législation, constituait 38% du niveau de subsistance, en 2002; 40%. Voir, Tatibekov *et al.*, *loc. cit.*

<sup>247</sup> Banque mondiale, *World development indicators 2005*, Washington, BM, 2005.

Le meilleur indicateur du niveau de vie est souvent la portion des revenus que les ménages consacrent aux besoins essentiels. La nourriture représente toujours la plus grande part des dépenses d'un ménage. Quoique les prix de denrées alimentaires ne soient pas très élevés, les revenus étant si bas, chaque produit représente une bonne part d'un budget global. Ainsi, si une miche de pain ou un kilogramme de pommes de terre coûte 0,29\$, un litre de lait 0,64\$ et un kilogramme de poulet est 2,14\$<sup>248</sup>, le total peut représenter une somme substantielle pour un ménage où seule la mère travaille au bazar. Selon l'étude d'une association politique kazakhe, en 1999, un tiers des gens interrogés déclaraient ne pas être capable de nourrir de façon satisfaisante leur famille, un pourcentage montant à 63% pour les citoyens urbains de l'ouest du pays (pourtant la partie la plus riche). Selon la même étude, près de 16% de tous les citoyens urbains et près de 14% de tous les ruraux souffraient de la famine<sup>249</sup>.

Il existe donc un problème de fond de redistribution de la richesse au Kazakhstan. « [...] the social gaps in the Soviet era, from the point of view of those below, are by no means comparable with those of the present situation.<sup>250</sup> » Il se trouve peu d'analystes pour affirmer le contraire, même si la plupart ne voient pas dans cette réalité, une problématique de sécurité. Il est certain que sur le long terme, ce fossé entre des riches de plus en plus riches et des pauvres de plus en plus pauvres, risque d'avoir des conséquences<sup>251</sup>. On peut déjà voir un effet sur les relations entre les gens en constatant la haine et la frustration que

---

<sup>248</sup> Tatibekov *et al.*, *loc. cit.*

<sup>249</sup> Olcott, *op. cit.*, p. 201.

<sup>250</sup> Nazpary, *op. cit.*, p. 57.

<sup>251</sup> Au mois de juillet 2006, des affrontements ont éclaté entre la police et un groupe de protestataires dans les rues d'Almaty. L'enjeu, un développement domiciliaire souhaité par le gouvernement, qui impliquerait la démolition d'un quartier pauvre d'Almaty. Voir Joanna Lillis, « Rich-Poor Gap Fuels Tension in Kazakhstan's Commercial Capital », *eurasianet.org*, 9 août 2006.

les citoyens 'ordinaires' ont développées envers les 'Nouveaux riches'<sup>252</sup>. Pour eux, cette élite s'est carrément enrichie sur le dos du peuple. Elle lui a demandé sacrifices et patience alors que, de son côté, elle bradait le pays aux étrangers en échange de fastes redevances. Cette situation est d'ailleurs perçue comme concertée avec l'Occident. « It is assumed that both the crisis and the reforms are results of a deliberate conspiracy jointly prepared by the corrupt former Soviet elite, who are still in power, and the West. Accordingly, the old elite with the new mask of democracy on its face, is the main beneficiary of the reforms.<sup>253</sup> » Selon la responsable de la Banque mondiale au Kazakhstan, cette corruption et cette profonde injustice causent des tensions dans la population qui pourraient déboucher sur de violents conflits. « In large segments of the population there is enormous anger about how the wealth is being distributed. There is a feeling that the government and foreign corporations are plundering the country's assets.<sup>254</sup> » Le fossé économique crée donc une fracture sociale, que le gouvernement semble ignorer délibérément. Comme si la culture de soumission soviétique et une bonne dose de répression leur garantissaient une docilité populaire.

- Le vrai visage des hydrocarbures

Lorsque l'on parle d'économie au Kazakhstan, on en vient vite à parler des fameux hydrocarbures. Bénédiction pour certains, malédiction pour d'autres, la présence de pétrole dans la mer Caspienne permet souvent aux spécialistes de couper court à leurs analyses en affirmant que le pétrole résoudra tous les maux économiques du pays<sup>255</sup>. Mais les hydrocarbures profitent-ils réellement aux citoyens? Est-ce vraiment la planche de salut

---

<sup>252</sup> *Novye bogatyë*. Terme utilisé dans la presque totalité des anciennes RSS, pour désigner les gens qui ont profité des privatisations pour s'enrichir énormément et très souvent illégalement. Voir Nivat, *op. cit.*

<sup>253</sup> Nazpary, *op. cit.*, p. 59.

<sup>254</sup> Cité dans Kleveman, *op. cit.*, p. 87.

<sup>255</sup> Hillary Clinton et Al Gore ont même affirmé que l'utilisation appropriée des ressources énergétiques kazakhes pourrait consolider, non seulement la stabilité de l'État, mais également sa démocratie. Cité dans Blank, *loc. cit.*, p.156. Voir aussi, Karam, *op.cit.*

destinée à résoudre l'ensemble des vulnérabilités économiques des citoyens? La simple observation des données sur le terrain, nous permet d'en douter. Premièrement, l'argent des redevances pétrolières ne semble profiter qu'à un seul petit groupe d'individus autour du président. Deuxièmement, les compagnies étrangères établies au Kazakhstan fournissent rarement de l'emploi aux locaux, préférant expatrier des travailleurs qualifiés européens ou américains<sup>256</sup>. Troisièmement, l'entrée massive de capitaux étrangers dans l'économie locale de certaines régions kazakhes (surtout Atyrau et Mangistau), déstabilise le marché, créant une inflation monstre, diminuant ainsi le pouvoir d'achat des simples citoyens. Finalement, le développement de la Caspienne est très dommageable pour l'environnement, mettant en danger le principal emploi dans la région, la pêche<sup>257</sup>. Comme le note Elena Karaban, du bureau de la BM au Kazakhstan, « Of the oil profits, nothing seep down to the people [...] The gap between the few rich and the impoverished masses is unbelievably wide.<sup>258</sup> »

En fait, comme nous l'avons mentionné plus haut, le Kazakhstan semble souffrir de ce que les économistes appellent le 'syndrome hollandais'<sup>259</sup>. Selon cette théorie, les pays concentrant toute leur économie sur un seul secteur, voient les autres sphères faire faillite, causant fermetures d'usines, chômage et départ des travailleurs qualifiés vers l'étranger. En plus de gonfler la valeur de la monnaie nationale, la manne énergétique exacerbe la corruption existante, relevant l'enjeu des luttes politiques. « In dealing with its sudden oil

---

<sup>256</sup> Voir Kleveman, *op. cit.*, p. 79 et Joanna Lillis, « Oilfield Brawl Dents Kazakhstan's Image », *eurasianet.org*, 21 novembre 2006.

<sup>257</sup> Nous détaillerons, dans le secteur environnemental, le cas de la pollution en mer Caspienne.

<sup>258</sup> Cité dans Kleveman, *op. cit.*, p. 86.

<sup>259</sup> Ce syndrome est caractérisé par la désindustrialisation de l'économie d'une nation, se produisant lors de la découverte d'une ressource naturelle, accroissant ainsi la valeur de la devise, rendant les produits manufacturés moins concurrentiels, augmentant les importations et diminuant les exportations. Voir, Banque mondiale, *Republic of Kazakhstan. GETTING Competitive, STAYING Competitive: The Challenge of Managing Kazakhstan's Oil Boom*, Washington, BM, 2004.

wealth, [...] Kazakhstan has not yet done as badly as Nigeria but, God knows, it is not Norway, either.<sup>260</sup> » Le président a bien établi un Fonds National Pétrolier en 2001 afin de protéger le pays de la volatilité des prix, de projeter une image de transparence dans la gestion des revenus pétroliers et de contrer les symptômes du 'syndrome' hollandais, mais l'initiative tarde à produire les résultats escomptés<sup>261</sup>. Même si les revenus du Fonds ont grimpé à 5,2 milliards de dollars, il demeure que les questions essentielles de transparence, de gestion, et de redistribution des dividendes n'ont pas été réglées<sup>262</sup>. Le Parlement ne peut enquêter sur la conduite des politiques relatives au Fonds, pas plus qu'il ne peut déterminer comment et dans quelles conditions les profits seront utilisés. En fait, le Fond semble constituer davantage un moyen, pour le président, d'esquiver le scandale associé à l'attribution des contrats de forage, qu'une réelle volonté de redistribuer la manne pétrolière<sup>263</sup>.

En réorientant notre perspective, en postulant que l'individu doit être le centre de toute politique sécuritaire, et ce même dans le domaine économique, nous arrivons rapidement à un constat. Pour l'heure, la façon dont on planifie l'économie du Kazakhstan ne répond pas aux besoins de la population. Les tenants d'une vision traditionnelle des relations internationales vont insister sur le fait que le pays doit finaliser sa transition, privatiser ses industries et services toujours contrôlés par le gouvernement, consolider son secteur bancaire, mondialiser son économie, se soumettre aux lois des instances financières

---

<sup>260</sup> Andrew Rearick, directeur d'un 'think tank' pétrolier d'Almaty. Cité dans Kleveman, p.88. La Norvège étant considérée comme un des rares exemples de boom pétrolier n'ayant pas entraîné de crise politique ou sociale, et ayant permis une redistribution assez égalitaire de la richesse créée. Dans presque tous les autres États (Angola, Venezuela, Soudan, etc.) la soudaine manne pétrolière a engendré une recrudescence de la corruption, des tensions sociales, des coups d'État et des guerres civiles.

<sup>261</sup> Voir, Tatibekov *et al.*, *loc. cit.*

<sup>262</sup> Voir le site du Fond, [www.nationalfund.kz](http://www.nationalfund.kz)

<sup>263</sup> Ce fond demeure géré par un ami personnel de Nazarbaev. Voir, Aldar Kusainov, « A Struggle Over Energy May Alter Kazakhstan's National Fund », *eurasianet.org*, 13 novembre 2002.

internationales, afin que le pays accède aux bienfaits du capitalisme. « In spite of the short term sufferings, it is argued, this transition is necessary to bring about capitalist Eden. During the last ten years, while the elite have been promising the Eden, the living standards of the majority have sunk below poverty line.<sup>264</sup> » L'auteur Joma Nazpary résume, très adéquatement, la situation. Pour lui, il existe bel et bien une forme d'insécurité inhérente au capitalisme qu'il est impossible de supprimer. Le faire irait à l'encontre de l'essence même de ce modèle économique<sup>265</sup> et signifierait que la vie n'est qu'une suite d'évènements ennuyeux, au schéma prédéterminé. Mais, « We need to distinguish extreme contingency from balanced contingency of conditions of life. In the former, the basic conditions of life become unpredictable to a degree that erodes existential security and individual agency; and makes event minimal planning for the future almost impossible. [...] In the post-Soviet context the extreme contingency is expressed in two main spheres: the sphere of political economy and that of existential security.<sup>266</sup> » Pour le Kazakh, cette contingence, imposée par les choix politiques et économiques de ses élites, a transformé l'ensemble des citoyens en Raskolnikov, sans conscience, ni morale<sup>267</sup>.

#### 5.2.4. Le secteur sociétal

Les secteurs économique et sociétal ne se suivent pas par hasard. Il est évident que la sécurité sociétale dépend de la sécurité économique, et vice-versa. En ce sens, nous devons d'abord apporter une précision. Buzan *et al.* prennent soin de parler de sécurité sociétale pour éviter que ce secteur soit amalgamé avec la sécurité sociale. Pour eux, il ne

<sup>264</sup> Nazpary, *op. cit.*, p. 58.

<sup>265</sup> À noter que l'auteur ne considère pas l'imposition du néolibéralisme occidental comme une fin en soi, mais plutôt comme un choix. Ce choix n'est par ailleurs, pas toujours fait par les participants mais plus souvent par la structure du système. Voir, *ibid.*

<sup>266</sup> *Ibid.*, p. 60.

<sup>267</sup> Nazpary cite une jeune Kazakhe ayant spécifiquement fait référence à ce personnage pour décrire le chaos social de son pays. Raskolnikov étant le personnage central de *Crime et Châtiment* de Dostoïevski. Dans le roman, il tue une vieille dame par cupidité, mais ne peut profiter de son crime tant il est tourmenté par les remords. Voir, *ibid.*, p. 60.

saurait être question de la sécurité sociale dans une analyse sécuritaire puisque celle-ci est avant tout individuelle et économique. Ils considèrent que la sécurité sociale fait partie de ces sphères de petite politique, distinctes de la sécurité internationale, qui relèvent du droit inaliénable des États à gérer leur cadre domestique comme bon leur semble<sup>268</sup>. Pour eux, la sécurité sociétale est davantage liée à l'identité nationale et aux collectivités, qu'à l'individu. On ne saurait faire entrer l'individu dans l'équation sécuritaire, ou humaniser la sécurité, par simple souci de cohérence. Cette conceptualisation de sécurité sociétale, profondément ancrée dans une logique étatique, est peu pertinente pour notre contexte, où l'individu doit primer et où l'émancipation doit être visée.

En ce sens, parce que nous prenons l'individu comme référent, parce que nous croyons que toute politique de sécurité devrait prendre en compte, non seulement l'aspect sociétal, mais surtout l'aspect social, nous parlerons de sécurité sociale, selon le sens commun du terme<sup>269</sup>. Il est certain qu'une grande partie de cette forme d'insécurité est associée à des menaces économiques (chômage-pauvreté), mais il serait illogique d'ignorer ce pan sécuritaire sous prétexte qu'il émane d'un autre secteur. De plus, cette forme de sécurité n'est pas qu'économique. La liberté de pratiquer sa religion, l'accès à un centre hospitalier à proximité ou la peur de voir sa culture disparaître, dépassent le spectre strictement économique. Dans un pays comme le Kazakhstan, la sécurité sociale est probablement l'expression la plus apparente de la sécurisation de l'individu. Il ne saurait être question de viser l'émancipation sans atténuer cette insécurité sociale.

---

<sup>268</sup> Buzan *et al.*, *op. cit.*, p. 21.

<sup>269</sup> Nous considérons la sécurité sociale comme l'ensemble des moyens qu'une société offre aux personnes et aux ménages face aux aléas sociaux. En ce sens, le terme sécurité prend davantage la forme de sûreté (« état d'une personne qui n'est pas en danger ») que de sécurité (« état d'esprit [...] d'une personne qui se croit à l'abri du danger »). Définition du Petit Robert. Cette interprétation rejoint la deuxième image décrite par McSweeney, *op.cit.*, p. 14.

- Santé

Une des premières menaces venant immédiatement à l'esprit lorsque l'on traite des conditions sociales des anciennes républiques soviétiques, est la dégradation effarante du système de santé. Et le Kazakhstan ne fait pas exception. Depuis 1991, le citoyen kazakh doit faire face à un effondrement graduel des services et de la qualité de son système de santé public. La couverture universelle, jadis assurée par l'État, a fait place à une anarchie où seuls les fortunés peuvent se permettre de tomber malades. La qualité des soins est de plus en plus douteuse, les installations héritées de l'URSS sont vétustes, sous-financées et mal entretenues<sup>270</sup>. Il existe bien des spécialistes, mais leurs services sont souvent extrêmement dispendieux ou simplement inaccessibles<sup>271</sup>. La plupart des installations de santé du pays ont vu leur budget fondre dramatiquement, lorsque l'État ne décidait pas de simplement les fermer<sup>272</sup>. La situation est encore plus inquiétante dans les endroits les plus

---

<sup>270</sup> Le Kazakhstan dépensait 315\$ par habitant en soins de santé en 2003, ce qui le plaçait bon premier en Asie centrale (Ouz. :159\$, Turk.: 221\$, Tadj.: 71\$ et Kir.: 161\$). Par contre ce montant ne représentait que 3,5% de son PIB, soit le plus bas taux des pays centrasiatiques (Ouz.: 5.5%, Turk.: 3.9%, Tadj.: 4.4%, et Kir.: 5.3%). Voir : OMS, *The World Health report 2006 - working together for health*, Genève, Organisation mondiale de la Santé, 2006.

<sup>271</sup> Le Kazakhstan possède un ratio relativement acceptable de 3,54 médecins et 6,01 infirmières par 1000 habitants. Ce ratio peut-être trompeur lorsque l'on considère le nombre de médecins pratiquant actuellement (54,613 pour 2003) par rapport au lendemain de la chute (66,400 en 1992). Le maintien d'un ratio acceptable semble dû au fait qu'une partie de la population a tout simplement arrêté d'utiliser le système de santé. La plupart des médecins chargent un frais de base et se trouvent dans les grands centres urbains. Selon une étude de l'UNICEF datant 2004, le coût d'un traitement est un obstacle sérieux pour une grande partie de la population, spécialement en région. L'étude démontre que le revenu d'un ménage est souvent le premier critère déterminant l'accessibilité aux soins de santé. Dans la plupart des cas, les services médicaux doivent être payés sur le champ (82% pour les premiers soins, 96,9% pour l'hospitalisation), ce qui s'avère difficile pour près de 76% des Kazakhs. Voir, Banque mondiale, *The Millennium Development Goals in Kazakhstan*, Washington, Banque mondiale, 2005; The Agency of statistics of the Republic of Kazakhstan, *Time series of socio-economic development of the Republic of Kazakhstan*, Astana, 2006 et OMS, *loc. cit.*

<sup>272</sup> Le pays serait passé de 1805 hôpitaux en 1991, pour 230,400 lits à 917 hôpitaux et 108 200 lits en 99. En 2003, la situation semblait s'être stabilisée à 1029 hôpitaux et 114 800. Reste que nous sommes très loin des 1805 de 1991 et des 1899 de 1993. En ventilant par région, le tableau est encore plus sombre pour certaines zones du pays (Atyrau-Mangistau-

reculés du pays, où l'on a vu partir, un après l'autre, le personnel médical, puis les hôpitaux au complet et enfin, les cliniques. Une bonne partie des ruraux doit désormais aller se faire soigner en ville, à leurs frais<sup>273</sup>. Conséquence : plusieurs personnes ne consultent tout simplement plus. Il existe bien une base législative assurant les gens d'un minimum de couverture<sup>274</sup>, mais l'État ne paie pas. Les politiques annoncées en grande pompe ne sont jamais suivies des sommes concrètes permettant de réaliser les réformes nécessaires.

Cette diminution de l'offre, de la qualité et de l'accessibilité des services a engendré de graves conséquences sur l'état de santé général des Kazakhs. Depuis l'indépendance, les experts ont constaté une diminution marquée de la vaccination, entraînant une recrudescence de certaines maladies, autrefois bénignes<sup>275</sup>. Le Kazakh qui, en 1990, jouissait d'un bilan de santé comparable à celui des citoyens occidentaux, doit constater qu'aujourd'hui, sa situation est davantage comparable à celle des habitants du

---

Kazakhstan oriental). Il faut spécifier que cette diminution est largement due à toutes les fermetures des installations médicales reliées aux entreprises d'État. Aucunement rentables, ces services ont été abolis avec la privatisation. Voir, *The Agency of statistics...*, *loc. cit.*

<sup>273</sup> « According to the 2001 Living Standards Measurement Survey, rural residents spend nearly five times as much as urban residents on health-care related transportation. » Tatibekov *et al.*, p. 88.

<sup>274</sup> L'article 29 de la constitution stipule que :

1. Citizens of the Republic of Kazakhstan shall have the right to protection of health.
2. Citizens of the Republic shall be entitled to free, guaranteed, extensive medical assistance established by law.
3. Paid medical treatment shall be provided by state and private medical institutions as well as by persons engaged in private medical practice on the terms and according to the procedures stipulated by law.

<sup>275</sup> Une des maladies ayant fait le retour le plus spectaculaire est sûrement la rougeole. De 273 cas en 1990, la rougeole est passée à 16118 cas en 2005. OMS, *Immunization Profile – Kazakhstan*, Genève, Organisation mondiale de la Santé, 2006. Même si la situation est désormais moins alarmante (151 cas par 100 000 habitants, par année, un taux de mortalité de 20/100 000), l'incidence de la tuberculose durant les années 90 a fait craindre le pire (taux de mortalité de 38,4/100 000 en 1998). BM, *The Millennium...* et OMS, *TB country profile – Kazakhstan*, Genève, Organisation mondiale de la Santé, 2006.

Tiers-monde. Le pays est au prise avec des foyers permanents de maladies infectieuses<sup>276</sup>, le sida est devenu un enjeu majeur auquel le gouvernement semblait mal préparé<sup>277</sup> et l'alcoolisme ambiant a amplifié considérablement les risques de maladies cardiovasculaires et de cancers<sup>278</sup>. Sans parler des drogues (qu'une grande partie des jeunes consommerait et qui augmenteraient grandement les chances de contracter le sida<sup>279</sup>) et des différentes maladies respiratoires liées à la pollution et au tabagisme. Dans l'ensemble donc, il est assez prévisible que le Kazakhstan ait vu son espérance de vie diminuer sensiblement. Ainsi, l'OMS estime qu'une personne née au Kazakhstan en 2003 peut espérer vivre en moyenne 61 ans: 67 ans pour les femmes et 56 ans pour les hommes. Seulement deux autres pays de la région ont une espérance de vie inférieure pour les femmes (Tadj.-Turk.) et seulement un pour les hommes (Turk.)<sup>280</sup>. L'OMS estime ces chiffres plus crédibles que ceux fournis par le gouvernement situant à 65.9 ans l'espérance de vie moyenne (71.5 pour des femmes et 60.6 ans pour les hommes). Il est à noter qu'en 1990 l'espérance de vie d'un homme était de 62,6 ans et d'une femme de 72,4 ans<sup>281</sup>. Il est

<sup>276</sup> Tuberculose, syphilis et hépatites surtout.

<sup>277</sup> The first case of HIV was registered in Kazakhstan in 1987. According to data based on case reporting, the cumulative number of HIV cases registered in Kazakhstan by January 1, 2005 was 4696 persons [...]. According to the data on applications to healthcare facilities, HIV/AIDS prevalence in Kazakhstan as January 1, 2005 was 31 per 100 000 population. » BM, *The Millennium...*, p. 79.

<sup>278</sup> Pour un bilan complet voir, OMS, *Highlights on health in Kazakhstan - 2005*. Genève, Organisation mondiale de la Santé, 2006.

<sup>279</sup> Jusqu'ici, aucune étude spécifiquement axée sur l'utilisation des substances psychotropes n'a été conduite. La seule évaluation disponible est dérivée de l'étude UNODC 2002 Rapid Situation Assessment (RSA). Cette étude en est venue à une estimation de 165-186 mille utilisateurs de drogue au Kazakhstan. Par contre le National Center of the problems of healthy mode life formation, relié au Ministère de la Santé, en 2002 - 2003, a estimé le nombre réel d'utilisateurs de drogue (toute drogue illégale) à 201 045 personnes ou 1.3% de la population totale ou 2.06% de la population active. D'une région à l'autre, le taux varie de 0% jusqu'à 13%. Le taux le plus élevé (13%) a été observé dans la région du Kazakhstan oriental. Voir, EMCDDA, *Kazakhstan - country profile*, Lisbonne, The European Monitoring Centre for Drugs and Drug Addiction, 2006 et Silk Road Studies Program, *Country Factsheets - Kazakhstan*, Uppsala, Uppsala University, 2004.

<sup>280</sup> OMS, *Highlights on...*, *loc. cit.*

<sup>281</sup> Selon The Agency of Statistics..., *loc. cit.*

également à souligner que le Kazakhstan a l'une des plus basse espérance de vie des cinq pays d'Asie centrale<sup>282</sup>.

Notons, en terminant, que les problèmes de santé les plus préoccupants, au Kazakhstan, sont souvent le fruit de l'héritage environnemental soviétique. Les répercussions qu'ont encore aujourd'hui, les essais nucléaires, les expériences bactériologiques et biologiques, l'utilisation de fertilisants chimiques, l'irrigation abusive et le rejet massif, dans l'environnement, de déchets hautement toxiques, demeurent la principale cause de l'état de santé des Kazakhs. Si les planificateurs soviétiques peuvent être blâmés pour ce bilan désastreux, reste que la situation actuelle doit être imputée au gouvernement. Le sous-financement du système de santé demeure une menace majeure pour les individus. Sans programme adéquat de décontamination, de prise en charge des victimes ou de revitalisation des sites pollués, comment les citoyens peuvent-ils espérer s'en sortir<sup>283</sup>? Nous y reviendrons dans notre dernière partie sur l'insécurité environnementale.

- Éducation

Une deuxième sphère animant l'insécurité sociale est l'éducation. Le Kazakhstan a hérité d'un système d'éducation bien développé de l'URSS. Cependant, comme dans plusieurs autres secteurs, ce système a été grandement affecté par la transition. Il a subi les assauts de deux fléaux complémentaires : la privatisation et le sous-financement. De lourdes conséquences se sont rapidement faites sentir à tous les niveaux. Selon l'agence

---

<sup>282</sup> Paradoxalement, même s'ils ont le PNB/hab le plus élevé de la région, les Kazakhs ont une espérance de vie de 61 ans, deux ans de moins que les Kirghizes et cinq ans de moins que les Ouzbèks. OMS, *Highlights on health ...*, loc. cit.

<sup>283</sup> Notons d'ailleurs que la principale initiative pour sauver ce qui reste de l'Aral est venue, non pas du gouvernement mais bien du maire de la petite ville d'Aralsk, qui a décidé en 1995 de faire construire une digue entre la 'petite' et le 'grande' mer. La Banque mondiale a décidé, en 2003, de financer un projet de construction d'une digue en béton. Voir, Sue Lloyd-Roberts et Ethirajan Anbarasan, « Mer d'Aral: dépasser les gâchis du passé », *Le Courrier de l'UNESCO*, Vol. 53, No. 1, 2000, pp. 10-13.

statistique du Kazakhstan, les dépenses publiques consacrées à l'éducation sont passées de 6.5% du PIB en 1991 à 3.3% en 2000 et à 2,4% en 2004<sup>284</sup>. La proportion du budget d'État consacrée à l'éducation, est passée de 50% entre 1990 et 1995, à 14.7% en 2001 et à 12,1% en 2004.

L'accès à une éducation de qualité est l'un des problèmes principaux du Kazakhstan. Pour l'instant, il existe une profonde inégalité d'accès entre urbains et ruraux, une grave médiocrité dans le matériel et le cursus scolaire utilisés, et une décrépitude des infrastructures d'enseignement. Ce problème se répercute à tous les échelons de l'appareil académique. On ne connaît que très partiellement l'état actuel du système scolaire kazakh, faute d'études et de recensions précises, mais, selon certaines données publiées, la situation serait assez alarmante. Ainsi, au niveau préscolaire, seulement 4% des ruraux et 30% des citadins fréquenteraient un établissement d'enseignement. En raison de l'effondrement des entreprises industrielles et agricoles, qui subventionnaient fortement les garderies et prématernelles, 82% de tous les établissements ont été fermés depuis 1990. La proportion d'enfants inscrits a brusquement diminué de 71% en 1989 à 15% en 1999. Depuis 1999, ce nombre tend à remonter, mais est toujours relativement bas (31% en 2004<sup>285</sup>). Cette augmentation ne semble due qu'à la modification de la législation rendant la fréquentation obligatoire. Pour l'instant, le gouvernement n'est pas en mesure de fournir, à tous les enfants, l'accès au système préscolaire.

Au niveau primaire et secondaire, même si théoriquement l'éducation devrait être obligatoire et gratuite<sup>286</sup>, que les données semblent démontrer que la majorité des jeunes

---

<sup>284</sup> Voir, The Agency of statistics..., *loc. cit.* et UNESCO, *Statistics in Brief - Education Indicators - Kazakhstan*, Montréal, UNESCO Institute for Statistics, 2005.

<sup>285</sup> *Ibid.*

<sup>286</sup> La constitution stipule à l'article 30 :

1. The citizens shall be guaranteed free secondary education in state educational establishments. Secondary education shall be obligatory.

fréquentent un établissement<sup>287</sup>, sur le terrain, le constat est plus contrasté. L'accès à l'éducation n'est pas uniforme. Les grandes disparités régionales et l'insuffisance des sommes allouées à l'éducation, semblent vouloir créer un clivage. En 2002, 492 hameaux n'avaient aucune école, 593 villages ne possédaient aucun établissement primaire, et 625 villages n'avaient aucune institution secondaire. De plus, plus de trente milles étudiants devaient voyager entre cinq et quarante kilomètres pour se rendre à l'école<sup>288</sup>. Ensuite, même lorsque l'école se trouve à une distance raisonnable, la plupart sont dépourvues de tout matériel scolaire adéquat. Encore là, les écoles en milieu rural semblent les plus touchées. Finalement, selon les statistiques du gouvernement, près d'un cinquième des écoles auraient besoin de réparations majeures. Il est certain que ces déficiences menacent sérieusement, et l'accès, et la qualité de l'éducation fournie aux jeunes Kazakhs.

Ce déclin matériel se double d'un déclin académique. La qualité de l'éducation, notamment dans les milieux ruraux et les écoles de langue kazakhe, est plus que lamentable. Cette médiocrité semble due à la pauvreté du cursus, aux méthodes défailtantes des enseignants, au manque de formation des professeurs et au désengagement de l'État, qui ne finance plus et n'évalue plus son système. Conséquence, le contenu inadapté semble peu pertinent aux élèves face à la réalité qu'ils observent. Ils ne croient plus en ce qu'on leur enseigne, ils ne considèrent plus que cette éducation leur fournira les qualifications

---

2. A citizen shall have the right to receive on a competitive basis a higher education in a state higher educational establishment.

3. The citizens shall have the right to pay and receive an education in private educational establishments on the basis and terms established by law.

4. The state shall set uniform compulsory standards in education. The activity of any educational establishment must comply with these standards.

Finalement, La *Loi sur l'éducation* de 1999 précise les principes de base du système d'éducation. Cette loi stipule, entre autre que tout citoyen du Kazakhstan a droit à une éducation de qualité.

<sup>287</sup> 92% des filles et 93% des garçons fréquenteraient l'école primaire et l'école secondaire. UNESCO, *loc. cit.*

<sup>288</sup> Nations Unies, « Kazakhstan: Achievements, issues and prospects », Almaty, 2003, p. 32.

nécessaires pour faire face au marché de l'emploi kazakh. Il est important de souligner que l'enseignement ne s'est que très partiellement renouvelé depuis 1991, et que les professeurs ne possèdent pas les ressources ni le temps pour actualiser leurs connaissances. Ce constat amène plusieurs jeunes à délaisser l'école très rapidement.

Le secteur universitaire est peut-être encore pire que les rangs primaire et secondaire. Les bonnes écoles sont réservées à l'élite, issue soit des milieux financiers, soit du clan présidentiel. Elles sont presque exclusivement situées à Almaty et à Astana. Leur fréquentation nécessite, non pas des connaissances particulières, mais bien une connexion politique, clientéliste ou clanique. Pareillement, cette inestimable relation ne garantit pas l'accès, il faut tout de même avoir l'argent pour payer le fonctionnaire acceptant les candidatures<sup>289</sup>. Sans cette connexion et cette latitude financière, les étudiants sont condamnés à s'instruire dans des établissements universitaires sous-financés et médiocres, où les professeurs n'enseignent que pour se faire un peu d'argent de poche<sup>290</sup>.

L'admission dans une université ne certifie tout de même pas l'acquisition d'une éducation de qualité. La richesse du cursus académique soviétique, peuplé des classiques de la culture russe, a désormais fait place à une kazakhisation du savoir, où la fortification de l'État et l'exaltation du nationalisme prime sur la rigueur intellectuelle. Il n'est pas rare de voir certains manuels chanter les louanges du président, où modifier l'histoire récente pour faire une part belle au Kazakhstan. En fait, « [...] social science and humanities

---

<sup>289</sup> Selon une enquête de la Banque mondiale réalisée en 2002, l'éducation supérieure est généralement perçue comme corrompue par les Kazakhs. Un ménage sur quatre ayant un enfant à l'université admettait avoir payé un pot-de-vin pour un service universitaire. 74% de ces pots-de-vin avaient été donnés à un employé spécifique de l'université. Lorsqu'on leur demandait dans quel but ils versaient ces pots-de-vin, 69% répondaient que c'était pour permettre l'admission et 10% pour recevoir de meilleures notes. Banque mondiale, *Kazakhstan Governance and Service Delivery. Diagnostic Report*, Washington, Report No. 23257-KZ, Poverty Reduction and Economic Management Unit (ECSPE) Europe and Central Asia Region, 2002.

<sup>290</sup> Il est inutile de mentionner que TOUS les professeurs ne taxent pas nécessairement leurs élèves. Mais, voir tout de même la section consacrée au sujet dans Nazpary, *op. cit.*, p. 38.

curriculums are injected with nationalist propaganda in state-supported schools and colleges. There are several restrictions on the use of textbooks printed abroad, including those printed in Russia.<sup>291</sup> »

Le milieu universitaire est donc élitiste, corrompu et de piètre qualité. Il est important de mentionner que cette situation empêche le système universitaire de jouer son rôle formateur, servant l'administration, l'économie et la société. L'état actuel du système scolaire fragilise la base sociale, économique et politique, en plus d'inspirer une profonde méfiance parmi la population. Les citoyens développent l'impression que l'université brime les jeunes, que les valeurs civiques ne servent que ceux qui empochent. Quand l'éducation supérieure est discriminatoire, viciée et médiocre, les jeunes finissent par croire que la fraude et la corruption sont des moyens louables pour parvenir à ses fins<sup>292</sup>.

En définitive, la principale conséquence de la décrépitude du système scolaire est le décrochage en masse des jeunes, qui préfèrent désormais tenter de se trouver un emploi rapportant gros : importateur de produits chinois, douanier, inspecteur des impôts ou si on peut se le payer, notable d'un village<sup>293</sup>. L'éducation n'est donc plus la voie d'accès vers la réussite. Si l'URSS se qualifiait de 'méritocratie', le Kazakhstan moderne est davantage une médiocratie. « The increased nepotism and commercialisation of higher education have made it almost impossible for ordinary people to send their children to universities. Because of this, they feel the future of their children will be one of poverty and misery.<sup>294</sup> »

Ce désespoir est l'insécurité ultime. Ne plus croire en un avenir meilleur pour ses enfants

---

<sup>291</sup> Freedom House, *loc. cit.*, p.13.

<sup>292</sup> En ce sens, le fait que 50% des étudiants et 28% des enseignants ne voient aucun impact négatif de la corruption sur le système universitaire, est assez révélateur du cynisme de la population. Voir, BM, *Kazakhstan Governance...*, *loc. cit.*

<sup>293</sup> 48 % des jeunes adultes seraient inscrits dans un établissement d'enseignement supérieur en 2004. Ces chiffres sont, par contre, très sérieusement contestés puisqu'ils impliquent une augmentation de 9 points par rapport à 2002 et de 6 points par rapport à 1991. Lorsque l'on sait qu'en URSS, il n'y avait que l'université ou l'armée comme choix, on peut se permettre de douter de ce 48%. Source UNESCO, *loc. cit.*

<sup>294</sup> Nazpary, *op. cit.*, p. 55. Voir aussi, Olcott, *op. cit.* et Rigi, *loc. cit.*

mine toute liberté, et même toute volonté de choisir son futur. C'est l'oppression structurelle par excellence. « The future is cancelled.<sup>295</sup>»

- Fracture ethnique

La population kazakhe, si elle habite un État qui se dit unitaire, n'en est pas moins stratifiée selon diverses catégories. Il y a bien sûr la richesse, probablement la plus visible des strates, mais également le positionnement régional, l'affiliation clanique et surtout l'appartenance ethnique. Pour la plupart des communautés composant le Kazakhstan, la nouvelle réalité née du début des années 90, fut synonyme de marginalisation progressive. Les politiques du nouvel État (sensées rallier la majorité mais clairement pensées pour favoriser l'ethnie titulaire), furent immédiatement perçues comme une source d'insécurité par les différents groupes ethniques, spécialement les russophones. Si le programme de 'kazakhisation' de l'État et de l'économie peut paraître légitime pour un nouveau pays qui n'a jamais vraiment été en charge de son devenir, il reste que cette tangente prise par le gouvernement<sup>296</sup> eut des répercussions néfastes, d'abord sur les communautés touchées, puis sur l'ensemble du pays.

L'indépendance a vite signifié l'exil pour un grand nombre de Kazakhs, qui ne se considéraient, d'ailleurs, aucunement kazakhs. Entre 1989 et 1999, près du quart des Russes, plus du tiers des Ukrainiens et du deux-tiers des Allemands ont quitté le pays<sup>297</sup>. Parce que ces gens ne sont pas restés dans un État brimant leur droit élémentaire de

---

<sup>295</sup> *Ibid.*, p. 62.

<sup>296</sup> Il faut préciser que cette réappropriation du Kazakhstan par les Kazakhs n'a jamais été officiellement admise, malgré certains indices fort éloquentes, notamment celui d'enchâsser dans la constitution la mention que le pays est la terre ancestrale des seuls Kazakhs. De plus, en observant les mouvements de capitaux et les principaux portefeuilles ministériels, on remarque rapidement la prédominance, sinon la toute-puissance, de l'ethnie kazakhe. Enfin, en ventilant par région, il est assez facile de voir que les régions les plus touchées par la pauvreté sont très majoritairement russophones (l'oblast du Kazakhstan oriental a un PNB/hab de 488\$, alors que celui d'Atyrau (à 89% peuplé de Kazakhs) s'élève à 2925\$). Voir Olcott, *op. cit.*

<sup>297</sup> *Ibid.*

s'accomplir, de travailler et de s'exprimer sur leurs terres familiales, parce qu'ils n'ont pas cru que leurs enfants pourraient s'épanouir dans ce nouvel État appartenant aux seuls Kazakhs, ils ont décidé de rentrer en Russie, en Allemagne ou d'immigrer vers certains pays occidentaux<sup>298</sup>.

Les conséquences de cette fuite ne sont pas que désastreuses pour les Russes, Ukrainiens et Allemands restant, qui doivent désormais se débrouiller malgré une marginalisation numérique croissante, mais également pour le reste des citoyens. Parce que les gens s'exilant étaient très scolarisés, occupaient des postes clés dans plusieurs entreprises, dans plusieurs ministères, leur expatriation a coûté cher au pays tout entier<sup>299</sup>. Il est difficile de savoir si le profond déclin économique qu'a connu le Kazakhstan dans les années 90 a été causé par le départ de ces travailleurs qualifiés ou si le déclin a engendré l'émigration de masse<sup>300</sup>, mais ce qui est certain, c'est que le pays a durement vécu cet exode. Comme le mentionne l'auteur Murat Telibekov : « The government [was] expelling Russians, Koreans, Germans, introducing various discriminatory laws, creating unbearable conditions, and at the same time attracting Kazakhs from Mongolia, China, Iran and Afghanistan. Today we are expelling highly qualified specialists, representatives of science and culture and rejoice like downright idiots. [...] Nowhere in the world are the Kazakhs as badly off as in Kazakhstan.<sup>301</sup> » Aujourd'hui, une grande partie des russophones restant n'attend que l'argent nécessaire pour rentrer en Russie<sup>302</sup>. La 'kazakhisation' a réussi, non

<sup>298</sup> Voir Nazpary, *op. cit.*, p. 31,

<sup>299</sup> Le nombre de travailleurs qualifiés a diminué de 44% entre 1985 et 1993. Certaines régions perdant près de 65% de ses travailleurs qualifiés. Olcott, *op. cit.*, p. 175-76.

<sup>300</sup> « The causes of migration were multiple, but the economic decline and job uncertainty were among the major factors. Migration causes to Germany were arguably dominated by economic reasons. However, migration to Russia was related to what sociological research refers to as the loss of 'feeling of being at home'. » Tatibekov *et al.*, *loc. cit.*, p. 98.

<sup>301</sup> Cité dans George, *op. cit.*, p. 222.

<sup>302</sup> Selon une étude de 1999, près d'un tiers de la population russe serait prêt à quitter de façon permanente, le Kazakhstan. Voir, Olcott, *op. cit.*, p. 177. Une tendance confirmée par certains témoignages récents. Voir Nivat, *op. cit.*

seulement à 'kazakhiser' le Kazakhstan<sup>303</sup>, mais à placer les 'autres' citoyens composant autrefois ce modèle de fraternité socialiste en situation de profonde insécurité.

Il est certain, en observant la situation actuelle, que le clivage ethnique institué par les pratiques politiques du gouvernement en place représente une menace pour les minorités habitant le territoire. Cette menace, si elle risque de moins en moins de se transformer en affrontement intercommunautaire, demeure un obstacle structurel pour une partie de la population. Cette insécurité représente clairement le type de situation où le gouvernement incarne une menace pour sa population.

- La culture

Il est évident que de traiter de culture lorsque l'on analyse la sécurité d'un pays n'est pas toujours des plus naturels. On peut, sans se tromper, affirmer que les tenants des pans théoriques traditionnels jugeraient futile et inutile cette sous-partie. Mais, il demeure que pour les Kazakhs, la chute de l'URSS est souvent synonyme de dépossession culturelle. La culture populaire était très importante dans la vie des Soviétiques. Le théâtre, le ballet, les musées, les concerts puis les visites à la grandeur de l'empire constituaient des divertissements mérités et très abordables. On jugeait que l'accessibilité et la qualité de la culture constituaient de grands accomplissements de l'URSS. Alors, pour bon nombre de citoyens, le démantèlement de l'Union a non seulement signifié une chute vertigineuse du niveau de vie, mais également une perte de cette culture si prisée. Aujourd'hui, la plupart des gens ne peuvent tout simplement plus s'offrir le luxe d'un quelconque divertissement. Ils n'ont plus les moyens de se payer un billet de théâtre, de concert, et encore moins, de train. « People saw the collapse of the Soviet cultural apparatus as regrettable process

---

<sup>303</sup> Aujourd'hui les Kazakhs sont majoritaires démographiquement, mais doivent tout de même composer avec une large minorité russophone. En janvier 2002, les Kazakhs représenteraient 56% de la population, les Russes, 28%. Voir, Nations Unies, « Kazakhstan: Achievements... », *loc. cit.*

which had brought them cultural poverty. Moreover they were very nostalgic for what they considered to be the authentic Soviet culture.<sup>304</sup> »

Ce sentiment de dépossession est souvent associé à l'arrivée du capitalisme, du style de vie américain marqué par le consumérisme et les plaisirs éphémères. Pour eux, la culture soviétique était authentique, basée sur des principes moraux et esthétique supérieurs, alors que ce nouveau mode de vie, importé de l'étranger, est marqué par la dépravation, l'individualisme et la violence<sup>305</sup>. Il est certain, dans ces circonstances, que pour les Kazakhs, surtout les plus pauvres, ce nouveau style de vie est une insécurité en soi. Parce qu'ils voient leur pays se développer sauvagement, qu'ils observent les puissants piétiner les faibles, parce qu'ils se souviennent qu'à une autre époque, la vie avait une finalité autre que celle de s'enrichir à tout prix, ils craignent nécessairement cette nouvelle culture. « Before, in the Soviet time, there were moral limits and the authorities looked after them. There were high moral standards and the party took care of them. But today people have become like savage animals. They behave according to the law of the jungle. Everybody who is strong hits, rapes, murders and robs everybody else who is weak.<sup>306</sup> » « Before [...] we complained openly that we had nothing while we had everything. [...] We had everything but we complained that we hadn't. Now we have all goods in the market but cannot buy them. We have everything in the shops but we have lost our way of life. In the Soviet time we had our money, our strength, our aspirations. But now we have nothing, we are corpses. We are moving corpses, and this is awful and regretful.<sup>307</sup> »

---

<sup>304</sup> Nazpary, *op. cit.*, p. 55.

<sup>305</sup> Voir, *ibid.*, p. 142. Voir aussi, Rigi, *loc. cit.*

<sup>306</sup> *Ibid.*, p. 1.

<sup>307</sup> *Ibid.*, p. 56.

- L'islam

Nous ne traiterons pas ici, de la problématique du 'fondamentalisme' religieux au Kazakhstan. Il serait tout simplement inutile de s'attarder sur un problème qui, selon la plupart des spécialistes, n'existe pas<sup>308</sup>. Il existe, par contre, une forme d'insécurité liée à l'islam. Si l'islam ne menace pas la stabilité de l'État, le fait de pratiquer trop fervemment sa religion peut amener le pouvoir vers une suspicion dangereuse. Comme l'Occident semble obnubiler par cette problématique, que son invocation permet tous les excès, le gouvernement a tout simplement décidé de créer cette menace pour le contexte kazakh. Le président l'utilise donc, à l'instar de ses homologues de la région, à des fins de répression. En effet, le gouvernement semble avoir compris qu'en qualifiant toute forme d'opposition à son gouvernement d'extrémisme, de fondamentalisme, de wahhabisme ou d'islamisme, il peut réprimer l'ensemble des groupes dissidents en toute légitimité. Les premières victimes sont donc les différentes organisations religieuses, qui se voient périodiquement, soit sanctionnées, soit simplement averties. En février 2005, soucieux de légitimer légalement sa répression, le gouvernement a passé une loi imposant de nouvelles contraintes aux groupes religieux et punissant certains comportements<sup>309</sup>. Ainsi, le gouvernement s'est donné les moyens de définir ce qu'était une menace et comment la combattre. Il peut maintenant taxer non seulement les imams dissidents de 'terroristes', mais il peut également s'attaquer aux ONG internationales, aux communautés religieuses étrangères et aux regroupements d'opposition politique.

---

<sup>308</sup> Lévesque *et al.* écrivent : « [...] le fondamentalisme islamique n'a jamais représenté un facteur potentiel de déstabilisation. [...] Au cours des dernières années, les mouvements religieux n'ont pas su constituer une force politique mobilisatrice. » *op. cit.*, p. 225. Karam écrit, de son côté : « l'islam ne joue pratiquement aucun rôle politique sauf à le considérer comme élément culturel qui se manifeste parfois à l'appui des thèses nationalistes. La rhétorique islamique n'est pas en général utilisée par les partis politiques kazakhs. » *op. cit.*, p. 277. Finalement, Olcott, mentionne que « In Kazakhstan [...] religion is considered to be a private matter that cannot influence education or politics. » *op. cit.*, p. 207.

<sup>309</sup> Voir, Blua, *loc. cit.* et Freedom House, *loc. cit.*

L'insécurité sociale et sociétale est donc présente de façon endémique au Kazakhstan. Certains diront que cette insécurité ne devrait intéresser l'analyste des relations internationales qui se penche sur cet État centrasiatique. De fait, cette forme de sécurité est souvent escamotée parce qu'elle ne menace que très rarement la stabilité de l'État. Mais, en réorientant notre perspective pour adopter le point de vue de l'individu, il ne saurait être question d'une quelconque sécurité pour le citoyen du Kazakhstan, sans que ses besoins sociaux élémentaires soient pris en considération. Comme le gouvernement néglige cette sphère<sup>310</sup>, que cette branche de la société est la première à écopier des maux généraux du système<sup>311</sup>, il est difficile de dresser un panorama sécuritaire sans tenir compte du facteur social. « The dissolution of the welfare state has dispossessed the majority from their means of security.<sup>312</sup> »

#### 5.2.5. Le secteur environnemental

Nous avons pu constater, plus haut, que le secteur environnemental entre péniblement dans le modèle paradigmatique des traditionalistes. Difficilement conciliable avec un schéma plaçant l'État en son centre, la sécurité environnementale devient encore plus laborieuse à opérationnaliser lorsque l'on ne considère, comme menace, que ce qui met en péril la biosphère ou l'avancement de la civilisation. Par contre, il est beaucoup plus aisé de définir un agenda concret des menaces environnementales lorsque l'on place l'individu comme référent ultime. Ce qui atteint à la liberté de se choisir un futur dans un environnement déterminé est beaucoup plus facile à identifier que ce qui pourrait, éventuellement, détruire l'humanité. En ce sens, il existe tellement de sources d'insécurité

---

<sup>310</sup> Les sommes contenues dans le budget national pour les besoins sociaux continuent d'être nettement insuffisantes pour répondre aux demandes de la population. En 2004, 4,9% du PIB était consacré à répondre aux besoins sociaux. Voir, PNUD, *National Human...*, *loc. cit.*

<sup>311</sup> « When the Ministry of Internal Affairs sought to crack down on official shortfalls and thefts from within the Kazakh government, the biggest culprit was found to be the Ministry of Health, Education, and Social Welfare. » Olcott, *op. cit.*, p. 205-206.

<sup>312</sup> Nazpary, *op. cit.*, p. 60.

environnementale au Kazakhstan qu'il est difficile de dresser une nomenclature exhaustive. De la pollution de la mer Caspienne, jusqu'aux innombrables cours d'eau contaminés par les pesticides et les herbicides, en passant par la dissémination aux quatre coins du pays des déchets chimiques, bactériologiques et radiologiques, la liste ne cesse de s'élargir. L'ère soviétique pèse de tout son poids sur le futur environnemental des citoyens du Kazakhstan.

Lors de son indépendance, le Kazakhstan héritait d'un des territoires les plus pollués de l'ex-empire soviétique. Le pays avait subi, dans les quarante dernières années, les assauts successifs du programme des Terres Vierges de Khrouchtchev, du développement du site d'essais nucléaires de Semipalatinsk, de l'expansion industrielle tout azimut et du plan d'irrigation des plaines turkmènes, ouzbeks et kazakhes par les grands fleuves approvisionnant la mer d'Aral. De plus, la république héritait du bilan plutôt douteux des scientifiques soviétiques en matière de techniques agricoles, d'utilisation de produits chimiques, et de gestions des déchets industriels. Depuis, la situation ne semble que s'être détériorée. La dégradation de l'environnement par la pollution du sol, de l'air et de l'eau n'a toujours pas reçu de réponse concrète des autorités gouvernementales. Les anciennes habitudes d'irrigation, toujours en pratique, continuent de favoriser la désertification, l'appauvrissement et la salinisation du sol. L'eau potable est de plus en plus rare et sa distribution demeure loin d'être équitable. Finalement, le gouvernement évite toujours les questions urgentes relatives à l'exploitation de la mer Caspienne, notamment, en ce qui concerne les fuites de pétrole autour des installations de forage.

- Agriculture

La dégradation des pâturages et des terres arables est l'un des problèmes écologiques les plus importants au Kazakhstan. Le développement agricole intensif des

quarante dernières années, ainsi que la désuétude des technologies et la surexploitation des ressources naturelles ont complètement épuisé le sol. Aujourd'hui, une partie significative du territoire est en voie de désertification. Plus de cinquante mille kilomètres carrés autour de la mer d'Aral et du bassin du lac Balkhach, devenus déserts et immensément salés, sont considérés comme impropres à toute activité agricole. De plus, le bassin de l'Irtych, en voie d'assèchement et de complète contamination, est en train de perdre toute fertilité. Une des zones les plus riches de l'ancien empire, le nord de la république actuelle, est au prise avec une grave dégradation de son sol. L'impact de la machinerie et du vent, dans cette région, est en train de tuer près de vingt millions d'hectares de terre. Dans les régions industrielles, l'exploitation intensive s'ajoute à la pollution environnementale à grande échelle. « In The Caspian oil-production region more than 4.3 million hectares of degraded lands [...] » sont désormais complètement ruinés par la pollution. « On the territory of the former Semipalatinsk Nuclear Testing site about 2 million hectares of agricultural lands were subjected to the radioactive contamination.<sup>313</sup> » Et chacune des régions a son contaminant propre. La pollution semble dépendante du type d'exploitation privilégié par les planificateurs soviétiques.

La dévastation des sols n'a, par ailleurs, pas seulement des conséquences sur les fermes et les exploitations agricoles. Les éleveurs de bovins et d'ovins, activité traditionnelle des Kazakhs, constatent que leurs lieux naturels de pâturage, la steppe, s'assèche graduellement, reculant au profit du sel et du sable du désert. Depuis 1991, certaines mesures ont bien été initiées par le gouvernement, mais l'importance de la tâche et l'insuffisance des sommes allouées n'a toujours pas permis d'inverser le phénomène. La détérioration progressive du sol, et par extension, de l'agriculture pourrait, à long terme, engendrer plus que des conséquences économiques. La disparition des terres signifie une

---

<sup>313</sup> Ministère de l'environnement du Kazakhstan, *State of the Environment in Kazakhstan 2004*, Almaty, UNEP/ENRIN, 2004.

précarité nationale en matière d'approvisionnement alimentaire. Pour le citoyen, qui peine déjà à se procurer des denrées au marché, cette menace peut s'avérer fondamentale. S'il doit cesser de cultiver son lopin de terre, s'il est dans l'obligation d'acheter des produits importés de Chine ou de Russie, il devra couper dans d'autres dépenses. Lorsque la nourriture représente la majorité du budget familial, il est difficile de trouver où couper. « As a whole, in zones of non-irrigated agriculture and in the regions of irrigated lands the significant part of lands is deteriorated, degraded, salted or became polluted with toxic waste. More than a half of lands in the country are subject to processes of desertification of the various degree of intensity.<sup>314</sup> »

- Polygone de Semipalatinsk

Le Polygone de Semipalatinsk est, encore aujourd'hui, un des endroits les plus pollués de l'ex-URSS. Premier centre d'essais nucléaires de l'Union Soviétique, il couvrait une zone de dix-huit mille km<sup>2</sup> dans le nord-est du pays, entre la Russie, la steppe et l'Irtych. Entre 1949 et 1989, l'Union Soviétique y effectua 456 essais nucléaires. Ces essais étaient conduits dans l'atmosphère (116), en surface et sous terre (340 explosions souterraines à partir de 1961). Le site a été officiellement fermé par le président Nazarbaev le 29 août 1991, sous les pressions de diverses ONG. Le dernier essai nucléaire effectué au Polygone de Semipalatinsk a eu lieu à Balapan en novembre 1989. De 1997 à 2000, en coopération avec les Américains, le gouvernement kazakh a démolit les installations de Degelen et de Balapan.

Si le site eut des répercussions désastreuses sur l'environnement, il est certain que les pires conséquences furent pour les habitants de la région. Car, si les autorités prétendaient, sous le régime communiste, que seulement quelques centaines de personnes demeuraient dans la zone d'explosion des essais (principalement les résidents de

---

<sup>314</sup> *Ibid.*

Kurchatov, ville secrète vouée entièrement à l'industrie nucléaire), il a maintenant été démontré qu'un périmètre beaucoup plus large avait été exposé aux retombées radioactives. Ainsi, on a calculé que près de 500 000 personnes ayant résidé dans un territoire allant jusqu'à 550 kilomètres de l'épicentre, avaient été contaminées. De ce groupe, 300 000 personnes sont parties de la région ou sont simplement mortes, alors que 200 000 ont décidé de demeurer sur place. En 1990, on estimait que près de 250 000 descendants des personnes initialement exposées vivaient toujours dans le périmètre. Les deuxième et troisième générations, non contaminées directement par les explosions, l'ont été ultérieurement par les matériaux radioactifs laissés sur le site et par les poussières, par la terre, l'eau et l'alimentation.

Une étude conduite durant les années 90 a décelé de graves conséquences sur la santé des personnes résidant dans la zone d'exposition<sup>315</sup>. Ainsi, on a observé 39 à 40% plus de tumeurs malignes que la normale, une prévalence de sept fois supérieure du cancer oesophagien et de trois fois supérieure des cancers du foie et des poumons. On a également constaté que certaines maladies cardiovasculaires apparaissaient de dix à quinze ans plus tôt chez certaines personnes. Le taux de mortalité infantile dépassait de deux fois la norme nationale, en raison principalement des nombreuses anomalies congénitales et des maladies immunodéficientes. Les taux de leucémie avoisinaient, dans certains villages, les 70%. On a également observé une forte proportion d'anomalies chromosomiques (20% pour la moyenne des résidents) allant jusqu'à 60% chez les personnes fortement exposées. Dans le village de Kainal, situé à 60 kilomètres de l'épicentre, parmi les 2500 résidents, 165 souffraient de tumeurs malignes, 16 de leucémie, 26 personnes avaient une maladie mentale sérieuse, et un nombre considérable éprouvait des problèmes de santé graves.

---

<sup>315</sup> Voir George, *op. cit.*, chapitre 10.

« Farm animal were born with genetic defects : sheep with six legs, calves with three legs, or with one eye. Children too.<sup>316</sup> »

Récemment, certaines personnes ont recommencé à occuper les terres du Polygone. La plupart demeure tout de même en retrait du site même. Selon certaines estimations, 30 000 à 40 000 personnes vivraient dans les villages autour de l'emplacement. Il n'y a toujours aucune barrière autour de l'ancien Polygone; les gens et les animaux pouvant circuler librement sur les différents sites d'essais. Il y aurait même de la prospection minière en cours sur certains emplacements souterrains. Des compagnies extrairaient du béryllium, du charbon et de l'or à même le sol contaminé. Du sel de table est même produit à partir d'un lac situé près du champ principal d'essai. De plus, certains métaux laissés sur place par les scientifiques et le gouvernement, seraient réutilisés par la population locale. Certains prétendent même que des résidents se rendent dans les tunnels souterrains pour récupérer des pièces de machinerie utilisées pour creuser les sites.

Finalement, ce qui s'avère le plus inquiétant, c'est que les autorités songent à se tourner, à nouveau, vers le nucléaire. Non content d'avoir sur les bras l'un des bilans les plus désastreux au monde, le gouvernement chercherait à construire une centrale nucléaire pour faire face à ses besoins énergétiques<sup>317</sup>. Les citoyens, échaudés par l'expérience de Semipalatinsk, ne peuvent que craindre ce genre de projet. De plus, comme les Chinois ont implanté leur propre site d'essai non loin de la frontière kazakhe, à Lop Nur, il est certain que cet enjeu demeurera une préoccupation sécuritaire pour les habitants du Kazakhstan.

- Industrie

Comme le Kazakhstan est principalement un fournisseur de matières premières et que son économie est essentiellement orientée vers l'exploitation des ressources du sol et

---

<sup>316</sup> George, *op. cit.*, p. 201.

<sup>317</sup> Voir, Gulnoza Saidazimova, « Kazakhstan: Government Pushing Nuclear Power Despite Public Fears », *eurasianet.org*, 25 février 2006.

du sous-sol, le pays produit une quantité astronomique de déchets. Pour les cinquante tonnes de diverses substances produites par habitant annuellement, le pays a accumulé vingt milliards de tonnes de déchets industriels. 95% de l'ensemble des minerais extraits ne sont pas utilisés et deviennent des déchets. Ces déchets sont souvent extrêmement toxiques mais rarement stockés dans des endroits adéquats. Les métaux ferreux et non-ferreux, ainsi que l'extraction aurifère, représentent près de quatorze milliards de tonnes du total des déchets accumulés, soit un territoire équivalant à 50 000 hectares<sup>318</sup>.

Nous pourrions continuer longuement cette recension. Le bilan industriel du pays est si spectaculaire que l'on vient à douter qu'un seul Kazakh puisse vivre dans un environnement sain. En ventilant selon les régions, on constate, par contre, que certaines sont beaucoup plus polluées que d'autres. Ainsi, environ la moitié des déchets toxiques accumulés dans le pays, provient de l'oblast du Kazakhstan-oriental, près du tiers, de l'oblast de Karaganda et 10% de celui de Pavlodar. Dans l'oblast de Zhambyl, les rejets des nombreuses industries chimiques sont déposés à même le gravier, pénétrant presque instantanément la nappe phréatique. La ville d'Almaty est également très sévèrement polluée. Il n'y existe aucun site d'enfouissement des déchets dangereux, les entreprises choisissant entre le déversement directement dans les cours d'eau de la ville ou l'entreposage dans des endroits inappropriés. De plus, la ville se trouve dans une sorte de cuvette, entourée de montagnes, la pollution atmosphérique y est donc endémique.

Les gigantesques complexes miniers et centres métallurgiques, financés par l'argent moscovite, représentaient peut-être un atout pour le Kazakhstan lors de l'indépendance. Mais aujourd'hui, ces complexes, jamais modernisés et revendus à rabais à des investisseurs internationaux davantage préoccupés par les profits que par les conséquences écologiques, sont la principale source de pollution de l'air, de l'eau et de la terre. Il est

---

<sup>318</sup> Chiffres provenant du Ministère de l'environnement du Kazakhstan, *loc. cit.*

assez intéressant de se demander si un pays peut réellement s'enrichir s'il détruit son environnement. Peut-il espérer prospérer lorsque ses citoyens sont malades de l'air vicié, de l'eau contaminée et de la terre polluée?

- La mer d'Aral

Dire que la mer d'Aral représente l'une des pires catastrophes écologiques de l'histoire est devenu un lieu commun. Symbole des excès de l'économie dirigée, cette mer qui fournissait autrefois des poissons à tout l'empire, est aujourd'hui la source de menaces environnementales majeures. Résumons la problématique. L'Aral a commencé son recul dans les années 60 suite au détournement des deux grands fleuves d'Asie centrale, l'Amou-Daria et le Syr-Daria, vers les plaines ouzbeks et turkmènes. L'objectif de Moscou était d'irriguer une partie du désert pour développer, principalement, la culture du coton. Des techniques de canalisation déficientes et une demande sans cesse croissante ont rapidement saturé la capacité des deux fleuves. « De 1960 à 1990, la zone irriguée en Asie centrale est passée de 3,5 à 7,5 millions d'hectares et la région est devenue le quatrième producteur mondial de coton. Mais, dans les années 80, la mer d'Aral a reçu 10 fois moins d'eau douce qu'en 1950. Sa salinité croissante a détruit la faune et la flore marines, ravageant le secteur de la pêche. Sur les 30 espèces de poissons, toutes ont péri sauf deux.<sup>319</sup> »

Aujourd'hui, les conséquences ont dépassé la simple sphère écologique. Le phénomène d'assèchement de la mer d'Aral a des répercussions sur l'ensemble de l'environnement, incluant les habitants. Certains ont même parlé de catastrophe humanitaire. Car, actuellement, « [...] l'eau potable de la région contient quatre fois plus de sel par litre que recommandée par l'Organisation mondiale de la santé. D'où la multiplication des maladies rénales, des diarrhées et autres affections graves. La

---

<sup>319</sup> Lloyd-Roberts et Anbarasan, *loc. cit.*, p. 10.

tuberculose a atteint des proportions épidémiques [...].<sup>320</sup> » Les maladies pulmonaires, infectieuses, et parasitiques (typhoïde, hépatite, et divers maladies intestinales) sont endémiques. Dans la zone autour de l'Aral (l'oblast de Kzyl-Orda), où environ 150 000 personnes vivent, les cancers de l'œsophage sont quatorze fois plus fréquents que la normale, et l'asthme et les maladies cardiovasculaires, dix fois. 80% des habitants d'Aralsk souffriraient d'une maladie ou une autre, 70% des mères étant victime d'anémie. Selon un médecin de cette ville, la plupart de ses maladies seraient directement reliées au milieu environnemental, la fréquence des tempêtes de sable et de sel, ainsi que les pluies acides exposant l'ensemble de la population à de fortes concentrations de produits chimiques et bactériologiques. En conséquence, les taux de mortalité sont, autour de l'Aral, jusqu'à dix fois supérieures à la moyenne<sup>321</sup>.

Aujourd'hui, l'Aral est divisée en trois sections. Ce que l'on appelait auparavant île de la Renaissance (*Vozrozhdeniya*), un site d'expérimentation d'armes biologiques et bactériologiques soviétique, est maintenant reliée au reste du continent. Les installations désertées par les scientifiques en 1991 et 1992, contenant toujours des virus et bactéries vivantes, sont désormais accessibles. De plus, la baisse des niveaux d'eau de la mer a exacerbé les contrastes climatiques régionaux, aggravant la situation des sols agricoles, endommagés par les dépôts de sel et érodés par le vent. La désertification a déjà gagnée d'immenses régions. Il n'est pas rare de voir des tempêtes de sable balayer les pourtours de ce qui reste de la mer, répandant les toxines et produits chimiques sur des centaines de kilomètres.

Il n'est donc pas exagéré de parler de catastrophe humanitaire et environnementale. Même si aujourd'hui des projets internationaux ont permis de rehausser le niveau de l'eau

---

<sup>320</sup> *Ibid.*, p. 11.

<sup>321</sup> George, *op. cit.*, p. 182. Pour un portrait complet voir Philip Micklin, *Managing Water in Central Asia*, Londres, The Royal Institute Of International Affairs, 2000.

dans la partie nord de l'ancienne mer (la 'petite mer'), que certaines ONG fournissent de l'aide médicale à la population, il demeure qu'une des régions de la planète les plus fertiles est devenue un désert hautement contaminé. Les terres restantes sont tout simplement impropres à l'établissement de l'humain. Et la mer, beaucoup trop saline, beaucoup trop polluée, est en train de vivre ses dernières années. Il est prévu que d'ici vingt-cinq ans, la partie sud (la 'grosse mer') disparaisse complètement. Son héritage demeurera, via les nappes phréatiques et les vents, mais sa présence ne sera qu'un souvenir. Si l'insécurité de base, née du reflux de la mer, de la perte de la possibilité de pêcher, s'effacera, l'insécurité existentielle, lié à survie dans un environnement si vicié, demeurera.

- La mer Caspienne

Comme nous avons pu le constater plus haut, le développement du bassin pétrolier de la mer Caspienne n'a pas été qu'une bénédiction pour les Kazakhs. L'apport d'argent neuf de l'Occident a bien permis à quelques personnes de s'enrichir, mais cet empressement à exploiter les ressources a également imposé un poids énorme sur l'écosystème fragile de la Caspienne<sup>322</sup>. Le littoral s'est industrialisé et urbanisé rapidement, causant une quantité de problèmes environnementaux. Il est évident que certains de ces problèmes ont été hérités des politiques soviétiques et que d'autres sont dus à la détérioration généralisée de l'environnement. Reste que pour un État comme le Kazakhstan, qui compte principalement sur une seule ressource pour alimenter son économie, les enjeux environnementaux de la Caspienne sont cruciaux.

---

<sup>322</sup> « Si le phénomène de la pollution pétrolière de la mer Caspienne ne date pas de ces vingt dernières années, l'augmentation du trafic contribue à renforcer les risques de pollution massive. Un seul puit rejette dans la mer au cours de son exploitation entre 30 à 120 tonnes de pétrole soit 10 % de sa production. A cela viennent s'ajouter les déchets de toutes sortes et principalement chimiques que drainent les fleuves qui s'y jettent et tout particulièrement la Volga. Selon certaines sources, la pollution engendrée par les eaux usées rejetées par l'industrie lourde représenterait 65 % de la contamination de la Caspienne. -----, « Mer Caspienne: enjeux pétroliers », *La documentation française*, juin 2006. Voir aussi, Jean-Robert Raviot, « Environnement contre géopolitique : les enjeux écologiques dans la région caspienne », *Cemoti*, No. 23, 1997, p. 65-89.

La Caspienne est aujourd'hui soumise à une dégradation environnementale continue. Chaque année, la Volga y déverse 140 millions de tonnes de polluants. Les États riverains s'en servent pour rejeter divers produits chimiques, pour irriguer leurs champs, pour évacuer leurs eaux usées. Résultats : la biodiversité de la faune et de la flore a été complètement dévastée. Le nombre d'esturgeons est passé de 200 millions à 60 millions en 5 ans, les phoques de la Caspienne sont presque complètement disparus, alors que les fonds marins et le littoral voyaient leur végétation crouler sous la vase, les algues et les parasites. De plus, les nappes phréatiques, ravagées par les pesticides, les nitrates et les sulfates, sont devenues trop polluées pour permettre une consommation domestique.

Mais, de ces menaces environnementales, aucune n'égale l'exploitation des champs pétrolifères. Non seulement, l'augmentation du trafic des tankers, des hélicoptères et des divers autres moyens de transport a infligé une charge plus lourde à l'écosystème, mais « un seul puit rejette dans la mer au cours de son exploitation entre 30 à 120 tonnes de pétrole soit 10 % de sa production. A cela viennent s'ajouter les déchets de toutes sortes et principalement chimiques que drainent les fleuves qui s'y jettent et tout particulièrement la Volga. Selon certaines sources, la pollution engendrée par les eaux usées rejetées par l'industrie lourde représenterait 65 % de la contamination de la Caspienne.<sup>323</sup> » Au Kazakhstan, au large d'Atyrau et de la péninsule de Mangistau, l'ampleur de la pollution pétrolière est mal connue. Mais certains prétendent qu'elle aurait causé la destruction d'une des réserves naturelles les plus importantes de la Caspienne<sup>324</sup>.

A cela s'ajoute la question de la remontée du niveau de la mer depuis la fin des années 1970. « On estime généralement que le niveau de la mer augmente régulièrement de 10 à 13 cm par an depuis 1978, soit une remontée d'environ 2,2 mètres en 18 ans. Les

---

<sup>323</sup> *Ibid.*

<sup>324</sup> Réserve qui avait perdu son statut spécial sous la pression de certaines compagnies pétrolières. Voir, Kleveman, *op. cit.*, p. 78.

conséquences de ce phénomène sont tangibles: il menace directement 4 villes, 109 villages, une population de 200 000 habitants.<sup>325</sup> » En outre, la brusque remontée des eaux vient remettre en cause des sites qui avaient commencé à prospérer (plusieurs installations pétrolières kazakhes sont maintenant immergées), aggrave la pollution des nappes phréatiques et rend difficile l'approvisionnement en eau potable. L'état des nappes phréatiques est particulièrement alarmant sur le littoral. Selon une étude russe récente, la part des nappes définitivement polluées serait de 75% dans l'oblast d'Atyrau. D'ailleurs, Atyrau est l'une des seules villes au monde où l'on ne s'approvisionne qu'en eau artificielle (dessalée). Paradoxalement, la région n'a pas les capacités pour financer la construction d'une nouvelle usine de traitement de l'eau.

Les conséquences de ce bilan sont à la fois écologiques et sociales. Si certains rejetteraient du revers de la main les menaces pesant sur les animaux et les végétaux, il est plus difficile d'ignorer les pêcheurs qui pourraient être privés de leur maigre gagne-pain par des retombées environnementales. Près de 20 000 pêcheurs et leur famille survivent grâce aux eaux du nord de la Caspienne. D'ailleurs, si certains regroupements locaux ont déjà tiré la sonnette d'alarme, même le Pacific Environment and Resources Centre, un organisme américain, a déclaré, « The Caspian is an ecosystem under stress. Existing pollution has damaged marine and terrestrial life. Those pristine areas that remain along the shoreline which still harbour important habitat for sturgeon, birds and Caspian seals will be placed in further danger by large-scale oil development.<sup>326</sup> » Un déversement pétrolier pourrait mettre fin à toute activité humaine dans la région.

En fait, l'enjeu de la Caspienne est des plus représentatifs pour notre étude parce qu'il symbolise, d'un côté, la réussite du pays, et de l'autre, la déliquescence de ses institutions. La mer a été bradée économiquement aux étrangers sans qu'on leur demande

---

<sup>325</sup> Raviot, *loc. cit.*, p. 77.

<sup>326</sup> George, *op. cit.*, p. 174.

une simple garantie de saine gestion. Les compagnies ont bien fait vœu de bonnes intentions (aucun déversement ou émission polluante), mais ces déclarations n'ont jamais fait l'objet de garantie ayant force de loi. On a consenti des droits aux compagnies sans leur imposer des devoirs. Lorsqu'un accident est arrivé et que 265 tonnes d'eau toxique ont été déversées directement dans la mer, la compagnie fautive a simplement nié l'incident<sup>327</sup>. La Caspienne demeure une vache à lait pour la clique au pouvoir. Les compagnies étrangères et les amis du président s'enrichissent, alors que les citoyens vivant sur ses pourtours subissent les conséquences de son développement sauvage.

« Les dividendes du pétrole apporteront-ils les moyens de dépolluer la mer et son littoral? Permettront-ils d'augmenter le niveau de vie de la population, [...] de reconstruire les systèmes d'adduction d'eau, de faire reculer la mortalité infantile? <sup>328</sup>» Il est permis d'en douter. Plus qu'une manne pour la population, comme nous l'avons vu plus haut, ces pétrodollars génèrent une situation de menace constante pour l'environnement des gens vivant de la Caspienne. Il est connu que dans les tractations avec les compagnies pétrolières occidentales, les questions environnementales sont systématiquement ignorées. Dans ce contexte, le pétrole, comme les diverses autres formes de pollution, doit être considéré comme une source d'insécurité pour les individus.

- Eau

L'approvisionnement en eau est devenu un enjeu crucial au Kazakhstan. Si certains voient poindrent des affrontements interétatiques pour le contrôle des sources d'approvisionnement<sup>329</sup>, la plupart des Kazakhs, de leur côté, n'y voient qu'une

---

<sup>327</sup> Voir, *ibid.*, p. 173.

<sup>328</sup> Raviot, *loc. cit.*, p. 85.

<sup>329</sup> Voir, Stuart Horsman, « Water in Central Asia : regional cooperation or conflict? », dans Allison et Jonson, *op. cit.* Et Antoine Blua, « China's Mounting Influence - Xinjiang's Thirst Threatens Kazakh Water Resources », *eurasianet.org*, 24 novembre 2004 et Gulnoza Saidazimova, « Kazakhstan: Environmentalists Say China Misusing Cross-Border Rivers », *eurasianet.org*, 16 juillet 2006.

problématique à laquelle ils doivent répondre quotidiennement. Pour l'instant, 56% de l'approvisionnement en eau provient de sources locales ce qui amène un manque à gagner de près de 44%, provenant du Kirghizstan, de l'Ouzbékistan, de la Chine et de la Russie. En 2000, 14% des citoyens résidant en milieu urbain et 27% de ceux vivant en milieu rural n'avaient pas accès à une source d'eau raisonnablement propre à la consommation. De plus, la moitié de la population buvait de l'eau ne satisfaisant pas aux standards internationaux, alors que 5% consommait une eau ne répondant pas aux normes bactériologiques<sup>330</sup>.

Cette carence en eau potable entraîne des conséquences sur l'hygiène, mais surtout sur la santé générale des citoyens. Une eau souillée est la première cause de maladies intestinales, de transmissions de bactéries et de virus contagieux. En ce sens, l'état lamentable des nappes phréatiques, contaminées par les déchets industriels et les rejets urbains, représente une des premières sources d'inquiétudes. De plus, la grande consommation et le gaspillage de l'eau constituent deux fléaux qui menacent l'approvisionnement. 75 % de toute la consommation est attribuée à l'agriculture. Les méthodes d'irrigation anachroniques sont encore très exigeantes pour les cours d'eau, et très peu efficaces pour les cultures, la moitié de l'eau pénétrant le sol avant d'arriver à destination. Malgré cette situation assez précaire, le gouvernement n'a adopté aucune mesure pour contrer le gaspillage et pour ménager les sources d'eau potable connues.

Cette mauvaise gestion de la ressource hydrique a finalement mené à des pénuries ponctuelles, notamment dans les bassins de l'Ili, du Syr-Daria et de l'Ishim. Si la mer d'Aral représente le plus frappant des scénarios pouvant arriver aux autres régions, la catastrophe peut encore être évitée, comme dans le cas du lac Balkhach, un des écosystèmes les plus menacés par la négligence des autorités. « Water is of critical

---

<sup>330</sup> Chiffres provenant de : ONU, « Kazakhstan: Achievements... », *loc. cit.*

importance in this largely arid region. Agriculture remains the dominant economic activity here and it is heavily dependent on extensive irrigation. [...] The management of this key natural resource is utmost importance to the economic, political and ecological future of the region.<sup>331</sup> » Terminons en ajoutant que, plus qu'un simple atout économique, l'eau demeure le plus important apport de la nature à l'homme. Il est assez évident qu'une menace à l'approvisionnement en eau peut constituer une des plus grandes insécurités pour l'individu.

La principale conséquence de ce bilan environnemental désastreux est qu'aujourd'hui, une grande partie de la population vit dans des zones extrêmement polluées. Ces gens font souvent partie des couches les plus pauvres de la population, donc ils n'ont ni les moyens de changer d'endroit, ni de se faire soigner, lorsque c'est nécessaire. Ils n'ont d'ailleurs souvent aucune connaissance de l'ampleur du danger. La pollution environnementale est aujourd'hui responsable d'une baisse du taux de natalité, de la croissance de la mortalité infantile, de la mortalité maternelle, en plus de figurer pour une bonne part dans la hausse de la mortalité en général<sup>332</sup>. Elle représente la principale menace dans l'immense oblast de Kyzylorda (autour de la mer d'Aral)<sup>333</sup>, dans la région de Semipalatinsk (maintenant nommé oblast du Kazakhstan oriental), dans les régions minières et industrielles de Pavlodar et de Karaganda et sur le pourtour de la Caspienne (oblasts d'Atyrau et de Mangistau). Comme le ministère de l'environnement est sous-financé, que l'environnement figure assez bas dans les priorités, on ne saurait entrevoir un changement à court terme. Certains nouveaux règlements encadrant l'industrie pétrolière ont bien été mis en place en 2003, mais la multiplication des forages sur les côtes de la

---

<sup>331</sup> Micklin, *op. cit.*, p. 5.

<sup>332</sup> Voir Olcott, *op. cit.*, p. 203-204.

<sup>333</sup> « Every year, 10-15% of arable land in Kyzyl Orda Oblast turns to wasteland due to dysfunctional irrigation systems. Already, 20-25% of the pastures to the south of the Aral Sea have been destroyed in the same way. » ONU, « Kazakhstan: Achievements... », *loc. cit.*, p. 16.

Caspienne fait douter d'une éventuelle diminution de la pollution dans la mer. Donc, pour le Kazakh, les insécurités provenant de l'environnement sont, non seulement extrêmement nombreuses, mais également extrêmement nocives. Plus qu'une menace théorique, la mise en péril de son environnement immédiat signifie maladies, pénuries et destruction des possibilités de se choisir un futur local.

## **6. La reconstruction**

« In today's Kazakhstan, the chasm between proclaimed goals and their implementation in practice, especially as they relate to ordinary people's basic rights to work and education, free medical care and freedom of expression, is considerable.<sup>334</sup> » La partie précédente a illustré explicitement ce décalage entre la théorie et la pratique de la sécurité au Kazakhstan. Nous avons pu voir que la conceptualisation est rarement subordonnée aux insécurités des citoyens, qu'en fait, le contraire est beaucoup plus fréquent. Cette troisième partie nous permettra de rechercher les potentialités d'alternatives à la norme en synthétisant le décalage identifié. Une fois ce déphasage déterminé, compris et assimilé, celui-ci agira comme mesure nous permettant de reconsidérer les conceptions et pratiques en place. Ce processus nous mènera vers notre objectif final, la détermination d'une voie vers l'émancipation. Ainsi, notre conclusion nous permettra de postuler ce que pourrait représenter *une sécurité améliorée* pour les Kazakhs, sans nécessairement définir *la sécurité idéale*.

Il est d'abord assez intéressant de noter que le décalage que nous avons pu constater n'est pas que ressenti par la population. Le président Nazarbaev, lui-même, entretient une vision plutôt ambiguë de ce que devrait représenter la sécurité kazakhe. Dans le document *Kazakhstan 2030*, il énonce : « il est parfaitement clair que ni la Russie, ni la Chine, ni

---

<sup>334</sup> George, *op. cit.*, p. 9.

l'Occident, ni les pays musulmans n'ont [...] de raison de nous agresser. Et cette période de tranquillité et de stabilité doit être utilisée pour la fortification efficace du potentiel économique du Kazakhstan, sur la base duquel nous pourrions construire un système stable de sécurité nationale.<sup>335</sup> » Cette prise de position du président est plutôt paradoxale. Pour quelle raison le Kazakhstan aurait besoin de construire un système de sécurité nationale efficace, si aucun de ses voisins n'a l'intention de l'attaquer? Peut-être parce qu'un traditionaliste pur et dur n'écarte jamais la possibilité que l'« autre » puisse atteindre, hypothétiquement, à sa souveraineté et à son intégrité étatiques. Cette position particulière du président, marquée par un décalage entre la théorie et la pratique, a amené Nargis Kassenova à qualifier la politique de sécurité nationale du Kazakhstan de modèle hybride entre la pensée traditionnelle et les nouveaux courants théoriques de la sécurité.

L'interprétation du président est ainsi, assez symptomatique de l'ambivalence kazakhe entre la conceptualisation théorique et la pratique concrète de la sécurité. Nazarbaev veut, d'un côté, s'inscrire dans le courant dominant et respecter l'orthodoxie internationale (américaine), tout en proposant, de l'autre côté, une vision dérivée d'un constat pragmatique de la réalité du terrain. Il faut, par contre, souligner que le président semble finalement vouloir pencher vers le modèle traditionnel depuis 2001. Dans un document intitulé '*Strategic Plan of Kazakhstan's Development till year 2010*<sup>336</sup>', il apparaît opter pour une vision assez classique de la sécurité. « It is interesting to consider this plan for it gives a picture of the world as a bleak and dangerous place more characteristic of national security strategies than that of Strategy 'Kazakhstan 2030'. The key chapters devoted to economic development, demographic situation and education enlist threats along with strategic goals, analysis of the situation, and measures.

---

<sup>335</sup> Bureau du Président du Kazakhstan, *Kazakhstan – 2030. La prospérité, la sécurité et l'amélioration du niveau de vie de tous les Kazakhstanais*. Almaty, 1997.

<sup>336</sup> Voir, Bureau du Président du Kazakhstan, *Strategic Plan of Kazakhstan's Development till year 2010*, Astana, 2001.

Interestingly, the chapter on environmental protection does not have a threats section, although it enlists multiple serious problems in this area.<sup>337</sup> »

Cette inclinaison ne soustrait tout de même pas le pays à l'ambiguïté de ses choix. Il apparaît que les décalages fondamentaux entre théorie et réalité, n'ont toujours pas trouvé de réponse au sein de l'élite. «Kazakhstani national security model reveals that it is in a state of confusion, suspended in-between Soviet-style protection of state interests, the traditional Western model of a nation-state locked in a system of competing nation-states, the Asian developmental state model and new broader security thinking. The confusion is the result of the complex circumstances of its new statehood and the general lack of clear conception of national security in contemporary political science.<sup>338</sup> » En ce sens, notre démarche prend encore plus de valeur.

La reconstruction consiste donc en une comparaison entre les deux visions de la sécurité. Au point de vue militaire, la vision traditionnelle des relations internationales nous montre que le Kazakhstan est en voie de devenir une puissance régionale cohérente, possédant les atouts économiques, la stabilité politique et le potentiel militaire pour s'imposer à long terme sur ses voisins. Pour l'individu, il a été démontré que la sphère militaire évoque la protection du territoire national contre les 'autres', pouvant, hypothétiquement, atteindre à l'intégrité et à la souveraineté du pays. Nous avons, par contre, pu constater que certaines franges de la population ne conçoivent pas la notion de territoire de la même façon que les autres. En ce sens, ces franges ne voient pas la nécessité de dresser des frontières face à un autre qu'ils ne croient pas menaçant. De sorte que la vision exclusivement stato-centrique de la sécurité s'accorde mal avec les préoccupations de citoyens. Malgré ce déphasage partiel entre le théorique et le pratique, on peut affirmer que le secteur militaire est le plus cohérent des cinq secteurs. Le décalage y est beaucoup

---

<sup>337</sup> Kassenova, *loc. cit.*, p. 157.

<sup>338</sup> *Ibid.*, p. 163.

moins marqué qu'ailleurs. Nous pourrions tout de même préciser que ce secteur repose presque essentiellement sur la construction des menaces par les énonciateurs de la sécurité. L'insécurité postulée par ce secteur n'est que très partiellement vécue au quotidien. Elle repose sur une projection, sur une prédiction de ce qui pourrait, à terme, constituer une menace pour les Kazakhs. Elle ne repose sur rien de concret. Le Kazakh ne se lève pas le matin en apercevant les troupes chinoises occuper ses terres. Par contre, il entend ses politiciens, ses spécialistes énoncer la possibilité que cela se produise. Il amalgame donc son sentiment d'insécurité avec la construction politique énoncée par les locuteurs traditionnels de la sécurité.

Politiquement, maintenant, le modèle traditionnel nous suggère que la souveraineté étatique devrait constituer la principale entité à sécuriser. De leur côté, les individus croient que c'est précisément leur gouvernement qui devrait être considéré comme la principale menace. Le public ordinaire n'a aucun canal institutionnel pour influencer les décisions de l'élite politique. Aucune autonomie locale n'existe, aucune élection n'est parfaitement légitime, les réunions sont couramment interdites, de même que les protestations. Quelconque activité par l'opposition peut mener à la persécution et l'arrestation de ses chefs, et la censure prive la société civile de son droit de regard sur les politiques de l'État.

Ce secteur est donc marqué par un profond décalage entre la théorie et la pratique. Ce décalage est peut-être encore plus important pour un État comme le Kazakhstan parce qu'il y existe un écart particulièrement grand entre la population et son élite. Cette dernière profite d'une impunité totale, héritée du modèle soviétique, mais également du plébiscite des autres acteurs internationaux et de l'inexpérience politique de sa propre population. Le rôle du modèle théorique y est ici, particulièrement important. Les dirigeants ont adopté les définitions occidentales de système, d'État, d'institution, de gouvernance, de pouvoir, de sécurité, etc., sans que la population n'est, comme en Occident, les compétences pour se

constituer en contrepoids des transgressions de ses autorités. En ce sens, la conduite des dirigeants internationaux face au régime en place, assimilant le système politique du Kazakhstan à celui des démocraties occidentales, amplifie l'insécurité politique de la société civile kazakhe<sup>339</sup>. Si le système américain stipule que le dirigeant dûment élu amalgame les besoins et désirs politiques de sa nation, au Kazakhstan, le dirigeant demeure la tête de pont d'une clique omnipotente. Ainsi, la légitimité accordée par l'Occident au gouvernement kazakh, en raison notamment de ses ressources naturelles fastueuses, n'a fait qu'exalter le décalage sécuritaire. Le pouvoir est conforté dans sa position et la population souffre, sans mot dire, des abus de ses dirigeants.

Comme pour le secteur politique, le manque de concordance entre le théorique et le pratique est extrêmement marqué au sein du secteur économique. Si le portrait traditionnel nous montre un État en pleine croissance, au PIB en constante progression, qui semble vouloir s'attabler avec les puissances économiques de ce monde, la situation sur le terrain est tout autre. Le fossé entre une masse de pauvres et une minorité de riches ne cesse de s'agrandir. Le chômage est toujours endémique, les conditions de vie se détériorent due à l'inflation galopante, au vieillissement des infrastructures et les réformes économiques et privatisation n'ont fait qu'engraisser la fortune du clan au pouvoir. De plus, comme seuls les hydrocarbures et les ressources naturelles intéressent le gouvernement (et ses conseillers étrangers), une des activités principales, l'agriculture et un des fleurons de l'économie soviétique, le secteur industriel, sont en déroute complète<sup>340</sup>.

---

<sup>339</sup> Voir la visite de Nazarbaev à Washington, fin septembre 2006. Joshua Kucera, « Bush: Kazakhstan is a 'Free Nation' », *eurasianet.org*, 29 septembre 2006; Joanna Lillis, « Kazakhstani Leaders Hail Success of President's Washington Visit », *eurasianet.org*, 02 octobre 2006, S. Frederick Starr, « Don't Play Politics With Kazakhstan », *washingtonpost.com*, 28 septembre 2006, p. A23 et Bruce Pannier, « Kazakhstan: President Tells West -- We Don't Need Your Advice », *eurasianet.org*, 19 novembre 2006.

<sup>340</sup> Voir le point 5.2.3. pour un portrait complet.

La situation économique a bel et bien deux visages. Et il est certain que ces deux visages ne sont pas considérés au même titre par les analystes. Comme les dogmes économiques dominants ne prennent aucunement en compte les effets sociaux des politiques économiques, que seuls les résultats comptent, que l'économie est une prérogative interne des États, il est certain que les citoyens sont laissés à eux-mêmes. Il est difficile d'être pauvre dans un pays riche. Si les puissances considèrent l'État comme un succès, que cet État, comme dans le cas du Kazakhstan, applique les règles avec rigueur, le statut des citoyens composant cet État devient accessoire. À cet égard, ici encore, le théorique semble être la principale menace pour la réalité. Le Kazakhstan a adopté parfaitement les dogmes néolibéraux, confortant le marché (l'élite) dans son accumulation du capital et dépossédant l'État (les individus) de sa participation au processus économique. Les politiques économiques sont assujettis aux normes de redistribution, de réglementation et de stabilité internationales, dépouillant l'individu de sa citoyenneté économique<sup>341</sup>.

Ce qui nous amène, très naturellement, au secteur sociétal. La vision traditionnelle de la sécurité sociétale propose l'identité comme référent ultime. Menacée par l'immigration, l'intégration ou l'assimilation, l'identité représenterait l'agrégat d'allégeances des citoyens. Pour l'individu, par contre, cette notion semble beaucoup plus fluide. Moins qu'une peur communautaire, la situation sociétale semble marquée davantage par les insécurités quotidiennes. D'ailleurs, la notion d'identité est très difficilement définie au Kazakhstan. Elle est perméable et en constante mutation. La notion de sécurité sociale, lorsque on examine la situation de la perspective individuelle, est beaucoup plus concrète.

---

<sup>341</sup> Voir Jorge Nef, *Human Security and Mutual Vulnerability : The Global Political Economy of Development and Underdevelopment*, Ottawa, International Development Centre, 1999.

En ce sens, la fracture entre la notion traditionnelle et la vision critique est très prononcée. Il ne saurait être question de voir ce secteur comme une déclinaison sémantique de l'État. L'individu ne considère pas sa situation sociétale comme une variable entrant dans un processus de sécurisation ou de désécurisation. Il ne considère pas ses insécurités comme un tout déshumanisé. Il vit chaque jour avec la détérioration de son état de santé, avec la décomposition de son système d'éducation, avec une incertitude ethnique plaçant les gens en compétition perpétuelle et avec une déliquescence culturelle, engageant les différentes strates sociales dans un antagonisme perpétuel. Il est impossible, ici, d'ignorer le fait qu'au temps du soviétisme, l'ensemble de ces maux étaient absents. Il est certain que les gens payaient un lourd tribut pour cette absence, mais il reste que le Kazakhstan jouissait d'un système de santé enviable, d'instituts renommés, d'une (toute relative) fraternité ethnique et d'une culture prisée de tous. La simple perception d'un abîme social insondable entre les deux époques, par les individus, renforce la pertinence de notre vision alternative de la sécurité. Il est inutile de rappeler qu'ici encore, le cadre théorique ayant été appliqué depuis l'indépendance, semble être une des principales sources de l'insécurité. La démocratie libérale, adaptée à la sauce kazakhe par le président et ses sbires, représente, pour les individus, la principale menace sociétale.

En ce qui a trait au secteur environnemental, nous avons constaté que la sécurité traditionnelle considérait la pérennité du composé environnement-civilisation comme le principal référent à protéger face aux catastrophes naturelles et aux méfaits de l'homme. Il est certain que pour l'individu, cette préoccupation est également primordiale. Mais c'est dans la définition des menaces que les deux visions divergent. La vision traditionnelle postule que la survie de la civilisation doit être mis en péril pour que la menace soit considérée comme un enjeu de sécurité. Pour l'individu, la destruction, même partielle, de son habitat représente un danger fondamental. La pollution d'une mer nourricière, d'un

cours d'eau potable, de terres agricoles, la désertification, l'irradiation ou le rejet de déchets toxiques sont aussi, sinon plus dramatiques pour l'individu qu'un éventuel tremblement de terre.

Ce décalage, que l'on pourrait percevoir comme une simple différence de niveau, est également très significatif. Parce qu'en prenant les seules menaces assez imposantes pour détruire les acquis d'une civilisation, le modèle traditionnel ignore tout simplement l'importance de l'environnement dans le panorama sécuritaire. En fait, ici, la vision classique remplace les mots guerre mondiale ou bombardement nucléaire par tsunami ou grippe aviaire. Elle ignore la simple quotidienneté de vivre dans un environnement trop vicié pour pouvoir cultiver des légumes ou boire de l'eau. C'est, encore une fois, le modèle étatique qui prime. Si le système en place n'est pas menacé, il n'y a pas lieu d'intervenir. Au Kazakhstan, ce postulat théorique permet aux autorités d'éviter certaines questions primordiales. Qu'advient-il des gens vivant toujours autour de Semipalatinsk? La Caspienne sera-t-elle sacrifiée au profit de la rente pétrolière? Que faire des déchets toxiques inondant le pays? Pour les dirigeants, ces questions ne sont que des détails. Mais pour les individus, elles sont fondamentales.

Ceci dit, il est bien entendu que notre reconstruction se base, elle aussi, sur des présupposés normatifs. L'ensemble de notre démarche, d'ailleurs, se base sur un ensemble complexe de présupposés normatifs. « [...] claims about security are a serious matter. They cannot be dissociated from even more basic claims about who we think we are and how we might act together.<sup>342</sup> » Comme nous l'avons maintes fois répété, nous ne croyons pas qu'un point de vue objectif et neutre existe. Nous avons consciemment et sciemment décidé d'opter pour une ontologie individualiste visant l'amélioration du sort des oubliés,

---

<sup>342</sup> R.B.J. Walker, « The Subject of Security », dans Keith Krause et Michael C. Williams, dir., *Critical Security Studies. Concepts and Cases*, Minneapolis, University of Minnesota Press, 1997, p. 66.

des sans voix, des opprimés, pour des raisons tant morales, qu'éthiques et personnelles. Ce choix tend, bien sûr, à véhiculer une vision particulière du monde. Notre utopie concrète, l'émancipation, propose la production d'un monde alternatif guidé par un cadre philosophique davantage influencé par l'humanisme que par le darwinisme. Nous croyons qu'une plus grande égalité entre les individus devrait permettre un affranchissement des contraintes structurelles et contingentes pesant sur leur existence. Nous croyons qu'une élimination radicale du modèle politico-économique injuste, présentement en vigueur, est souhaitable. Nous croyons qu'il est indispensable que le chercheur cesse de n'être qu'observateur (ou de se prétendre observateur) pour devenir un catalyseur de changement.

Il existe bien sûr une critique facile face à ce type de prise de position, celle de vouloir imposer une vision du monde occidentaliste, construite par l'entremise des bases identitaires, des apriorismes discursifs et de l'interprétation historique d'un 'Nous' diamétralement différent du 'Eux' dont il est question. En ce sens, et comme nous l'avons mentionné précédemment (Note 100), nous croyions que notre démarche n'est pas exempte de tare et qu'elle est bel et bien tendancieuse puisque orientée vers un but, celui d'améliorer le sort des individus. Nous croyons qu'il est légitime de contester les assises culturelles de tout discours, mais qu'il existe également une possibilité d'éviter le relativisme excessif. Le fatalisme est une position qui se défend mais qui cantonne le monde dans un statisme que nous refusons de cautionner. Ainsi, il est bien entendu que notre conclusion praxéologique reflète nos présupposés normatifs. Notre démarche visant à modifier l'ordre actuel, nous ne plaidons pas pour une simple description de la situation actuelle au Kazakhstan, mais pour un infléchissement de son avenir.

Le problème, lorsque vient le temps de choisir entre différentes conceptions, est de déterminer comment choisir. Comme nous le montre certains événements récents (11 septembre 2001), il est souvent assez difficile d'aller à contresens face à une vision

ordonnant les définitions identitaires, les pratiques discursives et la trame narrative façonnant le monde contemporain. Il est souvent encore plus ardu de croire qu'il existe d'autres voies. Ces autres voies sont inévitablement déterminées par un choix normatif hiérarchisant les différentes formes d'alternatives à la norme. En incluant une partie reconstructive à notre analyse, nous avons pu mettre en lumière l'impact des considérations normatives non seulement sur les motivations du chercheur, mais également les décisions des acteurs de l'analyse. Puisque le travail d'universitaire peut contribuer à changer les choses, nous croyons qu'il est important qu'il précise les potentiels émancipateurs présents au sein de la société. Ce faisant, il se commet normativement, certes, mais il contribue également à l'universelle et inévitable dialectique historique. Finalement, n'oublions jamais que, contrairement aux courants rationalistes, notre approche est ouverte et évolutive. Le fruit de notre reconstruction n'est pas inéluctable. L'émancipation demeure un processus et non une finalité.

## Conclusion

Ce mémoire s'était donné comme tâche d'approfondir deux éléments essentiels. D'abord, nous avons essayé de démontrer que le concept de sécurité a été acculé à une signification restrictive par les tenants d'une vision traditionnelle des relations internationales depuis soixante ans. Nous avons postulé que cette interprétation n'était pas en corrélation avec la réalité, qu'elle nécessitait donc une redéfinition théorique pour cadrer avec les préoccupations légitimes des référents naturels de la sécurité, les individus. Nous avons ainsi affirmé que la sécurité devait être comprise comme une notion évasive, ne prenant sa signification que dans la pratique de ses énonciateurs. En admettant cette relativité sémantique, nous avons postulé qu'il était possible de changer la façon d'interpréter le concept, de l'adapter à la réalité. Nous avons ensuite affirmé qu'une des voies les plus adéquates pour redéfinir conceptuellement la sécurité était d'opter pour le cursus théorique défini par la tradition critique. Nous avons donc, dans notre premier chapitre, exploré une approche alternative, les études de sécurité critique. Nous avons alors démontré que les ÉSC évitaient les tares conceptuelles de l'approche traditionnelle, en proposant une vision plus holistique de la sécurité, prônant un approfondissement puis un élargissement afin d'arriver à une compréhension ontologiquement inclusive, épistémologiquement historiciste et intersubjective et méthodologiquement orientée vers la praxis; l'émancipation.

Nous avons ensuite illustré la pertinence de recourir à ce cadre théorique en étudiant le cas précis du Kazakhstan. Par la critique immanente, nous avons pu découvrir qu'il existe un profond décalage entre la conception théorique de la sécurité kazakhe et les nombreuses insécurités vécues par les individus, au quotidien. Cette analyse nous a fourni, non seulement une illustration empirique, mais également la démonstration pragmatique de la nécessité d'appréhender alternativement la sécurité du Kazakhstan. Le cadre conceptuel

utilisé semblait illustrer plus adéquatement le panorama de sécurité des individus peuplant le Kazakhstan que la plupart des manuels et articles écrits sur le sujet. En soulignant les décalages entre la théorie et la pratique dans le cas précis du Kazakhstan, l'analyse critique nous a montré une dimension supplémentaire de la sécurité de cet État. Une telle dimension est souvent présente dans les différents contextes étatiques internationaux, mais est trop souvent absente des travaux universitaires sur la question. Ce qui s'avère plutôt paradoxal puisque cette dimension est primordiale pour le peuple, celui qui devrait, en toute logique, être le destinataire de la sécurité, qui devrait être le pivot du discours universitaire. En particularisant cette dimension, notre analyse pourra, à terme, contribuer à changer ce qu'est 'le bon sens' au profit du référent ultime de la sécurité, l'individu.

- **L'émancipation**

Il reste donc à avancer une voie vers l'émancipation. Nous pouvons, et nous devons, à la lumière de notre analyse, nous compromettre et illustrer ce que pourrait représenter l'émancipation sécuritaire pour les citoyens kazakhs. Nous croyons qu'il est important de concrétiser l'agenda en distinguant son aboutissement. L'émancipation doit demeurer l'objectif d'une telle analyse, l'aboutissement naturel de notre argumentation critique. Nous devons, par contre, spécifier que notre vision de l'utopie concrète n'incarne pas LA sécurité émancipée mais bien une image, bien personnelle, de ce que pourrait représenter une sécurité améliorée pour le peuple du Kazakhstan. Notre vision de cette émancipation ne représente pas un idéal, universel et immuable, à atteindre mais bien une porte ouverte vers un changement, vers un progrès dans la manière dont on appréhende les relations politiques entre les individus peuplant cet État. C'est pourquoi nous avons identifié les prémisses de cette émancipation dans une matrice déjà bien présente dans la société. Ce que nous spécifierons, ci-après, représente un processus, et non un point final. Nous ne prétendons jamais que la réalisation de l'utopie concrète mènera le Kazakhstan

vers une sorte de paradis émancipatoire. L'incarnation ne mènera le pays et ses individus que plus proche de l'adéquation entre leur idée d'une sécurité et la sécurité absolue. Il est d'ailleurs assez important de noter, à ce stade, que la sécurité améliorée pour les Kazakhs est souvent synonyme de retour vers la fixité soviétique. L'émancipation semble donc avoir déjà été vécue, mais perdue par les individus.

Donc, comment pouvons-nous formuler ce processus émancipatoire pour les Kazakhs? D'abord, il est impératif de troquer le discours sécuritaire dominant actuellement pour le remplacer par une énonciation de la sécurité prenant en compte les enjeux pratiques des individus. Nous avons constaté que le modèle en application ne répondait pas aux besoins et aspirations de la population, il est donc nécessaire de le changer. À la base, il est impératif de modifier la définition du terme sécurité afin que sa signification rencontre l'acceptation morale, idéologique et normative de la majorité des citoyens. Sa signification doit être adaptée au contexte historique et social kazakh. Les menaces doivent être identifiées par ceux qui souffrent d'insécurité et non plus par une minorité protégeant ses intérêts vitaux. Cette nouvelle signification ne nécessite pas des heures de recherche par des dizaines d'académiciens. Elle existe déjà dans les aspirations sécuritaires, dans le discours critique envers l'ordre présentement en place, dans les constatations individuelles des travers de la signification actuelle<sup>343</sup>. Il ne suffit que d'accorder la théorie à la pratique.

Une fois cette translation conceptuelle réalisée, les différents secteurs sociétaux peuvent s'aligner sur cet objectif théorique alternatif. Le processus de concrétisation de l'utopie peut débiter. Ainsi, l'État doit d'abord cesser d'être considéré comme le socle sur lequel repose l'ensemble des autres institutions et pratiques de la société. Il est impératif que l'individu le remplace au centre du schéma sécuritaire. En s'assurant que l'individu

---

<sup>343</sup> Voir, Nurbulat Masanov, « Political development of sovereign Kazakhstan », Exposé présenté devant le Parlement Européen, *International Eurasian Institute for Economic and Political Research*, 10 décembre 2002. pp.1-8.

puisse choisir librement son avenir sécuritaire, les institutions et les pratiques sociales survivront. Si l'État se pérennise, c'est parce que les individus l'auront choisi ainsi, et non parce que les structures auront conditionné leur choix.

En ce sens, la sécurité militaire, telle que conçue par le système, doit disparaître. L'armée instituée comme bras armé du gouvernement face aux 'Autres', comme instrument d'intimidation, comme appareil d'un système de défense, n'a plus sa place. Si elle survit institutionnellement, elle doit préserver les acquis des citoyens, sans compromettre leurs possibilités. Elle ne doit plus être perçue comme une barrière entre les peuples. Une sécurité fondée sur la liberté des individus ne doit plus concevoir le monde comme un territoire divisé en unités protégées par des corps militaires. Si l'individu est le référent principal de la sécurité, il l'est des deux côtés de l'ensemble des frontières.

En matière politique, il est impératif que les individus cessent d'être contraints structurellement et arbitrairement par le pouvoir en place. La sécurité politique des Kazakhs passe par leur participation au processus public. Les institutions desservant les citoyens doivent être complètement transparentes. L'imputabilité doit servir de ligne directrice aux dirigeants. Les médias doivent pouvoir servir de quatrième pouvoir et rendre compte librement des fautes des autorités. Le système judiciaire doit être impartial dans toutes causes. Les élections doivent servir de procédé démocratique désignant les représentants du peuple et non de mécanique légitimant le pouvoir des puissants. Il doit exister un dynamisme sociétal hors du gouvernement. La société doit être libre de choisir des options qui ne correspondent pas aux intérêts des dirigeants. Finalement, la corruption doit cesser d'entretenir un système inéquitable où seuls les plus rusés triomphent. Le premier pas vers l'émancipation passe nécessairement par l'affranchissement politique de la population kazakhe.

Au niveau économique, le bilan kazakh doit d'abord être désacralisé. On ne doit plus considérer le Kazakhstan comme une réussite puisque cette réussite ne profite qu'à une minorité. Une sécurité des individus doit avoir comme postulat de base une redistribution équitable des avoirs entre les membres d'une communauté. L'élite financière et politique ne doit plus profiter de ses charges pour imposer une pauvreté structurelle et contingente à ses concitoyens. Il est donc impératif de cesser d'assujettir l'économie aux dogmes néolibéraux favorisant l'inégalité et la pauvreté. Il faut également chercher à combler le fossé entre une minorité très riche et une majorité très pauvre. Il faut, lutter contre l'effritement du tissu social dû à la nature du système économique, cesser la privatisation et la braderie de l'État et mettre fin au processus de désindustrialisation et de dévastation de l'agriculture. Il est urgent de combattre la formation d'une économie criminelle, où la fuite des capitaux et le blanchiment d'argent appauvrissent les dépossédés. Il faut également réintroduire une économie fonctionnelle et multiforme où les exportations de matières premières côtoient des secteurs agricole et industriel en santé. Finalement, il est pressant de réintroduire une forme d'État-providence, finançant l'éducation et la santé tout en luttant contre le chômage, l'inflation, la fuite des cerveaux, le retard dans le paiement des salaires et des pensions, et la chute substantielle du niveau de vie. L'individu doit être en mesure de s'imaginer un futur socio-économique au sein d'un schéma sécuritaire émancipatoire.

Le secteur social, en ce sens, doit profiter de la réinvention de la scène économique. Il est impératif de mettre un frein au désengagement public. La première sphère d'insécurité se situe dans les besoins primordiaux de l'individu. On ne peut justifier que l'État qui représente la collectivité cesse de fournir des services à ses commettants. Il est donc impératif de prioriser les besoins sociaux des individus sur les intérêts de l'État. Il faut contrer la dégradation des systèmes de santé et d'éducation par un réinvestissement

massif. La couverture universelle doit être réintroduite, l'éducation doit être ouverte à l'ensemble des individus. Il ne doit pas y avoir de citoyens de seconde classe. Les politiques doivent garantir à tous, l'égalité des chances. Les individus doivent avoir un niveau de vie acceptable mais également avoir accès à autre chose. La sécurité peut être physique, mais elle est également identitaire, culturelle, spirituelle. Les Kazakhs doivent jouir d'autre chose que du travail et de l'argent. Ils doivent pouvoir pratiquer leur religion en toute liberté sans craindre les représailles ou la censure. La sphère sociétale est garante des moyens de parvenir à une sécurité des individus. Il ne saurait y avoir d'émancipation sans que ce secteur redevienne le centre des politiques de sécurité.

La situation environnementale doit être rapidement prise en considération. Elle représente un fardeau colossal pour les citoyens comme pour l'État. On ne peut imaginer une oppression plus fondamentale que celle de vivre dans un environnement vicié, où l'agriculture est impossible, où l'eau est polluée et où les enfants meurent quotidiennement de maladies incurables. Il est donc urgent de réimplanter ailleurs les habitants vivant dans des zones d'extrême contamination. Il faut cesser de polluer les cours d'eau, d'épandre des pesticides, et de rejeter des déchets toxiques dans l'environnement. Il est nécessaire de se pencher sur les problèmes majeurs que sont le Polygone et la mer d'Aral. Il faut ainsi fournir aux individus, les moyens de se soigner et d'éviter d'autres contaminations. La grande quantité de gaz carbonique produit doit faire l'objet de politiques. Et finalement, il est impératif que le développement de la Caspienne soit réglementé pour permettre un développement harmonieux, en corrélation avec les besoins des citoyens et non dommageable pour l'environnement. Il faut arrêter le développement sauvage, risquant la détérioration de la biodiversité à long terme, pour le seul profit des autorités. L'essence de la sécurité provient de l'environnement dans lequel les citoyens vivent. Si l'on considère

que leur point de vue doit être priorisé, il est normal de postuler pour un assainissement de leur environnement.

Il est certain que cet agenda émancipatoire impose ses charges et ses obligations. Certains argueront que l'économie ne peut supporter un tel programme. Mais, il faut toujours se rappeler que cette vision repose, elle aussi, sur une conception philosophique particulière. L'émancipation peut être impossible à réaliser dans le cadre actuellement en vigueur, mais rien ne permet de croire que ce cadre est là pour durer éternellement. Le processus peut toujours débiter et provoquer, au fur et à mesure, une révision du cadre. Les Kazakhs ont déjà vécu sous un cadre complètement différent. Les corrections postulées sont très souvent en adéquation avec le cadre qui existait il n'y a pas si longtemps. L'émancipation décrite plus haut ne peut donc pas être taxée d'idéalisme ou d'utopisme. Nous nous en sommes tenus aux principes de l'immanence dans notre description de l'utopie concrète. Nous n'avons pas succombé à la tentation de suggérer une abstraction idéalisée devant se réaliser lors du 'grand soir'. La vision décrite est clairement ancrée dans le présent, dans les potentiels déjà existants au sein de la société kazakhe. Ce 'réalisme', doublé de la constatation d'une grande similarité entre les objectifs et l'ordre qui existait avant, nous permettent de croire que notre vision émancipatrice est envisageable.

Maintenant, comment pouvons-nous réaliser cette vision émancipatrice? En en faisant d'abord la promotion via la production et la diffusion d'analyse alternative de la sécurité kazakhe. Il est certain que si le discours continu d'être monopolisé par les tenants de la vision traditionnelle, l'émancipation risque peu de voir le jour. Si personne n'opte pour cette perspective analytique, il n'y aura jamais personne pour changer les pratiques en place. « [...] if critical security studies are to flourish and lead to a revisioning of security

in world politics.<sup>344</sup>», il est nécessaire de bâtir un corpus solide et efficace. Le travail d'universitaire peut contribuer à changer les perceptions et les normes, il est donc, en lui-même, un élément de la voie vers l'émancipation. Le mémoire que nous venons de rédiger peut être vu comme une première pièce de l'élaboration d'un cadre alternatif pour analyser et comprendre la sécurité du Kazakhstan. Nous avons pu démontrer que le cadre est effectivement pertinent et que l'émancipation y est concrètement envisageable. En ce sens, nous avons confirmé qu'une théorie alternative de la sécurité permet de comprendre plus adéquatement le panorama sécuritaire du Kazakhstan. Ce point peut être vu comme l'objectif et la contribution, quoique extrêmement modeste, de ce mémoire au processus d'émancipation des Kazakhs.

Certains pourraient objecter que notre point de vue n'est que le reflet d'un nouveau pan 'humaniste'(ou de sécurité humaine) déjà présent, et produisant une documentation alternative abondante sur la sécurité. Nous sommes conscients que nos assises théoriques ne sont pas inexplorées. Par contre, ajoutons seulement deux réflexions à cette objection. D'abord, même s'il est possible d'affirmer qu'une conception alternative de la sécurité existe, qu'elle a été exploitée par nombre de spécialistes (notamment ceux travaillant sur des cas précis, ou dans un cadre non-académique ou non-gouvernemental), il faut préciser que ceux-ci proviennent rarement du milieu des relations internationales ou des études de sécurité. La grande majorité des spécialistes de ces deux disciplines est encore focalisée sur des modèles idéalisés et statiques, qui ne sont, finalement, ni idéals, ni représentatifs de la réalité. Deuxièmement, le cadre précis des ÉSC offre des avantages notoires, notamment sa consistance et son intersubjectivisme, qui permettent une démonstration plus cohérente et plus solide de cette vision parallèle de la sécurité. Nous sommes d'avis que la plupart des travaux adoptant un angle sécuritaire alternatif sans s'appuyer sur la tradition critique, ne

---

<sup>344</sup> Booth et Vale, *loc. cit.*, p. 329.

possèdent pas cette cohérence théorique, provoquant de nombreuses lacunes ou contradictions logiques<sup>345</sup>. En employant un cadre approfondi et élargi, où la sécurité est comprise comme un processus vers l'émancipation, les ÉSC nous ont fourni un cursus où le théorique sert de vecteur de changement et de moyen concret pour atteindre une sécurité à visage humain.

Il devrait cependant être souligné, comme remarque finale, que dans l'état des choses actuelles, peu d'intervenants kazakhs travaillent à mettre en relation les aspirations des individus et les politiques sécuritaires. Pour l'instant, le statu quo est bien enraciné. Le Kazakhstan suit les dictats politico-économiques mondiaux avec une rigueur impressionnante. La sécurité, malgré une certaine confusion théorique sur le modèle à adopter, demeure très certainement une question de stabilité sociale, de contrôle de l'information, d'économie dirigée, de préservation de l'immuabilité politique et de la gouvernance actuelle et finalement d'édification d'une armée. Reste, finalement, à se demander pourquoi la sécurité fait-elle encore l'objet de ce type de traitement. Pourquoi, voit-on toujours la sécurité selon une perspective qui ne correspond pas à la réalité? Au Kazakhstan, est-ce parce que les analystes n'ont pas su s'adapter à une nouvelle réalité historique? Parce que la communauté scientifique se complaint dans un modèle

---

<sup>345</sup> Nous ne mentionnerons ici, que le pan appelé 'sécurité humaine' qui, s'il est basé sur des bonnes intentions, souffre de nombreuses lacunes conceptuelles. Il propose une vision simpliste, ne reposant que sur de grands principes humanitaires, sans jamais questionner l'ontologie, l'épistémologie et le praxis de la sécurité. Ce type de sécurité semble être davantage une instrumentalisation, par les politiques, d'un phénomène de mass média, le 'human interest', qu'une vision alternative de la sécurité. Voir, Roland Paris, « Human Security. Paradigm Shift or Hot Air? », dans Brown, Coté Jr., Lynn-Jones et Miller, *op. cit.*, pp. 249-264; Yuen Foong Khong, « Human Security : A Shotgun Approach to Alleviating Human Misery? », *Global Governance*, Vol. 7, No. 3, 2001, pp. 231-236; Peter Stoett, *Human and Global Security : An Exploration of Terms*, Toronto, University of Toronto Press, 1999 et Majid Tehranian, dir., *Worlds Apart : Human Security and Global Governance*, Londres, I.B. Tauris, 1999. Certains gouvernements, notamment celui du Canada, font maintenant une grande place à cette déclinaison de la sécurité. Voir la politique canadienne à ce sujet sur le site du gouvernement; <http://www.humansecurity.gc.ca/>

confortable? À qui profite ce modèle? Pourquoi est-il, sans le moindre questionnement, invariablement utilisé? Peut-on réellement penser que cette vision du monde est la plus complète, la plus bénéfique, la plus réaliste? « To be more precise, whose real world should we discuss? Who has controlled and now controls the facts that define politics?<sup>346</sup> »

---

<sup>346</sup> Booth et Vale, *loc. cit.*, pp. 331.

## Bibliographie

ALEXANDROV, Mikhail. *Uneasy Alliance. Relations Between Russia and Kazakhstan in the Post-Soviet Era, 1992-1997*. Londres, Greenwood Press, 1999. 327 pages.

ALAM, Asad et Arup Banerji. *Uzbekistan and Kazakhstan: A Tale of Two Transition Paths*. Washington, World Bank Policy Research, Working Paper No. 2472, 2000. 25 pages.

ALLISON, Roy et Lena Jonson, dir. *Central Asian Security. The New International context*. Londres, Royal Institute of International Affairs, 2001. 279 pages.

ANDERSON, Benedict. *Imagined Communities – Reflections on the Origins and Spread of Nationalism*. Londres, Verso Publishers, 1983. 224 pages.

ARAS, Bulent. *The New Geopolitics of Eurasia and Turkey's Position*. Londres, Routledge, 2002. 160 pages.

ATAL, Subodh. « Central Asian Geopolitics and U.S. Policy in the Region : The Post-11 september Era ». *Mediterranean Quarterly*, Vol. 14, No. 2, 2003, pp. 95-109.

AUTY, Richard M. *The IMF Model and Resource-Abundant Transition Economies: Kazakhstan and Uzbekistan*. Helsinki, United Nations University World Institute for Development Economics Research, Working Papers No. 169, 1999. 33 pages.

BALDWIN, David A. « Security Studies and the End of the Cold War ». *World Politics*, Vol. 48, No. 1, 1996. pp. 117-141.

BALDWIN, David A. « The Concept of Security ». *Review of International Studies*, Vol. 23, No.1, 1997. pp. 5-26.

BARRINGTON, Lowell W. « The Motherland Is Calling: Views of Homeland among Russians in the Near Abroad ». *World Politics*, Vol. 55, No 2, 2003. pp. 290-313.

BILGIN, Pinar. « Whose 'Middle East'? Geopolitical Inventions and Practices of Security ». *International Relations*, Vol 18, No.1, 2004, pp. 25–41.

BILGIN, Pinar, Ken Booth et Richard Wyn Jones. « Security Studies: The Next Stage? ». *Nação e Defesa*, No. 84, 1998. pp. 131-157.

BLANK, Stephen. « Every shark east of Suez: great power interests, policies and tactics in the Transcaspian energy wars ». *Central Asian Survey*, Vol. 18, No. 2, 1999. pp. 149-184.

BOOTH, Ken. « Security and Emancipation ». *Review of International Studies*, Vol. 17, No. 4, 1991. pp. 313-326.

BOOTH, Ken. « A New Security Concept for Europe ». dans Paul Eavis, dir. *European Security : The New Agenda*. Bristol, Saferworld, 1990. pp. 1-7.

BOOTH, Ken. « Three Tyrannies ». dans Tim Dunne et Nicholas Wheeler, dir. *Human Rights in Global Politics*. Cambridge, Cambridge University Press, 1999. pp. 31-70.

BOOTH, Ken. dir. *Critical Security Studies and World Politics*. Boulder, Lynne Rienner Publishers, 2005. 323 pages.

BOURDIEU, Pierre. *Langage et pouvoir symbolique*. Paris, Fayard, 2001. 423 pages

BROWN, Michael E., Owen R. Coté, Sean M. Lynn-Jones et Steven E. Miller. *New Global Dangers: Changing Dimensions of International Security*. Cambridge, M.I.T Press, 2004. 553 pages.

BRZEZINSKI, Zbigniew. *The Grand Chessboard*. New York, Basic Books, 1997. 223 pages.

BUZAN, Barry. *People, States & Fear. An agenda for International Security Studies in the post-cold war era*. 2<sup>e</sup> édition. Boulder, Colorado, Lynne Rienner Publishers, 1991. 393 pages.

BUZAN, Barry, Ole Wæver et Jaap de Wilde. *Security. A New Framework For Analysis*. Boulder, Colorado, Lynne Rienner Publishers, 1998. 239 pages.

BUZAN, Barry et Ole Wæver. *Regions and Powers. The Structure of International Security*. Cambridge, Cambridge University Press, 2003. 564 pages.

CAMPBELL, David. *Writing Security. United States Foreign Policy and the Politics of Identity*. Minneapolis, University of Minnesota Press, 1992. 289 pages.

CEYHAN, Ayse. « Analyser la Sécurité : Dillon, Wæver, Williams et les autres ». *Cultures & Conflits (Sécurité et Immigration)*, Paris, Harmattan, No. 31-32, 1998. pp. 39-66.

CHOSSUDOVSKY, Michel. *Guerre et mondialisation. La vérité derrière le 11 septembre*. Montréal, Éditions Écosociété, 2002. 251 pages.

CHUFRIN, Gennady. dir. *Russia and Asia: the Emerging Security Agenda*. Oxford, Oxford University Press, 2000. 534 pages.

COX, Robert W. « Social Forces, States and World Orders : Beyond International Relations Theory ». dans Robert Keohane, dir. *Neorealism and its Critics*. New York, Columbia University Press, 1986, pp. 204-254.

CROISSANT, Michael et Aras Bulent. dir. *Oil and Geopolitics in the Caspian Sea Region*. Westport, Praeger, 2000. 305 pages.

CUMMINGS, Sally N. *Power & Change in Central Asia*. Londres, Routledge, 2002. 176 pages.

DAVID, Charles-Philippe. *La Guerre et la Paix. Approches contemporaines de la sécurité et de la stratégie*. Paris, Presses de Sciences Po, 2000. 463 pages.

- DEUDNEY, Daniel. « The Case Against Linking Environmental Degradation and National Security ». *Millennium*, Vol. 19, 1990. pp. 461-76.
- DEUDNEY, Daniel et Richard A. Matthew. dir. *Contested Grounds: Security and Conflict in the New Environmental Politics*. Albany, State University of New York Press, 1999. 320 pages.
- DJALILI, Mohammad-Reza et Thierry Kellner. *Géopolitique de la nouvelle Asie centrale*. Paris, PUF, 2001. 313 pages.
- DUNLOP, John B. « Reintegrating Post-Soviet Space ». *Journal of Democracy*, Vol. 11, No. 3, 2000, pp. 39-47.
- EBEL, Robert et Rajan Menon. *Energy Conflict in Central Asia*. Washington, Rowman & Littlefield Publishers, Inc., 2000. 288 pages.
- EDWARDS, Matthew. « The New Great Game and the new great gamers : disciples of Kipling and Mackinder ». *Central Asian Survey*, Vol. 22, No.1, 2003, pp. 83-102.
- EFEĞIL, Ertan et Leonard A. Stone. « Iran's interests in Central Asia: a contemporary assessment ». *Central Asian Survey*, Vol. 20, No. 3, 2001. pp. 353-365.
- EISENBAUM, Boris. *Guerres en Asie centrale*. Paris, Grasset, 2005.
- ERIKSSON, Johan. « Observers or Advocates? On the Political Role of Security Analysts ». *Cooperation and Conflict*, Vol. 34, No. 3, 1999. pp. 311-330.
- FESHBACH, Murray. *Ecological Disaster: Cleaning Up the Hidden Legacy of the Soviet Regime*. New York, Twentieth Century Fund Press, 1995. 155 pages.
- GEORGE, Alexandra. *Journey into Kazakhstan. The True Face of the Nazarbayev Regime*. Boston, University Press of America, 2001. 269 pages.
- GILL, Bates et Matthew Oresman. « China's New Journey to the West: China's Emergence in Central Asia and Implications for U.S. Interests ». Washington, *CSIS Report*, 2003. 64 pages.
- GILL, Stephan. dir. *Gramsci, Historical Materialism and International Relations*. Cambridge, Cambridge University Press, 1993. 333 pages.
- GLEASON, Gregory. *Central Asian States. Discovering Independence*. Boulder, Westview Press, 1997. 244 pages.
- GLEASON, Gregory. « Inter-state cooperation in Central Asia from the CIS to the Shanghai Forum ». *Europe-Asia studies*, Vol. 53, No. 7, 2001. pp. 1077-1096.
- GLEICK, Peter. « Environment and Security: The Clear Connections ». *Bulletin of the Atomic Scientists*, Vol. 47, No. 3, 1991. pp. 17-21.

- GLEICK, Peter. « Water and Conflict: Fresh Water Resources and International Security ». *International Security*, Vol. 18, No. 1, 1993. pp. 79-112.
- GREEN, D. J. « Regional co-operation policies in Central Asia ». *Journal of international development*, Vol. 13, No. 8, 2001. pp. 1151-1164.
- HAFTENDORN, Helga. « The Security Puzzle: Theory-Building and Discipline- Building in International Security ». *International Security Quarterly*, Vol. 35, 1991. pp. 3-17.
- HOMER-DIXON, Thomas et Jessica Blitt. *Ecoviolence: Links Among Environment, Population, and Security*. Lanham, Rowman & Littlefield Publishers, 1998. 256 pages.
- HORKHEIMER, Max. *Théorie traditionnelle et théorie critique*. Paris, Gallimard, 1996. 327 pages.
- HUGHES, Bryn. « The Security Story...but which one? ». *Dialogue*, Vol. 2, No. 2, 2004. pp. 1-23.
- HUYSMANS, Jef. « Security! What Do You Mean? From Concept to Thick Signifier ». *European Journal of International Relations*, Vol. 4, No. 2, 1998. pp. 226-255.
- JONES LUONG, Pauline. *The Transformation of Central Asia: States and Societies from Soviet Rule to Independence*. Cambridge, Cambridge University Press, 2003. 400 pages.
- JONSON, Lena. *Russia in Central Asia: A New Web of Relations*. Londres, The Royal Institute of International Affairs, 1998. 78 pages.
- JUNEAU, Thomas, Gérard Hervouet et Frédéric Lasserre, dir. *Asie centrale et Caucase. Une sécurité mondialisée*. Québec, Les Presses de l'Université Laval, 2004. 242 pages.
- KANG, David C. « Getting Asia Wrong. The Need for New Analytical Frameworks ». *International Security*, Vol. 27, No. 4, 2003. pp. 57-85.
- KARAM, Patrick. *Asie Centrale. Le Nouveau Grand Jeu*. Paris, L'Harmattan, 2002. 322 pages.
- KARAEV, Zainiddin. « Water Diplomacy in Central Asia ». *The Middle East Review of International Affairs*, Vol. 9, No. 1, 2005. pp. 63-69.
- KASSENOVA, Nargis. « Kazakhstan's national security: conceptual and operational aspects ». *Central Asian Survey*, Vol. 24, No. 2, 2005. pp. 151-164.
- KENNEDY-PIPE, Caroline. « Whose Security? State-Building and the 'Emancipation' of Women in Central Asia ». *International Relations*, Vol 18, No. 1, 2004. pp. 91-107.
- KHONG, Yuen Foong. « Human Security : A Shotgun Approach to Alleviating Human Misery? ». *Global Governance*, Vol. 7, No. 3, 2001. pp. 231-236.
- KING, Charles et Neil J. Melvin. « Diaspora Politics: Ethnic Linkages, Foreign Policy, and Security in Eurasia ». *International Security*, Vol. 24, No. 3, 1999. pp. 108-138.

KLARE, Michael T. et Yogesh Chandrani. *World Security. Challenges For A New Century*. New York, St. Martin's Press, 1998. 418 pages.

KLEVEMAN, Lutz. *New Great Game. Blood and Oil in Central Asia*. New York, Atlantic Monthly Press, 2003. 287 pages.

KOLODZIEJ, Edward A. « Renaissance in Security Studies? Caveat Lector! ». *International Studies Quarterly*, Vol. 36, No. 4, 1992. pp. 421-438.

KOLSTØ, Pal. « The New Russian Diaspora : Minority Protection in the Soviet Successor States ». *Journal of Peace Research*, Vol. 30, No. 2, 1993. pp. 197-217.

KOLSTØ, Pal. dir. *Nation-Building and Ethnic Integration in Post-Soviet Societies: An Investigation of Latvia and Kazakhstan*. Boulder, Westview Press, 1999. 344 pages.

KRAUSE, Keith et Michael C. Williams. dir. *Critical Security Studies. Concepts and Cases*. Minneapolis, University of Minnesota Press, 1997. 378 pages.

KRAUSE, Keith. « Critical Theory and Security Studies. The Research Programme of 'Critical Security Studies' ». *Cooperation and Conflict*, Vol. 33, No. 3, 1998. pp. 298-333.

KUBICEK, Paul. « Regionalism, Nationalism and Realpolitik in Central Asia ». *Europe-Asia Studies*, Vol. 49, No. 4, 1997. pp. 637-655.

KUMAR, Satish. « Pakistan's Great Game in Central Asia ». *Institute of Peace and Conflict Studies*, Article No. 1826, 2005. pp. 1-2.

LAITIN, David. *Identity in Formation: the Russian-speaking Populations in the Near Abroad*. Ithaca, Cornell University Press, 1998. 417 pages.

LAKE, David A. et Patrick M. Morgan. dir. *Regional Orders. Building Security in a New World*. University Park, The Pennsylvania State University Press, 1997. 406 pages.

LEE, Pak K. « China's quest for oil security: oil (wars) in the pipeline? ». *The Pacific Review*, Vol. 18, No. 2, 2005. pp. 265-301.

LEGVOLD, Robert. dir. *Thinking Strategically. The Major Powers, Kazakhstan, and the Central Asian Nexus*. Cambridge, The MIT Press, 2003. 243 pages.

LÉVESQUE, Jacques, Yann Breault et Pierre Jolicoeur. *La Russie et son ex-empire. Reconfiguration géopolitique de l'ancien espace soviétique*. Paris, Presses de Sciences Po, 2003. 347 pages.

LEVITSKY, Steven et Lucan A. Way. « Elections Without Democracy. The Rise of Competitive Authoritarianism ». *Journal of Democracy*, Vol. 13, No. 2, 2002. pp. 51-65.

LEVY, Marc A. « Is the Environment a National Security Issue? ». *International Security*, Vol. 20, No. 2, 1995. pp. 35-62.

LIPSCHUTZ, Ronnie D. dir. *On Security*. New York, Columbia University Press, 1995. 233 pages.

LLOYD-ROBERTS, Sue et Ethirajan Anbarasan. « Mer d'Aral: dépasser les gâchis du passé ». *Le Courrier de l'UNESCO*, Vol. 53, No. 1, 2000. pp. 10-13.

MACLEOD, Alex, Evelyne Dufault et F. Guillaume Dufour. *Relations internationales. Théories et concepts*. Montréal, Athéna éditions, 2002. 239 pages.

MASANOV, Nurbulat. « Political development of sovereign Kazakhstan ». Exposé présenté devant le Parlement Européen, *International Eurasian Institute for Economic and Political Research*, 10 décembre 2002. pp.1-8.

MATTHEW, Richard A. « Environment and Security: Concepts and Definitions ». *National Security Studies Quarterly*, Vol. 4, No. 4, 1998. pp. 63-72.

MATTHEWS, Jessica Tuchman. « Redefining Security ». *Foreign Affairs*, Vol. 68, No. 2, 1989. p. 162-177.

MCDERMOTT, Roger. « Kazakhstan's Military Reform Creeps Forward ». *Eurasia Daily Monitor*, Vol. 1, No. 71, 2004. pp. 32-33.

McSWEENEY, Bill. « Buzan and the Copenhagen School ». *Review of International Studies*, Vol. 22, No. 1, 1996. pp. 81-93.

McSWEENEY, Bill. *Security, Identity and Interests : A Sociology of International Relations*. Cambridge, Cambridge University Press, 1999. 239 pages.

MELVIN, Neil J. « Patterns of Centre-Regional Relations in Central Asia : The Cases of Kazakhstan, the Kyrgyz Republic and Uzbekistan ». *Regional & Federal Studies*, Vol. 11, No. 3, 2001. pp. 165-193.

MEYER, Karl E. et Shareen Blair Brysac. *Tournament of Shadows : The Great Game and the Race for Empire in Asia*. Londres, Abacus Books, 2001. 672 pages.

MICKLIN, Philip. *Managing Water in Central Asia*. Londres, The Royal Institute Of International Affairs, 2000. 72 pages.

MYERS, Norman. *Ultimate Security: The Environmental Basis of Political Stability*. New York, WW Norton, 1993. 308 pages.

NAZARBAEV, Nursultan. *Sans droites ni gauches*. Lausanne, L'Âge d'homme, 1993. 225 pages.

NAZPARY, Joma. *Post-Soviet chaos. Violence and Dispossession in Kazakhstan*. Londres, Pluto Press, 2002. 217 pages.

NEF, Jorge. *Human Security and Mutual Vulnerability : The Global Political Economy of Development and Underdevelopment*. Ottawa, International Development Centre, 1999. 123 pages.

NEUFELD, Mark. « Pitfalls of Emancipation and Discourses of Security: Reflections on Canada's 'Security With a Human Face' ». *International Relations*, Vol 18, No.1, 2004. pp. 109-123.

NIVAT, Anne. *Par les monts et les plaines d'Asie centrale*. Paris, Fayard, 2006. 383 pages.

OLCOTT, Martha Brill. *The Kazakhs*. Stanford, Hoover Institution Press, 1995. 388 pages.

OLCOTT, Martha Brill. *Central Asia's New States. Independence, Foreign Policy and Regional Security*. Washington, US Institute of Peace Press, 1996. 202 pages.

OLCOTT, Martha Brill. « Kazakstan : Nursultan Nazarbaev as strong president ». dans Raymond Taras. dir. *Postcommunist Presidents*. Cambridge, Cambridge University Press, 1997. pp. 106-129.

OLCOTT, Martha Brill. *Kazakhstan : Unfulfilled Promises*. Washington, Carnegie Endowment for International Peace, 2002. 267 pages.

PARAKHONSKY, Borys. « Central Asia: Geo-strategic Survey ». *Central Asia and the Caucasus*, Vol. 3, No. 1, 2000. pp. 1-13.

PEIMANI, Hooman. *Regional Security and The Future of Central Asia. The Competition of Iran, Turkey, and Russia*. Londres, Praeger, 1998. 151 pages.

PORTER, Gareth. « Environmental Security as a National Security Issue ». *Current History*, Vol. 94, No. 592, 1995. pp. 218-222.

POUJOL, Catherine. *Le Kazakhstan*. Paris, PUF, 2000. 127 pages.

RASHID, Ahmed. « Jihad : The Rise of Militant Islam in Central Asia ». New Haven, Yale University Press, 2002. 304 pages.

RASIZADE, Alec. « Entering the Old 'Great Game' in Central Asia ». *Orbis*, Vol. 47, No. 1, 2003. pp. 41-58.

RAVIOT, Jean-Robert. « Environnement contre géopolitique : les enjeux écologiques dans la région caspienne ». *Cemoti*, No. 23, 1997. pp. 65-89.

RIGI, Jakob. « The Conditions of Post-Soviet Dispossessed Youth and Work in Almaty, Kazakhstan ». *Critique of Anthropology*, Vol. 23, No. 1, 2003. pp. 35-49.

ROTHSCHILD, Emma. « What Is Security? ». *Daedalus*, Vol. 124, No. 3, 1995. pp. 53-98.

RUBINSTEIN, Alvin Z. et Oles M. Smolansky. dir. *Regional Power Rivalries in the New Eurasia*. New York, M.E. Sharpe, 1995. 290 pages.

RUMER, Bruce. « The Powers in Central Asia ». *Survival*, Vol. 44, No. 3, 2002. pp. 57-68.

SARSEMBAYEV, Azamat. « Imagined communities: Kazak nationalism and Kazakification in the 1990s ». *Central Asian Survey*, Vol. 18, No. 3, 1999. pp. 319-346.

SCHATZ, Edward. « The Politics of Multiple Identities: Lineage and Ethnicity in Kazakhstan ». *Europe-Asia Studies*, Vol. 52, No. 3, 2000. pp. 489-506.

SMITH, Steve, Ken Booth et Marysia Zalewski. dir. *International Theory: Positivism and Beyond*. Cambridge, Cambridge University Press, 1996. 376 pages.

STAMNES, Eli. *United Nations Preventive Deployment in Macedonia : a CSS Analysis*. PhD thesis. University of Wales, Aberystwyth, 2002. 224 pages.

STAMNES, Eli. « Critical Security Studies and the United Nations Preventive Deployment in Macedonia ». *International Peacekeeping*, Vol. 11, No. 1, 2004. pp.161-181.

STAMNES, Eli et Richard Wyn Jones. « Burundi: a Critical Security Perspective ». *Peace and Conflict Studies*, Vol. 7, No. 2, 2000. pp. 37-55.

STIGLITZ, Joseph. *La Grande Désillusion*. Paris, Fayard, 2002. 407 pages.

STOETT, Peter. *Human and Global Security : An Exploration of Terms*. Toronto, University of Toronto Press, 1999. 168 pages.

SWANSTROM, Niklas. « China and Central Asia: a new Great Game or traditional vassal relations? ». *Journal of Contemporary China*, Vol. 14, No. 45, 2005. pp. 569-584.

TAROCK, Adam. « The politics of the pipeline: the Iran and Afghanistan conflict ». *Third World Quarterly*, Vol. 20, No. 4, 1999. pp. 801-820.

Tatibekov, Bolat *et al.* *Globalization, Employment and Poverty. Reduction: The Case of Kazakhstan*. Almaty, KIMEP Center for Research and Development/IPG International Labour organization, 2005. 143 pages.

TERRIFF, Terry, Stuart Croft, Lucy James et Patrick M. Morgan. *Security Studies Today*. Cambridge, Polity Press, 1999. 234 pages.

TEHRANIAN, Majid. dir. *Worlds Apart : Human Security and Global Governance*. Londres, I.B. Tauris, 1999. 192 pages.

TOLIPOV, Farkhod. « Nationalism as a geopolitical phenomenon: the Central Asian case ». *Central Asian Survey*, Vol. 20, No. 2, 2001. pp.183-194.

TORM, Nina. *The Nexus of Economic Growth, Employment and Poverty during Economic Transition: An Analysis of Armenia, Kazakhstan, Kyrgyzstan, Moldova, Tajikistan and Uzbekistan*. Genève, Recovery and Reconstruction Department International Labour Office, 2003. 37 pages.

ULLMAN, Richard H. « Redefining Security ». *International Security*, Vol. 8, No. 1, 1983. pp. 129-153.

VIAU, Hélène. *La (re)conceptualisation de la sécurité dans les théories réaliste et critique : quelques pistes de réflexion sur les concepts de sécurité humaine et de sécurité globale*. Montréal, Série Mémoires, Centre d'études sur les politiques étrangères et de sécurité (CEPES), août 2000. 165 pages.

WÆVER, Ole, Barry Buzan, Morten Kelstrup et Pierre Lemaitre. *Identity, Migration and the New Security Agenda in Europe*. Londres, Pinter Press, 1993. 288 pages.

WALSH, J. Richard. « China and the New Geopolitics of Central Asia ». *Asian Survey*, Vol. 33, No. 3, 1993. pp. 272-284.

WALT, Stephen M. « The Renaissance of Security Studies ». *International Studies Quarterly*, Vol. 35, No. 2, 1991. pp. 211-239.

WALTZ, Kenneth. « The Emerging Structure of International Politics ». *International Security*, Vol. 18, No. 2, 1993. pp. 44-79.

WENDT, Alexander. *Social Theory of International Politics*. Cambridge, Cambridge University Press, 1999. 429 pages.

WILKIN, Peter. « Global poverty and orthodox security ». *Third World Quarterly*, Vol. 23, No. 4, 2002. pp. 633-645.

WYN JONES, Richard. *Security, Strategy, and Critical Theory*. Boulder, Lynne Rienner Publishers, 1999. 200 pages.

WYN JONES, Richard. dir. *Critical Theory and World Politics*. Boulder, Lynne Rienner Publishers, 2001. 259 pages.

YERMUKANOV, Marat. « Kazakhstan-India relations: Partners or Distant Friends? ». *Eurasia Daily Monitor*, Vol. 1, No. 128, 2004. pp. 1-2.

ZARDYKHAN, Zharmukhamed. « Kazakhstan and Central Asia: regional perspectives ». *Central Asian Survey*, Vol. 21, No. 2., 2002. pp.167-183.

#### **Sources provenant d'organisations internationales :**

THE AGENCY OF STATISTICS OF THE REPUBLIC OF KAZAKHSTAN. *Time series of socio-economic development of the Republic of Kazakhstan*. Astana, 2006.

BANQUE MONDIALE. *Kazakhstan Governance and Service Delivery. Diagnostic Report*. Washington, Report No. 23257-KZ, Poverty Reduction and Economic Management Unit (ECSPE) Europe and Central Asia Region, 2002. 133 pages.

BANQUE MONDIALE. *Republic of Kazakhstan. GETTING Competitive, STAYING Competitive: The Challenge of Managing Kazakhstan's Oil Boom*. Washington, BM, 2004. 71 pages.

- BANQUE MONDIALE. *World development indicators 2005*. Washington, BM, 2005.
- BANQUE MONDIALE. *The Millennium Development Goals in Kazakhstan*. Washington, BM, 2005. 164 pages.
- BUREAU DU PRÉSIDENT DU KAZAKHSTAN. *Kazakhstan – 2030. La prospérité, la sécurité et l'amélioration du niveau de vie de tous les Kazakhstanais*. Almaty, 1997.
- BUREAU DU PRÉSIDENT DU KAZAKHSTAN. *Strategic Plan of Kazakhstan's Development till year 2010*. Astana, 2001.
- THE EUROPEAN MONITORING CENTRE FOR DRUGS AND DRUG ADDICTION. *Kazakhstan - country profile*. Lisbonne, EMCDDA, 2006. 8 pages.
- FONDS MONÉTAIRE INTERNATIONAL. « Kazakhstan Repays the IMF Ahead of Schedule ». *News Brief* No. 00/35, 1 juin 2000. 1 pages.
- FONDS MONÉTAIRE INTERNATIONAL. « Republic of Kazakhstan: Selected Issues ». *IMF Country Report*, No. 05/240, Juillet 2005. 38 pages.
- FREEDOM HOUSE. *Nations in Transit 2006. Kazakhstan*. Almaty, FH, 2006. 23 pages.
- GLOBAL PROGRAMME AGAINST MONEY LAUNDERING. « Money Laundering and Related Issues in Kazakhstan ». *GPML Central Asia Briefing*, No.1, 2002. 9 pages.
- HUMAN RIGHTS WATCH. *Political Freedoms in Kazakhstan*. Vol. 16, No. 3, 2004. 53 pages.
- MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT DU KAZAKHSTAN. *State of the Environment in Kazakhstan 2004*. Almaty, UNEP/ENRIN, 2004.
- ORGANISATION DES NATIONS UNIES. *Kazakhstan: Achievements, issues and prospects*. Almaty, ONU, 2003. 48 pages.
- ORGANISATION MONDIALE DE LA SANTÉ. *Highlights on health in Kazakhstan - 2005*. Genève, OMS, 2006. 34 pages.
- ORGANISATION MONDIALE DE LA SANTÉ. *Immunization Profile – Kazakhstan*. Genève, OMS, 2006. 2 pages.
- ORGANISATION MONDIALE DE LA SANTÉ. *TB country profile – Kazakhstan*. Genève, OMS, 2006. 2 pages.
- ORGANISATION MONDIALE DE LA SANTÉ. *The World Health report 2006 - working together for health*. Genève, OMS, 2006. 209 pages.
- OSCE OFFICE FOR DEMOCRATIC INSTITUTIONS AND HUMAN RIGHTS. ELECTION OBSERVATION MISSION. *Republic of Kazakhstan. Presidential Election, 4 December 2005. Final Report*. Varsovie, OSCE/ODIHR, 2006. 32 pages.

PROGRAMME DES NATIONS UNIES POUR LE DÉVELOPPEMENT. *National Human Development Report for Kazakhstan 2005. The Great Generation of Kazakhstan: Insights into the Future*. Almaty, PNUD Kazakhstan, 2005. 124 pages.

SILK ROAD STUDIES PROGRAM. *Country Factsheets – Kazakhstan*. Uppsala, Uppsala University, 2004. 2 pages.

UNESCO. *Statistics in Brief - Education Indicators – Kazakhstan*. Montréal, UNESCO Institute for Statistics, 2005.

UNION EUROPÉENNE. *Déclaration de l'UE sur les élections présidentielles au Kazakhstan*. 15 Décembre 2005. 1 pages.

----- . « Mer Caspienne: enjeux pétroliers ». *La documentation française*. [www.ladocumentationfrancaise.fr/dossiers/mer-caspienne/index.shtml](http://www.ladocumentationfrancaise.fr/dossiers/mer-caspienne/index.shtml), juin 2006.

----- . « The military doctrine of the Republic of Kazakhstan ». *Kazakhstan Pravda*, 12 février 2000.

#### **Article de journaux :**

BLUA, Antoine. « China's Mounting Influence - Xinjiang's Thirst Threatens Kazakh Water Resources ». *eurasianet.org*, 24 novembre 2004.

BLUA, Antoine. « Kazakhstan: Religious Faithful Face Greater Scrutiny in Name of Security Civil Society ». *eurasianet.org*, 28 mai 2005.

JAFALIAN, Annie. « Vers une militarisation de la mer Caspienne? Le projet de la CASFOR ». *Fondation pour la recherche stratégique*, 30 octobre 2005.

HAFVENSTEIN, Joel A. « Central Asia ». *The NIS Observed: An Analytical Review*, Vol. 8, No. 9, 2003.

KENNY, Timothy J. « Journalism Standards Lag in Kazakhstan ». *eurasianet.org*, 30 novembre 2005.

KIMMAGE, Daniel. « Kazakhstan : Democracy, Energy, and Ambiguity ». *eurasianet.org*, 9 décembre 2006.

KUCERA, Joshua. « Bush: Kazakhstan is a 'Free Nation' ». *eurasianet.org*, 29 septembre 2006.

KUSAINOV, Aldar. « A Struggle Over Energy May Alter Kazakhstan's National Fund ». *eurasianet.org*, 13 novembre 2002.

KUSAINOV, Aldar. « Kazakhstan : Mysterious murder mars presidential ». *eurasianet.org*, 14 novembre 2005.

LELYVELD, Michael. « Caspian : Results of Russian War Games Still a Mystery ». *eurasianet.org*, 24 août 2002.

LILLIS, Joanna. « Sarsenbayev Murder Trial Opens in Kazakhstan ». *eurasianet.org*, 16 juin 2006.

LILLIS, Joanna. « Rich-Poor Gap Fuels Tension in Kazakhstan's Commercial Capital ». *eurasianet.org*, 9 août 2006.

LILLIS, Joanna. « French Researcher's Murder Focuses Attention on Crime Conditions in Kazakhstan ». *eurasianet.org*, 15 août 2006.

LILLIS, Joanna. « Kazakhstani Leaders Hail Success of President's Washington Visit ». *eurasianet.org*, 02 octobre 2006.

LILLIS, Joanna. « Oilfield Brawl Dents Kazakhstan's Image ». *eurasianet.org*, 21 novembre 2006.

LILLIS, Joanna. « Kazakhstani Opposition Leader Goes on Trial for Fraud », *eurasianet.org*, 5 décembre 2006.

MONTGOMERY, David W. « Central Asia ». *The NIS Observed: An Analytical Review*, Vol. 8, No. 7, 2003.

PANNIER, Bruce. « Kazakhstan: Nazarbaev Warns Foreign NGOs Ahead Of Presidential Election ». *eurasianet.org*, 13 septembre 2005.

PANNIER, Bruce. « Kazakhstan: Claims Of Terrorist Network Unsettle Some Political Activists ». *eurasianet.org*, 20 avril 2006.

PANNIER, Bruce. « Kazakhstan: President Tells West -- We Don't Need Your Advice ». *eurasianet.org*, 19 novembre 2006.

SAIDAZIMOVA, Gulnoza. « Kazakhstan: Election Campaign Heats Up With Foreigners' Expulsion, Electoral Official's Killing ». *RFE/RL*, 1 décembre 2005.

SAIDAZIMOVA, Gulnoza. « Kazakhstan: Government Pushing Nuclear Power Despite Public Fears ». *eurasianet.org*, 25 février 2006.

SAIDAZIMOVA, Gulnoza. « Kazakhstan: Environmentalists Say China Misusing Cross-Border Rivers ». *eurasianet.org*, 16 juillet 2006.

SAIDAZIMOVA, Gulnoza. « Central Asia: Security Services Take On Religious Dissent ». *eurasianet.org*, 11 août 2006.

STARR, S. Frederick. « Don't Play Politics With Kazakhstan ». *washingtonpost.com*, 28 septembre 2006, p. A23.

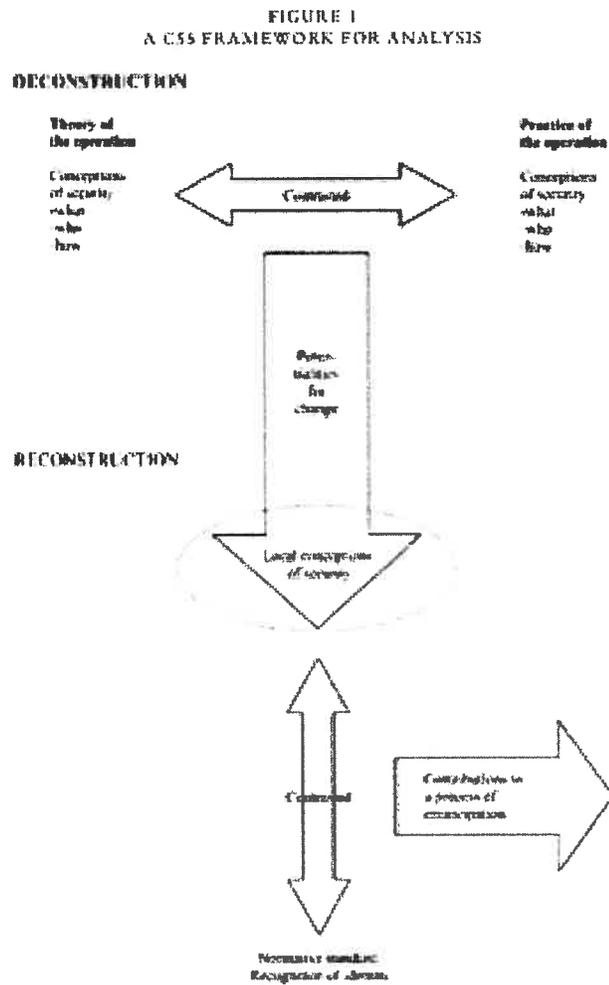
WEBEL, Janine R. « The Harvard Boys Do Russia ». *The Nation*, 1 juin, 1998.

-----, « 'Managed Democracy' Hits a Snag in Kyrgyzstan ». *eurasianet.org*, 1 mars 2005.

-----, « Kazakhstan : Democratization takes a back seat to energy profits ». *eurasianet.org*, 14 juin 2006.

## Annexe A

### Modèle schématisé proposé par Eli Stamnes



Source : Stamnes, *loc. cit.*, p. 165.

## Annexe B

### Nations in Transit Ratings and Averaged Scores

	1997	1998	1999	2001	2002	2003	2004	2005	2008
Electoral Process	5.50	5.50	6.00	6.25	6.25	6.50	6.50	6.50	6.50
Civil Society	5.25	5.00	5.00	5.00	5.50	5.50	5.50	5.50	5.75
Independent Media	5.25	5.50	5.50	6.00	6.00	6.25	6.50	6.50	6.75
Governance*	5.50	5.50	5.00	5.00	5.75	6.25	6.25	n/a	n/a
National Democratic Governance	n/a	6.50	6.75						
Local Democratic Governance	n/a	6.25	6.25						
Judicial Framework and Independence	5.00	5.25	5.50	5.75	6.00	6.25	6.25	6.25	6.25
Corruption	n/a	n/a	6.00	6.25	6.25	6.25	6.50	6.50	6.50
Democracy Score	5.30	5.35	5.50	5.71	5.96	6.17	6.25	6.29	6.36

*\*Starting with the 2005 edition, Freedom House introduced separate analysis and ratings for national democratic governance and local democratic governance to provide readers with more detailed and nuanced analysis of these two important subjects.*

